


BIBLIOTECA NAZIONALE VITT. EMANUELE
201
3 E.
7

COLLECTION D'HISTORIENS CONTEMPORAINS

HISTOIRE

DU

DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

DEPUIS LES TRAITÉS DE VIENNE

IMPRIMERIE POUPART-DAVYL ET Cᵉ, RUE DU BAC, 30.

G.-G. GERVINUS

PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ DE HEIDELBERG

HISTOIRE

DU

DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

DEPUIS LES TRAITÉS DE VIENNE

TRADUIT DE L'ALLEMAND

PAR J.-F. MINSSEN

PROFESSEUR AGRÉGÉ AU LYCÉE DE VERSAILLES
PROFESSEUR ADJOINT A L'ÉCOLE MILITAIRE DE SAINT-CYR

TOME SEPTIÈME



SEULE ÉDITION AUTORISÉE PAR L'AUTEUR



PARIS
LIBRAIRIE INTERNATIONALE
15, BOULEVARD MONTMARTRE
A. LACROIX, VERBOECKHOVEN ET Cie, ÉDITEURS
A Bruxelles, à Leipzig et à Livourne

1865



HISTOIRE

DU

DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

IV. LES RÉVOLUTIONS DANS LES ÉTATS DES PEUPLES LATINS DE L'AMÉRIQUE ET DE L'EUROPE MÉRIDIONALE

1. — LA GUERRE DE L'INDÉPENDANCE DANS L'AMÉRIQUE ESPAGNOLE JUSQU'EN 1820 (SUITE)

D. — LA RÉVOLUTION PREND L'OFFENSIVE

SAN MARTIN AU CHILI

San Martin.

José de San Martin (1) était né de parents espagnols, à Yapeyu, dans la province d'Entre-Rios (25 février 1778) sur laquelle son père régnait comme gouverneur. Après la mort du père, la mère de cet enfant,

(1) Il y a sur lui deux esquisses biographiques sans valeur : *Le général don José de San Martin*, dans l'*Impartial de Boulogne* du





tout jeune encore, était allée avec lui en Espagne, où San Martin reçut plus tard, à Madrid, une éducation militaire. Après que la guerre eut éclaté dans la Péninsule, San Martin entra dans les rangs de l'armée espagnole pour combattre les Français. Il avait déjà gagné le grade de colonel sur le champ de bataille d'Albufera (1811), lorsque, l'année suivante, il prit la résolution d'aller en Amérique et d'offrir ses services au pays où il avait vu le jour. Quant aux motifs qui le déterminèrent à prendre cette décision, on peut tout au plus hasarder quelques conjectures à cet égard. Les amis de San Martin ont expliqué cette première démarche importante, par laquelle il entra dans la vie politique, en la faisant dériver de ce même sentiment national exagéré qui, pour eux, est aussi la clef du dernier acte de San Martin, quand, avant de quitter la vie, il ordonna qu'on transportât son cadavre de Boulogne à Buenos-Ayres, et quand il légua son épée au terrible Rosas, pour lui témoigner ainsi son respect au sujet de la résistance qu'il avait opposée aux prétentions des puissances étrangères. Il est possible que les mobiles de San Martin n'aient pas eu une source aussi profonde; il pouvait croire, en 1812, que la cause de l'Espagne était perdue. Mais il se peut aussi que les motifs qui lui dictèrent cette résolution aient eu

---

24 août 1850; et *A legacy from a great man, with a biography of general don J. de San Martin.* London, 1850. — Nous suivrons principalement Gay et Miller. Sur le caractère personnel de San Martin, au sujet duquel on ne peut pas même se faire une idée d'après les descriptions dues à des plumes américaines, il faut consulter les auteurs anglais Miers, Head, Stevenson et Maria Graham (*Journal of a residence in Chile*), bien que tous ces écrivains montrent de la partialité dans tout ce qui se rapporte aux querelles entre San Martin et lord Cochrane.

une cause plus profonde : une ambition dévorante était cachée au fond même de son cœur, de manière à ne se laisser pénétrer par personne. Au Rio-de-la-Plata, ses services étaient d'une valeur inestimable ; on y manquait presque complétement d'officiers instruits. Or, San Martin avait appris, en Espagne, la guerre régulière aussi bien que la petite guerre de partisans, et il chercha alors à unir, en Amérique, les deux systèmes dont l'un est si bien fait pour assurer la victoire, tandis que l'autre se prête on ne peut mieux à en poursuivre les avantages.

San Martin fonda sa première réputation dans les luttes au sujet de la possession de Montevideo, où il avait formé un régiment de cavalerie sur le pied des troupes européennes, et où, l'occasion s'en présentant, il avait repoussé une invasion des royalistes dans le territoire de Buenos-Ayres (janvier 1813). Plus tard, il avait fourni des preuves plus grandes de sa capacité à Tucuman, lorsque, remplaçant Belgrano, il y avait fait sortir une armée comme du néant, et qu'il avait préparé la défection du colonel Castro au milieu de l'armée péruvienne (Cf. tom. VI, p. 197). Les traits fondamentaux de son caractère se trouvent déjà complétement formés lors de ce petit épisode où ils se dessinent entièrement dans la sûreté de son action, dans son talent d'organisateur et dans l'absence de tout scrupule et de tous égards relativement au choix de ses moyens d'action. Lorsqu'il se fut rétabli de la maladie qui l'avait forcé, à cette époque, à quitter Tucuman pour se retirer à Cordova, il fut nommé (septembre 1814) gouverneur de la province de Cuyo (divisée plus tard en trois, celle de Mendoza, celle de San-Juan et celle de San-Luis), qu'on craignait de voir envahir par Osorio du côté du Chili dont les Espagnols venaient de

s'emparer. Le territoire de Mendoza était une de ces quelques parties du pays dont les habitants ne vivaient pas exclusivement de l'éducation des bestiaux. La fertilité extraordinaire du pays, favorisée par une irrigation artificielle, avait appris aux habitants à apprécier l'importance de l'agriculture, de même que le commerce avec le Chili leur avait fait connaître la valeur des produits du pays. On y cultivait même la vigne, qu'on devait aux colons portugais qui, se rendant, en 1777, des Açores à Colonia, avaient été faits prisonniers par les Espagnols et envoyés dans cette contrée.

San Martin déploya son activité, pour la première fois, au milieu des troubles fédéralistes de 1815. Néanmoins, il sut animer de la manière la plus énergique le zèle patriotique des habitants de cette province et les déterminer à faire des sacrifices qui furent appelés « incompréhensibles » par O'Higgins dans des déclarations officielles (1). Sans recevoir la moindre assistance de Buenos-Ayres, le gouverneur forma et exerça une excellente petite armée de quatre mille hommes, composée de moitié de réfugiés chiliens, qu'il habilla, qu'il nourrit et qu'il paya à l'aide des ressources d'une population campagnarde recevant elle-même de minces salaires et habitant une province très-pauvre. En déployant cette activité, San Martin avait à combattre, dans les campagnes et au sein même de la capitale Mendoza, un parti *antique* auquel appartenait le clergé bigot; mais il sut prendre des mesures énergiques en unissant habilement la force à la ruse. Il n'épargna pas les moines : tantôt il transforma un de leur couvents en caserne, tantôt il

(1) Cf. Robertson, t. III, p. 255.

assigna les biens d'un autre monastère aux écoles et à des bibliothèques.

En même temps San Martin avait organisé un système complet d'espionnage qui le mettait en possession de tous les secrets de famille; personne ne devinait qui étaient ses espions avec lesquels il se rencontrait, dit-on, la nuit, déguisé en gaucho. En effet, cet homme était tout enveloppé de mystère et d'équivoque; personne ne semblait avoir une idée nette de ses véritables talents, de son caractère ou de ses projets. Ceux des étrangers qui l'approchaient personnellement trouvaient en lui un bel homme de haute taille, d'une conversation animée, mais sérieuse; d'un langage simple et clair, mais exempt de froideur; de manières élégantes et séduisantes; d'une figure pâle avec des yeux fort vifs et perçants qui, cependant, ne permettaient pas de deviner ce qui se passait dans son âme impénétrable. Les uns sentaient tellement la supériorité de son intelligence qu'ils se méfiaient de lui, et il est certain qu'avec sa ruse et avec la promptitude de son jugement, il savait, de la manière la plus habile, mettre dans tout leur jour les talents qu'il possédait. A côté de cela, d'autres trouvaient que San Martin avait peu d'instruction, que ses notions de l'art de gouverner n'étaient pas saines, qu'il était « faible et pauvre de cette espèce de lumières avec laquelle on gouverne les hommes et on gagne leur estime ». Quant aux détails de son administration, ces observateurs trouvaient qu'il était, à la vérité, entouré de gens bien choisis, mais dans les grandes questions il se laissait, d'après eux, égarer par de mauvais conseillers.

On pouvait croire que San Martin était d'une ambition et d'une présomption pleines de périls, quand on l'enten-

dait parler de Napoléon comme de son modèle, et qu'on voyait chez lui son portrait suspendu entre ceux de Napoléon et de Wellington. Mais quand, d'autre part, on observait l'oubli de lui-même avec lequel il s'absorbait dans ses travaux et le désintéressement qui lui faisait refuser les honneurs, les récompenses et les moyens de s'enrichir, ceux qui voulaient le juger se sentaient de nouveau ébranlés dans leurs convictions et ne savaient que penser de lui. Toutes ses manières et tous ses dehors étaient simples, sans faste et dépourvues de toute pompe ; mais on pouvait supposer que ce mépris apparent des choses extérieures couvrait des intentions cachées, comme l'attitude humble et courbée de ce cardinal qui cherchait les clefs de saint Pierre. Ceux qui avaient de la sagacité et qui se connaissaient en hommes, disaient, déjà à cette époque, que San Martin était initié à toutes les intrigues de la ruse, et le nommaient le père de la dissimulation, éclipsant les premiers maîtres de l'hypocrisie américaine. San Martin lui-même assurait que ses amis les plus intimes connaissaient le moins ses opinions et ses projets.

Conquête du Chili.

Les projets conçus par San Martin relativement au Chili, et les démarches qu'il fit pour en assurer l'exécution, étaient par conséquent aussi entourés du mystère le plus profond. Le danger d'une invasion de la part d'Osorio était passé ; le gouvernement de Buenos-Ayres avait pu songer à employer, pour une attaque contre le Chili, le gouverneur qu'il avait appelé à défendre la ville. Mais, tant que celle-ci était menacée par la flotte de Morillo (1815), il fallait bien ajourner cette entreprise ; plus tard, les troubles intérieurs paralysaient les forces de la

capitale et rendaient son assistance impossible. Même lorsque le congrès de Tucuman se réunit et que Pueyrredon, le nouveau directeur nommé par cette assemblée, reprit ce projet, rien que pour paralyser l'invasion du pays que la Serna préparait dans le Haut-Pérou, il borna son assistance à une entrevue avec San Martin avec lequel il discuta cette entreprise, et à l'envoi d'un certain nombre d'officiers capables parmi lesquels se trouvait Alvarado. Si San Martin voulait risquer cette hardie expédition militaire, il ne pouvait compter que sur ses propres ressources, qui se composaient exclusivement des bras de ses soldats. Il n'était pas question d'une caisse militaire pour subvenir à leurs besoins en pays ennemi. La plus grande certitude d'un premier coup à frapper pouvait donc seule assurer des succès à cette armée complétement dénuée d'argent, et seulement dans le cas où le patriotisme des Chiliens viendrait bravement la soutenir et l'aider.

Pour garantir ces premiers succès de l'entreprise, San Martin se mit à l'œuvre avec une finesse achevée. Il ne pouvait pas espérer vaincre les forces chiliennes, supérieures aux siennes de plus du double, dans une attaque ouverte pour laquelle il fallait franchir les Andes dont le passage pouvait facilement être barré par un petit nombre d'hommes. Il conçut donc tout un système de nouvelles confuses et de coups d'échecs qui égaraient les ennemis. Il négocia avec les Indiens Pehuenches, au sujet du libre passage à travers leur territoire, dans le seul but de faire révéler par eux ces propositions aux Espagnols, et de leur faire croire que son intention était de traverser, au sud, le défilé de Plancton. Puis il força les Espagnols, à Mendoza, à faire savoir son véritable

projet aux autorités de Santiago, parce qu'il était convaincu qu'ils sauraient trouver des voies et des moyens, pour faire savoir à ces autorités que San Martin les avait obligés à leur faire cette communication. Puis le général envoya au gouverneur Marco del Pont la déclaration d'indépendance du congrès de Tucuman, en le sommant en même temps d'évacuer le pays. Le gouverneur espagnol, qui pendant longtemps ne voulait pas croire que cette entreprise fût sérieuse, résolut alors de la prévenir, de franchir lui-même les Andes et d'attaquer Mendoza, ce qui était, en tout cas, plus prudent que d'éparpiller toute l'armée espagnole en l'échelonnant sur toute la ligne des Andes depuis Coquimbo jusqu'à Concepcion. Alors le hasard aida à augmenter encore le nombre des diverses nouvelles que répandait San Martin pour tromper les ennemis. La rumeur publique disait qu'on armait, à Buenos-Ayres, une flotte contre Concepcion, ce qui détermina les Espagnols à abandonner leur plan d'attaque. Ils divisèrent alors leur armée, en occupant huit différents points entre Concepcion et Aconcagua.

En effet, San Martin avait réellement dirigé une petite troupe sur Coquimbo, au Nord, et une autre sur Talca, tout à fait au Sud. Il envoya devant lui franchir le défilé de Plancton le vaillant colonel Manuel Rodriguez, le chef des Carreristes au Chili et ancien avocat appartenant à une des familles les plus considérées de Santiago (décembre 1816). Une petite division de son armée traversa, sous les ordres de las Heras, le passage d'Uspallata, tandis que le général en chef lui-même partit (15 janvier 1817) pour le défilé de Patos, le passage le moins praticable et le moins fréquenté, qu'il croyait, pour cette raison, le moins défendu; il ne se trompait pas. C'était

exactement au moment le plus critique où les Américains eux-mêmes considéraient presque tous leur cause comme perdue. La révolution était terrassée dans toute la Nouvelle-Espagne; le Venezuela et la Nouvelle-Grenade étaient prosternés aux pieds de Morillo; au Haut-Pérou, la Serna s'apprêtait à attaquer les territoires du Rio-de-la-Plata où régnait le plus grand désordre, et où l'on ne pouvait rien faire contre les Brésiliens, rien pour défendre les frontières du côté du Pérou. Pendant qu'il était encore en route, au milieu des montagnes, San Martin reçut un message de Pueyrredon qui lui représentait cette situation extrêmement grave du pays et qui l'exhortait à revenir sur ses pas (1). O'Higgins, au contraire, poussa à poursuivre courageusement son dessein le général, qui était déjà tout résolu à marcher en avant.

L'armée supporta de la manière la plus vaillante le passage extrêmement périlleux et plein de fatigues sur ces hauteurs, dont la solitude redoutable n'avait pas été troublée depuis longtemps par tant de bruit. Un grand nombre d'hommes périrent de froid dans cet air raréfié et glacial; le transport des bagages et de l'artillerie, dont on avait chargé l'ancien frère Beltran, coûta des sacrifices énormes : lorsque l'armée arriva au Chili, les neuf mille deux cent quatre-vingt-un mulets qu'elle avait eus en partant étaient réduits au chiffre de quatre mille trois cents, et de seize cents chevaux elle ne conserva que cinq cents. L'armée déboucha dans la vallée de Putaendo, où elle occupa les villes d'Aconcagua et de

(1) Les bruits qui parlaient d'intrigues ourdies par la jalousie de Pueyrredon contre San Martin, bruits que des témoins autrement bien informés (tels que Robertson, t. III, p. 243) trouvaient dignes de foi, reposaient probablement sur ce fait.

Santa-Rosa. Les Chiliens, irrités par les nouvelles rigueurs de Marco, qui venait de prendre encore toutes les mesures accablantes de 1814, qui avait rétabli les cours martiales et ordonné aux habitants, incapables de vivre sans leurs chevaux, de livrer tous les chevaux et tous les mulets entre Talca et Santiago ; les Chiliens, disons-nous, reçurent à bras ouverts les troupes de San Martin. Ils allèrent au devant d'elles en leur apportant des vivres ; ils réunirent des chevaux et se formèrent partout en guerillas.

Le désordre le plus grand régnait dans le camp espagnol. Les ordres étaient croisés par des contre-ordres ; aux marches succédaient les contre-marches ; on éloignait les officiers pour les rappeler ensuite. Le commandant en chef du corps de deux mille hommes qui se trouvait en face de San Martin, le colonel Maroto, n'arriva que la veille de la rencontre décisive. Il avait été mal renseigné au sujet du nombre des patriotes, tandis que San Martin avait été très-exactement informé de tout ce qui se passait au camp des ennemis. Ce général se hâta d'attaquer Maroto, avant que celui-ci pût recevoir des renforts du Sud et parce que son plan mûrement délibéré consistait à procéder, avec ses jeunes troupes, d'une manière prompte en prenant toujours l'offensive. Maroto, officier incapable, n'avait pas profité des avantages extraordinaires que lui offrait le terrain occupé par lui, où il aurait facilement pu défendre l'étroite vallée de Chacabuco. Cette circonstance permit facilement à San Martin de remporter la victoire complète (12 février) qui coûta à l'ennemi tous ses bagages et toute son artillerie, ainsi que six cents prisonniers. Une bonne partie de l'honneur de cette journée revient à O'Higgins, ce

capitaine toujours vaillant, tandis qu'on prétendait que San Martin avait été fort prudent et n'avait pas exposé sa personne pendant le combat. Deux jours après, les patriotes firent leur entrée à Santiago. Marco del Pont avait complétement perdu la tête. Il n'osa plus compter sur les forces espagnoles, toujours bien supérieures aux patriotes par leur nombre et par leurs ressources. Dans une fuite désordonnée, tous les Espagnols s'étaient sauvés de la capitale pour se jeter dans la ville de Valparaiso. Seul, le gouverneur pédantesque n'avait pas pu se résoudre à faire prendre à son cheval, pendant la fuite, une allure plus vive qu'à l'ordinaire; comme on manquait de vaisseaux à Valparaiso, le gouverneur tomba, avec des masses de fuyards, entre les mains des ennemis.

Ce ne fut que dans le port de Talcahuano que le brigadier Ordoñez réunit les troupes royales de la province de Concepcion ; dans la petite guerre qui s'engagea là (avril, mai) avec lui, les fautes des patriotes réparèrent un peu les brèches que la lâcheté et la confusion avaient faites auparavant à l'honneur des Espagnols. San Martin s'était rendu à Buenos-Ayres, pour y proposer qu'on lui envoyât des renforts et qu'on formât une flotte qui lui permît de continuer son expédition militaire contre le Pérou. Pendant l'absence du général, O'Higgins perdit d'abord un temps précieux en s'occupant de mesures gouvernementales fort inutiles. Lorsqu'il arriva enfin devant Talcahuano et qu'il prit sa tâche au sérieux, l'assaut qu'il donna à la ville, en faisant tous ses efforts pour réussir (6 décembre), fut complétement repoussé. En effet, pendant ce temps, Ordoñez avait obligé toute la population à renforcer les fortifications qui, au mois d'août, n'au-

raient guère pu opposer de résistance aux assaillants. O'Higgins songea à renouveler l'attaque, lorsqu'il apprit qu'en faisant les plus grands efforts on avait armé, à Lima, une flotte qui avait quitté le port de Callao (9 décembre) avec trois mille cinq cents hommes de troupes, en partie fort jeunes et en partie composées de vétérans exercés et récemment arrivés d'Espagne, troupes qui étaient pourvues de tout et qui devaient renforcer l'armée d'Ordoñez.

Le commandement en chef de toute l'armée était destiné à Osorio, gendre du vice-roi Pezuela et vainqueur du Chili en 1814, qui avait été recommandé aussi par le consulat de Lima comme l'homme à qui il fallait confier cette tâche. Cette circonstance fit naître entre lui et Ordoñez, homme d'un grand mérite, un désaccord qui se trahit aussitôt dans leurs dissensions au sujet du plan de campagne. Osorio voulait d'abord exercer ses troupes et en augmenter le nombre; Ordoñez, soutenu par le conseil de guerre, obtint enfin qu'on se décidât à se mettre en marche et à passer la rivière du Maule. Les Espagnols, au nombre de cinq mille hommes, campèrent près de Talca (3 mars 1818). Les forces des patriotes étaient composées de l'ancienne armée de siége, commandée par O'Higgins, et des troupes de San Martin qui, après son retour, était venu s'y joindre à peu près à la même époque, près de San-Fernando; elles comptaient neuf mille hommes parmi lesquels il y avait quinze cents cavaliers, instruits par le général Brayer qui avait servi sous Napoléon. Cette armée était devenue très-présomptueuse depuis la journée de Chacabuco; les officiers parlaient avec dédain des Espagnols et calculaient déjà l'époque où ils danseraient au palais de Lima. La posi-

tion des Espagnols était très-critique lorsque, bien que supérieurs aux ennemis par leur infanterie vaillante, mais de beaucoup inférieurs en nombre, ils se trouvaient, sur les bords du Maule d'un passage difficile, en face des patriotes qui s'étaient avancés jusqu'au Teno et qui avaient assis leur camp tout près de Talca, à Cancharaïada. Au lieu de profiter promptement de la faveur des circonstances pour anéantir les Espagnols d'un seul coup, San Martin permit à Ordoñez de le surprendre par une attaque nocturne (19 mars) à la suite de laquelle l'armée des patriotes se débanda en prenant la fuite.

Cette nouvelle répandit une terreur panique à Santiago; on crut O'Higgins et San Martin morts ou prisonniers; on éloigna tous les trésors publics et privés; la populace s'apprêta au pillage; déjà on entendit quelques cris de *Viva el rey!* Cinquante dragons auraient pris la capitale sans trouver de résistance (1). Grâce à la présence d'esprit seule de l'énergique Rodriguez, on réussit à faire cesser l'extrême confusion. O'Higgins, qui avait été gravement blessé, fit tous ses efforts pour mettre en état de combattre l'armée qui venait d'être culbutée et dont, heureusement, on avait pu sauver, sans les moindres pertes, l'aile droite commandée par las Heras et comptant trois mille hommes avec douze canons. Ce qui était encore plus consolant pour les patriotes, Osorio, homme incapable et craintif, que la victoire d'Ordoñez avait rendu jaloux, ne fit poursuivre les ennemis qu'avec beaucoup de nonchalance. Il ne partit de Talca que quatre jours plus tard, et ce ne fut que quinze jours après la surprise sur les bords du Maule (3 avril) qu'il

(1) D'après Haigh qui se trouvait alors à Santiago.

arriva près du gué du Maïpu, non loin de Santiago, lorsque déjà San Martin avait eu le temps de réunir de nouveau six mille cinq cents hommes.

Dans la bataille qui s'engagea à cet endroit (5 avril), on combattit, de part et d'autre, avec la plus grande exaspération; des officiers, qui avaient été activement engagés dans les guerres de Napoléon, ont assuré ne jamais avoir assisté à des combats plus sanglants. La bataille ne dura que quelques heures et resta au commencement indécise. L'aile droite des Espagnols avait d'abord l'avantage; mais elle s'éparpilla en poursuivant les patriotes et fut ensuite mise en déroute par la réserve. Alors, le centre des royalistes ne put plus garder sa position; un massacre épouvantable eut lieu pendant la poursuite. Ce coup fut écrasant. Les royalistes perdirent tous leurs bagages et toutes leurs armes; deux mille Espagnols demeurèrent sur le carreau; les survivants furent faits prisonniers, parmi eux Ordoñez qui, l'année suivante, fut assassiné d'une manière horrible, à San-Luis, avec d'autres officiers espagnols. Les habitants ardents de Santiago, qui, jusqu'au dernier moment, dans leur abattement et dans une tension d'esprit contre nature, s'étaient épuisés à présenter aux saints des vœux et des offrandes, furent enivrés de joie par la nouvelle de la victoire et s'abandonnèrent à des transports tellement immodérés, que plusieurs individus devinrent littéralement fous et qu'il y en eut un qui tomba roide mort à l'instant même où il apprit la victoire. Le sort du Chili était décidé. Osorio avait pu se sauver à Talcahuano, où il s'embarqua pour Lima. Seul, un petit corps de troupes, sous les ordres de Sanchez, devait se maintenir à Concepcion jusqu'à l'arrivée d'une flottille espagnole,

portant deux mille hommes, qui était partie de Cadix (21 mai).

Mais cette flottille aussi succomba à la mauvaise fortune qui atteignit alors coup sur coup la cause royaliste en Amérique. Comme si c'était le prélude du sort qui allait frapper la grande expédition de 1819, l'équipage de l'un des neuf bâtiments de transport se révolta et conduisit ce navire à Buenos-Ayres, d'où les patriotes firent alors connaître aux autorités du Chili la route et les signaux de la flottille. La frégate *Maria-Isabel*, un des vaisseaux de guerre achetés à la Russie, entra dans le port de Talcahuano (fin d'octobre); les Chiliens s'en emparèrent par surprise, ainsi que des bâtiments de transport, à l'exception d'un seul qui s'échappa au Pérou. Dans ces circonstances, Sanchez se vit obligé d'évacuer la province de Concepcion et de se retirer jusqu'à Valdivia, devant les forces de Balcarce à l'intelligence et à la promptitude duquel San Martin attribuait, avant tout, la fin de la guerre. Mais, peu de temps après, Balcarce succomba aux fatigues qu'il avait supportées (milieu de 1820), regretté de tous comme un des hommes les plus vaillants et les plus intègres de la révolution. Du reste, les luttes se continuèrent encore jusqu'en 1820, dans ces contrées où elles se traînèrent en longueur par suite de la résistance opposée aux patriotes par Benavides. Ce chef de partisans, criminel vulgaire qui avait servi déjà dans les deux camps et qui avait eu une vie des plus aventureuses, essaya de jouer alors le rôle d'un autre Artigas. Il s'unit aux Araucans, il dévasta les frontières chiliennes sur le Biobio, en y semant le pillage, l'incendie et le meurtre et en alliant la piraterie à la guerre sur terre, jusqu'à ce que la flotte du Chili fût

devenue assez forte pour mettre fin à la carrière sauvage de Benavides, en coopérant, dans ce but, avec l'armée de terre.

Gouvernement d'O'Higgins à l'intérieur. — Fin des Carrera.

La gloire de San Martin et d'O'Higgins aurait été digne de l'envie des hommes les meilleurs, s'ils n'en avaient souillé la pureté par leur administration à l'intérieur. Au sujet de la nature du nouveau gouvernement du Chili, San Martin avait reçu des instructions exactes de Buenos-Ayres; on n'y avait pas parlé de représentation nationale, mais d'un directeur seulement. A Santiago, on offrit ces fonctions suprêmes à San Martin en personne; mais, de même qu'il refusa, à plusieurs reprises, des sommes d'argent qui lui furent offertes à des titres différents, de même il déclina deux fois cette haute position, en gardant prudemment les apparences d'une modestie et d'une abnégation sincères. Des personnes qui le connaissaient intimement, étaient convaincues qu'il dominerait néanmoins le gouvernement, et qu'il le dirigerait d'après ses projets plus étendus, pour lesquels s'ouvrait devant lui un champ bien plus vaste au Pérou, puisque la direction des affaires militaires était réservée à lui seul. La bonhomie vaniteuse des Chiliens interprétait cependant ce refus comme un hommage désintéressé rendu aux talents supérieurs de leur compatriote O'Higgins, dont San Martin obtint l'élection et qui agit, dès lors, en dictateur.

O'Higgins était (1), dans la vie privée, un homme foncièrement honnête et aimable; dans la guerre, il ne marchandait jamais sa vie et montrait toujours la bra-

(1) Cf. Stevenson, t. III, p. 182.

voure la plus éclatante que personne n'a jamais contestée ; dans la vie publique, il était exempt de tout égoïsme mesquin et de toute ambition personnelle et intéressée. C'était un véritable patriote dont l'idole était le bonheur de sa patrie, bonheur qu'il n'était que trop enclin à imposer même de vive force à ses compatriotes, quand ceux-ci ne voulaient pas faire d'efforts afin de l'obtenir pour eux-mêmes. Il avait peu de capacités pour diriger un gouvernement civil régulier, car ses lumières n'étaient que modérées et il s'en défiait lui-même. Il balançait facilement entre des conseils opposés et il était lent à se décider; mais une fois sa résolution prise, il était, comme c'est le propre de ces natures, courageux et énergique dans l'exécution de ses desseins, où il allait même jusqu'à l'entêtement. Bien que ses compatriotes prétendissent voir qu'O'Higgins avait « trop de cire et trop peu de dard », les expériences dures qu'il eut à faire semblaient cependant augmenter beaucoup les aspérités de son caractère. En observant les grossiers défauts des gens de son entourage, il apprenait peu à peu à se défaire de son ancienne méfiance de lui-même et, depuis la défaite de Rancagua, il se considérait comme le seul homme qui pût gouverner le Chili. Les années de malheur l'avaient exercé à braver les obstacles ; l'habitude du pouvoir, dans ces temps si rudes, lui avait appris à ne pas reculer devant les moyens durs et violents. Il s'était réconcilié avec les théories révolutionnaires d'après lesquelles il vaut mieux avoir recours à une cruauté qui ne recule devant rien que de s'exposer aux dangers qu'entraînerait une douceur intempestive.

Ce fut ainsi qu'on vit le nouveau gouvernement du

Chili montrer les mêmes violences dont, auparavant, les Espagnols s'étaient rendus coupables. Quand on ramena prisonnier l'affreux San Bruno (Cf. tome VI, page 226) pour le coudre dans une peau de bœuf fraîche, pour le montrer ainsi en spectacle dans les rues et pour le fusiller ensuite sur la place publique, c'était absolument comme si un autre personnage avait pris la place de San Marco pour suivre les mêmes traces. Il resta un nombreux parti espagnol, composé pour la plupart de gens riches; on les pressura et on les dépouilla par des impôts et des prêts volontaires. Ce n'étaient là nullement les seuls ennemis auxquels O'Higgins appliquait cette politique passionnée; il croyait devoir intimider ou réveiller violemment aussi les gens tièdes et les indifférents qu'on appelait « les tisserands » dans ce pays. Il ouvrit une campagne contre les libéraux et contre les Carreristes qui, à l'intérieur, avaient un chef considéré dans la personne de Rodriguez, tandis qu'à l'étranger les trois frères Carrera guettaient l'occasion qui pût les ramener et leur faire reconquérir leur ancienne influence. Ce parti était, comme auparavant, fortement contre-balancé par le sentiment national, alors si exalté, des Chiliens, qui étaient bien scandalisés de voir dans quelle dépendance le gouvernement d'alors se trouvait vis-à-vis de celui de Buenos-Ayres. Les lourds impôts qui continuaient à peser sur le pays étaient cause qu'on accusa le pouvoir d'envoyer cet argent dans la Plata. Pendant qu'O'Higgins était occupé à faire la guerre au Sud (1817), il avait mis à sa place un colonel de Buenos-Ayres, ce qui offensa gravement les Chiliens. Sous le prétexte d'avoir découvert des conspirations, cet étranger opposa à leur mécontentement des mesures violentes;

mais cette manière d'agir augmenta encore la fermentation des esprits devant laquelle il dut enfin se retirer.

Depuis la bataille sur le Maïpu et depuis la proclamation de l'indépendance (12 février 1818), le sentiment de leur propre valeur, qui s'était réveillé dans les Chiliens, se tourna aussi contre le gouvernement dictatorial d'O'Higgins lui-même. Un *cabildo abierto*, provoqué surtout par Rodriguez, proposa la convocation d'un congrès. O'Higgins rejeta cette proposition d'une manière fort tranchée et fit arrêter Rodriguez. Cependant il se vit obligé de parler d'une future réunion du congrès (8 mai) et de faire élaborer un projet de Constitution qui, malgré son caractère antilibéral et provisoire, « tellement on était las des changements perpétuels! » fut accepté plus tard par le peuple dans un vote par écrit. Suivant ce projet, on créa provisoirement un sénat pour la durée de la lutte. C'était une espèce de junte qui devait représenter les intérêts de l'aristocratie; c'était une institution telle que Bolivar aurait, plus tard, voulu en fonder partout et qui, en satisfaisant l'ambition de l'aristocratie, devait empêcher ses jalousies et détruire les soupçons avec lesquels ses membres regardaient le pouvoir suprême. Le directeur était chargé de nommer ces sénateurs. Cette organisation n'empêcha pas (1), à la vérité, le sénat de faire aussitôt des tentatives pour restreindre le pouvoir du directeur et de déjouer plusieurs de ses projets et même la convocation du congrès dont on avait fait espérer la réunion future; néanmoins le pouvoir du directeur resta extraordinairement étendu. Malheureusement,

(1) Cf. Miers, t. II.

O'Higgins s'en servit pour persécuter ses ennemis, au lieu de réconcilier les partis.

La destruction de la famille Carrera imprima à son nom une flétrissure indélébile. Miguel Carrera avait armé, de ses propres moyens, cinq vaisseaux dans l'Amérique du Nord pour s'en retourner avec eux au Chili. Pendant le trajet, ses manières violentes l'impliquèrent dans des querelles avec le capitaine de son navire, qui le conduisit, malgré lui, à Buenos-Ayres (commencement de 1817), où Pueyrredon l'arrêta pour servir les intérêts de San Martin et d'O'Higgins. Lorsque, après la bataille de Chacabuco, San Martin se rendit à Buenos-Ayres, il eut avec Carrera un entretien qui ne fit que rendre leur haine plus implacable. Des étrangers exempts de préventions ont trouvé aussi que le langage de cet homme aristocratique était comme celui d'un prince exilé; Carrera laissait partout l'impression qu'il aimait mieux voir dans la détresse sa patrie que sa propre personne. Peu de temps après il s'échappa à Montevideo (21 avril), où il fut bien accueilli par Lecor; quant à ses deux frères, ils se mirent en route pour se rendre au Chili. En chemin, tous les deux tombèrent entre les mains de leurs ennemis (17 août); ils furent mis en prison à Mendoza, et, d'après les instructions données par les hommes qui régnaient au Chili, ils furent condamnés à mort et exécutés (8 avril 1818) par un confident de San Martin, Monteagudo, qui plus tard se rendit profondément odieux comme ministre au Pérou. En même temps on poursuivit au Chili les partisans des Carrera; Rodriguez, qui avait pourtant bien mérité du pays, fut, d'une manière infâme, enveloppé dans leur chute : le sergent commandant l'escorte qui devait le conduire à Valparaiso

l'assassina, en route, sur l'ordre de ses supérieurs (1).

Ces événements poussèrent Miguel Carrera à des résolutions extrêmes. Il se jeta dans la guerre civile contre le Buenos-Ayres jusqu'à ce que, après la chute de Pueyrredon, le gouvernement de ce pays lui-même le soutînt contre ses ennemis au Chili. Mais l'ambition présomptueuse de Carrera lui fit perdre aussi la faveur de ses nouveaux protecteurs. Rejeté de nouveau dans les rangs des mécontents et forcé même à s'enfuir parmi les Indiens des pampas, il fit alors une guerre sauvage de brigands pendant laquelle il finit par être battu, en bataille rangée, par le gouverneur de Mendoza (2), puis il fut livré, pendant la fuite, par ses propres gens. Son exécution (24 septembre 1821) eut lieu à la même place où ses frères étaient tombés aussi. La sœur des Carrera fut enfermée dans un couvent au Chili; leur père malade était alité à Santiago. On accusa le gouvernement de Buenos-Ayres, ou San Martin lui-même, d'avoir eu la barbarie d'envoyer au père la note des frais du procès de ses fils, ce qui, disait-on, avait fait mourir le vieillard deux jours après.

Quelque horrible que fût toute cette manière de procéder, la satisfaction qu'on accorda à ces victimes fut cependant fort absurde quand plus tard, lors d'un revirement dans les affaires publiques, on déposa au Panthéon de Santiago les ossements de ces frères Carrera qui, s'ils étaient revenus dans le pays, auraient, par leur ambition effrénée, jeté le Chili dans un désordre extrême.

(1) Cf. Miers, t. II, p. 88.
(2) Cf. King, p. 52.

Armements dirigés par le Chili contre le Pérou.

Le service le plus éclatant qu'O'Higgins avait rendu au Chili, et à l'indépendance américaine en général, consistait dans la création d'une flotte chilienne pour laquelle il avait à vaincre des difficultés presque insurmontables, mais où il déploya une force et une activité admirables. La formation de cette flotte était d'une importance vitale pour la sécurité ultérieure du Chili; elle était la condition préalable de l'entreprise contre le Pérou qui, dès le principe, avait été un des projets ambitieux de San Martin, et pour l'exécution commune de laquelle le Chili et le Buenos-Ayres avaient conclu un traité formel (5 février 1819). Les fonds qu'il fallait appliquer à la création de cette flotte promettaient de rapporter de riches intérêts. Mais quand on voyait l'épuisement profond du pays, la dévastation des provinces méridionales, la stagnation régnant dans l'agriculture et dans le commerce, la ruine de toutes les grandes fortunes et toute la triste position financière du pays, on pouvait à peine s'imaginer qu'il fût possible de réunir les sommes énormes requises pour cette nouvelle création où il fallait construire tout depuis les premiers fondements. Le Chili n'avait jamais eu un vaisseau de guerre; la marine marchande se trouvait dans la position la plus déplorable; il n'y avait pas de matelots, pour ne pas même parler d'officiers de marine; les équipages durent être composés de paysans ou de pêcheurs recrutés de vive force, ou bien, dans les cas les plus favorables, formés d'hommes qui avaient été à l'école des corsaires. Beaucoup de gens jaloux s'opposaient à ce qu'on accueillît des officiers de marine et des matelots anglais. Néanmoins le gouvernement offrit, à Londres, le commandement suprême de cette flotte nais-

sante à un Écossais, lord Alexander-Thomas Cochrane. Celui-ci était un radical mal noté qui avait à rétablir une réputation fort entachée, puisque, en 1814, il avait été condamné par les tribunaux et chassé du parlement pour des manœuvres et des spéculations contraires à l'honneur.

Avant que Cochrane pût arriver, la jeune flotte chilienne était menacée d'être étouffée dans son berceau même. Le vice-roi du Pérou avait armé une flotte avec l'argent des marchands de Lima; l'Espagne avait expédié (1818) contre le Chili cette escadre qui avait été formée à Cadix lorsqu'on y avait reçu les premières nouvelles désastreuses de ce pays (Cf. pag. 15). Si les quatre frégates de Pezuela avaient opéré leur jonction avec cette escadre, les Espagnols auraient écrasé la petite flottille chilienne, composée alors seulement de sept misérables bâtiments qui, pour la plupart, avaient été employés par les Anglais au commerce avec les Indes orientales. Lorsque, à la nouvelle de l'arrivée de l'expédition de Cadix, cinq de ces vaisseaux sortirent du port de Valparaiso (9 octobre 1818), sous les ordres de Blanco Encalada, officier d'artillerie qui avait servi dans la marine espagnole, personne, si ce n'est O'Higgins et les gens de son entourage, ne croyait à la réussite de cette expédition qui venait de partir pour combattre les Espagnols. Le succès que Blanco eut à Talcahuano, en triomphant, avec ces faibles ressources, de l'escadre espagnole, mérita d'être estimé au même titre que la victoire sur le Maïpu. Lorsque, à la même époque (novembre), lord Cochrane arriva à Valparaiso au milieu de l'allégresse de la population, on avait déjà fait tous les préparatifs pour le départ de l'armée de terre destinée à combattre le Pérou. Au commencement de l'année suivante, la flottille, com-

posée de sept vaisseaux portant deux cent vingt-deux canons, mit à la voile sous les ordres de cet amiral aventurier (14 janvier 1819), afin de donner le signal d'alarme aux Péruviens.

Mais ces premières entreprises de Cochrane trompèrent l'attente générale. Il échoua dans une tentative qu'il fit pour surprendre deux frégates espagnoles au port de Callao, parce que le vice-roi se trouvait, à ce moment, dans le port et à bord des vaisseaux qu'il inspectait. Après une station longue et inutile devant Callao, l'amiral réitéra cette attaque infructueuse contre les vaisseaux espagnols (septembre). Lorsque Cochrane provoqua le vice-roi à un combat singulier entre deux divisions égales de leurs flottes, de l'issue duquel devait dépendre le sort de Callao, le vice-roi rejeta cette proposition comme l'idée absurde d'un aventurier (1). Ce ne fut que du fleuve Guyaquil que la flottille ramena quelques bâtiments espagnols, lorsqu'elle retourna à Valparaiso. Pendant ce temps, l'expédition de terre, commencée si orgueilleusement, s'était également arrêtée d'une manière fort misérable. San Martin avait trouvé, depuis ce temps, des difficultés auprès des ministres d'O'Higgins (2). Au Rio-de-la-Plata on voyait se préparer la chute du gouvernement sur lequel avaient reposé jusqu'alors toutes les espérances du général, ainsi que la bonne entente avec le Chili. Pueyrredon appela San Martin, qui était en outre malade, afin qu'il l'aidât à contenir, du côté de Mendoza, les révoltés de Santa-Fé et de l'Entre-Rios.

(1) Cf. Stevenson, t. III, p. 137.
(2) Cf. J. Arenales : *Memorias sobre las operaciones del general don Juan Antonio Alvarez de Arenales*. Buenos-Ayres, 1832.

Mais, à la hauteur du fleuve du Quito, ses troupes de cavaliers se débandèrent parce qu'elles ne voulaient pas servir contre les provinces. Peu de temps après, Belgrano, qui avait été appelé dans le même but, fut destitué pour la même raison, par ses officiers, dans la province de Cordova.

Après que Pueyrredon, ce que nous aurons à raconter plus tard, était tombé (juin 1819), il fallut abandonner aussi le plan d'une attaque commune contre le Pérou. Le Chili était donc réduit à ses propres ressources, qui diminuaient au même degré que les forces péruviennes augmentaient. En effet, la situation des pays du Rio-de-la-Plata donnait au vice-roi la liberté de ses mouvements au Haut-Pérou, et il pouvait concentrer plus près autour de lui son armée qui, d'après les renseignements donnés par lui-même, comptait de vingt-deux à vingt-trois mille hommes (commencement de 1820) ; tandis que, pour son expédition contre le Pérou, le Chili ne pouvait disposer que de quatre mille cinq cents hommes de troupes de terre. Le Chili était encore engagé, au Sud, dans une lutte continuelle et opiniâtre contre Benavides et contre les Espagnols, lutte pendant laquelle il dut même expédier sa flotte pour soutenir son armée. A ce moment il y eut un premier changement favorable dans les affaires, précisément à l'époque où la crainte inspirée par l'expédition contre Buenos-Ayres, pour laquelle tout était prêt à Cadix, menaçait de paralyser complétement tous les projets conçus pour la conquête du Pérou. Lord Cochrane, ressentant profondément les désastres subis par lui devant Callao, et commençant à redouter ses ennemis du Chili, avait besoin de quelques succès pour se maintenir : il attaqua Valdivia.

Par un coup de main, où surtout le commandant Miller déploya une grande activité, les patriotes s'emparèrent de nuit, presque sans faire de pertes et avec une poignée de soldats seulement, de cinq des forts qui protégent le port; aussitôt ils se rendirent maîtres du port et de la ville elle-même, où ils prirent une grande quantité de munitions de guerre (3-4 février 1820). A cet exploit se rattachait, immédiatement après, une victoire sur terre, remportée, près de Toro, par Beauchef, qui avait prêté une assistance des plus utiles à Cochrane lors de son attaque contre Valdivia. Par suite de ces succès, les Espagnols furent complétement chassés de la terre ferme, et ils se virent réduits à la possession de l'île de Chiloe. L'acquisition du meilleur port dans la mer du Sud permit alors à San Martin, qui, souffrant encore de sa maladie, avait repassé les Andes (fin de 1819), de se consacrer tout à son aise à l'expédition contre le Pérou. Peu de temps avant son départ, il reçut encore une fois du gouvernement de Buenos-Ayres l'ordre de rebrousser chemin, afin de coopérer à l'apaisement des troubles dans les provinces. Encouragé par ses officiers, San Martin résolut de ne pas obéir à cet ordre. A ce moment une nouvelle fatale, venue d'Espagne, aurait poussé à une décision identique même un homme moins ambitieux, dans la conscience duquel ce conflit de devoirs aurait réellement produit une lutte profonde. Cette nouvelle dut engager les patriotes à attaquer avec la plus grande confiance le boulevard le plus fort de la cause royaliste au Pérou, de même que, d'autre part, elle sema dans le camp ennemi, au Pérou comme dans la Nouvelle-Espagne, les dissensions intérieures, les scissions et le découragement, comme dans la Nouvelle-Grenade et au Venezuela elle

brisa la puissance des Espagnols qui, dans l'intervalle, y avait été ébranlée de fond en comble.

BOLIVAR EN COLOMBIE

Nouvelles entreprises de Bolivar au Venezuela.

L'incertitude de l'issue et même de la direction seulement qu'allait prendre le soulèvement dans les colonies espagnoles, les hésitations pleines d'indécision relativement à la confession de foi politique qu'on allait adopter, et la guerre entre les différentes opinions au milieu des créoles eux-mêmes, tout cela avait duré déjà plusieurs années, jusqu'à ce que le désir d'arriver à l'indépendance pénétrât de plus en plus toute la masse du peuple. Ce mouvement avait été jusqu'alors, d'après l'image d'un ancien poëte, comme le bouillonnement indécis de la mer, pressentant le courant plus prononcé du vent qui va lui donner une direction nouvelle. Ce vent propice et nettement arrêté ne se leva que lorsqu'on apprit, par la Constitution de 1812, les résultats de la lutte parlementaire engagée pour la liberté dans la mère patrie. Mais, lors de la restauration, ce vent changea tout à coup d'une manière si néfaste, que les Américains eux-mêmes considéraient comme nullement douteux le naufrage et la perte complète de leurs espérances politiques.

A cette époque, cependant, le gouvernail endommagé fut saisi par des pilotes plus habiles que ceux qui auparavant avaient dirigé le vaisseau de l'État, et bien plus capables même que ceux qui, pendant ces années de 1814 à 1819, avaient surgi dans la métropole, car l'expérience les avait instruits et mieux trempés. L'équipage, qui se voyait sur le point de sombrer et que les dangers avaient rendu docile et disposé à agir, laissa alors plus de liberté à ces pilotes qui dirigeaient avec bonheur, à travers des écueils bien divers, le vaisseau que fouettait la tempête, jusqu'à ce que, avec les premiers jours de l'année 1820, il se levât un nouveau vent favorable et propice qui, soufflant du même Nord-Est, poussa le navire dans des eaux plus tranquilles pour le conduire enfin au port.

Nous avons fait la connaissance du premier de ces pilotes. C'étaient sa gloire et l'exemple donné par lui qui agirent sur Bolivar (1); bien qu'il n'eût pas besoin d'être poussé à l'ambition et à l'activité, il fut néanmoins stimulé ainsi à concevoir des projets plus vastes et amené à calculer ses ressources avec plus de prudence, ce qui le conduisit à des succès plus heureux et plus durables qui jusqu'alors lui avaient été refusés. Ils lui étaient refusés même dans cette troisième période de l'histoire de la république de Venezuela, et pendant longtemps encore après les désastres qui venaient de l'accabler, comme nous l'avons vu, vers la fin de la seconde période de l'histoire de cet État. Bolivar avait quitté Cartagena pour se rendre à la Jamaïque, où il avait écrit, à Kingston, un Mémoire justi-

(1) Pour ce qui suit, il faut comparer, outre Baralt et Montenegro, mais avec prudence, les *Mémoires* de Ducoudray relativement aux événements dont cet auteur était témoin oculaire.

ficatif de sa conduite, montrant ainsi moins de délicatesse que Washington qui, dans des situations semblables, avait subi en silence les dires du monde, pour ne pas trahir la situation précaire de son pays et la faiblesse de la cause des patriotes. Pendant son séjour dans cette île, il avait été encore une fois tenté de suivre une invitation qu'on lui avait adressée pour l'engager à prendre le commandement en chef à Cartagena (novembre 1815), lorsque cette ville était sur le bord de l'abîme. Heureusement pour lui, Bolivar reçut en route la nouvelle de la chute de cette forteresse; il se rendit alors dans l'île d'Haïti, où il trouva l'accueil le plus amical auprès du président Péthion, à Port-au-Prince. Ce séjour de Bolivar dans la petite république des nègres allait avoir des conséquences importantes; il eut une assez grande influence sur les opinions politiques de ce chef, et lui fournit les moyens nécessaires pour une nouvelle entreprise, destinée à rallumer encore le flambeau de la liberté américaine qui allait en s'éteignant peu à peu.

Le port des Cayes devint un point de ralliement pour tous les réfugiés : on vit s'y réunir Piar, Montilla, Mariño, l'Écossais M'Gregor et le Français Ducoudray, Carlos Soublette, le botaniste Zea de la Nouvelle-Grenade, cet ami d'enfance et ce compagnon des souffrances de Nariño, ainsi que d'autres hommes encore; ce fut là que Bolivar noua avec Brion ces relations qui, plus tard, eurent des conséquences si importantes. Brion était un riche négociant de Curaçao, d'origine hollandaise, qui, aux Cayes, offrit aussitôt sa personne, son crédit et tous ses biens pour seconder, par des vaisseaux et des munitions de guerre, une nouvelle expédition au Venezuela;

plus tard, il arma à ses frais une flotte pour la jeune république et subvint ainsi au premier de ses besoins. En faisant ces démarches, Brion, arrivé déjà à l'âge mûr et possédant une instruction solide ainsi que beaucoup de qualités excellentes, était aussi exempt d'égoïsme que d'enthousiasme juvénil; il était tout au plus animé d'une noble ambition et poussé peut-être déjà par les influences subtiles d'une maladie mentale à laquelle il succomba quelques années plus tard. En faisant les offres dont nous venons de parler, Brion y mit seulement la condition que cette expédition fût commandée par Bolivar, dont les manières séduisantes l'avaient entièrement captivé, tandis qu'il se sentait mal à l'aise au milieu des chefs mulâtres et zambo fort indisciplinés.

Avant qu'on eût même commencé à mettre à exécution l'entreprise projetée, on allait voir aussitôt, par des événements effrayants, combien peu ces enfants étourdis et sauvages de la révolution reconnaissaient à cette époque, au milieu même de la ruine de la cause des patriotes, la nécessité d'un centre unique pour leur réunion. Les hommes les plus ambitieux parmi les chefs se montraient sans cesse hostiles à Bolivar et palliaient leur haine contre lui par un prétendu attachement pour la Constitution de 1811. De plus, aux yeux des guerilleros, qui se trouvaient aux Cayes et qui appartenaient aux provinces orientales où l'autorité de Mariño avait été toujours plus grande que celle de Bolivar, les Monagas et les Zaraza, qui s'y battaient toujours contre les royalistes, étaient des chefs militaires d'un plus grand mérite que Bolivar. Parmi les marins, l'aventurier Louis Aury, qui, déjà au Rio-de-la-Plata et devant Cartagena, avait rendu de grands services, dédaigna de se mettre sous

les ordres d'un Brion qui manquait des connaissances nautiques, ainsi que du courage tels que les possédaient les corsaires de la trempe d'un Aury. Les différends soulevés par ces premières questions amenèrent des provocations en duel entre Bolivar et Montilla, entre Mariño et Brion, ainsi qu'entre Ducoudray et Soublette. Quant à Aury, il quitta avec ses navires l'escadre de Brion et il établit pour peu de temps, sous pavillon mexicain, un petit État de flibustiers dans l'île d'Amelia.

Pendant ce temps on reçut la nouvelle fort encourageante du soulèvement dans l'île de Margarita et de sa réussite complète (Cf. tome VI, page 291). Cette circonstance rétablit assez d'union, parmi ces hommes hostiles les uns aux autres, pour qu'ils s'embarquassent, au nombre de deux cent cinquante, dans la petite flotte de Brion, composée de sept goëlettes. Arrivés dans l'île de Margarita, ils écartèrent, dans une espèce d'assemblée du peuple, la fédération qui affaiblissait le pays; ils y proclamèrent la république de Venezuela une et indivisible et, d'après les vœux de tous les gens sensés, ils élurent Bolivar chef suprême (7 mai 1816). En cette qualité, Bolivar se fit précéder d'une proclamation remplie de grands mots (8 mai) adressée aux habitants de la Costafirme; il y invita les habitants à appuyer son expédition qui, disait-il, était destinée, par les éléments dont elle était composée, à terminer pour toujours la domination des tyrans; plus tard, il comparait même, dans ses discours, les trois cents héros qui composaient cette expédition aux compagnons de Léonidas. Ensuite Bolivar envoya Mariño et Piar, ses anciens adversaires, dans l'Est, à Guiria, tandis qu'il fit lui-même la traversée à Carupano (1er juin), où il publia un bulletin pompeux, en

proclamant, d'après une promesse faite à Péthion, la liberté de ceux des esclaves noirs qui s'engageraient dans les rangs de son armée. Comme on ne voyait pas ces paroles suivies du moindre acte, ces contrées, épuisées et accablées encore par la terreur qui y régnait, ne fournirent que peu de combattants; Bolivar se vit donc engagé à tenter un débarquement près d'Ocumare, entre Puerto Cabello et Caracas (6 juillet), où il publia de nouveau, en termes sonores et imposants, des proclamations, des déclarations de guerre et des promesses relativement à la convocation d'un congrès.

Les hommes de guerre hardis de son entourage et même les Européens qui en faisaient partie voyaient alors que leurs préjugés à l'égard de Bolivar étaient complétement justifiés. Ils s'étaient attendus, à Carupano, que le général profiterait de la terreur panique qui s'était emparée des Espagnols pour se rendre maître de tout l'Est, comme Morillo lui-même l'appréhendait. Arrivés à Ocumare, ces chefs militaires émirent l'avis qu'il fallait avancer rapidement jusqu'à Valencia pour y attirer les forces que les plaines pourraient y envoyer à leur secours. Le général ne prit ni l'une ni l'autre de ces deux mesures. Comme Miranda l'avait fait en 1806, et sur la fausse rumeur annonçant que Morales avait occupé Ocumare, Bolivar renonça d'une manière peu glorieuse à toute cette entreprise. Il s'embarqua en abandonnant sa troupe; les soldats choisirent alors pour chef le jeune M'Gregor (1) qui, déjà en 1812, sous

(1) Malgré toute la peine que nous nous sommes donnée, nous n'avons pu nous procurer, ni en Allemagne, ni en Angleterre, les *Memoirs of Gregor M'Gregor, by colonel Rafter*. London, 1820.

Miranda, et plus tard, dans la Nouvelle-Grenade, avait servi dans les lieux les plus divers. Cet Écossais intrépide, devenu malheureusement, par suite d'une maladie, fort irritable et peu accommodant, eut la gloire de traverser, à la tête d'une misérable troupe de six cent cinquante hommes déguenillés, l'intérieur des terres depuis Ocumare, en passant par Victoria, Camatagua, Chaguaramas et San-Diego, pour y opérer sa jonction avec Monagas et Zaraza. Puis il se fraya un chemin jusqu'à Barcelona, où il se mit en communication avec l'île de Margarita et avec les forces de Piar (juillet-septembre). Bolivar, au contraire, en quittant sa troupe, baissa dans l'estime de son ami Brion lui-même; aux yeux de Piar, il s'était montré de nouveau comme un lâche déserteur, et à Guiria, où il s'était rendu ensuite, il fut accueilli et chassé comme tel.

Le farouche Bermudez, dont la réputation fâcheuse s'était répandue au loin, par suite des représailles terribles par lesquelles il avait l'habitude de se venger des royalistes qui, au commencement de la révolution, avaient exécuté d'une manière barbare son frère prisonnier; Bermudez, disons-nous, qui avait été toujours l'adversaire indocile de Bolivar, l'insulta en face à Guiria; il tira même l'épée contre lui et refusa, avec les troupes de cette ville, de reconnaître l'autorité du général. Bolivar dut retourner dans l'île d'Haïti. Il y fut de nouveau rejoint par Brion, qui avait alors réuni une escadre plus considérable et qui, bien qu'ébranlé dans sa bonne opinion de Bolivar, voyait toujours en lui l'homme capable, avant tous les autres, de réconcilier les chefs désunis par leurs querelles. Les habitants de l'île de Margarita aussi, qui trouvaient dans la flotte de Brion un appui trop puis-

sant pour pouvoir s'en passer, rappelèrent Bolivar par égard pour son ami ; même les vaillants guerilleros Cedeño et Zaraza, se réunissant à Barcelona à la division de M'Gregor, se déclarèrent prêts à se subordonner à lui, et ils restèrent, plus tard, toujours ses partisans les plus fidèles.

A la fin de l'année (31 décembre), Bolivar se trouvait de nouveau, à Barcelona, à la tête des troupes ; il songea à faire une autre tentative contre Caracas, lorsque les royalistes, au nombre de cinq à six mille hommes, avancèrent sous les ordres de Morales et d'Aldama et le retinrent à Barcelona (février 1817). Il est vrai que, faute d'artillerie, ils ne purent pas l'attaquer dans la ville ; mais, faute de troupes, Bolivar ne fut pas non plus en état de les déloger de leurs positions près de Piritu et de Clarines. De cette manière, les deux armées perdirent leur temps et consommèrent leurs vivres ; Bolivar dut enfin se décider à évacuer Barcelona, afin d'appuyer une entreprise contre la Guyane, entreprise commencée par d'autres et non pas par lui. Mais on s'opposa à ces intentions de Bolivar, dont l'autorité était encore si faible que, sans troupes et accompagné seulement d'un petit cortége d'officiers, il dut se mettre en route pour se rendre à la Guyane (fin de mars). La conséquence de ce départ fut une attaque des royalistes contre Barcelona, dont la garnison, devenue ainsi très-faible, fut taillée en pièces. Mariño, ainsi que les autres chefs orientaux, Bermudez et Valdes, que de nouvelles querelles avaient séparés de Mariño, avaient laissé la ville sans secours.

Piar dans la Guyane.

Malgré son agitation continuelle, Bolivar ne semblait devoir mériter, à aucune époque moins qu'au moment

qui nous occupe ici, pour la seconde fois le nom de *Libérateur* que les services rendus à la patrie lui avaient fait mériter autrefois; personne n'aurait dit alors qu'en peu de temps il concentrerait entre ses mains la direction suprême des affaires dans l'Amérique du Sud. On s'occupait alors de trois grandes entreprises dont le but immédiat était l'affranchissement du Venezuela; mais aucune d'elles n'avait été faite sous la direction de Bolivar, qui n'en avait pas même conçu le dessein. Le soulèvement dans l'île de Margarita était l'œuvre d'Arismendi; l'occupation permanente des plaines de la province de Casanare et des savanes sur les bords de l'Apure était principalement due au mérite de Paez; enfin, la conquête de la Guyane, la plus décisive de toutes ces entreprises, devait être préparée par Piar. Pendant l'époque qui suivit immédiatement après, ces trois hommes menacèrent tous successivement l'autorité de Bolivar, aux traces duquel la mauvaise fortune semblait s'attacher avec opiniâtreté; on aurait dit que, par suite de l'incapacité militaire de ce chef, toute expédition de guerre dont on pouvait se promettre d'heureux résultats allait être négligée, et que toute entreprise déjà commencée devait échouer. Déjà, lors de son séjour dans l'île d'Haïti, Bolivar avait écouté les arguments d'un colonel, du nom de Bidot, qui lui avait démontré qu'il fallait préparer dans la Guyane la conquête du Venezuela. Grâce aux secours fournis par Brion, on pouvait alors, du côté de la mer comme sur terre, aborder cette province si riche dont les ressources n'avaient pas encore été entamées, et où il n'y avait qu'une faible garnison sous un chef indécis.

On pouvait y gagner la base solide d'un système général d'opérations dont l'aile droite aurait été formée par

les troupes à l'Est, à Maturin et à Cumana, et dont le centre aurait été composé par les guerilleros de Monagas et de Zaraza, servant de postes avancés contre Barcelona et Caracas. L'Orénoque et ses affluents, navigables bien loin dans l'intérieur des terres et beaucoup plus loin que Morillo ne l'avait cru possible, auraient pu servir à entretenir des communications avec les troupes de cavaliers dans les plaines jusqu'à la province de Casanare, troupes qui, formant l'aile gauche, auraient pu permettre au chef de tendre la main à la Nouvelle-Grenade. On se serait placé ainsi, mais sur une échelle bien plus étendue, dans cette position que, dans des conditions désespérées de la même nature, les Boves et les Yañez avaient mise à profit pour entraîner dans la lutte toute la population de l'intérieur des terres.

Ce plan était si simple et si naturel que Piar, avec son énergie ordinaire, conseilla aussitôt de l'adopter, et que les ennemis, et Morillo lui-même, y avaient vu la conséquence nécessaire de la première traversée de Bolivar à l'île de Margarita. Ce dernier seul n'en comprit pas les avantages. Rien ne trahissait à un plus haut degré l'inexpérience stratégique de Bolivar que les efforts continuels et presque puérils qu'il fit pour diriger toutes ces entreprises d'une manière directe contre Caracas, la capitale du pays et la ville natale du général, efforts qui nous fournissent l'explication de toutes les opérations tentées par lui à ce moment, comme auparavant et même dans les temps qui suivirent immédiatement après. Pendant ce temps, Piar (Pedro), avec un grand désir de faire quelque entreprise de sa propre autorité, n'avait jamais perdu de vue le grand projet relatif à la Guyane. Ce jeune mulâtre, qui aimait l'excès en toutes choses, était

le favori des gens de couleur, car il était d'une ruse et d'une adresse achevées, de même qu'il possédait une bravoure pleine de sang-froid. Des gens rangés, tels que Bolivar et Brion, détestaient cordialement Piar, car il était dur et violent de caractère; plein d'ambition, il aspirait à étendre ses connaissances militaires et à élever sa position comme officier; dans les pays de l'Est, où il dominait Mariño d'une manière complète, il exerçait l'influence la plus importante.

Lorsque M'Gregor était arrivé à Barcelona, il y avait eu, parmi les chefs, de nouvelles dissensions qui avaient déterminé le général écossais à s'embarquer pour les Antilles (1). Piar avait ensuite pris prétexte de toutes ces circonstances fâcheuses, afin de s'éloigner, de sa propre autorité, avec quinze cents hommes, dans le but d'aller à la recherche de Cedeño et de faire, conjointement avec lui, l'attaque projetée contre la Guyane. Cedeño parcourait à ce moment, avec treize cents cavaliers, les pays situés sur les bords du Tigre, fleuve qui se jette dans le Manamo, un des bras de l'embouchure de l'Orénoque. Piar et Cedeño résolurent aussitôt (fin de 1816) de partir pour Angostura; après avoir forcé le passage du Caura, ils arrivèrent devant cette capitale (12 janvier 1817); mais ils échouèrent dans l'assaut qu'ils donnèrent à la ville. Piar occupa alors (février) les missions des capucins catalans sur le Caroni, d'où les royalistes tiraient leurs principales subsistances. Il y gagna les sympathies des Indiens, lorsqu'il fit enfermer les pères, qui étaient

(1) Ce fut de là que, plus tard (1819), il fit, dans des circonstances désespérantes, encore deux expéditions désastreuses contre Portobelo et contre Rio-Hacha d'où ne s'échappa presque personne, si ce n'est le général lui-même.

fort détestés dans le pays, et que, plus tard, il ne punit pas même deux officiers beaucoup trop zélés qui, sur un avis de Bolivar, avaient exécuté ces religieux. En effet, depuis les expériences qu'il avait faites lors du tremblement de terre de 1812, Bolivar avait toujours fixé son attention sur les prêtres, qu'il traitait avec une rigueur extrême.

Piar établit alors dans les quarante-six ou quarante-sept villages de ces missions une administration régulière qui, pendant toute la suite de la guerre, fut très-utile aux troupes des patriotes et en facilita l'approvisionnement. Piar rendit ensuite compte de tous ces progrès à Bolivar, après que celui-ci eut repris le commandement en chef à Barcelona. Plus tard il s'entendit avec ce dernier, dans une entrevue personnelle, par suite de laquelle Bolivar, après la chute de Barcelona fit venir dans les environs d'Angostura, avec leurs troupes, Bermudez et Valdes qui s'étaient brouillés avec Mariño. Avant que Bolivar arrivât devant cette capitale, la disette et les épidémies avaient commencé à y sévir. Un stratagème de la Torre, qui, envoyé en toute hâte sur les lieux par Morillo, essaya de reprendre les missions, fut déjoué par Piar ; ses troupes furent presque entièrement taillées en pièces entre les villages de San-Miguel et de San-Felix (11 avril). Néanmoins, Angostura aurait résisté, tant que les Espagnols auraient dominé l'Orénoque avec leurs vaisseaux. Mais Bolivar venait accompagné d'un précieux secours, de la flottille de Brion. Il avait fait venir son ami de l'île de Margarita; l'escadre de Brion entra dans l'Orénoque, suivie d'une division de bâtiments plus petits sous les ordres d'un Margaritain, Antonio Diaz, qui, parmi les marins venezolains, disputait au mulâtre Padilla la palme de la bravoure et de la cruauté. Ce fut

Diaz qui, par un combat brillant commencé avec des forces très-inégales, ouvrit l'entrée de l'Orénoque. Puis, l'arrivée de Brion décida du sort de cette campagne. La Torre évacua (juillet) Angostura et la province dont la possession donna aux patriotes la clef de tout le pays.

A partir de cette époque, l'autorité de Bolivar commença à se consolider davantage, parce qu'il se mit à l'œuvre pour établir un certain ordre dans l'État et la discipline dans l'armée ; ce fut précisément au moment où cette autorité avait, encore une fois, couru les plus grands dangers. Peu de temps auparavant, lorsque la réputation et le nom de Bolivar étaient tombés bien bas à Barcelona, Mariño avait cru l'occasion favorable, pour reprendre ses projets par lesquels il voulait supplanter Bolivar, son rival. Mariño avait réuni une espèce de congrès à Cariaco; il avait fait nommer un pouvoir exécutif dans lequel étaient entrés même un Fernando Toro et un Zea; Brion lui-même s'était laissé séduire pendant quelque temps, en acceptant de ce gouvernement improvisé les fonctions d'amiral. Heureusement Bolivar avait entièrement gagné l'affection des troupes et de leurs chefs devant Angostura, parmi lesquels Bermudez, animé d'une haine nouvelle contre Mariño, se montra, depuis ce temps, un de ses partisans les plus fidèles. Bolivar put donc oser rejeter l'autorité du congrès de Mariño. Par un bonheur plus grand encore, il réussit à éloigner Brion de cette révolte. Piar, au contraire, courut à sa perte en se laissant entraîner dans les intrigues de Mariño. Mécontent de voir que Bolivar allait lui enlever la gloire de ses exploits dans la Guyane, Piar avait demandé un congé, avant la prise d'Angostura (fin de juin), et s'était rendu à Upata d'où il chercha à miner Bolivar, à exciter les

gens de couleur et à gagner Cedeño. Après avoir fait une tentative inutile pour ramener Piar par des conseils amicaux, Bolivar donna l'ordre de l'arrêter en même temps que Mariño; après s'être assuré encore une fois, dans une junte de guerre, que tous les chefs reconnaissaient son autorité, il prit toutes les mesures nécessaires pour faire exécuter cet ordre.

Bermudez, chargé de l'exécution de çet ordre à l'égard de Mariño, obtint et accorda, avec le consentement de Bolivar, que Mariño partît pour l'île de Margarita. Cedeño arrêta Piar à Aragua, et perdit pour toujours, par cet acte, la faveur dont il avait joui dans l'armée. Bolivar crut indispensable de faire un exemple pour habituer les chefs à la subordination; il institua une cour martiale, composée de ses partisans les plus dévoués, qui condamna Piar à mort pour cause de désobéissance, de désertion et de conspiration. Six jours avant l'exécution de ce jugement (16 octobre), Bolivar, suivant en cela l'exemple donné par Washington et par le congrès de l'Amérique du Nord, publia une loi promettant aux soldats, comme récompense de leurs services, un don de terres qui devaient leur appartenir à la fin de la guerre, et règlant la distribution de ces biens nationaux. Ce fut ainsi que Bolivar chercha à rattacher ses compagnons d'armes, d'une manière plus solide, à la patrie et à sa propre personne, au moment même où il accomplit contre un favori de l'armée cet acte d'une sévérité odieuse, mais indispensable. Cette exécution de Piar et la déchéance de Mariño mirent de l'ordre dans le chaos qui, jusqu'alors, avait régné dans le commandement de l'armée. C'était d'autant plus urgent que, même dans les temps qui suivirent immédiatement après, le succès n'allait pas encore

rester fidèle à Bolivar, pendant qu'un second émule, à l'Ouest, menaçait de lui enlever la palme de la gloire et de la fortune militaire par un mérite et avec des succès tout autres que ceux de Piar.

Paez dans les provinces de Casanare et de Barinas.

Dans l'Ouest, la province néo-grenadienne de Casanare, qui, située à l'est des Andes, appartient par sa position géographique plutôt au Venezuela, avait été maintenue, pendant l'année 1815, au pouvoir des patriotes sous les ordres du général Ricaurte qui l'avait défendue contre Calzada et les royalistes dans le Barinas. Les patriotes avaient même pu occuper la ville de Guasdalito dans cette dernière province (15 décembre 1815). Mais lorsque, après la chute de Cartagena, les royalistes marchèrent sur Bogota, Ricaurte crut devoir reculer devant les forces espagnoles, commandées alors par le colonel Francisco Lopez, et évacuer le Barinas (février 1816). Ce fut alors que le capitaine José-Antonio Paez commença sa carrière brillante, lorsqu'il se fit fort de tenir la ville de Guasdalito et qu'avec une poignée de cavaliers il culbuta, près de la ferme de Mate-de-la-Miel, les royalistes au nombre de seize cents hommes que commandait Lopez (16 février); il prit sur l'ennemi un grand nombre d'armes et de chevaux et il fit quatre cents prisonniers qu'il épargna avec une grande générosité, comme il avait toujours coutume de le faire dans la suite. Ce coup heureux sauva encore, à cette époque, la province de Casanare de l'invasion des Espagnols, et même lorsque, quatre mois plus tard, Lopez passa de nouveau l'Apure, il dut reculer pour la seconde fois devant Paez qui, à cette époque, était déjà assez hardi pour faire des projets contre Achaguas. Mais, pendant ce

temps, la ville de Bogota avait été occupée par les Espagnols, et la province de Casanare fut enveloppée dans la chute de la Nouvelle-Grenade.

Les débris des troupes grenadiennes en fuite, qui s'étaient sauvés dans cette province, ne purent pas la conserver. Ils firent la tentative insensée d'y instituer une espèce de gouvernement à la tête duquel devait se mettre un jeune jurisconsulte et militaire de l'école de Nariño, du nom de Santander. C'est ce que n'auraient pas même suporté les llaneros qui croyaient que, dans des circonstances aussi critiques, un dictateur pris parmi les chefs militaires de leurs pareils valait beaucoup mieux que les « officiers à la plume » de la trempe de Santander. La province de Casanare fut donc perdue lorsque la Torre y entra et qu'il occupa Pore, la capitale (août). Les patriotes que commandait Paez et qui manquaient de tout, de vêtements, de nourriture, d'armes, de munitions de guerre et de chevaux apprivoisés, entreprirent néanmoins, lorsque la saison était encore mauvaise, la marche sur Achaguas, marche rendue, en outre, fort difficile par la masse des émigrants que les soldats traînaient après eux. Près de la ferme del Yagual, Paez battit encore une fois le colonel Lopez (8 octobre); il occupa Achaguas et s'avança dans la direction de San-Antonio.

Sur les bords de l'Apure, les canonnières de l'ennemi empêchèrent Paez de franchir ce fleuve. Pendant les chaleurs du milieu du jour, lorsque les royalistes se reposaient sans s'attendre à une attaque, Paez, pour punir un officier du nom de Peña, qui avait mal exécuté un ordre, l'envoya avec huit hommes franchir le fleuve dans un canot, afin qu'il se jetât dans le camp des enne-

mis. Cette attaque répandit une terreur soudaine parmi les royalistes, qui abandonnèrent leur camp dans une fuite désordonnée. Pendant qu'il remontait le fleuve pour se sauver, Lopez lui-même fut séparé, dans sa *lancha*, du reste des fuyards; les troupes s'emparèrent de lui et le tuèrent. Alors Paez occupa Nutrias (12 novembre) et se dirigea sur San-Fernando, cette clef des plaines et de l'Orénoque. Mais, avant d'arriver devant cette ville, il reçut la nouvelle que Morillo venait en personne de la Nouvelle-Grenade, et qu'en même temps les ennemis approchaient de Merida sous les ordres de Calzada qui, après avoir opéré sa jonction à Guasdalito avec la Torre (janvier 1817), disposait d'une armée de quatre mille hommes de troupes excellentes, parmi lesquelles il y avait dix-sept cents cavaliers. Paez avait reculé devant ces troupes supérieures en nombre, en se retirant à Achaguas; les ennemis, qui le suivirent, le rejoignirent dans la plaine *de las Mucuritas* (28 janvier); il n'eut à leur opposer que onze cents cavaliers. Paez leur ordonna de faire semblant d'attaquer les deux flancs de l'armée des royalistes, dont les colonnes d'infanterie serrées rendaient toute défaite impossible; par cette manœuvre, Paez ne voulait qu'exciter la cavalerie espagnole à le poursuivre. Aussitôt que cette dernière donna dans ce piége, elle fut perdue. Puis, en faisant mettre le feu aux herbes sèches de la plaine, Paez força également l'infanterie ennemie à se retirer; mais, faute d'armes à feu, il ne put pas la poursuivre d'une manière efficace. « Quatorze attaques, disait dans son rapport Morillo qui, le lendemain de ce combat, rejoignit l'armée, quatorze attaques successives, dirigées contre mes bataillons fatigués, m'ont convaincu que ces gens ne sont

nullement, comme on me l'avait dit, une petite horde de poltrons ! »

Paez et Bolivar en face de Morillo.

Lorsque Morillo revint au Venezuela, il le trouva dans une condition bien différente de celle dans laquelle il avait laissé le pays. L'île de Margarita était perdue; quelques points isolés à l'Est, ainsi que les plaines de Caracas, étaient entre les mains des patriotes; les contrées entre l'Apure et l'Arauca étaient dominées par Paez. La Guyane était, à ce moment, menacée et bientôt après conquise; le pays des montagnes était, comme toujours, pénétré de sentiments patriotiques; le pays des plaines était *devenu* favorable à la cause des patriotes, grâce aux hauts faits de Paez qu'on portait aux nues; la guerre avait pris un caractère à la fois plus militaire et plus national. Morillo, ne pouvant plus embrasser d'un seul coup d'œil le théâtre de la guerre, perdait tout jugement dans les choses militaires. La tâche immédiate aurait été évidemment de se débarrasser d'un adversaire tel que Paez, et de dégager la Guyane que Piar et Bolivar serraient de près. Mais Morillo crut plus important de reconquérir l'île de Margarita, ce foyer de la nouvelle révolution. Il choisit la tâche d'une importance moindre, et il y échoua. Lorsqu'il débarqua avec trois mille hommes dans cette île (16-17 juillet), il lui fit entendre ces menaces : « Que si elle ne se soumettait pas, elle ne garderait ni les cendres, ni le souvenir des traîtres. » Mais le vaillant gouverneur, Fr. Gomez, lui opposa, avec treize cents hommes mal armés, une résistance insurmontable. Après avoir occupé Pampatar (25 juillet), Morillo poussa une reconnaissance du côté de la capitale, Asuncion; mais il n'était pas en état d'enlever la posi-

tion fortifiée des patriotes près de la hauteur de Matasiete. Lors de son attaque contre le port de Juan-Griego (8 août), la petite garnison, composée de pirates désespérés en partie d'une force de géants, lui opposa, dans une lutte tout à fait inégale, une résistance qui détermina Morillo à évacuer cette île (17 août) : « Ils se jetèrent, d'après le propre rapport du général espagnol, comme des tigres, dans le feu et sur les baïonnettes, avec un courage dont il n'y a pas d'exemple parmi les meilleures troupes du monde. »

Morillo se rendit à Caracas (comm. de sept.). Après que l'île de Margarita eut été perdue une seconde fois, la Guyane était tombée, en même temps, entre les mains des ennemis. Zaraza s'était avancé dans les plaines de Caracas; Bolivar méditait une double attaque combinée contre cette capitale, attaque que le général lui-même voulait faire en venant de la Guyane et à laquelle Paez devait concourir en arrivant des bords de l'Apure (1). Pour contrecarrer l'exécution de ces projets, Morillo rassembla le gros de ses troupes à Calabozo (depuis la fin de nov.) ; il opposa Aldama à Paez, et la Torre, qui venait de se sauver d'Angostura, à Zaraza. Paez se tint prudemment sur ses gardes et se retira de l'Apure jusqu'à l'Arauca, tandis que Zaraza montra une grande imprudence et se laissa battre d'une manière ignominieuse, par Morillo, près de la Hogaza. Cette circonstance força Bolivar à simplifier son plan de campagne. Il remonta l'Orénoque avec deux mille hommes et opéra

(1) Comparer sur cette campagne : *Campaigns and cruises in Venezuela and Newgranada and in the Pacific Ocean from* 1817-30. London, 1831.

sa jonction avec Paez (fin de janv. 1818), qui avait investi San-Fernando sur l'Apure; puis, avec ces forces réunies, il s'avança sur Calabozo. Par cette marche forcée très-téméraire, Bolivar surprit Morillo (12 fév.), qui, à ce moment, n'avait qu'une faible division de troupes auprès de lui à Calabozo. Ce ne fut que grâce aux fautes de tactique faites par le chef des patriotes que le général espagnol put exécuter sa retraite dans le pays des montagnes, jusqu'à Sombrero, où la supériorité de leur cavalerie ne profita en rien aux patriotes et où leur attaque fut repoussée (15 février).

Après avoir fait cette expérience, les chefs les plus clairvoyants des patriotes insistèrent auprès de Bolivar, pour qu'en conquérant San-Fernando il consolidât, avant tout, la possession des provinces de Barinas et de Casanare, ainsi que son pouvoir dans les plaines. De sa propre autorité, Paez rebroussa chemin pour mettre le siége devant cette place si importante, protestant en même temps contre l'idée d'employer dans les montagnes ses hommes qui étaient tous du pays des plaines, lorsque Bolivar, obéissant à son ancienne idée capricieuse, voulut à tout prix s'avancer vers Caracas, bien que Morillo eût déjà repris, à Valencia, une base solide pour ses opérations et qu'il concentrât autour de lui les divisions d'armée que commandait la Torre. Bolivar fit son apparition à Cura et à Victoria (8 mars), où les habitants l'accueillirent avec des cris d'allégresse prématurés; tout le monde croyait que la fin de la lutte était proche; les patriotes n'étaient plus qu'à une journée de marche de Caracas (15 mars). Bolivar croyait avoir la certitude de pouvoir attaquer la Torre, qui approchait, avant que celui-ci opérât sa jonction avec Morillo, lorsqu'il apprit que ce der-

nier avait surpris et dispersé (14 mars) la cavalerie sous les ordres de Zaraza et de Monagas pendant qu'elle était en train de fourrager. Exposé à être cerné et à se voir couper la retraite par les deux corps des troupes ennemies, Bolivar se retira en toute hâte derrière Cura. Les ennemis le rejoignirent dans la gorge de Semen, défilé étroit et hérissé de rochers sur la route de San-Juan-de-los-Morros, et le battirent complétement après une lutte opiniâtre.

Au milieu de ce combat, Bolivar semblait comprendre, avec un sentiment de honte et de désespoir, toutes les grandes fautes que son entêtement lui avait fait commettre; on le vit, sans souci de sa personne, faire les plus grands efforts, comme s'il cherchait la mort ou comme s'il avait perdu la tête. Combien c'était heureux alors que Paez fût revenu sur ses pas! Précisément dans ces jours-là, il avait forcé la ville de San-Fernando à se rendre (6 mars), et il put alors, avec la partie disponible de sa cavalerie, porter rapidement secours à Bolivar et forcer la Torre, qui le poursuivait, à reculer de nouveau jusqu'à Cura et Valencia. Il se plaça alors comme sauveur à côté du général en chef que sa destinée continuait, sans relâche, à abaisser toujours et à accabler encore davantage sous le poids de sa honte. Bolivar campait dans les plaines de Calabozo, à Rincon-de-los-Toros, entouré des essaims de corps francs royalistes sous les ordres du colonel Rafael Lopez qui avait appris, par un déserteur, le séjour du chef des patriotes ainsi que le mot de ralliement. Un capitaine du nom de Renovales pénétra, pendant la nuit du 17 avril, avec huit hommes, jusqu'au bouquet d'arbres (*mata*) où Bolivar était couché, avec les hommes de son entourage, dans des hamacs

contre lesquels les ennemis déchargèrent leurs fusils. Par hasard, Bolivar n'avait pas pu s'endormir et, pressentant un danger, il s'était éloigné, sans même s'habiller ; entendant les coups de fusil, il s'enfuit, parce qu'il croyait que tout son camp était cerné. Le bruit qui s'ensuivit et la terreur que la disparition de Bolivar jeta parmi les patriotes, donnèrent beau jeu aux royalistes qui attaquèrent et dispersèrent alors leur petite troupe.

Les fuyards débandés retrouvèrent Bolivar à Calabozo ; le général se rendit de là à San-Fernando où s'était retiré aussi Paez. Bolivar était l'image frappante de la misère, du souci et du désespoir ; il était entouré des tristes débris de cette campagne malheureuse qui laissa les patriotes sans armée, sans argent, sans secours et, comme on l'aurait dit de nouveau, sans chef. En effet, les habitants de l'Est avaient déjà rappelé Mariño, qui s'était toujours montré hostile au Libérateur, et qui reprit le commandement en chef dans ces contrées, sans que Bolivar eût pu oser s'opposer à ce général. Les menées de quelques officiers anglais, qui avaient suivi cette campagne et qui étaient extrêmement indignés de la façon dont elle avait été dirigée par Bolivar, firent naître, à San-Fernando, parmi les troupes et leurs chefs dont quelques-uns étaient même des partisans intimidés de Bolivar, une mutinerie ouverte qui avait pour but d'élever Paez à la dignité de commandant en chef. Bolivar fit semblant de ne rien voir, comme il n'avait rien fait pour empêcher Mariño d'usurper le commandement en chef à l'Est, et il s'embarqua promptement dans sa *flechera*, pour descendre l'Orénoque jusqu'à Angostura. Parmi les officiers anglais, le colonel Wilson osa même suivre le général dans cette ville, pour y gagner des par-

tisans à la cause de Paez. Bolivar put éloigner, il est vrai, Wilson, en le renvoyant du pays (1); mais il se vit impuissant à rien entreprendre contre les habitants récalcitrants des bords de l'Apure.

Paez.

Rien n'était cependant plus naturel que cette tentative, faite pour élever sur le pavois le vaillant Paez, soit de la part des étrangers aventureux, soit de celle des indigènes. Rien n'était plus naturel que de voir ces derniers répondre à la question de leurs chants de liberté : « Qui est le meilleur général ? » c'est « Mon général Paez avec sa garde d'honneur ! » Ce capitaine était né dans les environs d'Araure. Déjà dans son enfance, il avait donné des preuves d'une résolution pleine de bravoure, et servant, comme jeune homme, dans une ferme, il avait montré de l'adresse et du zèle à remplir ses devoirs. Lorsque éclata la révolution, Paez entra dans les rangs des milices de Barinas; pendant quelque temps, il fut prisonnier chez les Espagnols et, après avoir recouvré sa liberté, il se distingua partout, d'une façon de plus en plus marquée, par son intrépidité et par sa hardiesse, par la connaissance approfondie du pays qui lui permettait de profiter de tous les avantages locaux, et par la manière dont il savait prendre les llaneros.

Paez était supérieur à tous ces hommes de vigueur par sa force physique personnelle, par sa bravoure et par

(1) D'après (C. Richard) les *Briefe aus Columbien (von einem hannoeverischen Officier)*, Lettres de Colombie (par un officier hanovrien). (Leipzig, 1822. Page 48), Paez, ne se fiant pas à la force de son parti, aurait sacrifié Wilson en le chargeant de remettre à Bolivar une lettre perfide. Mais ce renseignement n'est en harmonie ni avec la conduite et le caractère de Paez, ni avec les autres informations sur ce sujet.

son courage de bon aloi, qui tantôt se montrait froid et réfléchi, tantôt impétueux jusqu'à devenir farouche; mais il se mettait absolument sur le même pied que ses soldats, en leur montrant une modestie naturelle et une affabilité franche et cordiale. Au lieu de faire punir les récalcitrants, il ne croyait pas au-dessous de sa dignité de les dompter dans un combat singulier. Il rivalisait avec ses compagnons d'armes dans leurs exercices gymnastiques, quand il s'agissait de lancer le lazo et de travailler le cheval. Il partageait avec eux leur chère, leurs boissons et leurs privations. Il jouait des mêmes instruments que les llaneros, il exécutait des mêmes danses et il recueillait les applaudissements de tous les assistants quand, dans le *marri-marri*, il représentait l'homme ivre. Il faisait les mêmes plaisanteries que ses gens, et il lui arrivait quelquefois, les jours de fête qu'il fallait célébrer par des courses, de traverser, sans se ménager plus que les autres, des marais où l'on s'enfonçait jusqu'aux genoux. De cette manière, Paez s'attacha par une aveugle affection les meilleurs parmi les llaneros, et il rangea autour de lui une suite guerrière qui, par le sentiment de sa propre valeur et par son éclat, éclipsa tous les autres corps de ce genre. Dans sa tenue extérieure, cette suite n'avait pas l'air, il est vrai, d'une troupe régulière, mais elle ne ressemblait pas non plus à ces bandes déguenillées d'un Cedeño qui étaient composées d'hommes de tout âge, de toute couleur et de tout costume, de gens tout nus et d'individus habillés, de chevaux et de mulets dont les uns avaient des selles, tandis que les autres en étaient dépourvus. De la même manière dont chacun de ces cavaliers avait dressé son cheval, de façon à le faire obéir au moindre caprice et à supporter toutes les fatigues,

ce chef aussi avait dressé ses cavaliers. Sa seule présence faisait tressaillir ces guerriers en les animant du courage le plus confiant, et les excitait jusqu'à leur faire faire les efforts les plus incroyables. Les exploits que Paez accomplit tout seul et les hauts faits qu'il exécuta avec ses guerriers passèrent, déjà au moment où ils eurent lieu, du domaine de l'histoire dans celui du mythe.

Des récits de ce genre étaient dans la bouche de tous. On se racontait que Paez chassait l'infanterie espagnole tantôt en lâchant sur elle des bœufs sauvages, tantôt en incendiant les steppes; qu'égaré en poursuivant les ennemis, il avait seul pénétré dans les bandes des fuyards et qu'il en avait achevé la déroute, en donnant à haute voix ses ordres comme s'il avait été à la tête de ses cavaliers; que, dans les eaux de l'Apure, il avait pris à la nage, avec ses hommes à cheval, quatre ou six canonnières dont la tradition augmenta bientôt le nombre jusqu'au chiffre de *soixante*; que, dans les terribles chocs de ses attaques de cavalerie, il lui arrivait de tuer jusqu'à quarante ennemis de sa propre lance, et qu'ensuite il tombait épuisé en proie à des attaques d'épilepsie! Cet excès d'une audace téméraire et folle n'empêchait pas Paez d'apprécier et d'aimer la discipline militaire et le courage moral des Européens; d'être un ami dévoué des Anglais, ses alliés, et d'adopter plusieurs de leurs coutumes civiles et militaires, bien que, pour cela, il ne devînt jamais infidèle aux mœurs simples de ses ancêtres : même quand il fut parvenu à la première dignité dans l'État, il avait du bonheur à donner, à sa campagne de Trinidad, des dîners dans le genre le plus simple des llaneros, se souvenant ainsi avec amour de son origine. Cet attachement pour ses vieilles habitudes et pour les mœurs de sa jeunesse,

ainsi que pour l'absence d'instruction et d'éducation scolaire, telle qu'elle était particulière à la condition première de Paez; la nature de ses relations avec ses compagnons d'armes; ce courage empreint de fatalisme, tout cela rappelle complétement les premiers conquérants, les Pizarre ou les Almagro, qui, quelque haut qu'ils s'élevassent dans les honneurs extérieurs, restèrent toujours simples et sans prétentions, comme c'était conforme à leur origine.

Comme eux, Paez lutta pour obtenir les dignités les plus hautes et pour acquérir le plus grand mérite. Il était de beaucoup le plus proéminent parmi les nombreux parvenus de couleur qui, comme lui, montèrent par leurs efforts de la position de *mayordomo* dans des fermes à bestiaux au rang de général, et qui, issus des races de zambos, de mulâtres et de métis, dont autrefois on avait foulé les droits aux pieds, avaient été ennoblis par la nature même des événements de leur époque. En effet, tous ces gens avaient ainsi pu s'élever à des sentiments, à un but de l'existence, à des lumières et à des actes tels qu'on ne peut les exiger que des classes les plus avancées parmi les hommes. Par ses qualités morales et par ses vertus civiques, Paez se montre infiniment plus noble que ces anciens conquérants et bien plus pur que la plupart de ses contemporains. Effectivement, de même qu'il était exempt d'égoïsme et de cupidité, qu'il n'était pas corrompu par une fausse ambition et qu'il était libre de toute envie et de toute jalousie, de même il nous offre l'exemple absolument unique d'un homme qui, au milieu de ses compatriotes autrement si profondément jaloux, n'avait pas un seul envieux; qui, parmi tant d'étrangers aigris, ne trouvait pas un seul ennemi et pas même un seul in-

dividu qui n'eût pas été, au contraire, prodigue de louanges et rempli d'admiration pour lui! Par son amabilité jointe à une vigueur exubérante, par sa modestie unie à un grand mérite et par sa douceur alliée à un grand amour de la guerre, Paez s'attirait cette affection sans partage : jamais ce soldat d'une folle audace n'avait été le partisan d'une guerre à mort; jamais la dictature militaire ne lui avait fait oublier le sentiment de la loi et le goût de l'ordre. D'ailleurs, le fait que Paez, de même que Victoria dans la Nouvelle-Espagne, n'était pas supérieur aux autres par son intelligence, et que, de ce côté-là, il n'était pas à craindre, peut avoir essentiellement contribué à désarmer les envieux.

Comme la plupart des individus de sa race, Paez n'était pas homme à dominer et à pénétrer des situations vastes d'un coup d'œil rapide et perçant. C'est pourquoi, ardent et candide comme il était, il se rendait souvent coupable de contradictions : tantôt il était *centraliste*, tantôt il était fédéraliste ; tantôt il se laissait effrayer par l'anarchie, tantôt il défendait les droits de la révolution. Par cette même raison, on pouvait l'accuser d'avoir souvent agi avec précipitation, car il devenait facilement le jouet de ses conseillers, même de ceux qui l'inspiraient mal. Mais, dans tous ces cas, sa bonne nature savait promptement retrouver le vrai chemin, et alors, même après qu'il fut parvenu à la première dignité dans l'État, il n'hésitait pas un seul instant à confesser ses fautes publiquement et avec un repentir sincère. Chose pareille lui arriva au moment qui nous occupe ici, lorsque les troupes révoltées l'opposèrent au général en chef. Paez les laissa faire, parce qu'il n'était pas non plus édifié de l'art militaire du libérateur. Mais aussitôt qu'il vit l'autorité de Bolivar

reconnue à Angostura, Paez, cet homme débonnaire, se laissa facilement séduire et ramener à Bolivar par une simple conversation qu'il eut avec ce dernier. Bolivar connaissait si bien Paez qu'il lui abandonna ensuite, en toute sécurité, le commandement suprême de toutes les troupes, tandis que, seul et sans moyens de défense, il était lui-même occupé, à une grande distance, d'affaires purement civiles.

Bolivar.

Mais quelle était enfin la cause qui fit que, malgré ses nombreux désastres, malgré ses puissants rivaux et malgré les fautes de toute espèce commises par lui, c'était précisément ce même homme qui revenait toujours à la tête des affaires civiles et des entreprises militaires? Quelle était la raison qui, en définitive, lui assura la place d'honneur, en l'élevant bien au-dessus de tous les compétiteurs dont il était entouré? Il est nécessaire d'examiner en détail sa vie pour trouver une réponse suffisante à cette question. Simon Bolivar naquit, le 24 juillet 1783, au sein d'une famille considérée à Caracas. Orphelin dès sa première jeunesse, il put de bonne heure disposer d'une fortune considérable qui le mit en état de chercher à faire son éducation par des moyens peu ordinaires. Très-jeune encore, il se rendit en Espagne, et, à l'âge de dix-huit ans, il épousa, à Madrid, une parente du marquis del Toro à Caracas. Lorsque, immédiatement après son retour (1801), il se vit enlever sa jeune femme par la fièvre jaune, il visita l'Europe pour la seconde fois et y séjourna plus longtemps. Il assista, en France, à la proclamation de Napoléon comme empereur; puis il retourna dans son pays en passant par les États-Unis. Déjà pendant ces voyages, il conçut le projet d'affranchir sa pa-

trie; le sort semblait avoir pris un soin tout particulier à le dégager de tout lien de famille qui eût pu lui imposer des égards et l'empêcher de s'essayer dans un rôle révolutionnaire fort hasardé.

Pendant ces voyages, Bolivar, avec son intelligence vive et avec sa conception rapide, s'appropriait aussi la culture intellectuelle, les langues et les mœurs de l'Europe à un plus haut degré que la plupart de ses compatriotes ne purent le faire. La connaissance de la situation compliquée de l'Europe lui fit acquérir la capacité de voir de plus haut aussi les affaires particulières de l'Amérique, de concevoir des principes et des projets politiques et de les exposer avec une clarté et une netteté fort grandes. Cette qualité seule lui donna, dans toutes les questions d'organisation, une supériorité tout aussi décidée que la considération était naturelle dont il jouissait, grâce à son origine et à sa fortune, aux yeux de tous les gens riches qui avaient des intérêts à défendre. Ses premières démarches avaient montré combien il était personnellement actif et infatigable, en faisant valoir, avec une ambition patriotique, dès les premiers jours de cette époque révolutionnaire si riche en promesses, sa position sociale, ses qualités intellectuelles et ses connaissances.

Nous avons vu plus haut de quelle manière Bolivar aida à miner la position de son protecteur Emparan, pendant que la révolution creusait encore en secret ses souterrains cachés. De sa propre autorité, il ramena Miranda d'Angleterre, et, plus tard, il permit qu'on abusât de lui, de manière à le charger de la vindicte publique vis-à-vis de ce général. Lors de ses premiers petits succès militaires sur les bords du Magdalena, Bolivar agit avec une semblable indépendance qui allait jusqu'à l'excès. Avec

un sentiment de sa propre valeur qui était plein d'impatience, il se mit en avant et s'insinua dans le commandement suprême d'un corps de troupes étrangères à l'aide duquel il délivra sa patrie dans une expédition que, plein de jactance, il comparait à la croisade de Jérusalem. Nous avons vu, enfin, comment, après le départ le plus heureux, il échoua dans cette entreprise; et de quelle manière, immédiatement après son naufrage, Bolivar se présenta, dans la Nouvelle-Grenade, comme le libérateur des peuples, et se fit fort de jouer le rôle d'arbitre dans un pays étranger, chez ses voisins. Aussitôt que Bolivar fit ainsi son entrée sur la scène du monde et de l'histoire, lorsque Miranda le déclara déjà « un jeune homme dangereux », on vit se manifester partout en lui les penchants d'un esprit dictatorial agissant toujours d'après les inspirations de sa propre volonté, ainsi que les traits d'une âme de feu qui, avec une ambition passionnée, brûlait d'exploiter les occasions que lui offraient son époque et les conjonctures.

Mais, quelque grands que fussent les résultats que cette activité dévorante semblait promettre, les actes de Bolivar n'avaient pas été toujours honorables et n'indiquaient pas un caractère moral bien consolidé. Les honnêtes Européens, que frappe chez tous les colons l'absence de notions d'honneur pleines de noblesse, telles qu'elles sont propres aux races primitives avec leurs mœurs transmises, depuis des temps fort reculés, d'une génération à l'autre; ces Européens, disons-nous, étaient blessés par le rôle équivoque que jouait Bolivar vis-à-vis d'Emparan et de Miranda. Ses compatriotes, au contraire, se moquaient de ce jeune homme qui, déjà à ce moment, avant que les mérites et les succès en eussent donné le

moindre droit à ce novice en politique, voulait tout concentrer sur lui-même et jouer le rôle d'un petit Napoléon. En effet, déjà à cette époque, Bolivar se faisait détester par un grand nombre d'entre eux à cause de son orgueil et de sa froide impassibilité, et il les offensait d'autant plus par ses manières, qu'il manquait encore essentiellement dans ses efforts de ce sérieux profond que réclamait la gravité des temps. A cette époque, la légèreté de la jeunesse s'unissait encore, dans le caractère de Bolivar, à l'insouciance de l'Américain. Sous ce rapport, Paris n'avait pas été pour lui une bonne école, car il s'y était abandonné à l'amour frivole des plaisirs. C'est ce que ses amis eux-mêmes ne voulaient pas pallier, parce qu'ils n'avaient pas le courage de défendre les dehors superficiels de ce jeune homme, épris de la danse, amoureux des femmes et plein de jalousie.

Mais les étrangers qui, pendant ces premières années, observaient Bolivar de près, avaient contre lui de fortes préventions qui allaient jusqu'à l'aversion la plus profonde, quand, dans les moments les plus graves, ils le trouvaient occupé à jouer au *monte;* quand, en campagne, ils voyaient son courage éclipsé par la hardiesse sauvage du chef des llaneros; quand, pendant les marches et les expéditions militaires, en suivant, il est vrai, la coutume générale, il traînait ses maîtresses après lui; quand, dans les débauches de la table, ils lui entendaient débiter ses aventures de Paris, ou raconter, à l'envi des autres, ses victoires remportées au service du dieu de l'amour, ou bien provoquer et applaudir les plaisanteries les plus obscènes, jusqu'à ce que le *briezo* fût vidé et qu'au dernier toast les verres fussent brisés. Les désastres fort sensibles, qui jetèrent leur ombre sur cette pre-

mière gloire de Bolivar le libérateur, peuvent avoir enlevé les excroissances les plus exubérantes de cette pétulance juvénile. Lorsque, après son abdication devant Cartagena (1815), Bolivar se rendit à la Jamaïque, ses ennemis les plus violents eux-mêmes ne purent pas s'empêcher d'avouer que le malheur y avait fait de lui un autre homme. Les destinées qu'il eut à subir, pendant les années suivantes, étaient plus propres encore à le rendre plus sérieux. En effet, pendant cette époque, il avait à lutter contre tous les caprices de la fortune, contre toutes les fatigues de la guerre, contre les projets des assassins et des mutins, contre la jalousie de ceux de ses compagnons dont il pouvait se passer le moins, contre l'envie venimeuse qui, dans ce peuple passionné, ne suit pas la distinction d'un pied boiteux, mais le dépasse, et contre la calomnie qui, parmi ces gens, ne dirige pas ses flèches sur l'excès seul du mérite, mais même sur la médiocrité.

Dans ces continuelles luttes intérieures et extérieures, les forces intellectuelles et physiques de Bolivar furent surexcitées et s'épuisèrent avant le temps. Les Anglais qui l'entouraient à cette époque étaient frappés avant tout, en voyant que sa taille svelte, bien qu'elle indiquât une constitution vigoureuse et tenace, portait néanmoins les traces d'une vieillesse précoce; que, déjà dans ses jeunes années, ses cheveux commençaient à grisonner, et que sa figure pâle, dont le portrait semble trahir la surexcitation d'un homme qui, par la grande tension de son esprit, abuse de ses forces naturelles, était sillonnée par les soucis et défigurée par l'expression d'une anxiété très-marquée. Ils trouvaient que les mouvements rapides de Bolivar, dans son langage et dans ses manières, étaient

neutralisés par des gestes anguleux et embarrassés, et que ses dehors agréables et séduisants étaient souvent déparés par les explosions d'une humeur morose qui se manifestait par les éclats d'une voix rude et âpre. Ses yeux, naturellement vifs et perçants, étaient habituellement baissés ; sa conversation était rarement franche et ouverte ; il cherchait volontiers à la restreindre à des Oui et à des Non monosyllabiques. Bolivar passait pour un maître dans l'art de la dissimulation, aux yeux de ses compatriotes, qui lui donnaient le sobriquet de « l'oncle Ça s'entend (*tio porsupuesto*), » parce qu'il se servait souvent de ce mot, et qu'il l'employait le plus fréquemment quand il était d'un avis contraire. Mais, malgré cette teinte plus sérieuse que venait de prendre son caractère, Bolivar ne laissait pas même à cette époque l'impression d'un génie révolutionnaire ou d'un homme d'un grand talent pour les affaires civiles et militaires ; du moins, la plupart des étrangers ne le considéraient pas comme tel, surtout quand, dans des moments de relâchement, ils le voyaient s'abandonner à ses mœurs peu austères. Il y eut, parmi ces étrangers, un certain nombre qui, même à ce moment (1818), prédisaient avec certitude que, sous la direction de Bolivar, le jour des représailles et de la liberté ne luirait jamais pour l'Amérique.

Cependant ce jour est venu, et, il faut le dire, essentiellement sous la direction de Bolivar. Ce n'est ni l'œuvre du hasard ni celle d'un simple mérite apparent, si cet homme a exercé une influence si grande sur cette tournure heureuse des destinées de l'Amérique. Les étrangers qui l'ont jugé ont été toujours beaucoup trop disposés à critiquer avec sévérité les défauts passagers de sa jeunesse ; à donner une trop grande importance aux fai-

blesses inévitables de sa nature qu'il partageait avec tous ses compatriotes, et à estimer au-dessous de leur valeur les capacités de cet homme qui se trouvait placé au milieu de difficultés réellement immenses. Ceux qui ont émis des doutes sur sa bravoure militaire l'ont mesurée au mépris de la mort, plein de fatalisme, tel que le montraient les guerrilleros et qui cependant ne doit pas constituer la vaillance d'un général. Dans des reconnaissances importantes et dans des moments critiques et décisifs, Bolivar n'a pas manqué d'un courage tantôt plein de sang-froid, tantôt empreint d'une grande ardeur. Ceux qui ont censuré son ignorance de l'art militaire ont oublié qu'il n'avait pas été élevé pour la profession des armes, et que, néanmoins, il est *devenu* soldat; ils ne se sont pas rappelé que l'inexpérience ne mérite pas de blâme dans cet homme qui, avec tant de zèle, cherchait à augmenter son expérience, et que les défaites ne sont pas une honte pour celui à qui elles apprennent à vaincre. Ce qui rendait Bolivar propre à la guerre, telle qu'elle était habituelle à son pays, c'était qu'il possédait les grandes qualités passives qui faisaient que, tempérant quant à la nourriture et au sommeil, il savait, d'une manière exemplaire, supporter toutes les privations et qu'en campagne il vivait à peine mieux que les simples soldats.

Pendant les années où il était accablé par le malheur, il apprit si bien, au milieu de ses compatriotes qui formaient son entourage, les arts actifs de ce genre de guerre, que Morillo lui-même vantait, dans ce nouveau Sertorius, ce qui était la plus grande gloire des meilleurs chefs des guerrilleros, en disant que, dans la bonne fortune, Bolivar suivait, à la vérité, des chemins bien connus, mais que, dans l'adversité, il était plus actif que

jamais et fertile en ressources de tout genre, de sorte qu'il trouvait alors les expédients que nul autre ne savait deviner. Mais plus tard, pendant qu'il était en relations avec les Européens, Bolivar apprit aussi à faire la guerre suivant les règles de la tactique et à concevoir les combinaisons stratégiques les plus vastes. Déjà lorsque Morillo quitta l'Amérique (1820), ce dernier négocia avec Bolivar comme avec un général en tout pareil à lui-même, tandis qu'au commencement des guerres il n'y en avait pas eu de tel parmi les créoles. A ce zèle et à ce désir de s'instruire, qui restèrent les mêmes dans Bolivar malgré toutes les fautes commises par lui, il faut ajouter encore sa persévérance, qui ne s'affaiblit jamais et qui survécut à tous les efforts et à tous les malheurs. De cette persévérance il n'a été tenu aucun compte par tous ceux qui ont blâmé avec tant d'amertume les plaisirs auxquels Bolivar se livrait dans les heures de délassement, quand l'armée s'arrêtait pour se reposer, ce qui est absolument indispensable dans ces climats.

La gloire toute particulière de ces hommes qui combattaient dans l'Amérique méridionale consistait, comme nous l'avons dit, à poursuivre avec ténacité le but qu'ils s'étaient proposé ; à montrer une élasticité de corps et d'esprit qu'aucune compression ne pouvait détruire et à mener une vie de contrastes continuels qui tantôt les jetait dans une activité et dans un mouvement incroyables pendant les voyages, les marches et les expéditions militaires, et qui tantôt leur faisait supporter, avec patience et avec résignation, les souffrances et la mauvaise fortune. Cette gloire a été, à un très-haut degré, aussi le partage de Bolivar, ce véritable représentant de sa nation ; ces dons naturels l'ont, plus que tout autre, mis en état de re-

lever la cause de la révolution de sa décadence profonde; d'enchaîner enfin à ses pas la fortune rebelle et de prouver, une fois de plus, que rien, autant que la persévérance, ne fait les succès et la grandeur des hommes d'État et des gens de guerre. Mais ce qui est encore plus digne d'éloges, c'est qu'en étudiant la biographie de Bolivar on voit, avec une grande satisfaction, tout ce qu'un patriotisme pur et l'intégrité du citoyen peuvent faire pour produire une telle grandeur et de tels succès.

On a pu sourire, il est vrai, en voyant combien Bolivar s'entendait à se jouer, avec coquetterie, de son patriotisme ainsi que de celui de ses compatriotes. En parlant de toutes ses petites charlataneries, à l'aide desquelles il savait s'insinuer dans la faveur du peuple en flattant la vanité nationale, ses officiers aimaient surtout à raconter, avec un sourire de satisfaction, que souvent, pendant ses entrées triomphales dans les villes, Bolivar était en proie à l'émotion la plus profonde, parce que ces réceptions pleines d'enthousiasme le faisaient presque toujours tomber en évanouissement. Mais ces petites faiblesses ne l'empêchaient pas de sacrifier tout à la patrie avec toutes les forces de son dévouement. Pendant qu'il assiégeait Cartagena, sa sœur se trouvait dans cette ville; on fit entendre au général la menace qu'on ne la ménagerait pas; mais Bolivar disait dans une lettre, adressée par lui à son gouvernement, qu'un vrai républicain n'avait pas d'autre famille que sa patrie! De la même manière, Bolivar avait, sans hésiter, risqué sa grande fortune pour la cause nationale. Ses ennemis les plus implacables lui ont fait honneur d'avoir été un des premiers à affranchir ses esclaves; ils ont avoué que ses mains sont restées pures; qu'il était exempt de toute cu-

pidité, de tout amour du lucre ainsi que de tout égoïsme ; que souvent il partageait avec ses officiers son dernier doublon, et qu'à l'ordinaire il n'avait pas une piastre dans sa poche. Il refusa, sans ostentation et sans qu'il lui en coûtât, les millions que lui offrirent, plus tard, les congrès des pays affranchis, et lorsqu'un jour Bolivar accepta, comme une récompense de ses services, une belle *quinta* près de Bogota, on considérait cela comme une chose étonnante.

De telles qualités, d'autant plus grandes qu'elles étaient plus rares dans ces races, expliquent suffisamment comment Bolivar a pu s'attirer la gloire d'être appelé le premier de sa nation, dans cette première époque où elle commençait à avoir une existence propre. On peut, sous différents points de vue, taxer d'une exagération extrême les superbes comparaisons de ses admirateurs, qui tantôt célébraient leur « Simon issu du Ciel » comme le « digne rival de Huazinton ; » qui tantôt ne voyaient dans sa nature superficielle et aimable qu'un voile cachant la vigueur et les talents d'un César, et qui tantôt le croyaient appelé à se charger, dans les positions difficiles de sa patrie, du rôle d'un autre Napoléon. Cependant il n'en est pas moins vrai que les services de Bolivar sont les plus grands qu'un homme puisse rendre à ses concitoyens, et qu'ils prennent, aux yeux d'un juge, des proportions d'autant plus grandes que celui-ci examine avec plus d'exactitude le pays où Bolivar avait à agir et les ressources dont il pouvait disposer.

On comprend également que, déjà à l'époque où nous rencontrons Bolivar, avant que ses succès fussent durables et avant que ses mérites fussent solidement établis, un homme d'une telle nature et de telles qualités ait été

non-seulement fermement convaincu lui-même d'être appelé, à l'exclusion de tout autre, à sauver et à délivrer sa patrie, mais encore que, déjà de bonne heure, il ait attiré sur lui les regards de tous les habitants des pays voisins, du Venezuela et de la Nouvelle-Grenade, ainsi que des colonies plus éloignées, du Buenos-Ayres et du Chili, et qu'il soit devenu même le sujet principal des craintes de ses ennemis eux-mêmes. Ce fut sur lui que Pueyrredon, au Buenos-Ayres, jeta les yeux, aussitôt que l'expédition de Bolivar eut quitté l'île d'Haïti, ainsi que le fit plus tard O'Higgins au Chili; ce fut à Bolivar que ces deux hommes adressèrent leurs Notes, comme à leur allié le plus précieux. Ce fut contre *lui* qu'on aiguisa les armes meurtrières des Espagnols, déjà à partir de l'époque où, lors de son séjour à la Jamaïque, il n'échappa, à Kingston, que par hasard au poignard d'un nègre soudoyé pour cet assassinat. Lors du soulèvement du Venezuela (1815), Morillo ne redoutait rien autant que de voir Bolivar chargé du commandement en chef de toutes les guerillas du Sud.

Lorsque le fractionnement des forces fit naître, à cette époque, dans l'esprit de tous les patriotes la conviction qu'il fallait absolument avoir un homme dont le nom servît d'étendard et qui concentrât tous les combattants autour de lui, non-seulement les amis, tels que Brion, mais encore des ennemis aussi rancuniers que Ducoudray, étaient unanimes à déclarer que nul autre n'était aussi propre à jouer ce rôle que Bolivar. Les hommes sauvages de la plaine, les Cedeño et les Zaraza étaient du même avis. Un rival aussi jaloux que Mariano Montilla, riche habitant de Caracas, ayant reçu une éducation européenne comme Bolivar, possédant, comme lui, des pro-

priétés dans la vallée d'Aragua, et ayant été, pendant cet intervalle, auprès de Mina dans la Nouvelle-Espagne, se réconcilia, un peu plus tard, avec Bolivar à Angostura. Même un adversaire aussi implacable et aussi dissimulé que Bermudez maîtrisa sa répugnance et passa dans le camp du libérateur.

Bolivar se trouvait isolé au milieu de tous ces hommes, car il les dominait par le froid calcul d'un homme d'État qui, à l'abri des égarements de leur ambition étroite et de leurs passions grossières, apprit à contenir tous ces chefs à l'aide des instincts patriotiques plus généreux qui lui dictaient sa conduite : il y réussit, malgré l'aversion profonde qu'ils s'inspiraient réciproquement. Il n'y avait qu'un seul danger à craindre; plus Bolivar se sentait de la répugnance pour ces compagnons grossiers et sauvages, et plus on avait à redouter qu'il ne se laissât pousser entre les bras d'amis et d'adulateurs parasites, d'hommes d'une nature plus délicate le captivant par leur attachement, et qu'il ne devînt la proie d'esprits plus faibles qui, en rendant hommage à sa grandeur, pouvaient surexciter sa volonté indépendante et énergique et, dans un avenir plus heureux, exalter, jusqu'à la rendre insatiable, la soif de gloire qui remplissait le général déjà dans sa jeunesse, lorsque la fortune ne lui souriait pas encore. Ce danger avait été déjà imminent pendant la première expédition entreprise par Bolivar pour affranchir son pays, lorsque le premier encens des hommages publics avait ébloui le général; lorsque les citoyens de Cartagena inscrivirent son nom, avec des lettres d'or, dans les archives du Corps législatif, et que les habitants de Caracas résolurent d'élever une statue à leur libérateur. C'est pourquoi, ce côté de sa nature, qui

exposait Bolivar à des tentations de ce genre, formera sans doute le point de mire où convergeront les différents traits de notre description du cours ultérieur de sa vie.

Les troupes auxiliaires anglaises.

Nous avons encore à peine parlé d'une autre qualité de Bolivar qui n'était pas la moins propre à le placer à la tête des affaires. Tous les chefs dont il se trouvait entouré étaient inconnus en dehors des frontières de leur pays; leur vue ne s'étendait même pas au delà des limites de leur province et des intérêts de leur voisinage immédiat, et ils n'étaient habitués à travailler que pour le moment et pour les lieux où ils se trouvaient placés. Bolivar, au contraire, grâce à l'école par laquelle il avait passé en Europe, possédait, seul entre tous ces chefs, la capacité de calculer ses projets en grand par rapport à l'ensemble de l'État, de nouer des relations avec le dehors et de représenter, auprès des étrangers, la cause de sa patrie. C'était ce savoir-faire de l'homme du monde qui lui attira si promptement la confiance du gouvernement néo-grenadien et qui, à Londres, à la Jamaïque et dans l'île d'Haïti lui avait fait trouver des amis si utiles parmi les blancs et les noirs, de même qu'il lui avait procuré les secours si profitables de Brion. Tandis que les autres chefs méprisaient, suivant la coutume du pays, et poursuivaient avec une haine aveugle tout ce qui était étranger et surtout tout ce qui venait de l'Europe, Bolivar, dans des proclamations publiques (1), avait, déjà dès 1813, après son expédition de délivrance, invité des colons étrangers à venir s'établir sur le territoire vene-

(1) Cf. *Vida publica del libertador*, t. Ier, p. 54.

zolain et des volontaires d'autres pays à s'enrôler dans les rangs de son armée. Il avait le coup d'œil assez vaste pour fixer, déjà à cette époque-là, son attention sur la situation de l'Europe, sur les oppositions régnant entre les grandes puissances, sur les négociations entre l'Espagne et la Sainte-Alliance, ainsi que sur l'influence qu'elles pourraient exercer au delà des mers, en Amérique. Bolivar avait assez de courage et il était assez exempt de préjugés pour songer, déjà à ce moment-là, à appeler au secours de l'Amérique l'argent, les armes et les sympathies des Anglais, afin de défendre ainsi son pays contre l'influence de la Sainte-Alliance.

Déjà en 1815, un Irlandais du nom de Devereux, ancien subrécargue dont le père était tombé victime des rigueurs de la loi pour avoir pris une part fort active à la dernière révolution en Irlande, avait fait au libérateur, lors de son séjour à Cartagena, des propositions ayant pour but de lui fournir des hommes qu'il voulait enrôler en Angleterre; mais ce n'était pas encore le moment d'entrer dans de telles idées. Plus tard, après avoir fait des expériences très-humiliantes pendant son expédition d'Ocumare, Bolivar avait commencé, dans l'île d'Haïti, à songer à s'entourer de secours étrangers; il y avait même enrôlé à son service un certain nombre d'officiers italiens qui avaient appris l'art de la guerre sous Napoléon. Puis, il avait fini par s'adresser, déjà avant la prise d'Angostura, à ce même Devereux, et il avait chargé son agent Luis-Lopez Mendez à Londres (Cf. tome VI, page 114) de la double commission de négocier, même au taux le plus onéreux, un emprunt en Angleterre, et d'enrôler au service de la république des officiers, des sous-officiers et des simples soldats anglais, destinés à

former les cadres des régiments dans les différentes armes, cadres qui ensuite devaient être remplis avec des indigènes. Bolivar voulait se créer, en Angleterre, un appui dans les créanciers de son État et, à l'aide des volontaires, il comptait rattacher, par des liens plus solides encore, les intérêts de la nation anglaise au sort de sa république. En même temps, il espérait former autour de lui un petit noyau de troupes bien exercées et sûres, pour les employer dans une guerre régulière dans laquelle il voyait, à ce moment même, San-Martin obtenir, au Chili, des succès bien différents de ceux que la petite guerre donnait aux grossiers guerilleros du Haut-Pérou et de la Nouvelle-Espagne.

L'état de froideur qui commençait à régner entre l'Angleterre et la Sainte-Alliance rendait alors la cause américaine très-populaire dans ce pays. Il y avait, en Angleterre, des vétérans de la guerre d'Espagne; des soldats de l'armée d'occupation en France, rentrant dans le pays, ainsi que de jeunes aventuriers et enthousiastes qui se jetaient avec joie dans cette carrière où ils espéraient recueillir la gloire, des titres et, d'après des promesses nullement autorisées de Mendez, cet homme sans scrupules, de très-grands avantages. Les soldats devaient recevoir 80 dollars comme prix d'engagement, 2 shillings de solde par jour, avec des rations comme dans l'armée anglaise et, à la fin de la guerre, un terrain et une somme de 500 dollars. Les mêmes avantages furent promis aux gradés dans des proportions qui augmentaient avec le grade; les officiers devaient avoir un tiers de plus que la solde des officiers de cavalerie dans l'armée anglaise, etc. Une foule d'officiers à demi-solde, ainsi que d'autres personnes, s'empressèrent alors d'offrir leurs

services (depuis mai 1817) (1). Le colonel Hippisley proposa le premier de se charger de former les cadres d'un régiment de hussards ; M'Donald, ancien aide de camp de Ballesteros, fit la même offre. Wilson et Skeene créèrent d'autres corps de cavalerie ; Campbell organisa un corps de tirailleurs, et un ancien caporal, du nom de Gilmour, établit une brigade d'artillerie. Ces six corps de troupes s'embarquèrent avec leurs chefs et partirent pour les Antilles ; une division allemande, enrôlée à Bruxelles (septembre 1817), chercha à se rendre à sa destination en passant par l'Amérique du Nord.

M'Donald arriva le premier à Angostura (commencement de 1818) ; mais il fut assassiné par des brigands, pendant qu'il remontait l'Orénoque pour entrer dans l'Apure. Le vaisseau de Skeene sombra au commencement du voyage, au moment même où il quitta l'Angleterre. Les autres divisions se rencontrèrent dans les îles de Saint-Barthélemy et de Grenade (janv., févr. 1818) ; mais, ce qui était du plus fâcheux augure, ces Européens étaient bien plus profondément divisés par la jalousie, la défiance et l'ambition que les chefs américains eux-mêmes. Jamais ils ne pouvaient s'entendre pour agir de concert ; ils s'observaient les uns les autres comme des ennemis ; ils ne purent donc pas se présenter dans le pays de manière à imposer aux populations, et ils détruisirent ainsi d'avance toute influence et tout succès de quelque importance. La misère et les épidémies désorganisèrent, déjà à cette époque, le

(1) A comparer au sujet de ces expéditions : Hippisley : *A narrative of the expedition to the rivers Orinoco and Apure*. London, 1819. — James Hackett : *Narrative of the expedition which sailed from England in 1817, to join the South-American patriots*. London, 1818. — *The present state of Colombia. By an officer*. London, 1827. — C. Brown : *Narrative of the expedition to South-America*. London, 1819.

corps de troupes de Gilmour et, en grande partie aussi celui de Campbell. Quelques faibles débris de cette dernière division parvinrent jusqu'à Angostura, sous la conduite du colonel Pigott et du commandant Sands ; ces officiers formèrent là, avec des Indiens, un bataillon de tirailleurs qui, plus tard, s'est distingué partout. Wilson aussi ne conserva qu'un petit nombre de soldats qui remontèrent l'Orénoque avec lui, à l'époque même de la désastreuse campagne de Bolivar, en 1818. Quant au corps de troupes de Hippisley, une partie des soldats qui l'avaient précédé sous les ordres du colonel English, ainsi que quelques autres officiers anglais isolés, tels que Rooke, avaient déjà pris part à cette campagne et en avaient partagé les rudes fatigues. Non-seulement ils avaient eu à endurer les souffrances les plus grandes, mais encore ils avaient vu, par une expérience fort amère, qu'on ne tenait pas la moindre des grandes promesses par lesquelles Mendez les avait éblouis. Ces promesses avaient été faites lorsque Bolivar pouvait encore espérer trouver, dans les grandes provisions de tabac d'Angostura, les moyens de faire de l'argent ; mais, lorsque les soldats enrôlés arrivèrent en Amérique, la campagne de 1818 avait fait perdre au général absolument tout, à l'exception de la vie et de son activité.

Les dures expériences que firent ces Anglais et qui dissipèrent toutes leurs illusions, forcèrent Hippisley à repartir très-promptement, comme elles obligèrent Wilson, ainsi que les commandants Trewren et Ferrier, à se révolter à San-Fernando, dans le but d'élever Paez au commandement suprême, comme nous l'avons raconté plus haut. Mais, malgré tous ces désagréments, Bolivar avait trouvé les services rendus par ce petit corps de volon-

taires tellement utiles déjà pendant cette campagne, qu'il renvoya aussitôt en Angleterre, avec de nouveaux ordres, le colonel English et le capitaine Elsom. Ces officiers expédièrent, plus tard, deux autres corps de troupes de douze à treize cents hommes qui partirent en plusieurs divisions pour l'Orénoque. Dans le corps d'English, qui débarqua dans l'île de Margarita (commencement de 1819), se trouva un Hanovrien du nom d'Uslar que Hippisley déclara être l'officier le plus capable de toute l'armée venezolaine; mais bientôt il fut fait prisonnier par les Espagnols, qui ne le relâchèrent qu'en 1820, après que Bolivar eut intercédé auprès d'eux en sa faveur. Le désir de s'engager dans cette armée semblait devenir, en Angleterre, de plus en plus une épidémie tenant du vertige et exerçant même une influence décourageante sur les dispositions de l'armée expéditionnaire que l'Espagne rassemblait à Cadix. C'est pourquoi le gouvernement de Madrid déclara alors que ces armements étaient une violation de la neutralité, et les ministres anglais se virent forcés de les arrêter par un *foreign enlistment bill.* Avant que ce bill fût adopté comme loi, Devereux, qui appartenait aux adhérents d'O'Connel, avait mis en mouvement le parti national en Irlande. Ce général, qui s'était donné lui-même son grade, ramassa, à Liverpool et à Dublin, un grand nombre de vagabonds; il vendit pour de grosses sommes une masse de brevets d'officier et vécut plus tard, à Paris, des fruits de cet infâme trafic d'hommes. Tous ceux des soldats enrôlés par lui qui parvinrent jusque dans l'île de Margarita (depuis août 1819) succombèrent aux malheurs les plus divers, à l'exception de quelques faibles débris qu'on fit entrer dans les autres bataillons anglais.

De plusieurs milliers d'Anglais qui, de 1817 à 1819, purent atteindre le territoire venezolain, la plupart périrent d'une façon semblable, en devenant les victimes des maladies, des privations et des fatigues. Mais les rares individus qui survécurent à tant d'épreuves rendirent des services réels et importants. Presque tous avaient oublié ce qui, dans des entreprises de ce genre, est la première règle, c'est-à-dire qu'il faut s'attendre à ce qu'il y a de pire et qu'il vaut mieux se laisser surprendre par des soulagements inespérés que par des difficultés inattendues. La plupart des chefs eux-mêmes étaient, à cet égard, d'une ignorance des plus déplorables, comme ils étaient remplis de vanité : Hippisley ne s'était occupé, à Londres, de rien avec autant de zèle que de trouver une bonne musique de régiment, un uniforme éclatant et un symbole convenable pour le mettre sur les boutons de ses soldats ! Les hommes les plus faciles à contenter espéraient rencontrer, en échange de leurs bons services et de leur bonne volonté, au moins de la reconnaissance : au lieu de cela, ils trouvaient chez les chefs un accueil froid et un cœur de glace, quand ils avaient à endurer des souffrances et des privations. La populace, composée de gens de couleur, regardait avec dédain les étrangers comme des hérétiques ; elle croyait sérieusement que ces hommes avaient été achetés pour le service en échange de convois de bestiaux, parce que, d'après l'opinion de ces gens, les Anglais étaient sur le point de mourir de faim à cause de l'interruption dans l'exportation du bétail (1). Les hommes plus naïfs avaient

(1) Cf. Robinson : *Journal of an expedition, 1,400 miles up the Orinoco*. London, 1822. Page 198.

espéré qu'outre les remercîments ils recevraient encore leur solde et leur prix d'engagement qu'on leur avait assuré par les promesses les plus positives ; ils commencèrent leur service par la mutinerie et en refusant de prêter le serment de fidélité au drapeau, lorsqu'ils apprirent que Mendez les avait trompés par des mensonges impudents.

De beaucoup le plus grand nombre de ces hommes avaient cru, en outre, qu'ils allaient faire une campagne dans le genre de la guerre européenne et qu'ils recevraient des rations comme en Angleterre. Au lieu de cela, ils apprirent, déjà avant de débarquer, que c'était une guerre à mort et sans pitié ; qu'il fallait faire des marches écrasantes, sous un soleil de feu et dans des pays épuisés par la guerre ; que l'armée n'était ni disciplinée ni exercée et qu'elle n'avait ni vêtements ni armes. Ils entendirent raconter que leurs officiers, qui les avaient précédés, au lieu d'avoir un uniforme, s'enveloppaient dans leur *poncho* attaché avec une courroie de peau de buffle, et que, n'ayant pas de linge de rechange, il étaient obligés, dans l'état le plus naturel du monde, de laver eux-mêmes leurs chemises, à moins d'être habituellement tout à fait nus, ce qui leur arrivait souvent après que le plus fin d'entre eux avait été littéralement dépouillé de tous ses vêtements par le plus maladroit des gens de couleur. Ensuite, arrivés eux-mêmes dans le pays, ces hommes virent de leurs propres yeux qu'effectivement on manquait absolument de tout et qu'on ne donnait pas même les soins les plus indispensables ni aux malades ni aux gens valides. Par suite du climat, de la malpropreté et de la contagion, ils se voyaient exposés aux fièvres, à la dyssenterie et à la gale ; leurs bras et leurs jambes se cou-

vraient de blessures ouvertes (*maldita*); dans les plaines brûlantes, ils devenaient la proie d'une sombre mélancolie; le fléau de la vermine, dont ils étaient tourmentés, les rendait irritables et faciles à effrayer, jusqu'à leur donner la fièvre. A côté de cela, ils n'avaient pas d'aliments sains et naturels; à l'ordinaire, ils ne mangeaient que de la viande de bœuf sans sel, nourriture dont ils se dégoûtaient par la seule raison qu'ils n'avaient pas autre chose à manger; de plus, ils avaient à la consommer au milieu des troupes de spectateurs indiens qui se débarrassaient de leur vermine, et qui étaient tout étonnés que ces étranges convives manifestassent du dégoût en les voyant pratiquer une aussi bonne coutume.

Néanmoins ces hommes ont supporté une telle condition, la plus misérable entre toutes! Réduits à une poignée de combattants, et bien qu'ils fussent des hérétiques et des étrangers, ils ont forcé les chefs américains les plus vaillants et les plus honorables à leur témoigner le plus grand respect dans toutes les campagnes suivantes. Ils ont dressé les Indiens à la guerre régulière, et ils leur ont donné l'exemple du courage et de l'ordre, de sorte que ces hordes grossières considéraient comme un honneur de faire partie de leurs bataillons. Par leur bravoure pleine de sang-froid, ils ont décidé, en faveur des patriotes, les batailles les plus décisives, et ils ont, comme tout le monde le reconnaît, rendu les services les plus éclatants à la liberté et à l'indépendance de cette partie de l'Amérique.

Nouveaux plans de campagne.

Pendant cette époque d'une détresse extrême, Bolivar avait poussé aux dernières limites son activité et son travail infatigable. Lorsque les volontaires enrôlés en

Angleterre arrivèrent peu à peu dans le pays, le général transforma Angostura, où Brion expédia des convois fort précieux d'armes et de munitions de guerre, en un grand arsenal; en même temps il désigna cette ville comme la capitale provisoire du pays et comme l'endroit où devait se réunir le congrès qu'il venait de convoquer (22 octobre 1818). Avant que cette assemblée se fût réunie, Bolivar prit deux mesures, destinées à montrer à l'étranger que ses résolutions patriotiques étaient inébranlables, et à consolider sa position à l'intérieur. En se servant comme d'un prétexte de la proposition par laquelle l'Espagne avait engagé les grandes puissances à se porter médiatrices entre elle et l'Amérique, Bolivar publia (20 novembre) une résolution à l'adresse de l'Europe et destinée à couper court à toute pensée que l'Amérique pourrait se soumettre à l'Espagne, à ce gouvernement « de sang, de feu et de destruction; » il y rejeta toute idée de médiation ou de négociation, à moins que ce ne fût d'égal à égal. Puis Bolivar remonta en toute hâte l'Orénoque (janv. 1819) avec des troupes commandées par ses capitaines fidèles Anzoategui et Cedeño, dont la présence lui permit de persuader sans peine le général Paez de faire sa soumission.

Ce ne fut qu'alors que Bolivar fit son apparition à Angostura pour y ouvrir le congrès (15 février), où siégeaient aussi les représentants de la province néo-grenadienne de Casanare, dans laquelle Bolivar avait envoyé, déjà auparavant (août 1818), son ami Santander, pour qu'il s'informât de l'état de choses régnant dans ce pays et pour qu'il s'y emparât, si c'était possible, du commandement en chef des troupes. Bolivar soumit au congrès un projet de Constitution, sur lequel nous reviendrons

ailleurs ; mais, avant tout, il s'assura d'une manière énergique la direction suprême de toutes les affaires. Il remit toutes ses prérogatives entre les mains du congrès, et lorsqu'on le chargea de nouveau de la présidence de la république et du commandement en chef de l'armée, il fit des difficultés pour accepter ces dignités. Comme il l'avait déjà fait en 1814, à Caracas, il exposa, avec une franchise fort entendue les inconvénients et les périls qu'offrait la réunion du pouvoir civil et du pouvoir militaire entre les mains d'un seul individu, surtout si on les laissait trop longtemps entre les mains d'une même personne. Il engagea les députés à se tenir sur leurs gardes contre l'ambition, même contre la sienne, puisqu'il n'était pas sûr, disait-il, de penser et d'agir toujours comme il le faisait à ce moment-là. Le congrès dut, à plusieurs reprises, insister auprès de Bolivar, avant que celui-ci se dépouillât de cette délicatesse d'une conscience aussi scrupuleuse. Se voyant plus que jamais consolidé dans cette position de directeur suprême de son pays, le général conçut ensuite le projet d'une nouvelle campagne combinée contre Morillo. Les Orientaux, sous les ordres de Bermudez et de Mariño, devaient se préparer à lui faire diversion à Cumana ; Urdaneta, coopérant avec le corps des troupes auxiliaires d'English, était destiné à partir de l'île de Margarita pour attaquer les côtes de Caracas, tandis que Bolivar lui-même voulait envahir, avec Paez, la province de Barinas.

La situation des choses dans l'Ouest avait encouragé Bolivar à former de tels projets. Une armée imposante de six mille cinq cents hommes, commandée par Morillo lui-même, avait à la vérité, peu de temps auparavant (commencement de février 1819), forcé Paez à se retirer de San-

Fernando et à reculer au delà de l'Arauca, que l'ennemi franchit à Mericuri; tel était le nom du *hato* (parc à bestiaux) d'une immense savane qui, avec ses richesses en bestiaux et en chevaux, avait depuis longtemps pourvu aux besoins de l'armée des patriotes. Mais la poursuite des Espagnols s'était rapidement changée en une de ces retraites qui caractérisaient cette guerre et qu'ils avaient dû faire si souvent déjà. Entourée des troupes légères de Paez, qui, avec des yeux d'aigle, épiaient ses moindres défauts, et fatiguée par le passage des fleuves et par des marches inutiles à travers les marais et les hautes herbes, l'armée espagnole était continuellement harcelée pendant le jour. De même, pendant la nuit, elle se voyait trompée par des feux de bivouac simulés. Les ennemis la tournaient, fondaient sur ses bagages et sur son arrière-garde et coupaient ses convois de vivres, sans que sa cavalerie pût oser poursuivre à une grande distance ces guerilleros qui se faisaient un plaisir malin de tourmenter les Espagnols. En effet, quand la cavalerie subissait des échecs, on manquait de tout moyen de subvenir aux besoins de l'armée. Morillo avait donc été obligé de repasser l'Arauca avec une perte de mille hommes.

Lorsque, dans ces circonstances, Bolivar remonta l'Orénoque avec les Anglais commandés par Elsom (mars), et qu'il opéra sa jonction avec Paez à Cunaviche, il voulut suivre les inspirations de sa nature ardente et risquer aussitôt une nouvelle grande bataille; mais Paez déconseilla avec beaucoup de sagesse d'attaquer l'ennemi, à cause de l'infériorité de leur infanterie. Ce général essaya, au contraire, en reculant, de faire quitter aux Espagnols leur position d'Achaguas et de leur faire franchir encore une fois l'Arauca. Lorsque Morillo

s'approcha des bords de ce fleuve, en face de Bolivar, Paez passa l'eau avec cent cinquante cavaliers seulement, pour attirer les Espagnols encore davantage. Morillo mit ses troupes en mouvement et les fit marcher vers le bord du fleuve, afin d'écraser Paez ; mais ce dernier se retira et passa devant le gué où le général espagnol, le croyant une proie assurée, le fit poursuivre par toute sa cavalerie, forte de mille hommes, pendant qu'il ouvrit en même temps le feu contre la rive droite. Mais, à peine Paez vit-il la cavalerie à une distance suffisante de l'infanterie, qu'il éparpilla ses troupes en petits corps de vingt hommes avec lesquels il attaqua de tous les côtés la cavalerie espagnole ; il lui fit subir une perte de quatre cents hommes et la rejeta sur l'infanterie, qui recula en désordre. Cette action, appelée le combat *près des Chalets du Medio*, qui fit mériter à tous les cent cinquante cavaliers de Paez l'ordre des Libérateurs, paraîtrait une fable, si le fait n'était pas confirmé par des hommes appartenant à des partis tout à fait opposés.

Projets sur la Nouvelle-Grenade.

Morillo fit un mouvement rétrograde du côté d'Achaguas, et, vers l'époque où commençaient les inondations (mai), il prit ses quartiers d'hiver à Calabozo. Ce fut à ce moment même que l'occasion s'offrit à Bolivar d'exécuter la grande entreprise qui allait former le pendant de l'expédition de San Martin au Chili, bien qu'elle fût plus remarquable encore, et qui, dans cette partie de l'Amérique, allait marquer une catastrophe semblable dans la fortune des armes espagnoles. Lorsqu'il était occupé des préparatifs d'une invasion dans le Barinas, Bolivar reçut, à Cañafistolo, les nouvelles que Santander lui donnait de la province de Casanare au sujet de ce pays.

Ce général avait réussi à y réconcilier les chefs des patriotes, parmi lesquels régnait la discorde, et à faire reconnaître par eux son autorité. Déjà, à partir de 1817, les habitants clair-semés, mais remplis de sentiments fort patriotiques, dans cette province, avaient recommencé à tendre la main, au delà des montagnes, à la Nouvelle-Grenade. La petite guerre s'était réveillée dans les provinces voisines de Tunja et de Socorro. Dans la ville de Bogota elle-même, la célèbre Policarpa Salavarrieta, appelée la Pola, s'entendait avec son fiancé Sabarrain pour assister tous les fugitifs qui voulaient se rendre dans la province de Casanare, où elle envoyait, en outre, des renseignements exacts sur les forces des Espagnols à Bogota, renseignements qu'elle recevait directement du bureau de la guerre, par l'intermédiaire d'un colonel du nom de Garcia (1). Les menées de Policarpa furent découvertes; on la fusilla (14 novembre 1817), après qu'elle eut refusé, avec une grande fermeté, de faire la moindre révélation.

Le vieux Samano, un des instruments les plus grossiers du système d'une vengeance brutale telle que l'exécutaient les Espagnols, et qui avait été élevé par Morillo à la dignité de vice-roi de la Nouvelle-Grenade, avait voulu, déjà auparavant, faire table rase dans la province de Casanare, ce dont Morillo ne l'avait empêché qu'avec peine. Mais, au moment qui nous occupe ici, Samano fit faire la guerre d'une façon barbare dans cette province; il fit détruire tous les établissements, et il ordonna qu'on mît le feu à tous les moulins à sucre, à

(1) C'est ce que Garcia raconta lui-même au colonel J.-P. Hamilton (Cf. *Travels in Columbia*, t. Ier, p. 149).

toutes les plantations et à tous les villages, et qu'on emmenât tous les habitants capables de porter les armes. Cette conduite excita la fureur dela population, qui usa de représailles cruelles et qui était toute disposée à se soumettre à tous les désirs de Santander, lorsque celui-ci arriva avec des ordres de Bolivar. Dans ces circonstances, Santander n'avait pas eu de difficulté à organiser en quelque sorte cette province, à l'unir provisoirement au Venezuela et à établir une meilleure discipline parmi les troupes.

Santander informa Bolivar, à cet instant, de cet état de choses. O'Higgins, dans le Chili lointain, venait de faire au Libérateur des propositions formelles (8 novembre 1818) pour l'engager à combiner avec lui des entreprises plus grandes dans les deux États, afin d'effectuer ainsi la délivrance du Pérou. L'esprit ardent de Bolivar était disposé, avant tout, à entreprendre tout ce qui était grand. Il conçut la pensée hardie d'abandonner l'entreprise contre le Barinas et d'y substituer l'expédition plus importante contre Bogota. Les chefs y consentirent; Paez devait rester dans le pays, afin de faire face aux ennemis dans le Barinas et pour essayer d'interrompre, dans la direction de Cucuta et de Pamplona, les communications entre la Nouvelle-Grenade et le Venezuela. Urdaneta, coopérant avec la flotte de Brion, devait rester fidèle à son ancienne destination et faire de l'île de Margarita une entreprise contre les côtes de Caracas, pendant que Bolivar, dans les quartiers d'hiver de Montecal, irait faire ses préparatifs pour le passage des Andes et opérer à Pore, chef-lieu de la province de Casanare, sa jonction avec les Grenadiens sous les ordres de Santander. Peu de temps avant la dernière

retraite de Morillo sur Achaguas, Samano avait fait faire encore une autre incursion dans la province de Casanare, par Barreiro, qui était parti (15 avril 1819), avec 2,300 hommes, du village de Moreote sur le versant oriental des Cordillères et qui s'était avancé jusqu'à la ville de Pore. Barreiro avait trouvé le pays et les villes abandonnés de tous les habitants, et pendant les quinze jours qu'il y était resté il n'avait pu se procurer le moindre renseignement. Après avoir perdu un grand nombre d'hommes et de chevaux, il avait dû repasser les montagnes, lorsque la saison des pluies avait déjà rendu la marche fort pénible.

L'expédition d'Urdaneta et ses conséquences.

Déjà le commencement de l'entreprise contre la Costafirme, pour le commandement de laquelle on avait choisi Urdaneta, semblait annoncer une triste issue de toute cette campagne conçue sur une échelle grandiose. Par tout le cours de ses événements et par ses suites, elle précipita de nouveau le Venezuela dans une telle confusion que même l'autorité du chef de l'État, de Bolivar, put encore une fois être mise en question. Urdaneta, qui avait toujours fait ses preuves comme officier docile, se montra un général médiocre. Lorsqu'il fit son apparition dans l'île de Margarita, les chefs qui y commandaient, Arismendi et Gomez, refusèrent, sous des prétextes frivoles, de lui fournir les troupes auxiliaires qu'il réclamait. Le tumulte et les divisions qui régnaient parmi les chefs des troupes de terre se communiquèrent à la flotte, où Brion prit parti pour Urdaneta, tandis que le commodore Joli se mit du côté de son beau-frère Arismendi. Enfin Urdaneta prit des mesures énergiques; il fit arrêter Arismendi et l'envoya à la Guyane, pour

qu'il y fût jugé. Mais les retards que ces querelles avaient fait subir à l'entreprise avaient obligé le commandant en chef de la restreindre à une incursion dans les provinces de Barcelona et de Cumana (1).

Lorsque Urdaneta s'approcha de Barcelona (juillet), les Espagnols quittèrent cette ville et le port, dès la première attaque dirigée contre eux par l'escadre de Brion. L'amiral fit un rapport pompeux sur cette victoire; cependant, lorsque, peu de temps après, mais trop tard pour secourir le port, il arriva de Cumana une faible escadre qu'une agression courageuse aurait livrée entre ses mains, l'amiral eut tout à coup ses attaques de nerfs et tous les gens de cœur le méprisèrent comme un poltron. Les étrangers jugeaient avec le même dédain la faiblesse dont Urdaneta faisait preuve dans son commandement, quand, au lieu de poursuivre énergiquement les Espagnols qui s'étaient retirés à Piritu, il resta pendant douze jours dans l'inaction et entièrement absorbé par le jeu. Cette conduite enhardit la cavalerie espagnole qui répandit la terreur jusque dans les rues de Barcelona; les Anglais, ennuyés et aigris, s'enivraient et commencèrent à déserter; les provisions finirent par être consommées. Dans ces circonstances, Urdaneta se vit obligé de partir pour Cumana (1[er] août), où il ne se montra pas plus désireux d'agir, et où il rivalisa avec Brion à qui tiendrait la conduite la plus misérable; ce dernier, disant qu'il n'avait pas reçu l'ordre d'attaquer Cumana, partit avec ses vaisseaux pour Angostura.

---

(1) Comp. sur cette expédition, outre les *Recollections*, etc. cités plus haut et qui ne méritent pas une grande confiance, surtout Chesterton : *A narrative of proceedings in Venezuela in South-America, in the years* 1819-20. London, 1820.

Urdaneta se vit donc obligé de commencer une retraite funeste, en traversant le milieu des terres pour se rendre dans la province de Maturin, tandis que Bermudez, qui avait dû l'appuyer sur la côte et qui, à son grand étonnement, n'y trouva personne, se retirait en même temps avec des pertes à Cumanacoa. Bermudez accusa Urdaneta auprès du congrès à Angostura, et, par suite d'un incident ridicule, sa plainte eut un succès inattendu. Le bruit s'était répandu dans cette ville que Bolivar avait été anéanti par Barreiro ; aussitôt les partisans de Mariño et d'Arismendi, ce dernier étant alors en prison, songèrent à profiter d'une aussi bonne occasion pour venger l'humiliation infligée à leurs chefs. Ils renversèrent Zea, homme peureux, que Bolivar en partant avait nommé vice-président de l'assemblée, et ils mirent à sa place Arismendi qu'on conduisit en triomphe de la prison au congrès. On nomma Mariño à la place de Bermudez aussi bien que d'Urdaneta. Arismendi commença aussitôt à déployer une activité énergique et qui ne tenait compte de rien, afin de préparer, disait-on généralement, une attaque contre Caracas. Quoi qu'il en soit, il est certain qu'il avait déjà fait commander, en Angleterre, un magnifique uniforme qu'il voulait revêtir lors de son entrée triomphale dans la capitale, quand il fut informé de source certaine que Bolivar avait cueilli de nouveaux lauriers, information qui dérangea ces projets d'une manière fort désagréable.

Bolivar franchit les Andes.

Peu de semaines après que Barreiro avait envahi la province de Casanare, les troupes de Bolivar, quittant Montecal, s'étaient mises en mouvement pour marcher d'abord sur Pore. Au milieu de la saison des pluies, qui

commence dans ces contrées au mois d'avril et qui finit seulement en août, ces troupes voulaient entreprendre ensuite le passage des Andes (1) que même des voyageurs isolés n'osent exécuter, à pareille époque, que lorsqu'ils y sont poussés par la dernière extrémité. En fait d'Anglais, il y avait dans cette expédition les dragons de la garde de Bolivar, sous les ordres de Rooke qui avait combattu à Waterloo comme aide de camp du prince d'Orange ; deux corps de voltigeurs, commandés par les colonels Pigott et M'Intosh, ainsi que la brigade d'artillerie à la tête de laquelle se trouvait le colonel Ferrier. La marche de vingt-six jours depuis Montecal jusqu'à Pore avait été, pour ces Anglais, une tâche qui exigeait des miracles de persévérance. Jusqu'à Guasdalito, où les deux fleuves l'Arauca et l'Apure se rapprochent l'un de l'autre dans leur cours supérieur, l'armée traversa d'abord les terres désertes, arides et couvertes de plantes épineuses des hautes plaines du Barinas. Les Européens, nullement habitués à de telles marches, éprouvaient les sensations indescriptibles de la soif la plus cruelle, sensations qui se manifestent chez les voyageurs, dans ces déserts, par un resserrement très-douloureux du gosier et de l'estomac, ainsi que par les tourments qu'on ressent à la bouche et au palais, desséchés par une respiration très-fréquente et par le sable qui s'introduit dans ces organes. Ces tortures sont encore aggravées quand le mirage, comme un véritable supplice de Tantale, montre, dans le lointain, des étangs remplis d'une eau bouillonnante à ces voyageurs mourant d'une soif que rien ne vient apaiser.

(1) Faute d'autres sources, nous nous sommes servi de : *Campaigns and cruises*, t. Ier, p. 153 sq.

Enfin les animaux de la caravane, qui ne se sont pas laissé tromper, flairent le voisinage de l'eau réelle; alors les hommes s'y précipitent, dans une confusion effroyable et avec des regards farouches d'une expression toute particulière, pour avaler comme un rafraîchissement ce liquide tiède et stagnant qui, à d'autres moments, les remplirait de dégoût.

Des scènes et des fatigues d'un caractère tout opposé attendaient l'armée en marche de l'autre côté de Guasdalito : on y rencontra des plaines inondées où, avant de trouver un lieu de halte pour s'y reposer, les troupes avaient, pendant des heures entières, à marcher jusqu'à mi-corps dans l'eau, où elles étaient exposées aux morsures douloureuses du poisson appelé *carribi*, quand elles ne s'enfonçaient pas dans les trous cachés de ce sol marécageux. En s'approchant des montagnes du côté de la province de Casanare, l'armée était souvent arrêtée dans sa marche par des torrents gonflés par les pluies et dangereux à franchir; à l'ordinaire, les piétons n'osaient en exécuter le passage qu'en entrelaçant solidement les bras et en formant deux rangs, parce que les individus isolés auraient été entraînés par la violence du courant. Les soldats rencontraient des fatigues d'un autre genre encore dans les Cerros, ces premières chaînes des montagnes frontières, les contre-forts de ces Andes qui s'élèvent à une hauteur prodigieuse. Les chevaux des plaines, nullement habitués à ce sol si dur, perdaient leur énergie en montant les sentiers escarpés et pierreux, et commençaient à ne plus pouvoir marcher; un grand nombre de llaneros désertèrent, parce qu'ils ne pouvaient supporter la vue de leurs montures réduites à de telles souffrances; seuls, les lanciers de Rangel tin-

rent bon, parce qu'ils étaient composés, pour la plupart, de montagnards, indigènes de la province montueuse de Merida. A partir de Pore, où la colonne opéra sa jonction avec l'avant-garde des Grenadiens, formant alors un total de deux mille quatre cents hommes (23 juin), et après que Bolivar, quelques jours auparavant, se fut concerté avec Santander à Tame (11 juin), l'armée dirigea sa marche vers les Cordillères, en prenant la route de Morcote.

Une avant-garde ennemie, forte de trois cents hommes, fut chassée de la position redoutable de Paya (27 juin), où quelques hommes auraient pu arrêter une armée tout entière. Ensuite, après que Bolivar se fut, encore une fois, assuré du bon vouloir de tous les chefs, l'armée, continuant sa marche sur la rive gauche du torrent qui sépare Paya de Labranza-Grande, commença le véritable passage du défilé (*paramo*) qui conduit de Pisbe jusqu'à Tunja. Il fallut d'abord franchir les montagnes boisées (*montaña*). Les sentiers étroits qui conduisent vers les défilés contournent des montagnes à l'aspect sauvage et sont couverts d'immenses forêts, formées par des arbres d'une grandeur prodigieuse qui excluent la lumière du jour et qui, en retenant les nuages, se transforment en véritables réceptacles d'eau d'où la pluie ruisselle sans cesse. Ces sentiers sombres et glissants offrent de grands dangers aux chevaux et aux mulets; comme ces animaux sont privés, en outre, de leur nourriture habituelle dans ces lieux où l'on ne trouve que du lierre, de la mousse et des lichens, ils se fatiguent facilement, ils bronchent, ils s'abattent et on les voit rouler dans l'abîme, entraînés par les torrents qui, au-dessous des sentiers étroits, se précipitent presque à

plomb de rochers en rochers. Souvent il fallut franchir ces cascades, ces ravins et ces torrents en passant par des ponts de bois étroits, fragiles et couverts de mousse, ponts qui auraient à peine suffi pour traverser le ruisseau peu profond d'un village. Là où les gorges étaient trop larges, on était obligé de franchir ces abîmes, qui donnaient le vertige, dans la *taravita*, espèce de hamac pouvant contenir deux hommes et suspendu à deux cordes parallèles, formées de courroies tressées, qui sont attachées à deux arbres solides en deçà et au delà du ravin, et sur lesquelles glissent les attaches du hamac qu'on fait passer et repasser en le tirant par de longs cordeaux. De la même manière on suspend les montures dans des sangles larges et on les tire de l'autre côté.

Malgré l'humidité et l'altitude de ces régions boisées, l'armée y était encore protégée contre le froid; mais, en montant toujours, elle arriva aux *paramos*, ces défilés nus et exposés de tous côtés qu'entourent partout les pics inaccessibles des Andes, où elle avait à subir les terreurs qu'inspirait le froid le plus glacial. Au milieu de ces crêtes élevées et de ces cimes couvertes de neige, qui sont d'une hauteur gigantesque et d'une monotonie que rien ne vient interrompre, on se trouve dans une solitude et dans un isolement effrayants, tels qu'on ne les rencontre pas même au sein des montagnes les plus élevées de l'Europe. La tranquillité absolue qui y règne n'est troublée que par le bruit lointain des chutes d'eau grondant dans les abîmes couverts de nuages, ou parfois par les cris rauques du condor. Toute végétation cesse ici; on ne voit que l'*espeletia frailexon*, qui, avec ses fleurs jaunes sur une tige noire, se dresse devant le voyageur comme une torche funèbre. Sur ce sol rocailleux et brisé,

on ne découvre plus les traces d'une route battue; cependant elle est infailliblement marquée par les ossements des nombreuses victimes qui meurent toujours pendant ces passages, ainsi que par les croix élevées en leur souvenir. En effet, ceux qui, vaincus par la fatigue et par le froid, s'abandonnent à la somnolence particulière, dont le voyageur devient, dans ces altitudes, la proie facile, tombent dans un engourdissement qui leur enlève les forces (*emparamado*) et qui les conduit sans espoir de salut à la mort. Sous ce soleil impuissant; sous le souffle pénétrant d'un vent imprégné de fines aiguilles de glace, auquel souvent on ne pouvait pas résister debout, un grand nombre même de ceux qui, dans la colonne de Bolivar, étaient mieux habillés que les autres furent entièrement glacés. Surtout une nuit, que la troupe épuisée passa dans ces défilés, fut terrible et fatale aux soldats qui succombèrent sous les rigueurs de ce climat. En effet, aussi bien à cause de la tourmente qui s'y déchaîna que par suite du manque de combustibles, les soldats se virent dans l'impossibilité d'allumer le moindre feu; ils étaient obligés de s'accroupir en tas pour essayer de se réchauffer ainsi les uns les autres.

Après avoir atteint le point le plus élevé du passage, l'armée, descendant du côté de Tunja, suivit des chemins qui n'étaient pas aussi rudes et aussi escarpés que ceux du versant oriental, et qui, à cause de la plus grande élévation de la côte occidentale, étaient même moins longs; mais lorsqu'elle parvint au premier village appelé Socha (6 juillet), elle était dans un état affreux. Elle ressemblait à une troupe de gens mis hors la loi. On avait abandonné en grandes masses des armes et du matériel de guerre; tous les chevaux et toutes les

bêtes de somme avaient péri; les hommes marchaient comme s'ils étaient hébétés et privés de sentiment; ils étaient complétement insensibles aux charmes de la nature dans les riantes contrées qu'ils traversaient en descendant la montagne. D'après les estimations les plus faibles, il y avait plus de cinquante Anglais qui étaient morts de froid. Bolivar avait eu les plus grands égards pour eux et les avait traités avec beaucoup d'humanité; il avait envoyé les indigènes en avant, afin de faire porter par eux au-devant des étrangers du pain et des souliers; il partageait avec les officiers malades tout ce qu'il y avait, c'est-à-dire, outre un peu de riz trempé dans du bouillon, la ration des simples soldats, un morceau de biscuit de mer et un morceau de sucre bis.

Prise de Bogota.

Il fallut à Bolivar trois jours de repos à Socha, pour se procurer des chevaux, pour rassembler son parc et pour mettre en mouvement les villages les plus voisins. Aussitôt que commencèrent les opérations, on vit se répéter à peu près les mêmes faits et la même marche des événements qui avaient marqué l'attaque de San Martin contre le Chili. L'avant-garde, sous les ordres de Santander, culbuta les premiers ennemis et les rejeta, non sans leur faire subir de grandes pertes, jusqu'au delà de Gameza, même avant que la petite légion britannique eût franchi le *paramo*. Le jeune Barreiro, favori de Morillo et officier brave mais inexpérimenté, surpris par cette invasion imprévue, attendit l'arrivée des patriotes dans la vallée de Sogamozo: lorsque Bolivar la tourna, Barreiro se retrancha près des moulins de Bonza, dans une position tout à fait défensive. Bolivar eut ainsi le temps de soulever le pays, de s'approvisionner d'argent, de

vêtements, de vivres et de recueillir des renseignements. Lorsqu'il prit enfin ses dispositions (25 juillet) pour tourner l'aile gauche des ennemis, Barreiro l'attaqua, après avoir pris une position favorable, près du marais de Vargas, où il avait l'avantage de pouvoir se servir de son infanterie espagnole, pendant que les patriotes étaient exposés au feu plongeant de son artillerie, placée sur les hauteurs environnantes. Néanmoins les Espagnols succombèrent sous les chocs de la cavalerie des patriotes et sous l'attaque à la baïonnette de l'infanterie, surtout du bataillon Albion; le colonel Rooke qui commandait ce dernier perdit le bras, blessure qui ensuite causa sa mort.

Peu de jours après (3 août), Bolivar chassa les ennemis de Paypa et, faisant semblant de retourner dans la position qu'il avait occupée près de Bonza, il prit tout à coup le chemin de Tunja; il y fit la garnison prisonnière (5 août) et s'empara d'abondantes provisions; alors, la population lui étant sympathique, il reçut des renforts considérables qui affluaient de tous les côtés vers Tunja. Ce coup hardi décida l'issue de la campagne. Bolivar se jeta ainsi entre Barreiro et Samano à Bogota; il dirigea son armée immédiatement vers le pont du Boyaca, petit fleuve à trois heures de marche au sud de Tunja; c'était la route par laquelle Barreiro chercha à opérer sa jonction avec le vice-roi. Sur ce point décisif, où jadis les anciens possesseurs du Cundinamarca avaient livré leur dernière bataille aux Espagnols, Barreiro, après une vaillante défense, fut complétement battu par les patriotes (7 août). Tous les soldats de l'armée espagnole qui survécurent à ce désastre, c'est-à-dire seize cents hommes sur trois mille qu'ils avaient été, tombèrent

avec le général lui-même, avec tous les bagages et tout le matériel de guerre, entre les mains des vainqueurs.

Plus tard, sous le prétexte usé d'avoir tramé des conspirations, le malheureux Barreiro, ainsi que trente-huit officiers prisonniers, fut fusillé sur l'ordre de Santander ; barbarie intempestive à laquelle cet homme cultivé et de mœurs assez distinguées n'avait été probablement poussé que par les cruautés que les Espagnols avaient fait subir à sa famille. A l'approche des patriotes, la mère et la sœur de Santander, qui demeuraient à Bogota, avaient dû s'ensevelir dans un lieu d'asile souterrain, pour échapper à la vengeance de Samano; la mère était morte des suites de ce séjour, peu de temps après avoir revu son fils. Cependant la domination détestée de Samano avait été ignominieusement renversée par la chute de Barreiro. Aussitôt qu'il fut informé du résultat de la bataille sur les bords du Boyaca, il désespéra de tout, comme Marco del Pont l'avait fait au Chili. On avait considérablement affaibli la garnison de la Nouvelle-Grenade, lorsque, dans le temps, Pezuela avait demandé des secours contre San Martin et qu'il avait fait venir auprès de lui le bataillon Numancia. Au moment qui nous occupe ici, le vice-roi n'avait pas de troupes suffisantes tout près de lui, dont il pût facilement disposer ; il s'enfuit à Honda et abandonna la capitale avec toutes les archives, avec tous les bureaux et en y laissant un million de numéraire. Lorsque Bolivar fit son entrée à Bogota (10 août), le butin qu'il y fit le mit, pour la première fois, en état de distribuer du moins une petite partie de leur solde parmi les troupes anglaises, à la gloire desquelles il disait publiquement que c'était essentiellement à elles, ainsi qu'à

leurs vaillants chefs, M'Intosh, Beamish et Rooke, qu'il devait la conquête de la Nouvelle-Grenade.

La république de Colombie.

Il est fréquemment arrivé, dans le cours de toutes les révolutions, que la Providence a relevé, par un fil déjà presque brisé, une cause perdue en apparence; que tantôt la sagacité imprévue des défenseurs de la liberté, et tantôt l'aveuglement inconcevable de leurs ennemis ont été la cause du salut, au moment même où toutes les espérances semblaient être ruinées. Le passage des Andes, effectué par Bolivar, marque le point critique où la fortune des armes se déclara, dans l'Amérique du Sud, pour la cause des patriotes, comme auparavant, dans l'Amérique du Nord, la retraite de Washington au delà du Delaware et la bataille de Trenton, qui inaugura une guerre offensive et victorieuse, au moment même où l'on tremblait le plus pour le sort de la jeune république. Ces deux brillants succès, après tant de désastres, ravivèrent au même degré les espérances presque éteintes des patriotes; ils les ranimèrent et leur donnèrent des forces nouvelles qui leur permirent de faire de nouveaux efforts. La victoire remportée sur les bords du Boyaca ébranla de fond en comble toute la domination espagnole dans ces parties de l'Amérique. Bien qu'il fallût encore, plus tard, les batailles de Carabobo et de Pichincha, pour détruire et pour achever radicalement ce règne des Espagnols, cependant, déjà à partir de ce moment, même les amis les plus prévenus en faveur de la cause espagnole avaient le pressentiment le plus certain qu'elle courait, sans espoir de salut, à sa ruine imminente. Jamais la confiance n'avait été plus grande, dans aucun des pays de l'Amérique engagés dans la lutte,

qu'elle l'était alors au Venezuela et dans la Nouvelle-Grenade; jamais la gloire, la puissance et l'autorité d'aucun de leurs héros n'étaient arrivées à un plus haut degré que celles dont jouissait alors Bolivar. Il avait terminé, en soixante-quinze jours, sa campagne, depuis Montecal jusqu'à Bogota; douze provinces de la Nouvelle-Grenade se virent délivrées en quelques semaines; le pouvoir du Libérateur s'étendit depuis l'Atlantique jusqu'à l'océan Pacifique.

De cette grande masse de pays, comprenant tout le territoire depuis Guiria jusqu'à Guayaquil, Bolivar forma alors la république une et indivisible de *Colombie ;* cette création fut la conséquence immédiate de la campagne. Cette fusion du Venezuela et de la Nouvelle-Grenade en un seul État, fusion qui, aux yeux de Bolivar, scellait l'indépendance de ces pays, avait été de tout temps sa pensée favorite, et il l'avait poursuivie à partir de ses premiers exploits militaires. Déjà lors de son expédition libératrice de 1813, il avait songé à la réaliser. A peine avait-il franchi, à cette époque, les frontières de la Nouvelle-Grenade, qu'il avait déjà parlé, dans ses proclamations, de « l'indépendance de la Colombie ». A peine avait-il occupé Caracas, qu'il avait envoyé un projet de cette union, dû à la plume d'Ustariz, au Corps législatif de la Nouvelle-Grenade, qui discuta cette proposition à une époque (1814) où les provinces se montraient encore tièdes à cet égard, et où la ville de Cartagena traversa ce plan par le contre-projet d'une union entre tous les États de la côte depuis l'Orénoque jusqu'à Panama. Plus tard, la perspective de voir effectuer cette union générale avait disparu, à mesure qu'elle était devenue plus nécessaire et plus urgente;

mais, au moment dont nous parlons ici, le Libérateur, d'intelligence avec Santander qu'il avait destiné à la place de vice-président du gouvernement provisoire, put imposer l'union aux Néo-Grenadins par un seul mot qui était une loi pour eux. Il l'imposa également aux Venezolains, lorsqu'il revint à Angostura (11 décembre) pour contrecarrer les misérables intrigues que formait Arismendi avec le faible congrès.

A cette époque de sa grandeur et de sa puissance, Bolivar sentait son importance et son pouvoir bien autrement que deux ans plus tôt, lorsqu'il avait eu affaire à Piar ! Avec une grande longanimité, il passait, pour ainsi dire, sous silence tout ce qui avait eu lieu auparavant. Il imposa, comme un fait accompli, l'union des deux royaumes au congrès confus ; ce dernier déclara aussitôt la république de Colombie constituée (17 décembre) ; il proclama comme loi fondamentale la réunion des deux États, et il résolut de donner à la capitale future le nom de *Bolivar*. Après un incident aussi périlleux et malgré les affaires importantes qui avaient provoqué son arrivée, Bolivar ne resta que treize jours à Angostura. Il se hâta de retourner dans la Nouvelle-Grenade (24 décembre), afin de distribuer les rôles pour la campagne suivante. Montilla, conjointement avec les Irlandais de Devereux (dans l'île de Margarita), devait prendre Rio Hacha pour point de départ de ses opérations sur le Magdalena, pendant que Bermudez continuerait la lutte dans l'Est ; des renforts devaient partir pour l'Apure, afin d'attaquer Caracas du côté du Sud, tandis que Bolivar lui-même voulait envahir le pays, en partant de la Nouvelle-Grenade.

Les jeunes têtes ardentes dans l'armée, surtout parmi

les Européens, croyaient dans leur enthousiasme que, si Bolivar profitait avec zèle des faveurs de la fortune, il pourrait terminer toute la guerre dans l'espace de trois mois. Mais les forces physiques de ses troupes étaient encore trop épuisées ; le matériel de guerre et les autres ressources faisaient complétement défaut, et les ennemis, parsemés sur un grand nombre de points, possédaient encore une force trop considérable. Il y avait à faire partout.

A Cartagena, à Santa-Marta, à Rio Hacha et sur l'Isthme, les Espagnols occupaient toujours leurs positions qui n'avaient été attaquées par personne. Dans les pays qui s'étendent depuis Cumana jusqu'à Puerto-Cabello, Morillo avait encore douze mille hommes sous ses ordres ; au Sud, Calzada se battait pour la possession de Popayan et de Pasto, ces jouets continuels des parties belligérantes. Ce qui, plus que le reste, engageait Bolivar à agir avec prudence, c'était la grande expédition rassemblée à Cadix que, depuis longtemps déjà, on s'était attendu à voir partir, avec la mission d'attaquer Buenos-Ayres et de porter en même temps des renforts à Morillo. Ainsi, toute la position des affaires offrait toujours de tels dangers que, pendant longtemps encore, les plus grands efforts d'un Bolivar même n'auraient peut-être pas été couronnés de succès définitifs, s'il ne s'était produit, dans la situation des grandes conjonctures du monde, une modification nouvelle et vraiment merveilleuse qui fut infiniment plus favorable à la liberté des continents que la conquête de la Nouvelle-Grenade. Si cette dernière avait été le résultat d'une heureuse inspiration du capitaine colombien, l'échec subi par l'expédition de Cadix fut la plus grande et la

dernière des erreurs fatales dont le mauvais gouvernement de l'Espagne avait été le jouet pendant les six dernières années.

---

2. — LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE DE 1820.

—

L'armement des troupes à Cadix.

Nous avons parlé, plus haut, du mécontentement qui, à plusieurs reprises, avait fait explosion au sein de l'armée espagnole (Cf. tome III, page 249), où il s'était fait jour dans des conspirations stériles de quelques chefs militaires isolés, sans produire aucun résultat réel. Nous avons dit aussi qu'après avoir fait ces expériences, qui furent heureusement terminées, mais qui étaient certainement fort graves, le gouvernement espagnol avait rassemblé, pour les envoyer au Rio de la Plata, des troupes en masses considérables, et qu'il les avait réunies à Cadix ainsi que dans les environs de cette ville où l'on avait tramé, encore une fois, une conspiration bien plus vaste qui venait d'échouer aussi (milieu de 1819). Nous avons vu, en dernier lieu, que, même après avoir fait cette dernière découverte, le gouvernement, laissant pendant six mois encore toutes ces matières combustibles entassées dans un voisinage si dangereux, fit naître ainsi de nouveaux projets parmi les conjurés qui auraient voulu lancer l'étincelle fatale au milieu de tous ces éléments inflammables. Mais ce n'est qu'après avoir étudié

la situation de la guerre en Amérique, que nous sommes maintenant en état de comprendre comment le feu de la révolution, qui, dans les colonies, couvait sous les cendres après s'être embrasé lentement pour s'éteindre presque dans la suite, avait pu, au moment qui nous occupe ici, s'élever tout à coup avec une vive flamme et allumer dans la métropole, malgré la grande distance qui la séparait des colonies, l'incendie qui allait provoquer une explosion immense. En changeant complétement la forme de l'Espagne pendant plusieurs années, cette révolution, éclatant ainsi, allait ébranler une grande partie de l'Europe et y faire sentir ses secousses formidables.

Les Espagnols avaient eu, de tout temps, une aversion extraordinairement grande pour le service militaire en Amérique ; même pendant la petite guerre dans leur propre pays, ils n'aimaient pas à sortir des frontières de leur province particulière, et, en hiver, il leur coûtait de franchir le seuil de leur maison. Cet éloignement pour le service dans les colonies s'était manifesté chaque fois qu'on avait embarqué des troupes, et par les raisons les plus naturelles il s'était accru encore, dans les derniers temps, à chaque nouveau départ. Depuis le moment où la révolution avait éclaté, le gouvernement avait envoyé aux colonies, dans l'espace de neuf ans (1811-1819), quarante-deux mille hommes (1). Qu'étaient-ils devenus ? se demandait-on, en voyant que le gouvernement voulait encore faire embarquer une expédition plus considérable qu'aucune de celles qui étaient parties auparavant. Les

(1) D'après le rapport que le ministre de la guerre, le marquis Amarillas, présenta, en 1820, aux cortès.

soldats se disaient sans cesse les uns aux autres qu'on les menait à la boucherie! Pendant les premières années, on s'était peut-être consolé au sujet du sort de ceux qui étaient partis; on savait du moins que, dans la Nouvelle-Espagne et au Pérou, la cause de la royauté était encore debout; au commencement, Morillo même avait eu de bons succès.

Mais cet état de choses s'était complétement modifié depuis cette époque. Dans les pays écartés de l'Europe, on n'avait guère de notions très-claires au sujet de tous ces changements; mais, à Cadix, on connaissait exactement la mauvaise position des affaires, et les agents américains eurent soin d'exagérer beaucoup la vérité. Il était de notoriété publique que, sur les bords du Rio de la Plata, les derniers Espagnols étaient tombés, avec la ville de Montevideo, entre les mains des ennemis. Les premiers rapports, dans lesquels Morillo, ce vainqueur et ce « comte de Cartagena » avait rendu compte de la diminution et du dépérissement même de son armée victorieuse, n'avaient pas pu rester inconnus. Les bruits les plus sombres, relativement à la défection de l'île de Margarita et à la chute de la Guyane sur les derrières de cette île, furent nécessairement éclaircis par les renforts qu'on y envoya. Au moment dont nous parlons ici, les troupes royalistes avaient été chassées du Chili. Pour maintenir ce pays au pouvoir du roi, on avait fait partir, en 1818, comme avant-coureur de l'expédition de Cadix, une escadre de dix vaisseaux avec deux mille hommes, mais toute cette flottille s'était perdue, à l'exception d'un seul bâtiment portant deux cents hommes. Alors le Pérou était menacé, de son côté, de devenir la proie des conquérants. On voyait sans cesse arriver à

Cadix les blessés et les malades qui revenaient du Venezuela, et qui racontaient des histoires remplies des détails les plus affreux au sujet des fléaux qui désolaient ce pays, et relativement aux dangers du climat, aux fatigues des campagnes, ainsi qu'aux barbaries de cette guerre à mort. Tout cela agissait avec une force de jour en jour croissante sur les idées sombres des soldats prévenus d'avance.

Une proclamation pleine de jactance, publiée par Bolivar (15 août 1818), annonça que l'armée de Morillo, ainsi que tous les renforts qu'elle avait reçus, n'existait plus et que vingt mille Espagnols avaient arrosé de leur sang le sol de la Costafirme. Dans un autre manifeste, Bolivar disait (22 octobre) que trois cents patriotes étaient venus avec l'expédition d'Haïti, afin d'anéantir dix mille tyrans, et qu'ils avaient effectivement accompli leur dessein! Dans une déclaration destinée à toute l'Europe, le Libérateur assurait (20 novembre), avec le ton le plus présomptueux, que toute l'Amérique connaissait l'impuissance dans laquelle était l'Espagne de rétablir son pouvoir, et que le Venezuela était résolu à s'ensevelir sous ses ruines, quand même *l'Espagne, et l'Europe, et le monde tout entier* viendraient pour le soumettre au joug des Espagnols. Une éloquence aussi pompeuse, dans le style des romans de chevalerie, parlait à l'imagination du plus simple des soldats espagnols. Bon nombre d'officiers instruits et d'un caractère élevé se sentaient grièvement blessés dans leur honneur par les autres manifestes, où Bolivar exposait au monde les faits qui expliquaient l'origine de cette haine farouche que ressentaient les Américains contre les Espagnols, leurs pères, et où il indiquait les raisons qui faisaient que les ha-

bitants des colonies flétrissaient leurs anciens maîtres comme les ennemis les plus terribles de tout le genre humain.

En réalité, toutes ces révélations semblaient déjà produire leur effet, en ce que toute l'Europe penchait visiblement, avec ses sympathies, du côté de l'Amérique! Le mouvement qui se produisit en Angleterre en faveur de la cause des colonies espagnoles semblait même prouver déjà cette sympathie par des faits réels. Les feuilles anglaises exagéraient le succès des enrôlements en Angleterre et ne disaient rien du sort de ceux qui avaient été enrôlés; on voyait, à côté des Américains, un nouvel ennemi dont la force s'était montrée dans la guerre de l'indépendance. D'autres complications politiques vinrent s'ajouter encore à ces causes, pour troubler de plus en plus la position de l'Espagne à l'intérieur et à l'extérieur. Un traité, négocié avec l'Amérique du Nord au sujet de la cession des Deux-Florides (22 février 1819), n'avait pas été mis à exécution, et les États-Unis menaçaient, à ce moment même, de déclarer la guerre à l'Espagne. Toutes ces causes réunies durent augmenter de jour en jour le mécontentement qui régnait même dans les cercles les plus élevés des officiers initiés, à un certain degré, à la politique du pays et aigris déjà depuis si longtemps et par des motifs si légitimes! Ces officiers avaient vu récompenser les généraux français par des titres, des biens, des principautés et des couronnes, tandis qu'eux-mêmes, qui les avaient vaincus, n'avaient reçu absolument rien et moins que rien. Ils avaient vu les ministres et les généraux des puissances alliées contre la France gagner des millions, et, tandis qu'eux-mêmes, qui avaient

frayé le chemin de la victoire aux alliés, souffraient de la faim et vivaient dans la misère, ils voyaient les moines autour d'eux nager dans l'abondance et faire bonne chère. Ainsi, outre la répugnance des simples soldats pour le service auquel on les destinait en Amérique, les officiers éprouvaient encore le sentiment d'une profonde indignation au sujet des affaires intérieures de leur pays natal. Toutes ces circonstances avaient amené la conspiration d'Abisbal au sein de l'armée d'expédition.

Nous avons vu ensuite de quelle manière les retards que subissait l'embarquement des troupes, par suite de la découverte de cette conspiration qu'il s'agissait de faire avorter, avaient été prolongés encore par l'irruption de la fièvre jaune dans les rangs de l'armée (juillet 1819). Les dangers qui les menaçaient de près et ceux qui les attendaient sur la terre lointaine maintenaient dans une tension d'esprit insupportable toutes ces troupes, mourant d'ennui, qui tenaient garnison en Andalousie où elles étaient placées tout à l'entour de l'Ile-de-Leon. A ce moment, les dernières nouvelles, annonçant le passage des Andes effectué par Bolivar, se répandirent aussi en Europe! Elles entouraient d'une nouvelle auréole de gloire et de terreur ce nom, redouté déjà depuis longtemps! En effet, elles semblaient confirmer, comme de simples vérités, les forfanteries les plus impudentes du Libérateur! La Nouvelle-Grenade avait été plus promptement perdue qu'elle n'avait été conquise; l'établissement de la république de Colombie opposait à toute attaque des difficultés plus grandes; la couronne triomphale de Morillo avait donc été complétement flétrie! La nouvelle expédition, se demandait-on, commandée par un autre chef, réussirait-elle donc mieux que Morillo

qui était incontestablement un des généraux les plus capables? Ceux qui voyaient au fond même des choses ne pouvaient absolument pas concevoir une telle espérance! Ils savaient trop bien de quelle manière éhontée les ressources de l'expédition, qu'on avait eu tant de peine à se procurer, étaient gaspillées par ceux qui avaient su s'en emparer, grâce aux fausses apparences d'un zèle excessif par lequel ils avaient ébloui le roi (1). Ils savaient trop bien que, même au sujet des principes les plus élémentaires sur lesquels reposait cette expédition, ceux qui étaient au pouvoir se trouvaient dans l'ignorance la plus complète! Comme il était arrivé plusieurs années auparavant, lors du départ de Morillo, on avait laissé passer, encore cette fois-ci, le temps favorable pour le départ des vaisseaux destinés à se rendre dans les eaux du Rio de la Plata!

Lorsque le chef qui remplaça Abisbal demanda, à plusieurs reprises, au gouvernement comment il fallait procéder vis-à-vis de la ville de Montevideo, sans la possession de laquelle l'expédition n'aurait ni lieu de débarquement pour les vaisseaux d'une certaine grandeur, ni approvisionnements assurés, ni base d'opérations autre que celle que lui donnait la ville lointaine de Cadix, on lui fit deux fois la réponse absurde qu'il devait regarder la ville de Montevideo comme si elle n'existait pas! Ce chef de l'expédition était le même Calleja qui avait si vaillamment dompté la révolution dans la Nouvelle-Espagne; mais il avait vieilli depuis et il avait perdu son ancienne

---

(1) Vadillo regretta que la correspondance, saisie plus tard au quartier général, qui servit à confirmer cette accusation, n'eût pas été publiée par les révoltés qui avaient voulu ménager les coupables.

vigueur; il ignorait complétement la condition de l'armée qui avait été la véritable cause des scènes tragiques de Puerto-Santa-Maria (Cf. tome III, page 266). Depuis longtemps, les conspirateurs de cette époque avaient relevé la tête. Abisbal lui-même, tant qu'il avait, pendant ces années-là, gardé le commandement en chef, les avait traités avec beaucoup de ménagements, parce qu'il avait à craindre leurs révélations. Puis la consternation qu'avait fait naître l'apparition de la fièvre jaune avait arrêté toute procédure contre les coupables; à la fin, on croyait peut-être que leur embarquement serait le meilleur moyen de déjouer leurs projets. Mais, plus les conjurés voyaient approcher le danger, plus ils déployaient d'activité pour le neutraliser.

Déjà du temps d'Abisbal, cette action des conspirateurs avait été complétement organisée à Cadix. En dépit de l'inquisition, il s'était toujours conservé, dans cette ville, une loge franc-maçonnique de l'ordre appelé *réformé*, forme particulière de cette société et appartenant exclusivement à l'Espagne, au sein de laquelle la conspiration politique avait pour ainsi dire élu domicile. A côté de cette loge, plusieurs francs-maçons avaient formé encore une *tertulia* privée, espèce de junte politique établie dans la maison de Javier Isturiz, homme qui appartenait à l'ancienne classe des négociants de Cadix, qui professait des principes politiques fort avancés et qui, par son talent et par son instruction, possédait une supériorité naturelle sur tout son entourage. En s'appuyant sur ces deux bases, les conjurés avaient dès lors, avec l'approbation d'Abisbal, étendu leurs ramifications franc-maçonniques dans presque tous les régiments de l'armée. Ces fils, brisés pendant

quelque temps après la trahison d'Abisbal, furent renoués alors et servirent à commencer une nouvelle trame plus audacieuse. Cet incident avait écarté de la conspiration cette classe d'hommes prudents et d'un rang assez élevé entre les mains desquels avait été auparavant la direction de la conjuration ourdie par les bourgeois, et qui avaient dû se mettre à la tête de la révolte militaire. Ce furent des gens plus jeunes et d'un caractère plus hardi qui poussèrent alors les conjurés à abandonner les projets pour l'action, et qui, plus tard, déterminèrent aussi les loges militaires à ne plus exiger un chef placé dans une haute position sociale et à faire diriger la révolte plutôt par des hommes qui avaient encore à faire leur fortune. Parmi ces démagogues, il y avait l'avocat Vallesa et Juan Alvarez y Mendizabal, marchand d'extraction juive, homme original et fertile en ressources, qui était comme fait pour se lancer dans des entreprises hardies en dehors des routes battues. Puis il y avait parmi eux cet Alcala Galiano qui s'était auparavant réfugié à Gibraltar, mais qui était revenu dans son pays, comme il l'avouait lui-même, « non sans avoir violé les lois de la morale et non sans avoir manqué à ses devoirs » à l'égard du gouvernement, mais en conservant tout le fanatisme politique impétueux de sa jeunesse. Il fut un des premiers à rompre, en compagnie de Vallesa, le cordon sanitaire et, plein d'un zèle ardent, il renoua les négociations avec les loges militaires.

Les gens timorés se laissèrent influencer par l'idée fausse que la ville de Cadix était gagnée à la cause de la révolte, et qu'elle était un point d'appui certain et assuré qui leur promettait la sécurité. Bien des gens ambitieux et pleins de bravoure, qui craignaient qu'on ne

leur reprochât d'être des lâches s'ils désertaient l'expédition d'Amérique, devaient être tranquillisés par l'image brillante de la destination glorieuse de l'armée qui devait, leur disait-on, rétablir la Constitution, perdue par l'insouciance des officiers. La masse des soldats se laissa déterminer par la perspective d'être débarrassée de l'odieux voyage au delà des mers. Le motif le plus efficace qui poussa l'armée à se décider pour la révolte fut exprimé, plus tard, dans les premières proclamations des révoltés, quand ils disaient crûment « qu'ils avaient été destinés à la mort plutôt pour délivrer le gouvernement de ses inquiétudes à l'égard de l'armée que pour faire la conquête de l'Amérique, devenue déjà impossible à cette époque. » C'est pourquoi la conspiration avait le plus de puissance dans les parties de l'armée qui étaient désignées pour s'embarquer les premières. De ce nombre était le bataillon Asturias, qui était en garnison dans le village de las-Cabezas-de-San-Juan.

Révolte de Riego et de Quiroga.

Ce fut dans cet endroit (1) que le chef de bataillon Rafael Riego, un des conjurés les plus ardents, proclama, le jour de l'an (1er janvier 1820), à huit heures du matin, la Constitution de 1812 et qu'il se mit ensuite en marche sur Arcos, où, par un coup de main hardi,

---

(1) Le plus important des historiens de la révolution espagnole est Alcala Galiano, parce qu'il était témoin oculaire, qu'il était initié aux sociétés publiques et secrètes de cette époque et qu'en outre il a pu se désabuser, plus tard, au sujet des illusions qui régnaient alors dans les esprits. C'est lui qui a écrit lui-même le tome VII de la *Historia de España*, publiée sous son nom à Madrid, en 1846. Comp. sur les premiers commencements de la révolution dans l'Andalousie, le *Diario de las actas y discusiones de las cortes legislativas*, 1820-1821, t. III, p. 352 sq.

il enleva le général Calleja, comte Calderon, avec tout son quartier général. Le colonel Quiroga, destiné au commandement suprême de « l'armée nationale » révoltée, ne s'acquitta de la tâche qui lui avait été attribuée, ni avec la même hardiesse, ni avec le même bonheur. Il se trouvait comme prisonnier, mais sous une garde fort peu sévère, à Alcala-de-los-Gazules; il devait être délivré par le chef du bataillon España et mis à la tête de la troupe; puis il devait s'avancer sur Medina-Sidonia et, après y avoir reçu des renforts, occuper l'île de Cadix. Mais, retenu par son indécision aussi bien que par le mauvais temps, Quiroga ne commença sa marche pénible qu'après avoir reçu la nouvelle des succès de Riego (2 janvier); arrivé pendant la nuit à Medina, il attira à lui le bataillon de la Couronne; mais, comme il était retardé par les mauvais chemins, il ne parvint qu'à une heure déjà avancée du matin (3 janvier) au pont de Suazo, qui met l'île de Cadix en communication avec la terre ferme.

La garnison, ne se doutant de rien, laissa passer les insurgés, qui n'étaient nullement rassurés sur l'issue de leur entreprise; la ville de San-Fernando (autrefois Isla-de-Leon) les laissa entrer dans ses murs sans savoir quelles étaient leurs intentions; le ministre de la marine, Cisneros, fut arrêté sans qu'il eût eu la moindre connaissance de ce qui s'était passé à Arcos. Si, à ce moment, Quiroga avait promptement marché sur Cadix, éloigné seulement de deux leguas, la prise de la ville et de la citadelle, avec la marine, avec tous les grands magasins de l'expédition d'Amérique, aurait été comme assurée, et aurait eu pour conséquence certaine l'adhésion de l'Andalousie, ainsi que le triomphe rapide de la révo-

lution. Mais, pendant que les conjurés de Cadix (dont deux, Mendizabal et Galiano, hommes d'une audace extravagante, se trouvaient parmi les troupes) attendaient l'arrivée des révoltés, ces derniers, comptant à leur tour avec assurance sur la coopération des conjurés, retardèrent leur départ. De cette manière, les chefs militaires de Cadix, les généraux Rodriguez Valdes et Campana, instruits par le télégraphe de ce qui se passait, eurent le temps de se décider à rester fidèles au roi et de jeter une petite garnison, sous les ordres d'un jeune officier du nom de Luis-Fernandez de Cordova, dans la Cortadura, fortification restée inachevée qui datait du temps de la guerre française et qui fermait la route de Cadix à San-Fernando. Un seul coup de canon suffit pour y arrêter la troupe de Quiroga et pour la déterminer à opérer sa retraite.

Deux jours plus tard (5 janvier), les conjurés de Cadix voulurent se rendre maîtres de la ville, en se joignant à quelques officiers retenus prisonniers dans le château de San-Sebastian; mais l'irrésolution de ces derniers fit avorter encore ce projet. Ces militaires, parmi lesquels se trouvaient les frères San Miguel, Arco Aguero et O'Daly, préférèrent s'échapper, en passant la baie, dans une barque qui les conduisit à Puerto-Santa-Maria. Là ils rencontrèrent Riego qui, sans avoir été informé de la position de Quiroga, était arrivé, le même jour, dans ce port d'où il avait tout simplement, par le télégraphe, sommé la ville de Cadix de se rendre. Puis ses troupes opérèrent leur jonction avec celles de Quiroga, à San-Fernando, où elles furent rejointes par Lopez Baños avec un train d'artillerie. Il y eut alors environ cinq mille révoltés qui donnèrent à l'armée de l'expédition le signal

de tourner de front, afin de combattre, en Espagne, pour les principes qu'elle avait dû renverser en Amérique. Pendant que la conspiration se préparait encore, on n'avait mis en avant que les intérêts de l'armée en général ; de même que, chez les auteurs des précédentes révoltes militaires, le but politique n'avait pas été toujours précisément la Constitution de 1812. Les conjurés de 1819 avaient, auparavant et à l'époque qui nous occupe ici, plutôt résolu de renverser l'état de choses établi qu'ils ne s'étaient entendus sur ce qui devait avoir lieu ensuite. Ainsi la proclamation de la Constitution de 1812 avait été, à proprement dire, plutôt un acte arbitraire de Riego, qu'une destinée peu heureuse désigna pour jouer le premier rôle dans cette révolution.

L'armée de San-Fernando arbora ensuite le même étendard, mais sans donner par là une plus grande vogue à sa cause, dont le progrès s'arrêta, au contraire, tout d'un coup de la manière la plus étrange. Les *pronunciamentos*, auxquels on s'était attendu, n'eurent lieu nulle part ; un grand nombre des conjurés eux-mêmes, manquant à leur parole, restèrent dans l'inaction ; beaucoup d'insurgés désertèrent des postes avancés qu'ils occupaient ; les faibles ressources qu'Isturiz et d'autres habitants de Cadix avaient mises à la disposition des rebelles furent promptement épuisées. L'espoir de s'emparer de Cadix s'évanouit de plus en plus. La marine fut retenue dans la fidélité envers le roi par l'amiral Villavicencio, bien qu'il eût deux fois perdu la faveur de la cour ; une autre tentative, faite par un colonel du nom de Rotaldo pour soulever la ville (24 janv.), échoua également. L'habile général Manuel Freire, nommé chef militaire de l'Andalousie, réussit à organiser de nouveau les troupes restées

fidèles et à renforcer la garnison de Cadix. Il est vrai que, par suite de la disposition douteuse de ses troupes, ce général n'osa pas attaquer la petite armée nationale dans sa forte position; mais il lui coupa successivement toutes les communications, en établissant autour d'elle un blocus qu'il resserra tous les jours davantage.

Dans cette position critique, Riego, jaloux de Quiroga et beaucoup plus impatient et plus désireux d'agir que ce dernier, entreprit de faire, avec la partie la plus sûre de ses troupes, une course à travers l'Andalousie, afin d'y réveiller l'esprit public et d'attirer à lui les parties de l'armée qui partageaient les mêmes sentiments. Il s'avança, avec quinze cents hommes, jusqu'à Algeciras (27 janvier). Il avait espéré trouver, dans cette ville ou à Gibraltar, une coopération active parmi les soldats; trompé dans cette attente, il voulut opérer sa retraite; mais il trouva déjà le chemin barré par José O'Donnel. En déployant toutes les ressources spirituelles et mondaines qui lui semblaient propres à entretenir le courage et les bonnes dispositions de ses troupes serrées de près, Riego réussit à les conduire d'abord à San-Roque et à Jimena-de-la-Frontera. Puis, en faisant de nouveau naître de fausses espérances dans l'esprit de ses soldats, il les entraîna avec lui, par des chemins très-difficiles et par un temps affreux, jusqu'à Malaga, où il fut repoussé par les royalistes (20 février) et refoulé dans les montagnes de Colmenar et d'Antequera. Alors ses soldats commencèrent à déserter. Lorsque sa troupe, dépouillée de vêtements et sans ressources, arriva à Ronda, elle ne comptait plus que neuf cents hommes. Après s'être dirigée encore, avec le même insuccès, sur Moron, cette troupe fut réduite au chiffre de cinq cents hommes (5 mars) qui,

dans leur désespoir, se jetèrent au fond même des montagnes; après avoir franchi le Guadalquivir, ils prirent le chemin le plus direct, pour se rendre, par Cordoue, dans la Sierra-Morena, où les derniers débris de cette troupe se débandèrent à Bienvenida (11 mars), afin de regagner isolément, s'il était possible, la ville de San-Fernando.

Ceci eut lieu à l'époque même où une catastrophe sanglante semblait avoir complétement assuré à Cadix le succès de la cause royaliste. Par suite des nouvelles qui informaient la population de tout ce qui s'était passé pendant ce temps dans les provinces, la fermentation qui régnait au milieu du peuple était parvenue peu à peu au dernier degré; le général Freire, lors de son arrivée dans cette ville (9 mars), trouva donc indispensable, d'accord en cela avec Villavicencio, de prendre quelque mesure pour calmer les habitants. Lorsque le général essaya de déterminer les masses, assemblées sur la place de San-Antonio, à attendre tranquillement les nouvelles de Madrid, les cris demandant le rétablissement de la Constitution devinrent tellement irrésistibles, que le général dut, avec beaucoup de répugnance, en promettre la proclamation. Le lendemain matin (10 mars), on ouvrit les communications avec la ville de San-Fernando, et l'on reçut avec des transports de joie les délégués de l'armée nationale. Les rues fourmillaient de gens qui attendaient la célébration de la Constitution promise, lorsque, inopinément, le bataillon des guides (*guias*), conduit et excité par quelques officiers, s'élança de sa caserne, fit feu sur la multitude dans les rues, ainsi que sur les spectateurs placés aux fenêtres, et plongea la ville dans le deuil et dans le désespoir en se livrant, jusqu'à

une heure avancée de la nuit, à tous les excès du meurtre, du pillage et des violences de la nature la plus infâme que leur inspirait l'exaltation de leur ivresse. Freire, qui avait fait enfermer les délégués de San-Fernando, adressa au roi des rapports dans lesquels il lui rendit compte, d'un ton fort joyeux, de ce qui venait de se passer. Le général Campana, qui se vit obligé, il est vrai, de faire fusiller sept hommes de cette soldatesque déchaînée, à cause de leurs excès et pour des actes de résistance, fit cependant, dans un ordre du jour, l'éloge de la garnison au sujet de sa brillante conduite militaire.

Développement de la révolte dans les provinces.

Le rapport adressé par Freire à la cour se croisa en route avec la nouvelle que le roi avait prêté, à Madrid, le serment de fidélité à la Constitution, la veille même du massacre de Cadix et deux jours avant la dissolution du corps de Riego, c'est-à-dire au moment où la révolution avait été terrassée dans l'Andalousie, qui en avait été le foyer. L'Espagne se trouva dans une des conditions les plus bizarres où se soit jamais vue une nation. Une brigade de l'armée espagnole dans une attitude hardie, mais prenant pour ainsi dire les allures d'un Don Quichotte, avait donné le signal d'un changement radical dans l'État; les constitutionnels ne désiraient pas se soulever, et les royalistes ne montraient guère des velléités de résistance sur un point quelconque; les rebelles semblaient être vaincus sans avoir un vainqueur en face d'eux, lorsque tout à coup leur cause remporta un triomphe qui entraîna les amis et les ennemis.

La nation espagnole, plongée pour ainsi dire dans un état de stupeur par les premières nouvelles venues de

l'Ile-de-Leon, attendait les événements avec une vive impatience; elle était livrée aux vagues pressentiments de la crainte et de la joie, et prévoyait les dangers certains, ainsi que les avantages incertains de cette révolution naissante. Une obscurité mystérieuse enveloppait tous les événements. Pendant deux mois entiers, le journal officiel de la capitale ne disait pas un seul mot de la révolte de l'armée. Cependant les documents publiés par Quiroga se répandirent dans le peuple; on connut son adresse au roi (3 janvier), son manifeste au peuple espagnol, ainsi que ses proclamations adressées aux habitants de Cadix et aux troupes (5 janvier). Le général y tenait un langage modéré et plein d'égards pour le roi; cependant c'était le ton d'un vainqueur. Il incriminait ceux qui entouraient le trône et le système du gouvernement en général; il accusait le génie du mal qui avait, disait-il, étouffé la voix respectable des pronunciamentos précédents; il prêchait au roi la doctrine constitutionnelle, en allant jusqu'à lui dire « que le peuple n'était pas la propriété d'un seul homme, mais que les rois appartenaient plutôt au peuple. » De tels signaux auraient suffi pour faire lever partout les Sociétés secrètes, les anciens libéraux et les conjurés des années précédentes, quand même ils seraient restés sans nouvelles directes des événements qui s'accomplissaient. C'était une classe d'hommes qui, tout en voyant l'immobilité du gouvernement, ne se laissait pas abuser sur sa solidité, et qui, en apprenant les communications faites par les royalistes touchant l'état de la révolte, ne se laissait pas facilement intimider, même quand ces nouvelles étaient vraies.

Précisément à cause de l'obscurité mystérieuse qui entourait l'expédition aventureuse de Riego, elle pro-

duisit au dehors un effet indirect qui était précisément la contre-partie des succès réels remportés sur les lieux par le chef de la révolte. Au moment où le bruit courait que Riego était battu et que ses communications avec San-Fernando étaient coupées, comme c'était la vérité, le général surgit tout à coup à Malaga. La rumeur publique annonça, ce qui était vrai, que la troupe de Riego avait été anéantie à Moron; mais, au même moment, le chef entra, sans trouver de résistance, dans une ville aussi considérable que celle de Cordoue. On devait croire qu'il était en route pour la capitale, lorsque sa petite troupe était déjà effectivement dissoute. Ce fut ainsi que le mouvement se propagea, précisément en premier lieu, dans les provinces les plus éloignées où l'on connaissait le moins le véritable état des choses. De même que, pendant les six années de 1814 à 1820, la révolution était partie des provinces extérieures au Nord, à l'Ouest et à l'Est, pour pénétrer enfin dans l'Andalousie; de même elle partit, à l'époque dont nous parlons ici, de cette dernière contrée, pour revenir en quelques semaines, par le même chemin, dans ces provinces. Les hommes résolus parmi les constitutionnels y prirent l'offensive avec le même courage plein de confiance qui, en 1814, avait été le privilége des royalistes; ces derniers, de leur côté, rassasiés des fruits de leurs propres efforts, n'étaient pas même disposés à se défendre.

Les amis de Porlier, en Galice, furent les premiers à former leurs projets. Le général Venegas, que nous connaissons par le rôle qu'il avait joué dans la Nouvelle-Espagne, avait été envoyé de Madrid à la Corogne (Coruña); mais dans cette nouvelle position il ne montra pas plus de capacité que Calleja dans l'Andalousie. Un

petit nombre de soldats, qui s'étaient joints à quelques bourgeois et qui étaient conduits par les colonels Acebedo et Espinosa, l'arrêtèrent le lendemain de son arrivée (21 février) et établirent une junte. Les effets de la misérable administration se montrèrent alors au grand jour et d'une manière fort palpable; l'occupation militaire de la province ne valait pas la peine qu'on en parlât : lorsque le chef militaire, le marquis San Ramon, appela les milices à prendre les armes, il trouva qu'une grande partie d'entre elles n'en avait pas (1). Une colonne volante, commandée par Acebedo, s'avança vers la ville obscure, de Santiago, d'où le marquis se retira en toute hâte en reculant de vingt-cinq leguas jusqu'à Orense. Lorsque les ennemis l'y rejoignirent, il n'essaya même pas de leur disputer le passage difficile du Minho; il abandonna, au contraire, toute la Galice aux révoltés. Aussitôt le mouvement gagna les Asturies, ainsi que l'Aragon et la Catalogne, que leur ambition provinciale poussait à rivaliser de zèle avec elles. Une espèce d'association fraternelle, formée par les notables, par le peuple et la garnison, proclama, à Saragosse, la Constitution et y nomma une junte (5 mars). Aussitôt que la nouvelle en parvint à Barcelone (18 mars), où le vieux vainqueur de Baylen, le général Castaños, avait fait, avec une grande énergie, des préparatifs pour s'opposer à tout mouvement, la résistance ne fut pas non plus possible.

Le capitaine général dut prêter serment de fidélité à la Constitution; ce qui était arrivé la veille (29 février) aussi dans la ville de Murcie, le peuple de Barcelone exaspéré pénétra de vive force dans le palais de

(1) Cf. Miñano : *Examen*, t. Ier, p. 44.

l'inquisition, qu'il pilla et qu'il détruisit. La nouvelle des événements de Saragosse produisit aussi le même effet à Pampelune (11 mars), où Mina, après avoir quitté sécrètement Paris, avait fait son apparition. Il prit aussitôt la place du vieux vice-roi Espeleta, de la noblesse navarraise, dont la nomination, en 1814, avait, plus que toute autre chose, excité les rancunes de ce guerillero ambitieux. Sur ces entrefaites, le mouvement pénétra aussi jusqu'aux villes de Carthagène, d'Alicante et de Valence, où le nouveau gouverneur, comte Almodovar, eut de la peine à protéger Elio, détesté de tout le monde et dont la vie était sérieusement menacée. Mais ce qui eut un résultat plus décisif que tous ces succès dans les provinces extérieures, ce fut cette circonstance que le soulèvement se propagea, dès lors, parmi les garnisons dans l'intérieur du pays.

Ce résultat décisif avait été amené par Abisbal. Après avoir fait échouer lui-même sa propre conspiration de 1819, il avait suivi, avec une certaine crainte, l'invitation de la cour qui l'avait appelé à Madrid. Il avait reçu la grand'croix de Charles III, mais ce n'avait pas été sans méfiance et sans se savoir très-coupable qu'il avait accepté cette décoration ; puis il avait dû résigner le commandement suprême de l'armée d'expédition, ce qui fit naître dans son esprit ambitieux un profond ressentiment. A partir de ce moment, toujours infidèle à ses propres actes et se repentant toujours de ses dernières démarches, Abisbal avait songé, sans cesse, à se venger et à ourdir de nouvelles conspirations avec les conjurés trahis par lui. Lors de l'explosion du mouvement en Andalousie, il endormit la cour en l'éblouissant par de faux renseignements au sujet des véritables dispositions

de l'armée ; ce fut ainsi qu'il put de nouveau se mettre à la tête des troupes qu'on concentra dans la Manche pour combattre les rebelles. Le roi croyait que la trahison d'Abisbal avait, d'une manière irréparable, brouillé le général avec les constitutionnels; on dit même que le monarque, sachant Abisbal dans l'embarras, lui avait envoyé des secours d'argent; ce misérable les accepta et s'en servit aussitôt pour trahir de nouveau son bienfaiteur. Il essaya de s'assurer des bonnes dispositions des gardes et de la garnison de Madrid, sur lesquels il exerçait une influence décisive. Ensuite il se rendit à Ocaña (3 mars), point stratégique d'une grande importance qui domine les routes de l'Andalousie et de Valence. Arrivé dans cette ville, éloignée de neuf leguas seulement de Madrid, Abisbal fit reconnaître l'autorité de la junte de Galice par un bataillon que commandait son frère, Alejandro O'Donnel (4 mars). Puis le général, en passant par Ciudad-Real, s'avança vers le Midi, afin de se mettre en communication avec les révoltés de l'Andalousie. Avant que cette manœuvre fût possible et sans qu'elle fût nécessaire, la défection d'Abisbal avait déjà déterminé la cour à céder et à accepter la Constitution.

Caractère et étendue du mouvement.

En voyant ces mouvements dans les provinces, on pouvait croire au dehors que le peuple espagnol se réveillait de la léthargie politique dans laquelle il avait été plongé pendant les six dernières années, et qu'il se levait pour reconquérir sa liberté par un soulèvement aussi spontané qu'unanime, comme en 1808 la nation tout entière était sortie de son engourdissement, afin de combattre pour son indépendance. Mais, en réalité, ce mouvement, dans son origine, ne différait en rien de tous les pronun-

ciamentos qui avaient eu lieu pendant ces six dernières années. C'était une révolte militaire, fomentée par des factieux conjurés, révolte dont la masse du peuple regardait, au commencement, les progrès avec une indifférence indolente, et à laquelle la plus grande partie de l'armée elle-même restait étrangère. L'appât séduisant que Quiroga avait tendu aux militaires, en promettant aux soldats de l'armée nationale (15 janvier) leur congé après deux ans passés au régiment, ainsi qu'une récompense en biens nationaux proportionnelle au nombre de leurs années de service; cet appât même, disons-nous, n'avait pu lui gagner que sept bataillons. L'attitude de la ville de Cadix, où le peuple favorisait la cause de la révolte et où la garnison la combattait, était tout à fait exceptionnelle, comme sa position l'avait été pendant le cours de la guerre française. Dans toutes les autres villes où le soulèvement éclata en premier lieu, comme à Xerès et à San-Fernando, il fallut d'abord essayer de faire comprendre aux habitants apathiques jusqu'à quel point ils étaient intéressés au triomphe de la Constitution qu'on venait de proclamer. Même dans les villes plus considérables par lesquelles passait Riego avec sa colonne, le peuple refusa de prendre une part active dans cette entreprise. A Malaga, quelques habitants se contentèrent de regarder par les fenêtres et de crier *viva!* A Cordoue on accorda à cette troupe un gîte pendant la nuit et des secours d'argent. « Partout, disait dans ses Mémoires le chef d'état-major de l'expédition (1), partout on nous accueillit avec des acclama-

(1) Cf. Evaristo San Miguel : *Memoria sucinta de las operaciones del ejercito nacional de San-Fernando*. Madrid, 1820.

tions, on nous donna des vivres, mais personne ne se rallia à nous. »

De même que dans l'Andalousie, en Galice aussi, ce furent surtout les soldats qui se prononcèrent les premiers et qui dirigèrent le soulèvement. A Vigo et à Orense, les bourgeois, tout déconcertés par ce mouvement, ne furent que peu à peu amenés à proclamer la Constitution, tandis que les conseils municipaux de Santiago et de Tuy avaient, pleins d'effroi, reculé devant la demande d'en faire autant, ou même s'y étaient opposés avec une véritable hostilité. A Taragona et à Barcelone, ce furent les garnisons qui effectuèrent le mouvement; en Navarre, il fut accompli par le vieux guerillero Mina qui avait réuni une nouvelle guerilla autour de lui, pendant que le peuple restait spectateur passif des événements. Ce furent les troupes qui amenèrent le coup décisif dans la Manche, où l'on aurait pu compter le moins sur les habitants qui y sont sous la dépendance des prêtres opulents de Tolède. Là où les soldats en révolte tendaient néanmoins la main à des alliés de la classe bourgeoise, ces derniers appartenaient à cette minorité d'hommes ayant reçu une certaine instruction intellectuelle ou pratique, qui, sous la pression de maux insupportables, étaient les plus capables de concevoir la pensée d'un état de choses meilleur et de prendre la résolution de le réaliser. C'étaient les affiliés aux sociétés secrètes, les francs-maçons, les députés aux anciennes cortès, les membres des nombreux ministères renversés, ainsi que les différents partisans de ces hommes souvent blessés, appauvris et exilés, qui, vivant dans les villes de province, exprimaient leurs pensées à haute voix et avec amertume; qui répandaient partout

leurs rancunes et leurs plaintes, et qui rattachaient aux souffrances du passé leurs projets pour l'avenir.

Dans tous les lieux que parcourait le mouvement, et dès le commencement même du soulèvement, ce furent les hommes de cette trempe qui parurent au premier plan de la scène politique. A Cadix, on voyait agir Isturiz, dont le désir ardent était de ramener dans sa patrie son frère Tomas qui avait été banni du pays. A Murcie, on arracha l'ex-régent Ciscar à l'obscurité dans laquelle il vivait. A la Corogne (Coruña), on mit l'ex-régent Agar à la tête de la junte dans laquelle entra, plus tard, aussi Muñoz Torrero, après qu'on l'eut fait sortir du couvent où il avait été retenu prisonnier. A Saragosse, on vit surgir de son exil Feliu, le défenseur des franchises de l'Amérique dans les anciennes cortès, ainsi que l'ami intime de Quintana, l'ex-ministre Martin Garaï, qui avait assisté à la proclamation de la Constitution à Pampelune. A Barcelone, il y eut à la tête du mouvement l'avocat Vamarro qui, de même que Almodovar à Valence, et Torrijos et Romero Alpuente à Murcie, venait d'être arraché aux cachots de l'inquisition.

Le même degré d'instruction et la même position rattachaient ces hommes, de la manière la plus étroite et la plus naturelle, aux officiers et aux chefs militaires, c'est-à-dire à une classe d'hommes qui, en Espagne, était, plus que toute autre, propre à former l'âme d'un mouvement populaire, parce qu'elle flottait, dans une condition pleine d'amertume, entre l'ambition et la misère. En effet, sans être réduits à la mendicité, ces hommes se trouvaient néanmoins dans une position assez gênée pour saluer tout changement avec joie. Depuis les temps de la guerre de l'indépendance, ils avaient été

animés d'un sentiment très-prononcé de leur propre valeur, et c'étaient eux qui avaient été le plus grièvement blessés dans leurs idées et dans leurs intérêts. Les efforts, les idées et les griefs de ces hommes et de ces classes d'hommes avaient été renfermés dans des cercles fort resserrés. Cette circonstance donna nécessairement à leur soulèvement ce caractère oligarchique et cette forme d'une conspiration qui font que toute révolution qui n'a pas reçu son impulsion des besoins les plus palpables de la majorité dépérit peu à peu, et se meurt lentement dans une agitation fébrile. Le fond même des anciens maux dont souffrait l'Espagne se montra de nouveau à découvert. La classe moyenne, qui devait s'intéresser le plus à une organisation rationnelle de l'État et, par conséquent, aussi à ce soulèvement qui avait pour but de produire un tel changement, n'était ni assez nombreuse, ni assez forte pour amener ce résultat. Pendant la guerre de l'indépendance, où la basse classe avait été occupée par la lutte et où les influences monarchiques, aristocratiques et cléricales avaient été mises à l'écart par les circonstances, la classe moyenne avait pu se faire valoir mieux qu'à aucune autre époque antérieure, et elle avait trouvé dans la junte centrale et dans les cortès une représentation forte et digne.

Mais aussitôt que le roi fut revenu dans le pays, il reprit l'ancienne politique dynastique que la maison d'Autriche avait introduite en Espagne, et qui consistait à écarter la dangereuse classe moyenne et à rétablir l'alliance la plus étroite du trône avec la partie docile de la noblesse, avec le clergé et avec la classe la plus basse du peuple. Si, au commencement même du mouvement, le monarque se fût servi du clergé pour soulever cette

populace contre les francs-maçons, et qu'il eût adressé une exhortation énergique aux troupes fidèles, la conspiration andalouse aurait avorté, comme toutes celles qui l'avaient précédée, par suite de l'indolence et de l'impuissance des classes moyennes. Mais, cette fois, l'apathie des autorités suprêmes leur donna gain de cause. Dans tous les soulèvements antérieurs au sein des provinces, la nouvelle de leur explosion était parvenue à la capitale en même temps que le message annonçant leur répression par les autorités locales; le gouvernement suprême n'avait même pas été obligé d'exercer une action quelconque. Mais, cette fois-ci, le chef militaire avait été fait prisonnier avec son état-major, et le pouvoir central lui-même se vit obligé d'agir pour combattre la révolte. Alors la force et le courage semblaient tout à coup lui faire défaut. On aurait dit qu'à Madrid tous les membres du gouvernement étaient frappés d'impuissance par le sentiment de leur incapacité, par la conscience d'avoir mal agi en régnant jusqu'alors d'une manière que rien ne pouvait excuser, et par la conviction que l'état de choses établi ne saurait plus subsister.

Cette paralysie de toutes les forces gouvernementales au centre même du pouvoir se communiqua ensuite à toutes les autorités plus éloignées de la capitale. Les fonctionnaires civils reculaient devant le mouvement de l'armée avec une timidité scandaleuse; les chefs militaires se laissaient arrêter, destituer et renvoyer sans faire, dans la plupart des cas, la moindre tentative pour accomplir leur devoir; la masse du peuple ne penchait, dans son indifférence, ni d'un côté ni de l'autre. Ce fut cette cause qui donna à ce mouvement si faible la force de triompher, même dans sa ruine, d'un état de corruption

politique que personne ne voulait maintenir. L'inaction des fonctionnaires civils ne provenait pas de leur zèle pour la Constitution proclamée, mais elle ne témoignait pas non plus de leur sympathie pour le pouvoir absolu du roi. L'oubli des devoirs que montraient les chefs militaires n'avait pas sa source dans leur complicité à l'égard de la conspiration, mais, d'autre part, il ne trahissait pas non plus leur passion pour le règne de la camarilla. L'indolence du peuple, qui ne faisait rien en faveur du mouvement, si ce n'est qu'il n'entreprenait rien pour le combattre, montra que la nation n'était pas passionnée pour la révolution. Cette apathie prouva seulement que le peuple attendait un changement dans les affaires publiques avec ce désir vague qui, dans la condition confuse et désordonnée de ces États du Midi, s'empare de temps à autre, d'une manière uniforme, de la grande majorité des habitants.

La cour et le gouvernement.

La cour avait gardé un silence presque complet sur tout ce qui, depuis le commencement de l'année, s'était passé dans le pays. Aucune communication officielle n'avait donné au peuple des renseignements certains sur ces événements; aucune proclamation n'avait rappelé à l'armée quels étaient les devoirs qu'elle avait à remplir. Les rares mesures effectives auxquelles on eut recours furent prises avec cette tranquillité peu bruyante que donne une sécurité aveugle ou que réclament la peur et la pusillanimité, mais qui inspira précisément une confiance heureuse aux conjurés. Les succès obtenus par José O'Donnel et par Freire avaient démontré qu'on trouvait encore des hommes fidèles au milieu des troupes conjurées; on apprit par d'autres indices qu'il y avait

des conspirateurs parmi les soldats qu'on croyait dévoués au roi; mais le gouvernement ne fit rien ni pour profiter de cet avantage, ni pour prévenir ces dangers. On eut connaissance de tentatives faites pour séduire les gardes à Madrid; mais les ministres ne les dénonçaient même pas au commandant en chef. On avait conseillé au roi d'aller en personne dans l'Andalousie et de faire partir pour la même province le généralissime, l'infant don Carlos; on s'attendait que ce conseil serait écouté; mais ni le roi ni l'infant ne se mirent en route. Elio, cet homme énergique, était accouru aussitôt pour offrir ses services; mais, comme on redoutait sa dureté et sa sévérité, on le renvoya à Valence. Les ministres étaient dépourvus de toute vigueur et de toute énergie. Le marquis de Mataflorida ne montra plus alors l'ombre du zèle insolent dont il avait fait preuve en 1814. Le chef du conseil des ministres, le duc de San Fernando, récemment entré en faveur auprès de la cour et promu au rang de Grand d'Espagne, parce que, par suite de son union avec la sœur de l'archevêque de Tolède, il était allié aux Bourbons, manquait de toute capacité et de toute espèce de lumières.

Néanmoins, on s'était flatté de braver la tempête avec de telles forces. Comme Cadix tenait bon, ce qu'on n'avait guère pu espérer, et que Freire faisait des progrès, la cour s'était de nouveau endormie dans une fausse sécurité avant que le mouvement se fût communiqué à une autre province, lorsqu'un terrible incident à l'étranger vint, d'une manière sinistre, réveiller les membres du gouvernement de ce sommeil paisible. Louis-Pierre Louvel, ouvrier sellier, avait, d'une main sûre et avec sang-froid, poignardé le duc de Berry à Paris, pendant

que ce dernier, dans la soirée du 13 février, accompagnait la duchesse, sa femme, de la salle de l'Opéra jusqu'à sa voiture. C'était, d'après les premiers aveux du meurtrier saisi sur le fait, comme d'après tout le résultat de l'enquête ultérieure, l'acte complétement isolé d'un fanatique. Cependant ce meurtre avait tout à fait l'air d'être le contraire, puisque l'assassin avoua ensuite spontanément que son crime avait eu pour but de délivrer la France de la tyrannie des Bourbons, et que c'était précisément pour cette raison qu'il avait choisi pour victime le duc de Berry, de la vie duquel dépendait surtout la transmission de la couronne dans cette famille. Bien que Louvel eût été tout seul à concevoir son projet, il était pourtant clair que ce dernier avait grandi au milieu de la vaste conspiration muette de la haine nationale qui animait les Français contre la dynastie de leurs princes, et qu'il avait été mûri dans l'atmosphère lourde de la révolution espagnole, jusqu'à ce qu'il fût devenu un fait accompli. Il était fort naturel que tous les esprits avides de réformes en deçà et au delà des Pyrénées, et que tous les royalistes fidèles en France et en Espagne ne vissent dans ce meurtre que le présage d'événements ultérieurs, heureux aux yeux des uns et néfastes selon les autres. En Espagne, cette nouvelle fut immédiatement suivie du soulèvement de la Galice dont nous avons parlé plus haut.

Aussitôt que ce mouvement s'approcha rapidement de la frontière castillane, le gouvernement perdit complétement la tête. Dans sa consternation, le roi nomma une junte dictatoriale sous la présidence de don Carlos; mais ses membres ne purent tomber d'accord sur aucune affaire; les conseils qu'on consulta ne surent ni donner avis ni prêter secours. Alors le roi adressa (3 mars) aux

ministres un décret public par lequel il chargea le Conseil d'État d'exhumer les anciens règlements relatifs à sa composition, de se compléter à l'aide d'hommes de confiance, de faire et de demander des propositions pour des réformes à introduire dans le pays. Par ce décret, on avoua pour la première fois qu'il se passait quelque chose d'extraordinaire en Espagne. Dans son ordonnance, le roi retourna contre les révoltés eux-mêmes un léger sarcasme, contenu dans l'adresse de Quiroga, en parlant du génie inquiet du mal qui répandait les idées révolutionnaires partout, même parmi les nations les plus éclairées; il voyait avec bonheur, ajoutait-il, le peuple espagnol repousser le petit nombre de ces hommes qui avaient essayé d'ébranler sa fidélité.

Ce fut là tout ce que le souverain osa dire contre la révolution dans ce décret qui, pour tout le reste, ne semblait être que l'écho du manifeste de Quiroga. Dans ce dernier, le général avait dit que, par la conduite infâme des agents du gouvernement, l'Espagne était devenue la scène habituelle de filouteries et de brigandage, ainsi que le théâtre d'une misère universelle. Pour appuyer son dire sur des preuves éloquentes, il parlait des champs dévastés, des villes de commerce complétement ruinées, des industries désorganisées, des lois sans vigueur, des crimes restés impunis, de l'absence de toute sécurité sur les routes publiques, de la délation triomphant partout, de la décadence des mœurs, de l'engourdissement du peuple que la vie semblait avoir complétement quitté, ainsi que de l'avilissement du trône et de l'État. Le décret royal, comme d'autres ordonnances l'avaient fait déjà auparavant, avoua lui-même, seulement dans d'autres termes, que toutes ces accusations

étaient fondées. Par conséquent, ce document, trop visiblement inspiré par la peur et par la faiblesse, n'était pas propre à calmer les vives inquiétudes auxquelles les esprits étaient en proie. Les événements d'Ocaña (4 mars) poussaient déjà le gouvernement à prendre de promptes résolutions; mais tous ceux qui le conseillaient le pressaient de céder. Le roi avait fait venir à la cour le général Ballesteros, après l'avoir rappelé de l'exil et de la disgrâce. Ballesteros avait hésité à se rendre à cet appel; à ce moment, le mouvement qui avait pris le dessus et la confiance avec laquelle les libéraux venaient au-devant de lui le déterminèrent à déclarer qu'on ne pouvait plus se fier à aucun corps de troupes.

Aussitôt qu'on reçut dans la capitale des nouvelles plus détaillées sur le pronunciamento d'Ocaña, il se forma des attroupements (6 mars) poussés par un mouvement vague, sans plan et sans but, dans les rues et à la Puerta-del-Sol, ce *forum* de la population de Madrid qui, plus tard, eut une réputation si fâcheuse. Une nouvelle résolution royale (1) promit, ce même jour, la convocation des anciennes cortès. Mais des promesses de ce genre avaient, pendant les six dernières années, fait naître bien des illusions pour les dissiper ensuite, et elles avaient laissé une profonde amertume dans l'esprit de la nation! La déception du 4 mai 1814 n'était nullement oubliée. Dans son exaspération, le peuple arracha les proclamations des murs et l'on déterra les tables de la Constitution de 1812. Les ministres peureux préparèrent le roi à voir la garnison et même les gardes lui demander de prêter le serment de fidélité à cette Consti-

(1) Miraflores: *Documentos*, t. Ier, p. 87.

tution ; le conseil municipal aussi recommanda de l'accepter. Par conséquent, pendant la soirée du jour suivant, un nouveau décret annonça (7 mars) la résolution du roi de prêter le serment de fidélité à la Constitution de 1812, « puisque c'était la volonté générale du peuple ». Des transports de joie et d'enthousiasme s'emparèrent, le lendemain, de la population de Madrid ; le soir (8 mars), la ville était illuminée ; on portait en triomphe la Charte constitutive à travers les rues et l'on forçait les passants à l'adorer à genoux. La cour et le gouvernement, étourdis par cette marche précipitée des événements, furent les seuls qui, ce jour-là, pendant l'effusion générale de la joie la plus pure, ne donnèrent aucun signe de vie. Cette attitude fournit aux démagogues le prétexte qu'ils désiraient trouver, pour exciter la méfiance et pour prendre l'initiative des premières mesures qui devaient annoncer le nouvel ordre de choses.

Déjà le lendemain, ce mouvement prit une telle intensité (9 mars), que ceux qui connaissaient bien le pays désespérèrent aussitôt d'en voir sortir un résultat fécond en conséquences. En effet, les trois ou quatre journées du soulèvement de Madrid allaient devenir, pour ainsi dire, le prototype et le présage de toute la révolution des trois ou quatre années suivantes. Dans les rues, il y eut de nouveaux attroupements; des bandes, composées de gens du peuple et conduites par des chefs hardis, pénétrèrent jusque dans le château afin de demander au roi d'exécuter sans délai le décret du 7 mars. On réussit encore à détourner la foule de son dessein et à la diriger vers l'hôtel de ville, où le conseil municipal constitutionnel de 1814 devait se réunir sur l'ordre du roi lui-même. Cette autorité consentit aussitôt à se faire l'instrument docile des

chefs du peuple. Accompagnés de six agitateurs inconnus qui s'intitulaient «les délégués du peuple», les membres du conseil municipal se rendirent en masse au palais et demandèrent au roi de jurer fidélité à la Constitution, ce que le souverain fit avec des démonstrations d'une feinte joie. Comme si ce n'était pas assez de cet avilissement passager qu'on imposa au roi en le poussant dans le nouvel ordre de choses politique, on le força en même temps à subir une humiliation continuelle. Ce roi, aux promesses duquel personne n'ajoutait plus foi, dont le serment n'inspirait plus la moindre confiance à qui que ce fût, de sorte que pour ce serment lui-même on réclamait des garanties plus solides; ce monarque, disons-nous, dut, sur la demande des témoins de cette scène, nommer une junte provisoire qui, jusqu'à la réunion des cortès, allait se placer à côté de lui. A la tête de cette junte se mit l'ex-régent, l'archevêque de Tolède, qu'en 1814 le roi avait écarté d'une manière si blessante; le moment était arrivé où le cardinal, « qui s'était tu », reprit la parole (Cf. tome III, p. 207).

La junte était entièrement composée de gens modérés et même équivoques, tels que Abad y Queipo, Ballesteros, Lardizabal et autres. Elle ne devait être qu'une autorité consultative; mais on pouvait prévoir dès ce moment-là que, placée sous l'influence du mouvement populaire, elle jouerait aussitôt à la fois le rôle de roi, de conseil des ministres et de cortès. C'est ce qu'annoncèrent les mesures tranchantes qui émanèrent d'elle pendant le cours de cette seule journée. La camarilla fut dissoute après que Tatistchev avait été remplacé quelque temps auparavant; et que Lozano, ainsi que Ugarte, avait été exilé au mois de février. Les prisonniers politiques furent

relâchés ; on déclara la presse libre ; on fit prêter à l'armée le serment de fidélité à la Constitution ; on décréta le renouvellement des conseils municipaux, et l'on étendit ces mesures sur toute l'Espagne. Le jugement du peuple avait aussitôt frappé l'inquisition, dont le rétablissement par Ferdinand avait révolté les catholiques les plus pieux qui y avaient vu la restauration des autels de Moloch au sein du christianisme ; on l'abolit comme une institution barbare et incompatible avec la Constitution. La junte obligea le roi de s'excuser dans un manifeste (1), en lui faisant dire « qu'en revenant dans son pays, il avait dû croire que le peuple demandait à retourner à son ancien régime ; mais que désormais, comme un tendre père, il cédait au vœu général qui demandait la Constitution de 1812 ; il avait prêté le serment de fidélité à cette dernière, ajoutait-il, et il en serait l'appui le plus solide ! »

Les quatre mois heureux de la révolution.

Aussitôt que le roi eut accepté la Constitution, le peuple de l'Espagne monarchique, malgré l'indifférence qu'il avait d'abord montrée à la cause de la Constitution, fut d'ailleurs tout à coup transformé, comme par un coup de baguette magique, et plongé dans une espèce de paroxysme constitutionnel. Pendant toutes ces semaines pleines d'angoisse, tout le monde avait craint que la marche décisive de l'armée nationale n'amenât une guerre civile générale ; mais aussitôt que le roi eut dissipé ces appréhensions, tous les Espagnols croyaient voir s'ouvrir devant eux un avenir sans nuages ! Pendant les dernières années, tous les habitants du pays avaient

(1) Cf. *Vida de don Fernando VII*, t. II. p. 392.

été mécontents de l'ancien état de choses; mais, au moment actuel où le roi lui-même se mit du côté des mécontents, tous ses sujets étaient unis par les sentiments de la fraternité la plus cordiale! Lorsqu'on célébra, à Madrid (12 mars), la fête de la Constitution avec des hymnes et au son des cloches, avec des processions et des illuminations, toute la population de la capitale était saisie d'une émotion touchante qui se répandit ensuite dans toutes les provinces. On chanta le *Te Deum* dans toutes les églises et on versa des larmes de joie; les combats de taureaux, les feux d'artifice, les processions triomphales de la Constitution, personnifiée comme Vierge, eurent lieu d'un bout de la Péninsule à l'autre. Dans le pays tout entier on ne célébra alors qu'une seule fête nationale, entraînant les indifférents et ceux qui s'étaient laissé séduire par la révolution, aussi bien que leurs adversaires, dans la même allégresse et dans le même zèle ardent que ressentaient les auteurs du mouvement.

En effet, ces jours de la première jeunesse et de l'innocence d'une révolution, où les intérêts hostiles ne se sont pas encore trouvés en conflit, où les désirs opposés n'ont pas encore rencontré de barrières, et où les résistances ainsi que les contradictions venant de l'intérieur et de l'extérieur sont encore muettes; ces premiers temps d'une révolution, disons-nous, ont ce caractère particulier qu'ils donnent aux espérances et aux joies de la nation une force contagieuse qui, pendant quelque temps, semble étouffer toutes les inimitiés et qui paraît dissoudre toutes les oppositions de parti pour n'en former qu'une seule opinion publique et unanime. Toute l'Espagne était ainsi dominée, à cette époque, par un esprit de modéra-

tion et d'ordre, ainsi que par des dispositions à la douceur et à la réconciliation, qui semblaient exclure tout son discordant et criard. En Espagne, on avait vu régner, depuis des siècles, le principe qui déclarait qu'il était plus important de prévenir des doctrines pernicieuses que d'empêcher des actes dont les suites pouvaient être funestes. Il n'y avait donc en Espagne qu'une police ecclésiastique poursuivant des crimes imaginaires, tandis que l'absence de toute police civile, absence qui durait encore à cette époque, assurait l'impunité aux forfaits les plus ignobles que la morale populaire ne considérait pas comme des crimes. Bien que, surtout à ce moment, dans un pays gouverné de la sorte, toute autorité fût pour ainsi dire détruite, et que toutes les portes fussent ouvertes à l'anarchie, il s'y maintint néanmoins un ordre auquel on ne s'attendait pas, et nul excès ne souilla, au commencement, ce soulèvement remarquable. Comme cette insurrection émanait de l'armée qui, dans ce pays, est le seul soutien de l'ordre, c'étaient des autorités stables qui conservaient entre leurs mains la direction des affaires. Par conséquent, ce qui, aux yeux des amis de l'ordre à l'étranger, semblait être le plus grand danger qu'offrait ce moment, devint, à cette époque, la cause salutaire qui en produisit le développement tranquille et plein de mesure.

Lorsqu'on organisa ensuite la garde nationale (25 avril), tous les hommes instruits et tous les propriétaires y affluèrent, au commencement, en grand nombre, afin de se servir aussi de cette institution nouvelle pour protéger la propriété, la loi et l'ordre. Les juntes provinciales firent tout ce qu'elles purent afin de maintenir une bonne discipline. Dès les premiers jours du soulève-

ment à Saragosse, la junte de cette ville avait, dans une mercuriale fort énergique, exhorté « les ennemis de l'ordre, de la religion et du roi » à rester tranquilles; les nouvelles autorités à Barcelone avaient imité cet exemple. Ce fut ainsi que cette grande révolution se passa, au milieu de ce peuple passionné, sans qu'on commît un seul acte de vengeance, et sans que le sang fût versé. Même à Cadix, on put éloigner les soldats détestés, qui avaient été les instigateurs des atrocités du 10 mars, sans provoquer au sein du peuple le contre-coup d'une indignation bien marquée. La junte provisoire de Madrid put dire, en parlant de cette révolution et de ce changement dans l'État, « qu'ils avaient été accomplis par six années de patience, par une journée d'explications et par deux journées de joie. » Quatre mois plus tard, à l'ouverture des cortès, le roi put parler encore sur le même ton, en glorifiant « ce spectacle grandiose, vu à nulle autre époque dans l'histoire, et qui avait montré qu'un peuple noble et généreux avait su passer d'une condition politique dans une autre, sans commettre de désordres ou de violences. »

En effet, cette heureuse tranquillité fut maintenue pendant quatre mois entiers, depuis l'acceptation de la Constitution jusqu'à la réunion des cortès. Pendant toute cette époque, la presse n'abusa pas de la liberté à laquelle elle n'était pas habituée. Les élections aux cortès eurent lieu, autant qu'on a pu le savoir, sans troubles sérieux. Même les sociétés patriotiques, les clubs dans les cafés, considérés au commencement par les hommes les plus modérés comme un moyen indispensable pour réveiller et pour former l'esprit public parmi le peuple espagnol, ne dépassèrent que de bien peu cette ligne de

leur action, pendant ces premiers temps où les constitutionnels victorieux n'avaient pas encore le moindre adversaire. C'était à peine si quelques-unes des têtes les plus dures parmi les *ancianos* refusaient de jurer fidélité à la Constitution et quittaient le pays. C'était à peine si un petit nombre de fonctionnaires incapables ressentaient une rancune secrète au sujet de leur destitution. Autrement, tout le monde se déclara pour le nouvel ordre de choses : les bourgeois et les paysans, qui avaient été pressurés par une misérable administration ; les commerçants, qui avaient à souffrir des querelles entre la métropole et les colonies; les classes instruites, qui s'attachaient par conviction à la Constitution ; les novateurs aveugles, qui s'enthousiasmaient pour la Charte, sans en deviner les défauts et les dangers ; les soldats, qui espéraient recevoir les arriérés de leur solde et un payement régulier ; même une partie de la noblesse, qui avait été traitée d'une manière insultante par la camarilla ; même un certain nombre de diplomates, qui avaient vu que leur nation et leur pays ne jouissaient d'aucune estime à l'étranger, et même une partie du clergé, qui reconnaissait la nécessité de sacrifier au salut de l'État les priviléges nuisibles de sa caste. La cour aussi, ainsi que les princes et le roi, semblait entièrement dévouée au nouvel ordre de choses.

Le souverain ne fit aucune démarche pour sortir des voies constitutionnelles. Lorsque Arguelles hésita d'entrer dans le ministère, le roi lui dit, en lui montrant la Constitution : « J'ai librement et de tout mon cœur juré de lui rester fidèle ; je l'observerai consciencieusement et je la ferai observer de même. » On représenta cette scène dans une gravure qu'on répandit dans le pays, ce

dont le roi témoigna hautement sa satisfaction (1). Lorsque, à l'ouverture des cortès (9 juillet), le souverain, maître absolu de ses mouvements, entouré de toute la splendeur et de tout le faste de la royauté, et en présence des représentants de toutes les cours, jura encore une fois publiquement de rester fidèle à la Constitution, il le fit avec une sérénité et une dignité qui charmèrent le peuple et qui provoquèrent de la part des cortès une véritable explosion d'applaudissements spontanés. Cet acte, assuraient les ministres, avait laissé une impression si profonde et avait donné à la Constitution une force morale si étonnante que peut-être ni les cortès ni le gouvernement lui-même n'en savaient suffisamment apprécier la valeur.

Même à une époque postérieure, il s'est trouvé des *modérés* et des *exaltés* (2) qui ont cru sérieusement que le roi, en prêtant ce serment, « avait entièrement agi sans équivoque », qu'il s'était senti réchauffé par l'enthousiasme du peuple, qu'il avait été consolé par l'adhésion d'une partie du clergé et de la noblesse, et qu'il avait éprouvé un grand soulagement en se voyant déchargé du fardeau d'une lourde responsabilité. Mais surtout dans ces premiers moments de l'enthousiasme général produit par la prestation publique de ce serment, tout le monde semblait être entièrement pénétré de la loyauté du souverain. Cette conviction était partagée non-seulement par les absolutistes les plus acharnés parmi les prêtres, les nobles et les fonctionnaires, qui s'écartaient silen-

(1) Cf. Marliani, t. Ier, p. 259.
(2) Comme, par exemple, l'auteur de l'*Ensayo* et comme Alcala Galiano.

cieusement ou qui émigraient, mais encore par les radicaux les plus furieux qui avaient concentré toutes leurs rancunes constitutionnelles pour les décharger au sein des cortès. Dans les premières séances de l'assemblée législative, on vit pleuvoir, de tous les côtés, des propositions empreintes de l'exagération la plus immodérée. On demanda que, dans tous les documents publics, on ajoutât au nom du roi le surnom de Grand ; qu'on perpétuât le souvenir du jour où il avait prêté serment par des monuments à ériger dans tous les chefs-lieux des provinces, et qu'on élevât une statue avec la couronne civique au roi qui, plus que tout autre, avait mérité les trois cents statues de Démétrius !

L'impression produite par cet enthousiasme général qui anoblissait les âmes franchit les Pyrénées et se répandit dans l'Europe tout entière. On croyait la nation unie à son roi par les liens d'une concorde indissoluble, afin de maintenir la Constitution. Des historiens ardents (1) exhortaient les puissances absolues à se tenir en garde contre des résolutions malveillantes : « Il n'était pas plus facile, disaient-ils, de faire ployer l'Espagne que de la briser. » Des politiques étourdis (2) étaient complétement rassurés à ce sujet : « Contre l'Espagne, disaient-ils, il n'y aurait ni Pillnitz, ni manifeste d'un duc de Brunswick, ni guerres de vingt ans, puisque ceux qui partaient comme soldats pour la combattre reviendraient comme philosophes ! »

Le roi.

On aurait effectivement pu fonder et consolider une

---

(1) Cf. Jullian : Précis.
(2) Cf. de Pradt : *De la Révolution actuelle de l'Espagne.* Paris, 1820.

telle union entre le peuple et son souverain, et le pays aurait pu heureusement et paisiblement passer de l'ancien état de choses au nouveau régime politique, si le roi d'Espagne avait possédé l'intelligence et l'indépendance, ainsi que le pouvoir sur lui-même et la volonté sérieuse et énergique qui étaient nécessaires pour accepter avec dignité cette révolution fort modérée, et pour la diriger désormais lui-même avec dévouement et avec loyauté. Mais, pour arriver à un tel résultat, le souverain aurait dû accorder à la révolution la forte protection de son pouvoir suprême, protection dont des changements aussi radicaux ont besoin partout, et tout particulièrement au sein d'un tel peuple où l'habitude et l'observation rigoureuse des lois font seules qu'on les respecte et qu'on leur obéit. En un mot, le roi aurait dû posséder en réalité cette sincérité et cette loyauté qu'on lui supposait à cette époque-là. Mais il est vrai aussi que, sous un prince capable de jouer un tel rôle, un mouvement tel que celui qui nous occupe ici et produit par de telles causes n'aurait jamais pu éclater, et le roi qui l'avait fait naître par son gouvernement était, pour cela même, complétement incapable de jouer un rôle semblable. On ne se sent pas le courage de contredire des témoignages venus de sources si différentes, et qui nous disent que, par moments, le roi avait voulu sérieusement adhérer au nouveau régime politique ; ce ne serait d'ailleurs en aucune façon une énigme insoluble, sous le rapport psychologique.

A une époque postérieure, et dans d'autres lieux, on a vu ce même spectacle se reproduire encore ; on a vu des hommes tout aussi insensibles quant à leur honneur, et d'une nature tout aussi molle, occuper dans l'État la

place la plus importante contre laquelle sont dirigés, dans des temps agités, tous les coups qui ébranlent l'édifice politique; on les a vus céder à chacun de ces coups en suivant un jeu de bascule, et s'accommoder à toute position nouvelle, fût-elle honorable ou ignominieuse, pour retomber enfin dans leur première condition habituelle, sans que le sentiment de leur propre valeur en eût reçu la moindre atteinte. Au commencement, le roi Ferdinand avait craint de perdre plus que son pouvoir de prince souverain; il avait redouté la perte de son trône. Pourquoi, voyant qu'il le conservait, ne se serait-il pas, du moins pendant quelque temps, senti porté à la conciliation? Et si les têtes les plus dures parmi les révolutionnaires avaient aussi leurs moments où, entraînés par l'enthousiasme pour le roi, ils affirmaient publiquement et à haute voix que, quant à l'amour pour la Constitution et pour le roi, ils ne le cédaient à personne; pourquoi le psychologue serait-il surpris en voyant que cette ardeur fébrile et passagère pour le nouvel ordre de choses s'était, à certains moments, emparée du prince lui-même? Mais ces excès d'enthousiasme qu'on voyait d'un côté et de l'autre ne duraient que quelques moments. D'ailleurs, ils n'auraient jamais pu faire oublier les scènes du 9 mars à ce roi qui, pour de telles choses, avait une mémoire d'une fidélité fatale. Malheureusement, Ferdinand avait reçu de la nature une méchanceté tellement profonde, ainsi que de son éducation une corruption morale si complète, il trouvait dans sa position une force et des ressources tellement grandes, que la vengeance rancunière, particulière au caractère des peuples latins, put se développer en lui jusqu'à devenir un art d'une perfection redoutable.

D'autre part, les hommes de la révolution ne pouvaient pas non plus oublier les actes du roi pendant les six dernières années. L'instinct populaire, avec son tact sûr, conservait sa méfiance à l'égard du roi, même à l'époque où la dissimulation de ce prince se montrait dans toute sa perfection, et où la masse du peuple semblait être complétement aveuglée par son enthousiasme. Tout le monde croyait que le roi guettait constamment le moment favorable pour une réaction. Les logiciens rigoureux de la sagesse révolutionnaire, avec leur défiance clairvoyante, considéraient déjà comme réaction la seule pensée de la possibilité d'une réaction, de même qu'un adage légitimiste et traditionnel dans la famille des Bourbons disait « qu'on se rendait coupable de révolte quand on croyait simplement qu'une révolte était possible. » Ces antipathies et ces défiances réciproques étaient le poison lent qui minait cette révolution dans la fleur même de sa jeunesse la plus saine et la plus vigoureuse. Dès les premiers moments du soulèvement, ces défiances appelaient à agir les forces hostiles qui, pendant ces quatre mois où tout le monde s'abandonnait encore à l'espérance, répétaient, pour ainsi dire secrètement et derrière la scène, la grande action qu'on allait ensuite jouer publiquement à partir de la réunion des cortès.

Il avait été impossible d'assembler immédiatement les cortès et de former sans délai un gouvernement constitutionnel solide ; cette circonstance avait aussitôt amené de grands inconvénients : le gouvernement resta d'abord entre les mains de la junte provisoire, composée d'une manière tumultuaire, et l'oligarchie des conjurés, ces auteurs de la révolution qui voulaient régner partout, eut ainsi les loisirs nécessaires pour s'organiser et pour former une

masse compacte. La franc-maçonnerie, refoulée jusqu'alors dans ses sombres recoins, s'efforçait, à ce moment, d'arriver au grand jour, de se répandre et d'augmenter son influence en resserrant, dans toutes les parties du pays, les liens qui unissaient ses membres. Il se forma, comme une espèce de pendant de la congrégation de Paris, un gouvernement secret dans la loge suprême de la capitale, qui était composée des représentants des loges provinciales, et au sein de laquelle les révolutionnaires les plus violents, les orateurs et les écrivains les plus entêtés, les San Miguel et les Galiano, les Gallardo, les Manzanares et autres dominaient par leur parole et par leur influence. C'étaient des hommes qui se laissaient pousser par un vague instinct de domination et à la suite desquels se pressaient tous ceux qui étaient curieux et avides de places, qui aimaient le mystère et les innovations. Leurs délibérations secrètes étaient entièrement dominées par le principe exclusif qui demandait que le mouvement révolutionnaire fût implanté dans les esprits et propagé par tous les moyens disponibles, afin de prévenir ainsi les embûches que le roi et ses partisans féodaux allaient infailliblement dresser au nouvel ordre de choses dans l'État. Cette même pensée agitait également les clubs publics.

Déjà, au mois de mars, la *Société patriotique* s'était établie au café Lorenzini, près de la Puerta-del-Sol. Ce fut de là que la presse nouvelle reçut son impulsion et ses instructions. Au sein de cette société, comme dans un corps politique, on faisait des motions que les membres approuvaient ou rejetaient. Tous les jours on entendait pérorer, du haut des tables de ce café, ces orateurs bruyants qui, à la longue, ne sont goûtés du peuple que quand ils se

livrent à des exagérations sans mesure, et qui, dans cette Société, essayaient, par conséquent, d'enivrer leurs auditeurs par les idées les plus absurdes de la toute-puissance du peuple souverain et d'exciter leurs passions les plus basses par des accusations et des délations continuelles, en faisant planer des soupçons sur toutes les mesures publiques et en calomniant toutes les autorités constituées. Bien que tout cela ne produisît que peu d'effet, à cette époque où le parti des *exaltés* et des *passionnés* (*exaltados*) ne rencontrait encore aucune espèce de résistance, et où, néanmoins, il avait à se plaindre de l'indifférence apathique du peuple, il était pourtant très-fâcheux que ce parti seul donnât pendant si longtemps son expression à l'opinion publique. Bientôt la Société patriotique exerça une telle influence que, comme autrefois devant les clubs de Paris, des hommes d'un rang élevé et d'un grand nom comparaissaient devant elle pour se justifier publiquement des accusations portées contre eux, et même que la faible junte de régence, se laissant complétement intimider par elle, croyait, dès le commencement de la révolution, devoir régner dans la crainte du peuple et de la révolution.

Au lieu d'imiter, comme c'était dès lors le principe des *moderados* (parti modéré) (1), avec une fermeté inflexible, l'exemple qui avait été donné sur une grande échelle, lors du soulèvement où l'on avait montré de la magnanimité et de la clémence; au lieu de préparer et d'indiquer la voie à suivre aux ministres et aux députés futurs, en adoptant des mesures dictées par un esprit de

(1) C'étaient les noms des partis français, appelés les *Enragés* et les *Indulgents* de 1794, qui reparurent sous ces dénominations.

générosité et de conciliation, la junte de régence, tout effrayée, se laissa aussitôt pousser à aigrir les esprits en suivant les procédés d'un véritable gouvernement factieux, sans qu'il y eût pour cela une nécessité sérieuse et urgente. Comme on demanda, dans un certain nombre de pétitions, la punition de ceux qui étaient appelés les *perses* (Cf. t. III, pag. 206) (1), la junte fit enfermer dans les couvents ces soixante-neuf membres apostats de la session de 1814, afin de les soumettre au jugement des cortès. Lorsque les josephinos, se fiant à l'amnistie générale qui avait été proclamée, revinrent de France, la junte refusa (23 avril) de faire participer ces exilés aux avantages de cet acte de clémence, et elle retint tous ceux qui avaient déjà passé les Pyrénées dans la province de Navarre où, sous les yeux de Mina, leur ennemi mortel, et privés de tous les moyens de subsistance, ces malheureux, qui pendant plusieurs mois attendaient la décision des cortès, avaient à souffrir la misère la plus grande. Par ces actes, on poussa de nouveau ce parti dans les bras de l'absolutisme, comme on l'avait fait déjà une fois par les persécutions des années 1813 et 1814.

A ces fautes la junte en ajouta d'autres plus fâcheuses encore qui donnèrent de nouveau, dans la personne du roi lui-même, un centre solide aux partisans de l'absolutisme, privés au commencement de tout appui. Les hommes modérés dont était composée la junte appartenaient, en partie, au nombre de ceux qui avaient été personnellement blessés par le roi. N'eût-ce pas été une faiblesse pardonnable si, dans les actes mêmes par les-

(1) C'était cette raison que le ministre de la justice indiqua dans la première séance des cortès, au mois de juillet.

quels ils montraient leur empressement à réaliser les vœux du peuple, ces mêmes hommes avaient quelquefois cédé aux inspirations de leur rancune cachée à l'égard du prince? Dans leur zèle à mettre tout très-rigoureusement au pied de la Constitution de 1812, ils considéraient toute l'époque des six dernières années comme un état de choses illégal, et, même dans leur décret d'amnistie, ils l'appelaient un gouvernement *de facto*, ce qui était une insulte fort grave pour le roi (1). Dans d'autres documents, ils firent publiquement signer au roi sa propre honte, quand ils lui dictaient des paroles comme celles-ci : « Qu'après six ans d'une triste expérience, il avait compris la nécessité de quitter la voie qu'il avait suivie avec tant d'imprudence! »

Cette manière d'agir enleva, dès l'abord, toute possibilité d'amener le roi, par des flatteries, à se réconcilier avec le nouvel ordre de choses, seul moyen possible de le gagner au nouveau régime, si toutefois cette possibilité existait. Mais toutes ces démarches avaient peut-être peu d'importance, quand on les compare avec les ennuis continuels que la junte causait au roi. En effet, excitée encore dans ce cas par la voix des clubs politiques, cette assemblée obligea le souverain à remplacer son premier ministère, composé d'éléments neutres que le prince avait choisis lui-même, par un autre dont les membres étaient, pour la plupart, d'anciens députés aux cortès de 1812 qui avaient quitté les cachots des présides pour s'asseoir autour de la table du conseil, et qui, aux yeux de Ferdinand, étaient des gouverneurs

(1) Même aux yeux d'un Laumier (Ch.-L.) : *Histoire de la révolution d'Espagne*. Paris, 1820.

inexorables et des gardiens sévères de la Constitution placés à côté de lui. On destina le portefeuille des affaires étrangères à Ev. Perez de Castro, qui, poursuivi en 1814, avait été plus tard ministre résidant à Hambourg. Le ministère des finances fut donné à Canga Arguelles, et celui de la justice à Manuel-Garcia Herreros, qui tous les deux n'étaient sortis des présides en Afrique que grâce à la révolution. Enfin on nomma ministre de l'intérieur le « divin » orateur des anciennes cortès, Agustin Arguelles, qui avait été envoyé par le roi comme simple soldat à Ceuta, et, plus tard, exilé de là dans la ville malsaine d'Alcadia (Majorque). Il eût été contre la nature humaine que ces hommes n'eussent pas gardé le souvenir de leur sort, quelque calmes et quelque résignés qu'ils fussent devenus d'ailleurs par l'effet des années, des souffrances et enfin par la satisfaction qui leur avait été accordée. Mais le roi considérait comme un crime l'acte par lequel on lui imposa ces hommes; car il les avait autrefois punis lui-même comme des criminels; il continuait à les regarder encore comme tels, ou bien il devait les tolérer à côté de lui comme des reproches vivants adressés à son injustice; enfin il se voyait même dominé par eux quand, sous le couvert de leur responsabilité, ils lui arrachaient les lois qui devaient lui paraître au plus haut degré odieuses.

Pour amener une intelligence seulement tolérable entre de tels ministres et un tel roi, il aurait fallu une réconciliation franche et ouverte que, partout ailleurs, on ne peut même pas concevoir possible en présence de tels motifs d'anciennes antipathies. En Espagne, on n'en fit même pas l'essai. Au contraire, ces relations officielles, imposées au roi, ouvrirent un vaste abîme entre

lui et le parti des modérés, quelque grande que fût la distance qui séparait le monarque des hommes les plus exaltés. Il détestait même les *modérés* bien plus que les *exaltés*, parce que, comme il le disait lui-même dans le cercle de ses familiers, « ils étaient plus rusés et savaient mieux le chemin. » Lorsque ces ministres furent adjoints au roi, le moment du premier danger et des plus grandes appréhensions était déjà passé ; c'est pourquoi ce prince, habile dans l'art de la dissimulation, ne se donnait guère la peine d'imposer silence à sa mauvaise humeur. Le ministre de la guerre, le marquis de las Amarillas, aristocrate honorable, homme d'une tout autre étoffe et plus courtisan dans ses manières que les autres ministres, se voyait toujours traité par le roi avec amitié et bienveillance, tandis que ses collègues trouvaient le monarque presque toujours de mauvaise humeur et avec un méchant sourire de moquerie et de dédain sur les lèvres. Dans ses réponses écrites et orales, Ferdinand leur cachait à peine ses profondes rancunes et son ardent désir de voir sa position changer : il portait, comme le disent les Espagnols, son âme sur les dents. Pendant qu'il travaillait avec les ministres, son penchant pour la bouffonnerie l'entraînait constamment à faire des allusions et des taquineries mordantes ; quand ses conseillers étaient partis, il les appelait ses *presidiarios*. Il ne faut donc pas s'étonner que, dès le commencement de ce nouvel ordre de choses, la cour fût devenue le foyer de la contre-révolution à laquelle se livra le roi ; mais, en vieux maître dans l'art de l'intrigue, il ne le fit qu'avec la réserve la plus prudente. « Marchons sincèrement, avait-il dit dans son manifeste, et moi le premier, sur le chemin de la Constitution. » Cette expression est déve-

nue, plus tard, proverbiale en Espagne pour désigner l'imposture et le parjure.

En face des atteintes nombreuses, portées à ses droits royaux, Ferdinand s'appelait souvent et longtemps le seul observateur fidèle de la Constitution, à une époque où, depuis longtemps déjà, il avait essayé de la miner et de la rejeter comme une restriction odieuse apportée à son pouvoir et comme un outrage insupportable fait à sa personne. Au commencement, les apparences semblaient être en opposition avec un tel projet, tant que le faible prince, comme tous les hommes indécis, reculait devant les moyens nécessaires pour atteindre le but, bien qu'il fût fermement résolu d'y parvenir; du reste, les royalistes ont toujours nié que le roi ait eu un tel dessein. Mais, quand même il n'y aurait pas le moindre témoignage, ni intrinsèque ni extérieur, pour infirmer les protestations des partisans du roi, il en est un cependant qu'on ne saurait attribuer à l'effet du hasard. Effectivement, *avant* et *après* chaque séance des cortès, on essaya régulièrement chaque fois de provoquer contre le nouveau régime des troubles et des attaques qui, chaque fois, prenaient un caractère plus hardi, et remontaient, d'une manière de plus en plus prouvée, à l'instigation personnelle du roi. En effet, de toutes les pensées pénibles qui assaillaient ce prince, ce qu'il semblait pouvoir le moins supporter, c'était l'idée que les freins qu'on avait mis à son pouvoir étaient serrés encore davantage par la force de ce corps qui pouvait, le plus facilement, si bien s'enraciner dans l'opinion du peuple qu'il serait impossible de l'anéantir.

Ce fut ainsi que, immédiatement avant la première réunion des cortès, on découvrit une conspiration

à la tête de laquelle se trouvait le général Echevarri, homme excentrique, qui était du nombre des favoris de la cour dont on s'était débarrassé. Ce complot avait pour but d'enlever le roi et de le conduire à Burgos, dans le sombre pays de la Vieille-Castille, où il devait reprendre sa royauté absolue; l'opinion publique était généralement convaincue que le roi avait été initié à ce projet. La veille de l'ouverture de la session, le bruit se répandit qu'on ferait une tentative pour en empêcher l'accomplissement. Dans la nuit de ce jour (8 juillet), il y eut, au quartier des gardes, un tumulte qui alla jusqu'à l'effraction de la porte de la caserne et jusqu'au meurtre d'un factionnaire. On ne put savoir quelle avait été la cause de ce tumulte; mais ce qu'il y a de certain, c'est que l'enquête ne fut pas terminée, parce que, d'après ce que font entendre les personnes les mieux informées (1), il y avait des « intérêts communs » qui conseillaient d'en voiler le résultat.

Les *exaltados.*

Avec un souverain d'un tel caractère, il aurait peut-être mieux valu pour l'Espagne que, dans son premier élan, la révolution eût amené un changement dans la personne du prince régnant. Quelques-uns des auteurs de cette révolution, tels que Galiano, sont arrivés, plus tard, à cette conviction; mais, pendant le soulèvement lui-même, ils n'en avaient pas même conçu l'idée qui ne surgit nulle part, pas même dans les clubs et dans les loges, et qui, d'ailleurs, n'aurait pas eu de résultat pratique. Ils n'auraient pas trouvé de remplaçant dans la famille régnante, et ils auraient pour toujours excité

(1) Miraflores.

contre eux la haine du peuple dévoué au prince, de ce peuple, chez lequel l'antique crainte du trône et le respect pour le souverain n'avaient pu être ébranlés par tous les périls auxquels avait été exposée l'indépendance nationale, ni par la décadence dans laquelle se trouvait la puissance de l'Espagne, ni par la misère des particuliers dont la corruption de cette famille et de ce roi avait frappé le pays. Ces égards fort justes qu'on avait eus, au commencement et d'une manière spontanée, pour la nature et l'état politique du peuple, auraient dû guider aussi désormais les chefs de la révolution. Mais aussitôt que, par suite de l'acceptation de la Constitution par le roi, le mouvement fut transporté de la sphère des actes dans celle des délibérations, la passion des doctrines fit perdre aux partis tous les instincts sensés et toute réflexion. Quand ils considéraient la nature incorrigible du roi, les *exaltés* croyaient que le nouvel ordre de choses serait perdu au moment même de sa naissance, si le prince n'était pas accablé par la peur, s'il n'avait pas les mains liées par des restrictions imposées à son pouvoir, et s'il n'était pas intimidé par le déploiement de grandes forces révolutionnaires, de manière à renoncer même à la pensée d'invoquer le secours de l'étranger. Quand, d'autre part, ils regardaient la condition de ce peuple, étouffant pour ainsi dire sous le lourd fardeau que la paresse et la superstition faisaient peser sur lui, appauvri quant à ses ressources extérieures, relâché dans sa moralité et dégradé quant à son intelligence, ils croyaient que tous les fruits du nouveau régime seraient également perdus pour l'avenir de l'Espagne. Ils ne voyaient qu'un seul moyen pour sauver ce qu'ils avaient conquis : c'était d'exploiter leur victoire d'une manière complète, de déclarer la per-

manence de la révolution, d'accomplir le changement dans l'État jusqu'au bout et par tous les expédients même les plus violents, et de détruire, jusque dans ses racines, tout ce qui se rattachait à l'ancienne cour ainsi qu'à l'ancien système féodal.

Ces idées avaient été suggérées aux *exaltés* par le sentiment aussi puissant que juste qui leur disait qu'ils avaient à accomplir une tâche d'une difficulté immense, s'ils voulaient détruire la funeste tradition qui pesait sur ce pays. Cette tâche n'était rien moins que de faire perdre sa nature particulière et de donner un caractère européen à ce peuple content de lui-même, exclusif et indépendant comme nul autre, et qui s'endormait dans l'oisiveté en rêvant à sa grandeur d'autrefois. Après la triste fin de sa domination à l'Ouest, il s'agissait de ramener ses regards sur l'Est, sur l'Europe. Il fallait secouer ce peuple et le tirer de son sommeil, pour le faire participer à la culture intellectuelle, à l'industrie et à la civilisation nouvelles dont tous les habitants de cette partie du monde commençaient à être solidaires, au développement desquelles les nations ne s'opposaient plus qu'à leur détriment et dont les conquêtes furent étendues, par une irrésistible destinée, même jusqu'aux frontières de ce pays où le génie national du vieux parti espagnol se roidissait contre elles avec une force de résistance opiniâtre. Des hommes irréprochables et pleins de lumières, tels que Tomas Isturiz, étaient alors les premiers à vouloir renoncer à une pareille tâche comme à un problème insoluble. Ceux qui, parmi les *modérés*, avaient plus de confiance dans l'avenir, espéraient résoudre la question par un travail lent et continu. Les *exaltés* trouvaient que des moyens désespérés pouvaient

seuls guérir des plaies aussi profondes. Mais, malheureusement, ils ne possédaient pas de chef qui, dans une entreprise aussi difficile, eût pu ramener les aspirations de ce parti à quelque principe rationnel et leur donner une expression claire. Il n'y avait, parmi eux, personne qui eût eu sous les yeux seulement un but nettement marqué ou qui se fût placé sur quelque terrain solide, n'eût-ce été que la lettre de la plus libre de toutes les Constitutions qui eût permis de mettre un terme à l'action arbitraire des individus, de laisser et de garantir au roi ses droits mesurés d'une main avare, et, par cette double concession, d'attacher à la cause de la révolution le parti des *modérés*.

Mais même les membres les plus saillants du parti radical appartenaient à cette classe d'hommes d'une légèreté et d'une crédulité incroyables, qui surnagent à de telles époques et dont l'irréflexion, quand il s'agit de juger la force de résistance qu'offre la condition du pays et de l'époque dans son ensemble, égale le manque d'égards quand ils ont à apprécier ce que l'honneur et les mœurs du pays interdisent de faire à l'homme qui veut effectuer des choses durables. Le témoignage irrécusable d'un Evaristo San Miguel (1) classe les révolutionnaires de cette époque, auxquels il appartenait lui-même, parmi la race frivole de ces politiques de l'école française qui se croient des Titans, qui d'habitude façonnent leurs opinions politiques plutôt d'après leurs idées personnelles que selon les doctrines de leur parti, et qui ont de l'ambition, mais non de l'honneur, de l'esprit, mais non de la dignité de caractère, des pensées amou-

(1) Cf. *De la Guerre civile d'Espagne*. Paris, 1836.

reuses du progrès, mais non de la vertu, de la force, mais non de la mesure. Ces hommes méprisaient la moralité austère qui, selon l'opinion de San Miguel, avait été, aux yeux des réformateurs d'autres époques, le moyen d'action le plus énergique; au contraire, ils croyaient devoir prouver, avant tout, qu'ils étaient exempts de tout préjugé, en professant et en montrant une immoralité réelle ou même souvent simulée et artificielle. S'il y avait dans ce parti, à côté de ces gens dissolus et peu estimables, des hommes d'un caractère irréprochable, c'étaient des fanatiques bien peu pratiques qui appelaient toute modération du pédantisme et toute prudence réfléchie du *doctrinarisme*, mais qui, avec l'ergoterie la plus pédantesque, considérée par eux comme de l'énergie, obscurcissaient en eux-mêmes cette clairvoyance étendue et variée qui est la première qualité pour qui veut manier les grandes affaires. Ils tiraient même la doctrine la plus absurde des expériences les plus hideuses de la Révolution française, qu'ils appliquaient, avec une misérable singerie, à la situation tout autre d'une époque toute différente.

Parmi les chefs des *exaltados* au sein des cortès, tels que Florez Estrada, Solanot, Javier Isturiz, Palarea, Vadillo, Acuña et autres, on remarque surtout, comme les orateurs particulièrement caractéristiques de ce parti, Moreno Guerra et Romero Alpuente, deux caractères tels qu'un ciseau grossier pourrait désirer en trouver comme les modèles de démagogues vulgaires. M. Guerra avait été un des crieurs dans les galeries en 1810; c'était un homme excentrique, de mœurs nullement polies, bien que ne manquant ni d'intelligence ni d'instruction; il était pénétré d'une ambition grossière et il

s'agissait pour lui d'acquérir plutôt un nom que des succès ; c'était un terroriste et un « matador » de trempe andalouse qui, comme un second Alexandre (1), menaçait de renverser tout et qui, « ayant à sa disposition vingt-cinq millions d'Espagnols, ne craignait rien depuis les bords de la Néva jusqu'à ceux du Garellano ». Il se riait, avec mépris, de tous ceux qui croyaient que le peuple espagnol n'était pas mûr pour chacune des institutions les plus libérales. Il s'indignait des moindres restes de servilisme, quand, dans leurs *vivas* au milieu des rues, les Espagnols appelaient encore le roi : « Notre maître ». Il faisait toujours le guet pour découvrir les ennemis de la Charte, bien qu'il fût lui-même le pire contempteur de toute la Constitution, quand, au sein des cortès, il défendait hautement « le droit sacré de la révolte », et qu'il déclarait nulle toute loi qui scandaliserait l'opinion publique.

Une force d'attraction plus grande encore était exercée sur les éléments radicaux dans l'assemblée des cortès par Romero Alpuente, un de ces orateurs à voix métallique qui sont toujours prêts à prononcer un discours. C'était un Aragonais sec, d'un orgueil froid et d'une laideur repoussante, ancien avocat et fonctionnaire d'un âge déjà avancé, qui avait la réputation d'être un homme intègre, mais de posséder peu d'autres qualités, et qui avait, de tout temps, passé pour être plutôt révolutionnaire que libéral. En effet, ulcéré par un sentiment de honte que lui inspirait le passé de l'Espagne, il était devenu l'admirateur de Marat et de cette époque de l'histoire française où les partis politiques avaient été

(1) D'après ce que disent les *Condiciones y Semblanzas de los Diputados a Cortes* (Madrid, 1821) que Walton appelle la satire la plus sanglante, écrite depuis l'époque de la Révolution française.

alternativement bouchers et victimes. Ces hommes se pavanaient dans les haillons empruntés du carbonarisme italien et du sans-culottisme français; ils ne rêvaient que des lois d'exception et ne songeaient qu'à l'article 308 de la Constitution; ils voulaient baigner l'Espagne dans le sang pour la laver de toute tache qu'y auraient laissée l'absolutisme et la féodalité. C'est pourquoi, au sein des cortès et en dehors des séances, ils s'efforçaient de ne faire adopter que des mesures extrêmes relativement à l'intérieur et au dehors. Voyant que le nouveau régime de l'État était menacé d'un péril bien plus grand par suite du caractère du roi et par le système politique des grandes puissances que ne l'avait été la Révolution française sous Louis XVI, ils croyaient que le système contraire d'une propagande révolutionnaire était beaucoup plus nécessaire en Espagne et au moment actuel, qu'il ne l'avait été, à cette autre époque, en France.

C'est pourquoi les *exaltés* fixèrent leurs regards surtout sur la France, qui leur paraissait être mûre pour de nouvelles révolutions, et on dit qu'ils tendirent la main aux conjurés du Portugal, parce qu'ils ne croyaient pas leur Constitution assurée, tant que ce dernier pays n'aurait pas des institutions semblables. Voici quel était le sens véritable de toutes leurs menées relatives à l'intérieur de l'Espagne : il s'agissait pour eux de dépouiller le roi de tout ce qui lui restait de sa puissance déjà si restreinte; de donner aux clubs et à la rue le droit et le pouvoir de dicter la loi au trône et à l'assemblée des députés; de fonder l'absolutisme de la démocratie et des démagogues dans son étendue la plus vaste, et de briser enfin toute résistance à leurs réformes démocratiques et radicales, qui tendaient à établir l'égalité

complète de tous les citoyens. Ils comptaient atteindre ce dernier but en portant les coups les plus terribles aux nombreux ennemis de la Constitution, et en mettant hors d'état de nuire ces hommes dont Javier Isturiz disait qu'il fallait les traquer « comme des bêtes fauves » ; tandis qu'Estrada disait que si l'on comparait à leurs crimes les actes des assassins et des voleurs de grand chemin, ces derniers ne commettaient que des délits pardonnables. En concevant des projets aussi extravagants, les *exaltés* poursuivaient avec enthousiasme l'idée qu'au moment où ils le voudraient ils pourraient enflammer la force morale ou les passions du peuple pour la liberté, telle qu'ils la comprenaient, avec autant de puissance qu'on l'avait fait, en 1808, pour l'indépendance du pays. Mais ils oubliaient qu'après avoir fait des efforts aussi héroïques, les peuples épuisent leurs forces plus tôt qu'ils ne le savent eux-mêmes, et pour un espace de temps plus long que souvent ils ne le croient. Les *exaltés* ne se souvenaient même pas combien de fois l'apathie si fâcheuse du peuple espagnol leur avait rappelé à eux-mêmes cet oubli au milieu des convulsions du mouvement actuel! Avant tout, ils perdaient de vue cette différence radicale entre les deux époques, à savoir, que l'Espagne s'était soulevée autrefois pour conserver ses vieilles institutions qui lui étaient particulières et pour les défendre contre l'esprit nouveau et étranger, et que, par conséquent, ce mouvement avait été soutenu par toutes les idées et par toutes les formes de la vieille Europe, par les corporations, les communes et les provinces, par la théocratie, par l'amour des princes et par l'orgueil national.

La facilité avec laquelle la restauration s'était faite avait prouvé avec quelle solidité ces anciennes institu-

tions s'étaient enracinées en Espagne; les *exaltés* semblaient voir une preuve du contraire dans l'aisance avec laquelle la révolution actuelle s'était accomplie. Mais ils se trompaient au moins de moitié dans leurs calculs. Dans leur libéralisme politique, ils attaquèrent avec une grande légèreté les excroissances qui s'étaient si profondément unies à l'organisme même de la nation, qu'on pouvait en considérer l'amputation comme mortelle pour tout le corps. Leur scepticisme outré heurtait les croyances religieuses dans leur naïveté irréfléchie, croyances qui, dans ce peuple, ont fait de tout temps partie de la conscience nationale. Aux innovations que les *exaltés* comptaient introduire dans l'économie politique s'opposaient la paresse, la frugalité et la force d'inertie qu'on ne peut pas enlever ainsi d'assaut à ce peuple. Le *nationalisme* de ce parti choquait l'esprit local qui, en Espagne, est composé d'une manière étrange d'éléments à la fois mesquins et libéraux; enfin, par le sentiment exagéré de leur propre force et de leur orgueil personnel, ses membres heurtaient, d'une façon hostile, chacun de leurs compatriotes qui n'était pas du même avis, mais qui avait un caractère identique. Après que les *exaltados* eurent réussi à faire naître, par toutes leurs exagérations, ces oppositions au sein des masses, à inspirer du dégoût à tous les hommes qui réfléchissaient et à intimider la bourgeoisie peu enthousiaste, ils durent un jour s'apercevoir, ce qui était leur ruine, combien il manquait à leur coterie pour pouvoir représenter le peuple espagnol ou bien pour le dominer, d'une manière durable, par l'intimidation.

Les *moderados*.

Les *exaltados* pouvaient bien représenter le peuple

espagnol quant à ses passions, mais ils échouèrent, à la longue, en voulant s'occuper de ses intérêts matériels. Les *moderados*, au contraire, se consacraient entièrement à ces intérêts; mais ils ne réussirent pas, pour le moment, dans leurs efforts, parce qu'ils ne surent pas faire appel aux passions qui agitaient alors le peuple espagnol dans toutes ses classes. Néanmoins, comme cette politique était l'expression des vrais besoins de l'Espagne et que, sans reculer dans des cas extrêmes devant des moyens radicaux, elle était fondée sur des progrès certains, sur des créations et des améliorations durables, elle a survécu à la chute qu'elle fit à cette époque, ainsi qu'à ses défaites postérieures et à ces hommes tant outragés et persécutés. C'est, enfin, cette politique qui a fondé tous les progrès lents que, malgré ses rechutes continuelles, l'Espagne n'a pas laissé de faire dans l'État et dans l'économie politique, dans l'art et dans les sciences. Au sein de ce parti se trouvaient réunis les hommes qui, en Espagne, avaient assez de lumières et d'expérience politiques pour ne pas partager les illusions qui faisaient que les *exaltados* s'aveuglaient au sujet de la situation du monde et de celle de leur pays. Dans ces cercles, on avait plus de craintes, parce qu'on y savait plus de choses et qu'on y avait le coup d'œil plus juste que partout ailleurs. On ne s'y dissimulait pas qu'à cette époque, où les grandes puissances alliées croyaient avoir assuré d'une manière très-solide la tranquillité de l'Europe, le choc violent porté à leur système précisément par l'armée, qui à leurs yeux en était le soutien le plus fort, devait nécessairement mécontenter ces cabinets au plus haut degré. Les *moderados* croyaient que c'était de la folie d'exciter encore davan-

tage ce mécontentement par une attitude menaçante et par des attaques d'une propagande incessante, quand ils considéraient la dépendance du Portugal vis-à-vis de l'Angleterre, ainsi que l'épuisement des forces révolutionnaires et la puissance nouvelle acquise par le principe royaliste en France, et quand ils examinaient attentivement l'isolement de l'Espagne vis-à-vis du reste du monde, ainsi que l'exiguïté de ses ressources.

En effet, quelle pouvait être la propagande violente à laquelle l'Espagne était propre, ce pays dont la marine n'avait ni vaisseaux, ni chantiers, ni arsenaux; dont toutes les forteresses se trouvaient dans le dernier délabrement et dont l'armée, dépassant à peine le chiffre de cinquante mille hommes, était sans vêtements, sans solde, sans armes, et tellement dépouillée de tout matériel de guerre que l'artillerie avait à peine assez de munitions pour livrer une seule bataille (1)? Ou bien à quelle défense ces ressources pouvaient-elles suffire contre le monde européen qui, à cette époque, n'était plus dans le même état d'impuissance et de division politique qu'en 1790? Au contraire, dans leur alliance écrasante, les puissances de l'Est s'étaient entendues pour former un système parfaitement clair, destiné à combattre toutes les révolutions qui n'étaient plus alors une nouveauté pour les gouvernements, ni un objet de curiosité plein d'un charme nouveau pour les peuples. Les modérés comprirent donc, et Martinez de la Rosa le rappela d'une manière expresse aux cortès, que l'Espagne pourrait tout au plus tendre à faire de la propagande paci-

(1) D'après les communications faites par le ministre de la guerre dans la séance des cortès du 15 juillet.

fique en offrant à l'Europe un brillant exemple politique, et qu'à ce moment « où peut-être le sort de beaucoup de nations dépendait de la prudence réfléchie et de la capacité du peuple espagnol », il s'agissait, avant tout, de prouver à l'Europe que les institutions libérales n'étaient pas les ennemies de tout ordre. Avec la même circonspection dont ils faisaient preuve dans les affaires extérieures, les *moderados* comptaient traiter la condition intérieure du pays, se souvenant des sages exhortations que la junte provisoire avait fait entendre lors de sa dissolution, quand elle avait dit que les blessures faites au pays pendant tant de siècles ne pourraient pas être guéries en quelques jours.

Par un système de réformes successives, conséquentes avec elles-mêmes et sagement ordonnées, ce parti espérait arriver à d'heureux résultats. Il voulait ainsi mettre un terme aux préférences et aux priviléges accordés à la minorité, et il projetait d'affranchir de plus en plus les propriétés enchaînées et de restreindre le nombre des biens de mainmorte, tout en ménageant les droits spirituels de l'Église. Enfin, il comptait délivrer le commerce de ses entraves; détruire les monopoles dans l'industrie; fonder le crédit public; préparer la fusion des institutions particulières aux provinces avec celles du pays en général; améliorer la législation civile et criminelle et rétablir la sécurité publique.

Mais malheureusement, pour assurer un développement tranquille et d'heureux résultats à une œuvre d'aussi longue haleine, il fallait qu'il y eût toute une série de conditions préalables dont on ne pouvait pas espérer trouver une seule dans ce malheureux pays. La grande question alors pendante était de savoir si le soulèvement espagnol devait suivre la voie dans laquelle les *exaltés*

voulaient le pousser, et dégénérer en une caricature de la révolution française, ou bien si, sous la direction des *modérés*, il allait fournir un premier exemple de ces mouvements pacifiques de réforme, tels qu'ils se produisirent après 1830. Si l'on voulait résoudre cette question en faveur des *moderados*, la condition fondamentale était pour ce parti de réussir à mettre aussitôt fin au mouvement et à terminer de fait la révolution, après qu'on l'eut achevée de droit en établissant un gouvernement et une Constitution avec un caractère légal. Pour arriver à ce but, il aurait fallu prendre la résolution de se séparer des *exaltados* par une explication rigoureuse; mais une infinité de raisons rendaient une telle résolution extrêmement difficile. Les *modérés* appartenaient presque tous à la génération des anciens libéraux de 1810, tandis que les *exaltés* étaient presque tous de jeunes révolutionnaires de 1820, qui avaient délivré les premiers de leurs chaînes et de l'infamie, et qui les avaient avec empressement élevés aux dignités et aux honneurs suprêmes. Les *modérés* se seraient donc rendus coupables d'une noire ingratitude s'ils s'étaient brouillés avec leurs libérateurs et leurs auxiliaires naturels, avec lesquels ils s'accordaient, en outre, dans un grand nombre des questions de réforme les plus importantes.

Pour vaincre ces scrupules moraux à l'aide de principes politiques, il aurait fallu que ce parti se fût complétement entendu au sujet du but à poursuivre et à l'égard des moyens à employer, de même que ses chefs auraient dû posséder la plus grande force de caractère; mais ces deux conditions faisaient entièrement défaut. Les principaux représentants des *modérés* au cortès, tels que Villanueva, Gareli, Clemencin, Tapia, Moscoso, et

les plus distingués d'entre tous, Martinez de la Rosa, estimé comme poëte et comme orateur, et le comte Toreno, connu comme historien, étaient des hommes dont personne ne pouvait attaquer ni les talents, ni les intentions, ni les lumières, ni la sollicitude pour les affaires publiques, sollicitude qui leur faisait oublier leur personne et leurs intérêts particuliers. Mais ils étaient presque tous du nombre de ceux qui avaient été persécutés en 1814, et, en se dépouillant du fanatisme qui avait signalé leur première activité, ils avaient également perdu la force et la confiance heureuse de leur jeune âge. Par leur propre jeunesse passionnée, ils appartenaient aux *exaltados*, dont ils se séparèrent pourtant, lorsqu'ils furent arrivés à un âge plus mûr : c'est pourquoi leurs inclinations les attachaient toujours à moitié à ces derniers, dont autrefois ils avaient partagé les principes, et ce fut là la cause qui paralysa leur énergie comme parti, sans que l'hostilité de leurs adversaires fût le moins du moins affaiblie.

Dix ans auparavant, Herreros (le ministre), avait demandé la tête de l'évêque d'Orense, lorsque celui-ci avait osé faire la première résistance dans le sens de la réaction, mais combien il était devenu tolérant à l'époque actuelle! Six ans auparavant, Martinez de la Rosa avait voulu punir de mort la proposition illégale d'un changement dans la Constitution ; mais, au moment qui nous occupe, il surprit même des juges impartiaux (1) par sa

(1) Les *Semblanzas*, qui autrement ne sont nullement les partisans des fiers-à-bras, l'adressent (p. 52) de la manière suivante : « Tu es la rose et le bouton de la Constitution, la massue qui en écrase les transgresseurs, le talisman contre les mauvais esprits, l'arc-en-ciel qui dissipe les orages, l'exorcisme pour chasser les revenants, le gou-

modération excessive. Cependant, avec plusieurs autres des chefs les plus tranquilles de son parti, il se laissait quelquefois entraîner à voter, de la manière la plus équivoque, avec le parti extrême. De la même façon, on voyait plus tard la majorité des cortès prendre assez souvent la couleur des différents partis et, par crainte, tantôt rester fidèle à sa confession de foi politique, et tantôt lui devenir infidèle; on aurait dit qu'elle ne savait pas s'il fallait s'opposer davantage à la réaction ou à la révolution. Cet art de Protée, cette hypocrisie lâche qui feint de posséder une force qu'elle n'a pas, et cette éloquence pleine de clinquant qui correspond à cet art, avaient trouvé, dans la personne de l'ancien avocat Calatrava, un maître achevé qui fait paraître sous un jour un peu moins sombre un grand nombre de ces parlementaires pleins de tergiversations dont toute assemblée politique possède, à des époques semblables, un certain nombre d'échantillons.

Ce qui aurait permis au parti des *modérés* de prendre, avec plus de facilité, une attitude plus nettement dessinée, c'eût été une initiative vigoureuse de la part du gouvernement qui appartenait entièrement à ce parti. Mais la lettre de la Charte, qui déclarait que les ministres ne pouvaient pas être élus aux cortès, rendait cette initiative presque impossible. Si la Constitution était tran-

---

pillon et l'eau bénite qui nous protégent contre les âmes du purgatoire et contre toute espèce d'insectes inquiétants et désorganisants. » Puis l'auteur dit de Martinez que, s'il était parfois insulté à cause de son habitude de représenter tout en beau, il maintenait pourtant ferme « sa résolution de gomme élastique de répondre aux insultes par une rosée de petits mots, aussi petits que des dragées et aussi sucrés que des pralines ».

quillement restée en vigueur, cette disposition aurait eu pour résultat de déterminer le gouvernement à s'adjoindre, parmi ses partisans au sein des cortès, un second ministère qui eût pu le remplacer dans cette assemblée. Cependant, puisque, d'après le fameux article 110 de la Charte, ces commissaires auraient dû changer à chaque seconde session, la coopération du pouvoir exécutif et législatif serait restée fort difficile. Mais surtout au moment dont nous parlons, où les gouvernants se trouvaient à peu près comme Necker en 1789, en face d'une force populaire nouvellement excitée dont ils ne comprenaient nullement la nature, ils ne montrèrent que trop d'empressement à reculer, vaincus et intimidés, devant cette puissance, et ils laissèrent faire les législateurs qui, pour vouloir trop accomplir, n'arrivèrent à aucun résultat.

En effet, l'assemblée législative était tous les jours inondée par de véritables flots de propositions, les unes plus absurdes que les autres. Leur nombre était augmenté encore par une masse de requêtes, en partie fort illégales; jointes à un règlement très-défectueux ainsi qu'aux discours et aux rectifications qui demandaient plusieurs heures, elles faisaient perdre un temps précieux aux délibérations et y mettaient une telle confusion, que toute influence régulière et méthodique se trouvait complétement anéantie.

Des abus de ce genre montraient la nécessité absolue d'introduire des changements dans la Constitution. Les *modérés*, et même un grand nombre des *exaltés*, étaient profondément convaincus de l'utilité et de la nécessité d'un tel changement; si l'on y avait fait entrer le système de deux Chambres, on se serait concilié la faveur des hautes classes, et on aurait gagné dans le gouvernement fran-

çais un appui d'une valeur inestimable. Mais les *moderados* n'osaient même pas parler tout bas de desseins pareils. En outre, toute modification de cette Charte, qui était la seule base du nouveau régime et qui elle-même interdisait pendant un certain temps tout changement, aurait été pleine de péril vis-à-vis du parti des *exaltés*, qui agissait sans cesse d'une manière inconstitutionnelle et aux illégalités duquel on ne pouvait s'opposer qu'en restant fidèle à la Charte. On n'aurait pu agir différemment que dans le cas où le gouvernement aurait eu un appui solide dans la majorité de la nation, et où l'on aurait été complétement sûr de l'adhésion franche du roi et de sa coopération sincère à l'effet d'apporter des modifications à la Charte.

On ne pouvait pas même compter sur ces conditions préalables. La meilleure partie du peuple, et même l'armée, prouvèrent, au commencement de la révolution, qu'elles voulaient répondre de la cause de l'ordre en face des excès tumultuaires des anarchistes. Mais, d'après la nature même de cette puissance, on n aurait jamais pu la mettre en mouvement pour s'opposer aux embûches dressées secrètement par le roi et par ses partisans.

C'était précisément là qu'il y avait le plus grand danger pour tout mouvement rétrograde des *modérés*, quand même il n'aurait été qu'apparent. S'ils avaient seulement reculé jusqu'à tendre la main aux classes privilégiées, le souverain y aurait vu le signe certain de leur rupture complète avec les *exaltés*, et une preuve de leur faiblesse qui l'autorisait à reprendre tout son pouvoir. C'était là le point où la chaîne des obstacles, contre lesquels les *moderados* avaient à lutter, se rattachait à son premier anneau. Ils avaient à combattre l'absolutisme vaincu, de même

que la révolution victorieuse, et c'est ce qui rendait leur position si pénible et si gênante. Ils savaient que, s'ils conservaient sa puissance et ses priviléges nécessaires au roi, qui manquait de toute volonté, de tout désir et de toute force d'exercer un gouvernement libre, légal et bienfaisant, ce prince ne s'en servirait que pour en abuser. D'autre part, ils savaient que, s'ils cédaient aux tendances illégales du parti des *exaltados*, ces ennemis de tout ordre, ils détruiraient la liberté par leurs propres excès, que les absolutistes, comme autrefois les partisans de Maury en France, guettaient avec une joie maligne et qu'ils favorisaient secrètement par des démarches souterraines. Ils avaient le choix, soit de combattre l'anarchie avec les réactionnaires, soit de lutter contre la réaction avec les anarchistes; mais, une fois la victoire remportée, ils seraient devenus les victimes de leurs auxiliaires et alliés. Ils ne pouvaient pas espérer maintenir le roi favorable à la cause de la Constitution, sans avoir recours à l'assistance des *exaltados* qui ne voulaient ni de leur personne, ni de leurs principes. Ils ne pouvaient pas non plus espérer qu'ils arrêteraient les folies de ce parti, sans avoir un appui solide et certain dans la personne du roi : il ne fallait même pas songer à ce dernier cas.

C'est pourquoi, en fermant l'ère révolutionnaire, ce parti semblait tout autant se contredire, qu'il aurait été inconséquent avec lui-même s'il avait continué la révolution. Si les *modérés* avaient terminé le mouvement révolutionnaire, ils auraient coupé les racines par lesquelles ils tenaient au sol et ils auraient brisé leur appui le plus fort; si, au contraire, ils avaient laissé libre cours à la révolution, ils auraient renoncé à tous leurs projets

bienfaisants : dans les deux cas, ils risquaient de perdre tout ce qu'on avait voulu obtenir par le nouveau régime. Dans une position semblable, un Mirabeau lui-même avait échoué en France, et il n'y avait pas de Mirabeau en Espagne, où le chaos confus de tous les maux, dans les hommes et dans les choses, était tellement inextricable qu'il semblait impossible d'en sortir à l'aide de moyens inspirés par la sagesse d'un homme, quelque capable qu'il fût. Il y eut, de la part des hommes, des fautes commises par des membres de tous les partis, fautes qui détruisirent aussitôt dans son germe le bonheur dont on commençait à peine à jouir ; mais il y eut aussi des malheurs dont la source se trouvait dans la position et dans l'histoire de l'Espagne, malheurs qui, plus que toutes les fautes des hommes, avaient amené ce résultat, et qui auraient défié les talents des politiques les plus infaillibles. Il *fallut* que les passions populaires ébranlassent, par des coups répétés, ces abus en masse et dans ce qu'ils avaient de plus grossier, et que ces passions se consumassent et s'épuisassent elles-mêmes dans ces attaques, avant qu'on pût songer à des réformes méthodiques. Il était nécessaire que la triste condition du pays devînt assez insupportable pour amener d'elle-même la guérison de tous ces maux. La marche de cette révolution devait ressembler à un enchaînement des phénomènes de la nature, où l'action arbitraire et individuelle des forces humaines n'est que de peu d'importance. C'est pourquoi ce que nous avons dit de l'Amérique peut également bien s'appliquer à l'Espagne : on peut se figurer la révolution accomplie sans le concours de tous ceux qui en avaient été les auteurs et les chefs les plus capables et les plus actifs, sans être obligé pour cela de s'imaginer que tout le mou-

vement aurait suivi une marche différente dans ses points essentiels.

La physionomie des cortès.

Placé ainsi entre deux pouvoirs, entre celui des *exaltados*, qui voulaient ouvrir toutes les soupapes à la révolution, et entre celui du roi qui essayait d'enrayer tout doucement les roues dans leur mouvement, le ministère Arguelles résolut de considérer l'ère révolutionnaire comme fermée et de mesurer ses actes d'après ce principe. Ceux qui, au sein des cortès, partageaient les opinions du ministre comme ils en avaient partagé le sort, et qui formaient la majorité de l'assemblée pendant cette session, acceptèrent ce mot d'ordre. S'il était permis de se figurer l'Espagne isolée du reste du monde, on aurait pu, ce semble, se demander si, avec les circonstances données, les principes des radicaux n'auraient pas été à leur *place* dans ce pays plutôt qu'ailleurs. En tout cas, *si* l'on était obligé de faire entrer en ligne de compte les conjonctures et la situation de l'Europe, et *puisque* on ne pouvait pas s'empêcher de le faire, on ne pouvait pas douter que les opinions des *modérés* ne fussent plus *de saison* que celles des *exaltés*. Puisqu'il en était ainsi, les ministres firent preuve d'un jugement sain en choisissant entre les grandes incompatibilités qui se trouvaient des deux côtés. Il s'agissait dès lors de savoir si, en maintenant leur décision avec une fermeté inébranlable, ils resteraient fidèles à la Constitution, s'ils seraient justes envers les prérogatives royales et s'ils s'opposeraient avec énergie à toutes les prétentions illégales. La question était de savoir si, dans le cas où un danger trop grand menacerait leur système modéré, les ministres, restant avant tout fidèles à leurs propres principes, remettraient le pouvoir

en d'autres mains, et si, en outre, les cortès auraient assez de mesure, de force et de conséquence logique pour appuyer et pour confirmer toujours les ministres dans cette attitude. Mais ni les ministres, ni les cortès n'étaient de taille à rester toujours inébranlables et conséquents avec eux-mêmes.

En face d'un danger aussi imminent qui provenait des anarchistes, on pouvait bien compter sur une entente reelle des modérés et sur leur action vigoureuse. Mais dans toutes les questions plutôt théoriques, dans les choses dont les conséquences ne semblaient pas offrir un danger immédiat, ce parti commit, dès le principe, les fautes particulières à tous les corps qui suivent une direction modérée. Tantôt par pusillanimité, tantôt même par pure bonhomie, les *moderados* renonçaient à une partie de leur puissance et à quelques-uns de leurs principes, et ils les sacrifiaient à leurs adversaires bruyants et tumultueux, agissant ainsi contre leurs intérêts et contre toutes les règles d'une saine politique de parti. Quand on tourmentait les cortès de plaintes frivoles qui menaçaient de détruire toute subordination, cette assemblée avait rarement assez de conscience constitutionnelle pour rejeter tout simplement les affaires qui n'étaient pas de son ressort, et elle avait rarement le courage de prendre une décision conforme à la justice la plus rigoureuse, dans les cas où elle devait prononcer un jugement.

Un capitaine de la garde, le marquis de Castelar, fut accusé (22 juillet) d'avoir violé la Constitution (1), parce qu'il avait fait arrêter un cadet qui, dans des articles de

(1) La date de ces séances sert en même temps de renvoi au : *Diarios de las Actas y Discusiones de las Cortes legislativas de* 1820-21,

journaux, avait offensé ses supérieurs. C'était là un cas où l'article de la Charte, relatif à la liberté de la presse, se trouvait en conflit avec un autre article qui maintenait en vigueur les lois militaires. Le bon sens aurait demandé que les dispositions générales de la loi fussent limitées par les règlements spéciaux ; mais la majorité, formée par les deux tiers des députés, parmi lesquels se trouvaient Toreno et Martinez de la Rosa, décida qu'il fallait poursuivre le marquis devant les tribunaux, mesure qui, par ses conséquences, fit naître les divisions les plus déplorables parmi les officiers de toute l'armée. Pendant la délibération au sujet de la loi sur les milices (23 août), on abandonna les points principaux du projet présenté par le gouvernement ; on enleva à la formule du serment son caractère le plus marquant, et on en effaça un passage qui prescrivait de jurer fidélité à la personne du roi. Les dispositions relatives à l'élection et à la réélection pour les places d'officier, occupées pendant quelque temps seulement par les mêmes individus, ainsi que celles qui établissaient l'égalité et le caractère roturier de tous les miliciens, étaient tellement exagérées que les peines dont on voulait frapper les infractions à la discipline et au devoir étaient d'une clémence ridicule. De cette manière, on mina toute discipline dans ce corps, qui cependant, par des raisons d'économie, était destiné à remplacer et à compléter l'armée permanente.

Lorsqu'on soumit à la discussion le droit du vote à conférer aux soldats (11 septembre), les ministres, subissant

---

de même que les dates des décrets servent de renvoi à la *Coleccion de los Decretos y Ordenes generales de la primera Legislatura de las Cortes ordinarias de* 1820-21, tome VI. Madrid, 1821.

la pression de l'opinion publique qui était très-favorable à l'armée, n'osèrent pas déclarer qu'ils y étaient entièrement opposés, quelque convaincus qu'ils fussent que cette concession aurait des conséquences pernicieuses. Lors de la motion de Calatrava (12 septembre), proposant qu'on dédommageât, aux frais de leurs persécuteurs, les familles qui avaient souffert pour la Constitution, les cortès rejetèrent la proposition de Guerra qui demandait sans façons qu'on récompensât aussi les martyrs vivant encore. Cependant l'assemblée résolut de faire inscrire les noms de Porlier et de Lacy sur les murs de la salle de leurs séances, de déclarer « qu'à un degré héroïque ils avaient bien mérité de la patrie », et de donner une pension à leurs descendants. De cette façon, au moment même où, sous d'autres rapports, les députés venaient de mériter la reconnaissance du roi, ils lui lancèrent à la face la plus amère de toutes les insultes.

C'était ainsi qu'on voyait toujours les décisions des députés influencées par cette faiblesse qui faisait qu'ils croyaient devoir se montrer très-indépendants, quand ils venaient d'agir contre le radicalisme, de même qu'à d'autres moments ils se montraient de nouveau conservateurs, après avoir été trop indulgents envers ce parti. Quand les abus des Sociétés devenaient par trop excessifs; quand l'ordre était troublé d'une manière trop menaçante, ou que les déclarations de guerre contre toute légalité offraient trop de danger, les cortès prenaient courage et s'entendaient pour le conjurer par leurs votes. Lorsque Solenot et Alpuente, exaspérés par quelques indices isolés de réaction, demandèrent, dès les premières séances, la permanence des cortès et la suspension des garanties de la liberté personnelle, les députés votèrent

avec le gouvernement, qui déclara que le jugement de semblables actes inconstitutionnels appartenait aux tribunaux. Quand les *exaltés* s'abandonnèrent de nouveau à leur fureur contre les *perses*, et qu'ils demandèrent qu'on infligeât le châtiment le plus rigoureux à ces séducteurs du roi (27 juillet) et à ces juges infâmes qui avaient condamné à mort les amis de la Constitution, la majorité des représentants ne se laissa pas, dans ce cas, entraîner à voter une telle mesure. Mais, d'autre part, ils n'osèrent pas encore décider, d'une manière énergique et courageuse et d'après l'esprit de leurs principes modérés, toute cette question pendante au sujet des *perses* et des *josephinos*. D'ailleurs, ces deux cas avaient fourni aux *modérés* l'occasion de s'opposer pour la première fois, avec une hostilité ouverte, aux radicaux et à leurs empiétements dans le domaine du pouvoir judiciaire et du gouvernement. Mais le point où la lutte s'engagea effectivement, et où la rupture fut accomplie d'une manière décisive entre les hommes de 1810 et de 1820, ce fut la question relative à la condition de l'armée nationale de San-Fernando et aux Sociétés patriotiques qui s'y rattachaient.

Riego.

Voyant dans l'armée de San-Fernando le soutien et le point d'appui les plus naturels du nouvel ordre de choses, le gouvernement l'avait, dès le commencement, encore augmentée et répartie, dans l'Ile-de-Leon et dans la province de Séville, en deux divisions commandées par Quiroga et Riego, et placées toutes les deux sous le commandement d'Odonoju. Les regards de tout le pays et même de toute notre partie du monde étaient fixés sur cette armée; par ce qu'elle avait fait, elle était devenue

un objet d'orgueil pour l'Espagne, et, au moment qui nous occupe, elle s'était tranformée, en même temps, en une puissance qui pouvait devenir menaçante, et dont les prétentions ne semblaient devoir souffrir aucune contradiction. Au sein des cortès, Toreno proposa (15 juillet) de tenir la promesse faite par Quiroga à l'armée nationale, ce qui eut lieu effectivement plus tard (11 septembre); les chefs avaient été confirmés dans les grades qu'ils s'étaient conférés eux-mêmes; Quiroga et Riego avaient été nommés aides de camp du roi. Si, de la même manière, on avait essayé de satisfaire toujours habilement l'ambition des chefs, on aurait bien pu maintenir la subordination qui, depuis la double révolte excitée contre l'embarquement et contre le régime politique, n'avait plus été violée, et, à cette condition, on n'aurait pas dû non plus toucher à l'armée. Mais comme il y avait nécessité non-seulement de payer dorénavant la solde de toutes les troupes, mais encore de l'augmenter, la détresse qui régnait dans les finances, et, en partie aussi, la prudence, semblaient conseiller aux ministres le licenciement de l'armée. Mais la véritable cause qui leur imposa cette mesure comme une nécessité impérieuse, c'étaient les égards qu'il leur fallait avoir pour l'étranger.

Le funeste système de l'intervention, en faisant entendre ces premières protestations à peine articulées, déposa aussitôt dans ce pays les germes de la discorde et de la guerre civile qui, pendant les années suivantes, allaient déchirer l'Espagne. En effet, le gouvernement se trouva ainsi engagé à se priver lui-même du meilleur appui sur lequel reposait l'ordre, et dont la destruction donna ensuite le signal néfaste des premiers mouvements

fomentés par les bandes des réactionnaires défenseurs de la foi. Si l'on voulait insister sur des documents convaincants en apparence, on pourrait, à la vérité, nier cette immixtion étrangère et ces effets produits par elle: mais il y a des faits qui sont des preuves plus complètes que toutes les pièces des archives. Pour contester cette intervention des autres puissances, on pourrait en appeler aux historiens espagnols eux-mêmes, parmi lesquels il n'y a pas un seul qui en fasse même mention; mais ce silence s'explique par le dessein bien arrêté de cacher cette honte nationale, ou bien encore par une raison fortuite, par leur ignorance des sources diplomatiques. Le plus petit nombre de ceux qui ont écrit cette histoire ont seulement feuilleté le compte rendu des débats aux cortès. Cependant c'était dans cette assemblée que le ministre Arguelles avait fait ressortir, en insistant longuement sur ce point, le motif politique de cette mesure (7 septembre). Il y avait dit qu'il s'était agi de rectifier, par une mesure éloquente, l'opinion de l'Europe, qui était persuadée que le mouvement en Espagne n'avait été qu'une simple révolte de soldats, et que le maintien de l'ordre établi alors ne reposait que sur des armes militaires.

La résolution du ministère avait été prise à l'unanimité, après de longues délibérations qui avaient duré deux mois. Longtemps auparavant, bien des choses avaient pénétré dans le public au sujet des intentions des ministres; les Sociétés politiques avaient été mises en émoi, et leur indignation devait, en premier lieu, se décharger contre le ministre de la guerre, à qui on attribuait surtout la pensée première de cette mesure. Ce noble seigneur avait été toujours attaqué, parce qu'il avait fait partie du premier ministère du roi. Déjà longtemps au-

paravant, la société patriotique du café Lorenzini avait, par une députation, insisté sur l'éloignement de ce personnage (16 mai). A cette époque, des mesures énergiques, prises par les ministres, avaient forcé cette société à rester pendant quelque temps dans l'inaction, et à se dissoudre pour ainsi dire; mais elle surgit de nouveau et se reconstitua au café San-Sebastian. Lorsque, à la réunion des cortès, les clubs avaient repris leur ancienne activité d'une manière encore plus orageuse, une *Société des Amis de l'Ordre* avait voulu fonder, dans la *Fontana de Oro*, un organe pour la discussion modérée; mais, dès son ouverture même, les *exaltés* refoulèrent les fondateurs et renouvelèrent à dessein, à cette occasion, leurs attaques contre Amarillas. Alors le ministre, qui avait offert sa démission à quatre reprises (commencement d'août), fut relevé de ses fonctions; mais cette concession faite à l'opinion publique ne put exercer une influence modificative sur la résolution prise au sujet du licenciement de l'armée nationale, résolution qui était elle-même une concession faite à des puissances supérieures en force. On remit l'ordre du licenciement à Riego, qu'on nomma, pour lui dorer la pilule, capitaine général de la Galice, et qu'on invita en même temps, d'une manière très-honorable pour lui, à se rendre à Madrid, afin de se présenter devant le roi. Ce fut à cette invitation que se rattachèrent les événements qui rendirent la discorde et la rupture entre les *exaltados* et les *moderados* irréconciliables et définitives.

Rafael del Riego, né en 1783, à Tuña, dans les Asturies, n'était plus très-jeune. En 1808, il s'était levé aussi pour l'indépendance; mais, bientôt fait prisonnier, il avait été conduit en France. Après son retour, il était

entré comme capitaine dans le bataillon Asturias, où, par suite de la destination de cette troupe pour l'Amérique, il avança d'un grade et devint chef de bataillon. D'après les descriptions faites par les membres de son propre parti, Riego était un homme sans esprit ni savoir, d'un caractère insouciant et sans malice, et qui ne possédait aucune des qualités nécessaires pour la place à laquelle l'avait mis la fortune, à l'exception toutefois du courage intrépide qu'il montra lors de la révolte. Ses succès lui avaient donné tout à coup une confiance présomptueuse qui n'était nullement en rapport avec ses talents ni avec ses exploits. A cela il faut ajouter encore que les flatteries excessives qui lui furent prodiguées par la jeunesse et par ses compatriotes des Asturies, ainsi que l'attention que lui accordait la nation et même le monde entier, exercèrent sur son caractère peu solide l'influence la plus pernicieuse, à laquelle son âme était entièrement ouverte, sans lui offrir la moindre résistance. Dès le commencement même de la révolte, il s'était fermement persuadé que ses mérites étaient bien supérieurs à ceux de Quiroga. Plus tard, il avait toujours essayé de mettre, autant que possible, au grand jour l'importance des exploits de sa colonne volante. A Séville, il se plut à se donner les apparences d'une grande indépendance vis-à-vis de Quiroga et à s'efforcer de se mettre en opposition avec ce dernier. Avec une ostentation toute théâtrale et en affichant un grand désintéressement, il avait, à quatre reprises, refusé d'être nommé général, avant d'accepter ce grade. En effet, son ambition, quelque démesurée qu'elle fût, avait moins sa source dans l'égoïsme que dans une vanité creuse, et elle n'avait pas tant pour but des titres et des places que

la considération publique et un grand éclat extérieur.

Lors de l'ouverture des cortès, Quiroga, nommé député, avait dû quitter le commandement de la première division dans l'Ile-de-Leon. Riego, profondément blessé de ce qu'il n'avait pas été élu, avait pris ce commandement devenu vacant, lorsqu'il reçut l'ordre du gouvernement de dissoudre l'armée libératrice. Aussitôt les Sociétés secrètes s'emparèrent de cette affaire, et elles déterminèrent cet homme sans caractère à opposer au gouvernement une désobéissance formelle. Au lieu d'exécuter l'ordre qui lui avait été envoyé, Riego, en suivant les inspirations de ces Sociétés, adressa aux ministres une représentation qui combattait cette mesure et qui devait être appuyée par le conseil municipal de Cadix et par la députation provinciale à l'aide de requêtes conçues dans le même sens. Afin de ne pas répondre par une précipitation égale à cette démarche irréfléchie de l'illustre chef, le gouvernement entama, par l'intermédiaire de Toreno, des négociations avec un frère de Riego, alors présent à Madrid, et à qui il arracha, par des flatteries et par des promesses, l'engagement de déterminer son frère à faire le voyage de la capitale. L'arrivée inattendue (30 août) du général irrita vivement les Sociétés patriotiques qui, dès lors, le laissèrent suivre sa propre voie. Mais alors Riego se trouva dans une position fâcheuse et embarrassante, lui qui, comme nul autre, fournirait l'image véritable et typique de ces démagogues soutenus par la fortune qui semblent diriger les révolutions, tandis qu'ils ne sont que les misérables instruments des coteries et les jouets des conjonctures du moment. Riego vit le roi (31 août), et il vit les ministres; il leur parla d'une manière

encore plus imprudente qu'inconvenante, et en prenant une attitude à moitié menaçante qui, de plus, se manifestait plutôt par le ton que par le contenu de ses discours. Puis il divulgua le sujet de ces conversations par ses bavardages et par ses lettres, en mettant en même temps dans un jour fort ridicule les personnages avec lesquels il avait discuté et en les soumettant à une critique fort acerbe.

Tout cela eut lieu à la même époque que les ovations qu'on prodiguait au lion du jour dans la capitale, où ce héros mesquin aimait à se repaître de l'admiration bruyante de la population dans les rues et sur les places pnbliques. Il y eut une entrée triomphale fictive, farce bruyante mais misérable dont s'abstenaient les membres, fort scandalisés, du parti de Riego, et qui était pour ses ennemis un sujet de joie, tandis que ses véritables amis en étaient affligés. On donna un banquet à la *Fontana* où les discours de Riego dévoilèrent la pauvreté de son esprit; tous les gens sensés furent effrayés en voyant, sous son véritable jour, ce héros de la révolution qu'on avait toujours représenté comme un modèle d'héroïsme et de modestie discrète. Le soir de cette journée de fête (3 septembre), où l'on donna en son honneur une représentation particulière au théâtre, Riego devait faire éprouver une surprise plus grande encore à ceux qui jusqu'alors l'avaient admiré. Il fut accueilli par des transports de joie exagérés; on chantait l'hymne qui avait été composé par son ami San-Miguel et qui portait le nom de Riego. Puis ceux qui accompagnaient le nouveau capitaine général entonnèrent, à son instigation, une nouvelle chanson satirique, encore inconnue à Madrid, et qui venait d'être composée dans l'Ile-de-Leon; on y raillait les ennemis de

la Constitution, auxquels on disait, dans le refrain : *Tragala perro* (Avale-la, chien!), refrain qui donna son nom à cette chanson fameuse. Le préfet de Madrid voulut réprimer ce tumulte effréné, mais il fut insulté, et Riego resta spectateur passif de cette scène. Les ministres, qui avaient eu alors assez de temps pour se convaincre aussi bien du caractère dangereux de cet homme sans tact que de la faiblesse de son intelligence et de celle de son parti, lui enlevèrent aussitôt le commandement suprême de la Galice (5 septembre) et l'exilèrent à Oviedo.

Aussitôt les clubs s'agitèrent de nouveau; les crieurs turbulents parurent en public, comme les Parisiens de 1793, avec des rubans verts au chapeau, et dénoncèrent le coup porté à Riego comme un complot contre la Constitution. Le jour où le général fut éloigné de Madrid (6 septembre), il y eut des attroupements, des rixes sanglantes et des cris proférés devant le palais royal; la populace fit irruption dans la maison du préfet, qui, pour son bonheur, ne s'y trouvait pas à ce moment. Mais, à partir du lendemain, les dispositions prises par le commandant militaire rétablirent la tranquillité; la garnison de Madrid fut irréprochable. Les bourgeois de la ville et les milices ne le furent pas moins. Ces événements exercèrent alors leur influence sur les cortès. On leur présenta (5 septembre) un Mémoire et un discours de Riego que celui-ci avait voulu prononcer à la barre de l'assemblée. Les *exaltados* s'écrièrent que la patrie était en danger, et ils firent des propositions orageuses, mais on les écarta. Quiroga lui-même se déclara contre Riego; Martinez de la Rosa parla (7 septembre) d'une manière vraiment excellente, et en même temps très-incisive; dans un de ses discours les plus admirés, Arguelles dé-

clara que le gouvernement était préparé à une lutte extrême contre de nouveaux troubles.

Peu de jours après, lorsqu'on publia les résolutions (11 septembre) qui confirmaient les promesses faites par Quiroga à l'armée nationale, et qui élevaient de 3 réaux 18 maravedis par mois la solde de toute l'armée pour les simples soldats, le gouvernement prouva qu'il agissait avec intelligence, aussi bien que sans passion. A ce moment, le pouvoir et ses partisans disposaient, au sein des cortès, des ressources morales et matérielles les plus extraordinaires qui leur auraient permis d'effectuer, en alliant habilement la modération à la force, un grand accommodement et une pacification complète, afin d'enlever à la haine des partis son dard venimeux et de rallier autour d'eux, d'une manière solide, les parties saines du peuple. Le roi se montra très-satisfait de cette action énergique du gouvernement. L'ambassadeur français s'étonna de cette victoire décisive du pouvoir; le journal du gouvernement de Paris disait alors que cette concorde entre les ministres et les cortès tranquillisait tous les citoyens éclairés. La garnison de Madrid présenta au roi une adresse pleine de dévouement (10 septembre); un grand nombre de déclarations semblables furent adressées par les provinces aux cortès, déclarations souvent empreintes d'une très-grande violence contre ceux qui faussaient l'opinion publique et contre les ennemis rusés de l'ordre social. Les Sociétés politiques se virent par là, pour ainsi dire, dissoutes de fait. Le bannissement de San-Miguel, de Velasco, de Manzanares et autres qui, en même temps que Riego, furent envoyés à des postes éloignés de la capitale, laissait de grandes lacunes dans la loge. La *Fontana* se considérait comme fermée ; un grand nombre

de ses membres en sortirent et n'y laissèrent qu'un petit reste d'hommes très-violents qui méditaient la vengeance.

Or, les *moderados* auraient dû saisir vigoureusement ce mouvement favorable pour trancher, par des décisions énergiques, les grandes questions de parti pendantes relativement aux *josephinos*, aux *perses* et aux Sociétés patriotiques. Mais on laissa passer chaque occasion l'une après l'autre; on ajourna le moment d'agir, et on n'arriva enfin qu'à de misérables demi-mesures, dictées, en outre, également par les égards qu'on eut en secret pour les *exaltados* vaincus, et par la haine cachée contre les *serviles* rentrés en faveur. La résolution prise par les ministres (26 septembre) permit aux *josephinos* de rentrer dans le pays et leur rendit leurs biens séquestrés, mais non leurs places et leurs pensions; cependant, comme dans la plupart des cas cette dernière restriction s'entendait d'elle-même, on aurait mieux fait de la passer sous silence. Quant aux *perses*, au sujet desquels on ajourna encore la discussion (jusqu'au 18 octobre), même un Martinez de la Rosa ne voulut pas leur accorder l'amnistie complète en faveur de laquelle l'évêque Castrillo parla dans une espèce de sermon rempli de sentiments d'humanité fort éloquents. On les exempta de toute poursuite judiciaire, mais ils restèrent dépouillés de leurs fonctions et de leurs dignités, et on les déclara déchus de la confiance de la nation. En ce qui concernait les Sociétés patriotiques, on décida (21 octobre), selon le désir même d'Arguelles, que, dorénavant, on ne les tolérerait qu'avec la permission particulière des autorités locales qui devaient alors être responsables des abus. Mais ce ne furent là que des paroles vaines. Les Sociétés continuè-

rent à exister, et, à la première occasion, elles rentrèrent en lice avec des forces bien augmentées.

L'état des finances.

Celui qui, dans son découragement, réprouve cette condescendance intempestive des *moderados*, ne doit cependant jamais perdre de vue les motifs d'une force supérieure qui engageaient le pouvoir et ses partisans à ménager, autant que possible, le parti extrême, motifs qu'il leur fallait chercher, à toute heure, dans la situation générale du pays, s'ils voulaient s'acquitter de la tâche particulière qu'ils étaient précisément appelés à remplir. En effet, cette position de l'Espagne ne pouvait être améliorée que par des réformes radicales s'attaquant à la condition de toutes les classes, et auxquelles on ne pouvait rendre favorables le roi et la nation que si les chefs influents qui dirigeaient les masses aidaient à faire accepter les mesures les plus inévitables au peuple par la douceur, au roi par la terreur. Mais cette condition du pays était déplorable au delà de tout ce qu'on peut s'imaginer. Aux anciens maux chroniques étaient venues s'ajouter, depuis douze ans, les nouvelles plaies saignantes que les six années de la guerre de l'indépendance avaient ouvertes, et que les six années de la restauration, au lieu de les fermer, avaient élargies encore. Et cependant c'était cette période-là pendant laquelle tous les États avaient fait les plus grands progrès par suite de cette paix que l'Espagne, ainsi disait-on, leur avait fait obtenir. Les revenus de l'Amérique et le produit du commerce colonial étaient perdus; le montant des droits de douanes avait, depuis trente ans, de plus en plus baissé; loin d'adoucir ces maux, les armements entrepris pour réduire l'Amérique avaient épuisé la séve du pays, sans avoir produit le

moindre résultat, si ce n'est que 400 millions avaient été engloutis dans ce gouffre; on estimait à 200 millions la valeur des navires qui, pendant les dix dernières années, avaient été pris par les corsaires.

Les revenus de l'État avaient diminué d'une manière effrayante pendant cette dernière période. En 1817, ils étaient montés encore à la somme de 566 millions, mais au moment dont nous parlons ici on ne les évaluait qu'au chiffre de 320 millions. Depuis 1814, la dette publique s'était élevée de la somme de 11 à 14 milliards. Le crédit de l'État était nul. Le jour de la naissance de la révolution, les *vales* étaient cotés à 2 pour 100. C'était en vain qu'en 1815 et 1818 on avait assigné des biens nationaux à la junte de crédit, pour diminuer la dette de l'État et pour relever le crédit public. Les ventes de ces biens s'arrêtaient continuellement, parce que tantôt le Conseil de Castille, tantôt la *majordomia*, tantôt d'autres autorités protestaient contre cette mesure. Les arriérés des impôts s'étaient gonflés de manière à atteindre des sommes énormes. Lors des réformes de Garaï (Cf: tome III, page 239), on avait tout récemment appris par expérience combien il était difficile, dans ce pays, d'y faire pénétrer seulement la plus légère amélioration. Les impôts directs, introduits par ce ministre, avaient pour adversaires tous les fonctionnaires corrompus qui, naturellement, aimaient bien mieux les impôts indirects, parce qu'ils étaient plus difficiles à contrôler. Ils avaient également trouvé une grande résistance dans le peuple, qui aurait préféré garder l'ancien mode de l'établissement des impôts auquel on était habitué, bien qu'il fût plus gênant. Par suite du manque d'argent monnayé dans les provinces intérieures du pays, on avait même éprouvé

des difficultés à faire rentrer les contributions. Les provinces castillanes, en particulier, avaient à solder des arriérés considérables que les agents du pouvoir avaient ensuite essayé de faire rentrer de vive force. Cette mesure surtout avait provoqué une véritable explosion de l'indignation générale au sujet du nouvel impôt qui, déjà sans cela, était considéré par les hommes du peuple comme une capitation honteuse. On évalua, à cette époque, les arriérés de l'impôt à 260 millions pour les communes, à 70 pour la propriété foncière de la noblesse, et à la somme de 30 à 40 pour celle du clergé.

Pendant le cours de l'année, la détresse avait augmenté encore. Les froids du dernier hiver avaient diminué d'un tiers le nombre des moutons qui, déjà auparavant, avait fortement baissé. Pendant l'été, les agriculteurs avaient eu une bonne récolte, mais le blé était sans valeur : l'importation en avait inondé les provinces maritimes, tandis que le superflu, dans les provinces de l'intérieur, pourrissait faute de moyens de communication et de trafic. Le gouvernement eut recours à une prohibition de l'exportation du blé, mesure dont on se promettait des monts d'or pour l'avenir, mais qui, au moment même, ne produisit aucun résultat. Toutes les provinces furent de nouveau en retard avec le payement des impôts que nulle rigueur ne put faire rentrer dans le trésor. On avait fait remise du dernier tiers de ces arrérages aux communes et aux particuliers (13 août) qui, jusqu'au 30 septembre, payeraient les premiers deux tiers de leurs impôts directs. Mais cette mesure encore n'avait produit aucun résultat, malgré les avantages évidents dont elle favorisait indirectement les gens riches. Le gouvernement reçut les pétitions les plus

lamentables, implorant l'indulgence du fisc et la remise des arriérés. Au mois d'octobre, on n'avait perçu qu'un peu plus de 16 millions sur 135 millions de réaux, somme à laquelle montaient les deux tiers de la contribution générale échue à ce moment. La révolution, surtout dans la première surprise causée par son explosion, n'avait pas pu adoucir ces maux, elle n'avait pu que les augmenter encore.

Le peuple grossier se plaisait à croire que le nouveau régime avait aboli l'ancien système des impôts dans toutes ses parties. Les paysans refusaient, dans certains endroits, de payer au clergé ses dîmes, aux seigneurs fonciers leurs redevances et à l'État le fermage de la pêche et de la chasse. Les brigands, qui infestaient les grandes routes, et qui, pendant les six dernières années, avaient fait d'excellentes affaires, puisaient, dès lors, encore plus copieusement dans la bourse commune. Les contrebandiers, favorisés par les premiers troubles et protégés par les compagnies d'assurances pour la contrebande, établies à Gibraltar ainsi qu'en France et qui alors ne demandaient que 10 pour 100, avaient jeté dans le pays d'énormes masses de marchandises qui, comme on pouvait le prévoir, devaient nécessairement, pour un long temps à venir, diminuer la recette des droits d'entrée. Toutes ces pertes furent augmentées encore par les dépenses considérables qu'occasionna le changement politique dans l'État. Il fallait cependant maintenir les forces militaires sur un pied imposant; on voulait que la marine, qui avait disparu, fût remplacée, et que l'armée, pour la récompenser de ses services, fût payée, et mieux payée qu'auparavant. Les chefs de la révolution, les Quiroga et les Riego, devaient recevoir chacun une pen-

sion de 80,000 réaux ; celle d'Arco Aguero, de Lopez Baños, d'Espinosa et d'O'Daly devait être de 40,000 réaux pour chacun d'eux, somme que nul d'entre eux, si ce n'est Riego, ne refusa, ne fût-ce que pour sauver les apparences. Les changements dans le personnel des fonctionnaires augmentèrent le nombre des pensions qui, de plus, pendant les six dernières années, avaient été follement données aux gens les plus indignes, et qui, malgré tous les retranchements, laissèrent au pays une lourde charge.

Au milieu de tous ces embarras qui venaient s'entasser autour de lui, le ministre Canga Arguelles se vit dans une position qu'on ne trouvait guère plus digne d'envie que sa captivité aux présides. On lui demandait de rendre compte de toutes les choses dont il ne pouvait absolument avoir aucune connaissance personnelle. En effet, sur toute cette période des six dernières années, on manquait des renseignements les plus importants et de toute base statistique. De quelque manière que s'y prît le ministre, on trouva partout à blâmer. S'il faisait paraître l'état des finances sous un jour tolérable, il entendait s'élever des plaintes au sujet de son manque de sincérité périlleux et sur sa soif de popularité. Quand il disait, au contraire, la vérité, on criait à la trahison envers la patrie, et on l'accusait de miner le crédit public. C'était là une époque où, plus que jamais, on aurait dû demander au peuple de grands sacrifices, et où, moins que jamais, il pouvait s'en charger. Dans ce dilemme, le ministre se laissa guider par des considérations politiques : il voulut gagner des amis à la Charte, afin de ne pas dégoûter le peuple, dès le principe même, du régime constitutionnel. Arguelles déclara (7 octobre) qu'il préférait retourner dans son

cachot plutôt que de faire rentrer, à cette époque de détresse, les impôts arriérés à l'aide des barbaries de l'ancien système de l'arbitraire. Il demanda et il obtint que l'impôt foncier, tombé déjà bien bas et évalué à 250 millions seulement, fût abaissé à la somme de 125 millions; que, pour soulager d'une manière égale toutes les classes, on diminuât de la moitié même les subsides du clergé (30 millions), et qu'on favorisât les propriétaires fonciers nobles en leur faisant une remise de 4 millions. Ce système de ménagements contraignit alors le ministre de recourir à des emprunts très-coûteux. Déjà avant l'ouverture des cortès, au moment d'une détresse extrême, le gouvernement s'était vu obligé de faire un premier emprunt de 40 millions (9 mai). Plus tard (12 octobre), les cortès donnèrent leur consentement à un autre emprunt de 300 millions à 7 pour 100 qui devait être remboursé en vingt-quatre années, et qui fut effectué avec une perte de 30 pour 100 sur le capital nominal.

Mais tout cela ne suffisait qu'aux besoins du jour. Afin de relever le crédit d'une manière durable, il fallait avoir recours à des mesures plus énergiques. On voulut transformer en une dette uniforme de 5 pour 100 toute la dette portant intérêts, et montant à 6,814 millions, y compris une créance hollandaise de 31 millions de florins, avec les intérêts arriérés dont le payement avait été suspendu, en 1811, par les cortès, mais qui, à l'époque dont nous parlons, fut loyalement reconnue. Pour le payement successif de cette dette uniforme, on voulut créer un fonds d'amortissement. La dette qui ne rapportait pas d'intérêts (7,205 millions) devait être amortie par la vente de biens nationaux, c'est-à-dire de biens appartenant à

l'Église, aux communes et à la Couronne, pour lesquels on ne devait accepter en payement, selon sa valeur nominale, que du papier-monnaie, destiné à être brûlé ensuite. La masse des biens assignés à cette vente par la commission du crédit fut évaluée à la somme de 8 ou 9 milliards. La vente des biens de l'Église, pour laquelle on n'avait pas obtenu la bulle de consentement du pape, marcha d'abord lentement. Peu à peu, cependant, la confiance augmenta, et comme du moins la *Majordomia* abolie et le Conseil de Castille ne protestaient plus, on réussit à vendre, même pendant cette période si peu sûre de l'époque constitutionnelle, pour un milliard de biens et à des prix qui souvent dépassaient l'évaluation (1).

Questions relatives à l'industrie; situation des campagnes.

Parmi les *exaltados*, on avait considéré l'emprunt onéreux, dont le taux correspondait cependant au cours des papiers espagnols, comme une flétrissure dont il fallait éviter la honte; ce parti recommanda donc de faire rentrer sans la moindre pitié les impôts arriérés, surtout ceux qui étaient à la charge des classes privilégiées. Néanmoins les ménagements dont on usa dans l'exécution des mesures adoptées par les cortès prouvèrent que le parti modéré maintenait, dans ces questions, ses principes aussi bien que son influence. Dans d'autres sphères aussi, il suivit la même marche prudente. Par rapport au commerce et à l'industrie, on osa, il est vrai, toucher aux priviléges des individus et des corporations, mais on n'eut pas le courage d'attaquer les grands monopoles nationaux. On abolit même les priviléges de la Société

(1) Cf. Laborde : *Aperçu de la situation financière de l'Espagne*. Paris, 1823.

des Philippines (19 octobre), bien qu'ils eussent été accordés, par voie de contrat, pour des prestations à fournir par cette Société. On fit cesser les monopoles d'importation de marchandises dans les colonies, monopoles accordés à certaines maisons de commerce et qui étaient aussi honteux que nuisibles, parce qu'ils entraînaient des sacrifices vraiment incroyables pour la recette des droits de douanes, et qu'ils favorisaient d'une manière ignominieuse ces maisons privilégiées. Ces monopoles devaient leur origine à l'absence de toute sécurité pour les bâtiments naviguant sous pavillon espagnol ; l'intérêt du commerce exigeait qu'on permît aux négociants espagnols de se servir, d'une manière générale, de pavillons étrangers.

Le ministre des finances était prêt à affranchir le commerce avec l'Amérique jusqu'au 1er mars 1821. Mais ce qui, sous le rapport du fond et de la forme, était un objet de scandale pour tous les hommes sensés, le ministre des colonies et celui de la marine s'opposèrent à cette mesure, et on ne parvint qu'à adopter un expédient insuffisant par lequel les commerçants furent autorisés à se servir, pendant trois mois seulement, de pavillons étrangers. Malgré toutes les expériences déjà faites, les comités réunis des finances et du commerce rejetèrent le principe du libre échange avec l'Amérique. On maintint (29 octobre) le principe de la prohibition de l'importation et celui des droits protecteurs élevés, bien que les voix les plus autorisées se prononçassent dans un sens contraire. Si, déjà dans ces négations, le gouvernement faisait preuve plutôt de timidité que de sollicitude pour les intérêts du pays, il montrait cette inertie, dans d'autres questions, d'une manière bien plus pro-

noncée. Le comité pour l'industrie et pour l'agriculture avait fait des propositions décisives (1), destinées à faire entrer l'Espagne dans la condition industrielle des nations avancées. Il avait demandé : l'augmentation du travail par suite d'une réduction des jours de fête ; l'accroissement du nombre des travailleurs par la diminution de celui des moines et des ecclésiastiques ; l'élaboration de lois sur l'agriculture et sur l'industrie, ainsi que la sécularisation de la dîme qui, à partir de 1821, devait être réduite de moitié, mesure qui était destinée à égaliser les impôts et à soulager ainsi l'agriculteur lourdement chargé de taxes. Mais, pendant cette session, les cortès ne s'occupèrent pas du tout de ces mesures difficiles à exécuter. Il en fut de même de la question brûlante des droits appartenant aux seigneurs fonciers. Ces droits avaient été abolis par un décret des premières cortès de 1811. Mais il était resté une question controversée, que divers tribunaux avaient décidée dans un sens différent : il s'agissait de savoir si les prestations de toute espèce en nature et en personne, que les sujets terriens devaient à leurs seigneurs, allaient continuer à exister sans condition aucune, ou seulement dans les cas où les seigneurs fonciers pouvaient présenter leur titre d'acquisition. L'opposition des principes radicaux et des principes féodaux était tellement tranchée dans cette question, que les modérés ne trouvaient pas de juste milieu. La proposition radicale du projet impliquait l'abolition de ces droits; la demande opposée, d'après laquelle les sujets terriens devaient prouver l'illégitimité des prétentions seigneuriales, renfermait la confirmation à perpétuité de

(1) Cf. *Diarios*, tome Ier, p. 312. Séance du 24 juillet.

ces mêmes droits, puisque aucune commune n'aurait osé s'embarquer dans un tel procès qui aurait été aussi coûteux que l'issue en aurait été douteuse. Les cortès s'opposèrent, il est vrai, aux abus des décisions arbitraires que les sujets terriens osèrent prendre dans divers endroits. Mais, lorsque Alpuente attaqua le fond de la question, et qu'il fit prévaloir le principe radical (19 octobre), en faveur duquel se déclara aussi le comité chargé de cette affaire, les cortès préférèrent ajourner encore cette discussion jusqu'à la prochaine session de 1821. A cette dernière époque, et, il est vrai, dans une autre phase du radicalisme, cette question fut résolue par une décision qu'on n'aurait pas osé prendre dans cette session, et que le roi refusa alors de sanctionner.

Les majorats.

Les scrupules et les hésitations que montraient les *modérés*, dans ces cas où ils semblaient être retenus par le désir de ménager le clergé et la noblesse, caractérise tout à fait en grand leur attitude inégale et incertaine entre les conservateurs et les radicaux. Ces hésitations pourraient doublement surprendre, parce que, dans des questions absolument de la même catégorie, tout aussi importantes, plus fécondes même en conséquences et concernant la condition de ces classes privilégiées, la grande masse du parti modéré, se séparant de ses chefs les plus réfléchis, céda, déjà pendant cette session et d'une manière tout à fait évidente, le pas aux principes radicaux. On vit régner une concorde rare et énergique, avant tout dans les efforts tentés pour remédier au défaut organique dont souffrait l'Espagne, c'est-à-dire l'absence de toute propriété et de tout travail, et pour faire cesser

la cause fondamentale de la stagnation dans l'agriculture et de l'appauvrissement du pays, c'est-à-dire l'immobilité de la propriété foncière, enchaînée par les majorats et par les biens de mainmorte. Mais il est vrai aussi que, sous ce rapport, les besoins parlaient très-haut et qu'une nécessité impérieuse avait, depuis très-longtemps déjà, poussé le pays à des modifications de ce genre. Ces tendances elles-mêmes étaient devenues, dès cette époque, une tradition historique : les principes libéraux professés au sujet de ces questions par les anciennes cortès étaient considérés comme l'évangile de l'économie politique. S'il est vrai que les choses hardies, là où elles sont nécessaires, cessent d'être téméraires, les *moderados* avaient le droit de considérer, dans ces questions, même leur radicalisme comme de la modération.

En effet, déjà sous Charles III et sous Charles IV, l'absolutisme lui-même avait voulu attaquer cette œuvre avec ses propres moyens révolutionnaires. On avait été obligé de le renvoyer aux vieilles coutumes espagnoles d'après lesquelles, avant le seizième siècle, toute la législation avait combattu l'existence des biens de mainmorte, de même qu'il n'y a presque pas un seul exemple de biens-fonds enchaînés par des majorats avant cette dernière époque où l'on introduisit le droit romain en Espagne. Même à l'époque qui nous occupe ici, les seules personnes intéressées au maintien des majorats semblaient être les jurisconsultes, car ils trouvaient leur plus grasse pâture dans l'immense chaos des différentes procédures par lesquelles on pouvait ainsi enchaîner les biens-fonds. C'étaient eux qui, déjà auparavant, avaient toujours déjoué toutes les tentatives faites, dès le dix-

huitième siècle, pour abolir les majorats. Dans toute la classe moyenne et même au sein de la noblesse, aucune question ne semblait être plus populaire que cette dernière. On adressa aux cortès un grand nombre de pétitions, et entre autres une qui fut présentée par le comte Altamira, un des Grands d'Espagne les plus riches; mais de toutes ces requêtes il n'y en eut qu'une seule qui parlât en faveur du maintien des majorats.

Les orateurs les plus prudents du gouvernement et des cortès ne voulaient pas, du reste, entièrement abolir cette institution. Ils demandaient seulement qu'on en limitât l'étendue. De même qu'en 1807 une junte nommée *ad hoc*, et qu'en 1814 la régence, le Conseil d'État et les cortès aussi, de même ces orateurs ne voyaient pas le mal dans les majorats comme tels, mais dans leur trop grand nombre. Ils ne voulaient pas blesser les préjugés profonds de la classe des nobles; ils ne désiraient même pas heurter ceux des puissances qui dominaient en Europe, ni ceux de cette époque où l'on avait rétabli en France, bien qu'avec des restrictions, les majorats autrefois abolis. Ils demandaient qu'on maintînt les grandes terres à côté des petites, afin qu'on prît également soin de l'amélioration de l'agriculture et de l'augmentation des propriétés. Mais les cortès étaient, une fois pour toutes, résolues de ne pas prendre dans ces questions des demi-mesures, parce qu'on était convaincu qu'elles ne serviraient à rien. Après une délibération fort curieuse (12-14 septembre), cette assemblée adopta, à une grande majorité, le projet de loi qui interdisait l'acquisition ultérieure de biens-fonds aux églises ainsi qu'aux couvents, et qui abolissait tous les majorats, les fidéicommis et toute autre entrave apportée à l'aliénation

de propriétés foncières. De tous les amendements restrictifs on adopta (27 septembre), dans la décision finale, seulement celui (article 2) qui portait que les propriétaires actuels de propriétés ainsi enchaînées ne pourraient disposer que d'une moitié de ces biens, et que l'autre moitié ne pourrait être aliénée que par ceux qui leur succéderaient. De cette manière, on voulut empêcher que le marché ne fût inondé d'une manière trop soudaine, par un trop grand nombre de biens-fonds.

Les couvents.

Cette assemblée procéda aussi à l'égard des couvents avec la même vigueur que dans la question des majorats. Dans celle des couvents, les précédents et l'exemple donnés par les anciennes cortès servirent complétement de modèle aux députés. En effet, même dans ces affaires ecclésiastiques, dans toute l'organisation du clergé, les abus étaient trop criants pour que, malgré tout leur respect pour l'Église, même les Espagnols, les plus prévenus de tous les chrétiens, n'eussent pas dû désirer y voir introduire les réformes les plus radicales. C'était ainsi que, dès le commencement de la révolution, l'inquisition était tombée, condamnée par le tribunal du peuple. De la même manière, une résolution des cortès (17 août) renouvela l'abolition des jésuites. De même on écarta (19 juillet) le programme d'enseignement de 1771, inspiré par l'obscurantisme et rétabli en 1817, dans lequel le mot de *mathématiques* n'était pas même écrit, et on le remplaça de nouveau par le programme corrigé et amélioré de 1807. Ce fut encore ainsi qu'on dévoila ouvertement et sans pitié (26 octobre) les inégalités dans la distribution des charges pastorales et dans les moyens

d'existence assurés aux curés. On trouva que, parmi 21,000 paroisses, il y en avait 4,000 entièrement dépourvues de pasteur, tandis que d'autres avaient des ecclésiastiques en surabondance. Tandis que bien des milliers de curés vivaient avec 300 et même avec 200 ducats (1 ducado = 2 fr. 75 c.), il y en avait d'autres qui recevaient jusqu'à 14,000 pesos; quelques évêques possédaient, d'après les assertions exagérées des *exaltados*, un revenu annuel de 70,000, 80,000 et même de 400,000 ducats « sans rien faire. »

Une disproportion semblable existait entre les différents couvents des religieux. Les ordres des moines mendiants (*frailes*), intimement liés au peuple et à ses besoins religieux, vivaient, du moins d'après ce qu'on disait, dans une grande pauvreté; les véritables ordres monastiques (*monges*), nageaient dans l'abondance, sans rendre le moindre service à l'État. Les dominicains, qui possédaient la moitié de l'île de Mayorque et de la province de Valence; les bernardins et les bénédictins, qui avaient de grandes propriétés dans les Asturies et en Galice; les chartreux, à qui appartenait la dixième partie de l'Andalousie, ne prêchaient ni ne confessaient plus, ils ne s'occupaient pas plus de la grande mission de la cure des âmes et de l'éducation, que les ordres militaires ne faisaient de croisades, ou que les pères de la Merci (dans l'Aragon et dans la Catalogne) ne rachetaient de prisonniers, comme ils l'avaient fait autrefois.

Pour remédier à tous ces abus, les cortès ordonnèrent une nouvelle démarcation des cures paroissiales, et elles décidèrent la sécularisation de la dîme, dont le montant fut assigné à l'État pour payer en proportions plus égales les salaires des ecclésiastiques et pour défrayer

les autres dépenses du culte. Relativement aux couvents, on avait proposé d'abolir entièrement ceux des ordres monastiques et militaires qui, même selon les panégyristes les plus idéalistes du monachisme (1), étaient corrompus jusque dans la moelle; de confisquer leurs biens et de restreindre le nombre des couvents appartenant aux ordres mendiants. Cette dernière atteinte portée aux religieux, on crut devoir la rendre acceptable au haut clergé, en ordonnant en même temps, d'après un ancien vœu des évêques, la subordination de tous les religieux sous l'autorité de l'ordinaire. C'était, en effet, la seule mesure en faveur de laquelle ne plaidassent pas les raisons d'économie qui, pour toutes les autres attaques dirigées contre l'Église et contre les couvents, avaient été absolument les seuls motifs déterminants. Quand ils prenaient toutes ces mesures, les députés apaisaient la voix de leur conscience, en invoquant comme excuse la détresse du pays, et, par la raison sonore qu'il s'agissait d'adoucir la misère des gens du peuple, ils espéraient imposer silence même aux contradictions de ces derniers. Pourquoi le paysan, accablé par des charges excessives, continuerait-il à sacrifier 40 à 70 pour 100 de sa récolte en dîmes et en prémices, c'est-à-dire dix fois plus que ce qu'on lui promettait d'exiger de lui par un impôt direct, distribué d'une façon plus égale? Pourquoi payerait-il plus de 1,000 millions, afin que l'État n'en reçût que 300 et que le reste fût absorbé par des prébendes? Ces questions semblaient imposer silence à toutes les protestations des amis les plus réfléchis de l'Église. Lorsqu'on présenta le projet de loi relatif à

(1) Cf. Baron d'Eckstein. *De l'Espagne*, 1836, page 30.

cette question (9 septembre), le rapport s'appuyait tout particulièrement sur cette proposition, à savoir, que le peuple espagnol, ne pouvant plus supporter les charges qui l'écrasaient, devait avoir le droit de demander assistance aux propriétés, autrefois données par lui n'importe dans quel but.

L'évêque Castrillo, ouvrant la discussion en sa qualité de rapporteur (21 septembre), s'appesantit, lui aussi, presque exclusivement sur le côté économique des mesures proposées. Ce n'était pas la haine contre l'Église et contre les couvents, disait-il, mais exclusivement la détresse insupportable du pays, qui avait recommandé ces remèdes douloureux et extraordinaires, les seuls qui pussent arracher l'Espagne à la « gueule de la mort ». Tous les orateurs qui lui succédaient à la tribune parlèrent sur le même ton. C'est une question de vie et de mort, disait Martinez de la Rosa; il nous faut vendre ces biens ou périr. Toreno avoua, avec une sincérité naïve, que les couvents des ordres mendiants n'étaient conservés que parce que leur abolition ne rapporterait rien à l'État. La nation est chargée d'une dette énorme, disait le ministre des finances; elle est obligée de la payer, ce qu'elle ne pourra pas faire sans confisquer les couvents. Charles IV lui-même, ajoutait-il, dut vendre pour 1,600 millions de biens ecclésiastiques, lorsque la dette publique ne montait qu'à 5 et non pas à 14 milliards. Tous les amendements restrictifs durent tomber devant ces considérations. La résolution des cortès (1er octobre) ordonna que tous les couvents des ordres monastiques et militaires fussent abolis; on devait assurer par des pensions l'avenir des moines. Dans les couvents des ordres mendiants qu'on conservait, on devait favoriser par tous les moyens la

sortie des moines qui désireraient quitter la communauté. Dans aucun endroit il ne devait y avoir plus d'un cou vent de la même congrégation; les monastères où il n'y avait pas vingt-quatre moines devaient être réunis au couvent le plus voisin du même ordre.

Les premières réactions.

Tout le monde avait pressenti que la loi sur les couvents serait en butte aux attaques les plus violentes; déjà pendant la discussion, on avait pu le deviner en entendant le langage plein de ménagement et d'égards des orateurs *modérés*, aussi bien qu'en écoutant les discours remplis de menaces et d'intimidations que prononçaient les *exaltados*. Si les pétitions adressées aux cortès au sujet des majorats avaient été presque unanimes à se prononcer contre le maintien de ces derniers, les requêtes relatives à la conservation des dîmes avaient été déjà fort partagées, les unes étant favorables à cette mesure, tandis que les autres la combattaient. Mais les représentations adressées aux députés contre l'abolition des couvents, et écrites en partie dans un langage des plus violents, étaient arrivées en si grande masse, qu'on ne put même pas en donner lecture. Déjà auparavant et dès le principe même, quelques zélateurs parmi le clergé n'avaient pas imposé silence à leur mauvais vouloir à l'égard de la Constitution. L'évêque d'Orihuela avait donné le premier exemple de la résistance, en refusant d'exécuter l'ordre qui prescri vait d'expliquer, du haut de la chaire, les bases de la Constitution. Puis le clergé de Burgos, de Caceres et d'autres villes avait commencé à prêcher sans façons contre la Constitution, et, dans plusieurs endroits, les évêques se comportaient comme s'ils étaient inquiétés dans leur conscience.

Or ce fut à ce moment que, dans une sphère beaucoup plus étendue, le clergé fut excité par les mesures prises contre les couvents, surtout dans celles de leurs dispositions qui sortaient des questions matérielles et qui renfermaient des empiétements sur les droits spirituels de l'Église, ainsi que le commencement des réformes ecclésiastiques. Ces mesures semblaient annoncer à toute la classe des prêtres, à ces ennemis puissants et invariables de toute réforme dans l'État, qu'il ne s'agissait pas là seulement des secours que la détresse du pays imposait au clergé, mais que l'envie des gens cupides, que la haine des hommes instruits et libéraux et que l'inimitié mortelle des *exaltados* en voulaient à leur vie et à leur existence. Le signal de la résistance ouverte semblait avoir été donné déjà. Le général des capucins présenta une requête contre la subordination du clergé régulier sous l'autorité de l'ordinaire, requête qui, au jugement des cortès, regorgeait de principes antisociaux et antiévangéliques. Ce général, ayant opposé une résistance insolente à cette loi arbitraire, fut destitué et exilé. L'appui qu'ils étaient sûrs de trouver auprès du pape encouragea les prêtres à de semblables témérités. L'ambassadeur d'Espagne à Rome, Vargas y Laguna, plus tard marquis de la Constancia, avait refusé de prêter le serment de fidélité à la Constitution, et il avait formé une junte apostolique (milieu de 1820); cet exemple avait déjà trouvé des imitateurs en Galice. Par les communications faites par les ministres eux-mêmes, et qui n'étaient rien moins que bienveillantes à l'égard du chef de l'Église, on savait que le pape ne s'était pas montré favorable à la demande du gouvernement réclamant un concordat et une entente au sujet des mesures dont on s'occupait à ce moment.

Au sujet de la suppression de l'ordre des jésuites, le pape écrivit (15 septembre) au roi une lettre secrète (1), dans laquelle il exprima ses regrets d'être obligé de causer au « beau cœur » du prince la douleur d'avoir à l'avertir des dangers qui menaçaient l'Église d'Espagne par suite de toutes ces propositions relatives à l'amoindrissement du clergé, ainsi qu'à l'abolition des dîmes, etc. Puis, par l'intermédiaire du nonce, il fit naître dans ce souverain des scrupules de conscience à l'égard de la loi sur les couvents. Déjà lors de la discussion au sujet de la loi sur les majorats, on avait parlé tout bas, au sein des cortès, d'un refus de consentement, et M. Guerra, répondant par un refus de voter le budget, avait dit d'un ton de menace « que le roi s'en garderait ». A l'époque qui nous occupe maintenant, le même bruit se répandit encore au sujet de la loi sur les couvents, et cette fois Toreno dit, en guise de consolation, « qu'il n'y croyait pas, parce que, sans cette loi, toutes les nouvelles institutions resteraient inachevées ». Mais, cette fois-ci, la rumeur était fondée. Le roi comptait refuser sa sanction, et même sans prendre préalablement l'avis du Conseil d'État; en se fondant sur l'article douteux de la Charte (art. 236), les ministres lui contestèrent le droit de ce refus, s'il ne remplissait pas auparavant cette formalité. Pendant un moment ils réussirent à apaiser le monarque, en lui faisant la concession du maintien de six couvents monastiques; mais, immédiatement après, le prince revint à son idée de faire usage de son vote suspensif.

Ce fut là le moment néfaste où les conseillers, jusque-là si irréprochables, du roi eurent eux-mêmes recours aux

(1) Cf. *Vida*, tome II, p. 395.

mauvais artifices de leur maître, et qu'aux yeux des membres de leur parti, plus conséquents avec eux-mêmes, ils souillèrent leur nom d'une tache fatale. Leur devoir aurait été alors de risquer une rupture constitutjonnelle et de donner leur démission; mais, au lieu d'agir ainsi, ils abandonnèrent soudain tout leur ancien rôle, préférant d'amener le roi à des concessions par l'intimidation. Les bruits relatifs à des dissentiments entre le souverain et ses conseillers s'étaient répandus dans la capitale; les ministres s'adressèrent à la Société de la *Fontana;* mais, sur la proposition de Galiano, celle-ci refusa de leur prêter son assistance. Pendant ce temps, l'éclat produit par cette affaire avait pris des proportions assez considérables pour que les ministres pussent faire une menace de cette agitation croissante et déterminer le roi à donner sa sanction à la loi. Bientôt le prince apprit que le danger avait été plutôt imaginaire que réel. En se voyant ainsi la dupe d'une telle supercherie, le roi était bien plus irrité que s'il avait subi toute autre défaite. Par l'intermédiaire du frère Cirilo Alameda, qui, en 1816, avait été l'instrument principal du mariage du roi avec la princesse du Brésil, ce prince fit aussitôt entamer des négociations avec les *exaltados*, afin de s'entendre avec eux sur une opération destinée à renverser le ministère, leur ennemi commun (1). Ces délibérations furent traversées par d'autres incidents qu'on avait peut-être fait naître avec l'intention fallacieuse de masquer ces négociations.

La fin de la session des cortès approchait. Des actes néfastes, inspirés par la défiance et la rancune mutuelles, précédèrent la clôture (9 novembre) de cette assemblée

(1) Cf. Galiano, tome VII, p. 126.

et lui succédèrent. Trois semaines auparavant, lorsque la nouvelle de la réunion des trois monarques de Russie, d'Autriche et de Prusse à Troppau (3 octobre), s'était répandue à Madrid, on avait aussitôt présenté une motion d'après laquelle aucun député ne devait quitter Madrid, pendant la suspension des séances, sans y être autorisé par la députation constitutionnelle. Ce congé ne pourrait être donné qu'à la quatrième partie des membres, afin que, en cas de besoin, on pût rassembler les cortès à toute heure. A cette époque, on avait rejeté cette motion comme une mesure inutile qui faisait naître des appréhensions. Mais, la veille de la clôture des cortès, cette même motion fut adoptée à l'unanimité et sans discussion. L'état du pays à l'intérieur effectua ce que la position des affaires étrangères n'avait pu produire. L'agitation fomentée par le clergé continuait toujours. Dans le public, on répandait comme décrets des cortès les inventions les plus infâmes, afin de miner ainsi l'autorité de cette assemblée. A Avila, on venait d'arborer le drapeau de l'absolutisme. L'opinion publique en fit remonter la cause à l'instigation du roi, et, immédiatement après la fin des cortès, ses soupçons allaient être confirmés.

Le roi avait quitté Madrid pour se rendre à l'Escurial, où il nomma (16 novembre), à la place de l'ancien capitaine général de Madrid, Vigodet, le général José Carvajal, dont l'aversion pour la Constitution était fort connue. Le prince prit cette mesure sans faire contre-signer le décret par un de ses ministres et même sans leur donner connaissance de cette nomination. Cette fois-ci encore, les ministres négligèrent leur premier devoir constitutionnel, qui aurait été de donner au roi une explication

ou de la lui demander d'abord en secret et sans faire d'esclandre. Pendant ce temps, ils avaient appris les tentatives faites par le roi pour tendre la main aux *exaltés;* ils hésitèrent alors d'autant moins à chercher à conclure, de leur côté, une alliance ouverte avec ce parti contre le roi. Ils rendaient au prince les mêmes dés et le payaient de la même monnaie dont il s'était servi dans son jeu faux, que les ministres repoussaient pourtant avec la même horreur que tout le monde. Ils ordonnèrent donc à Vigodet de garder sa place; ils répandirent cette affaire dans le public. Tout à coup les Sociétés politiques reprirent, dans leurs séances, leur ancien caractère tumultueux. Les milices se réunirent en toute hâte; le peuple dans les rues se mit en mouvement et se porta en grandes masses agitées vers le siége de la députation constitutionnelle, afin de demander la convocation immédiate des cortès. Le conseil municipal se réunit et commença, dès ce jour, à répéter le rôle joué par la Commune de Paris.

Les ministres laissèrent libre carrière à tous ces événements, à peu près comme la Fayette l'avait fait pendant cette malheureuse journée de Versailles, qui allait trouver alors sa faible parodie à Madrid. Le roi céda devant les représentations de ses ministres. Il prétexta une erreur personnelle. Il consentit à éloigner de son entourage les prétendus auteurs de cette réaction, Victor Saez, son confesseur, et son majordome, comte Miranda. Il promit de convoquer, suivant la demande de la députation, des cortès extraordinaires, aussitôt que, suivant l'article 173 de la Charte, on lui aurait désigné les affaires qui devaient former le sujet des délibérations dans cette assemblée. Lorsque le monarque revint de l'Escurial

dans la capitale (21 novembre), il y fut escorté par des groupes farouches qui chantaient le *tragala.* Sur la place du château, on voyait s'agiter les masses serrées du peuple qui proféraient des cris sauvages. Lorsque, du haut du balcon, le roi vit passer les troupes devant lui, quelques hommes s'élevèrent sur les épaules des assistants, et, en embrassant la Charte, ils la lui montrèrent avec des gestes menaçants. Puis on souleva le jeune fils de Lacy, au milieu des cris de : « Vive le vengeur de son père ! » Le roi pâlit, mais il resta au balcon jusqu'à ce que les troupes eussent passé ; puis il se rendit, les yeux étincelants, dans les appartements occupés par les membres terrifiés de sa famille.

Ce fut là un moment funeste. L'autorité du monarque espagnol n'était pas encore tombée assez bas pour que des milliers de ses sujets ne vissent pas cet avilissement de sa personne avec la même fureur et avec les mêmes larmes arrachées par l'indignation que le faisait son entourage le plus immédiat. Les ministres le savaient fort bien, lorsqu'ils cherchaient alors leur appui dans une alliance formelle avec les *exaltados.* Ils mirent à la tête du ministère de la guerre un ami de Riego, le général de marine Gayetano Valdes. Riego lui-même fut nommé capitaine général de l'Aragon. San Miguel et Manzanares furent rappelés et investis de hautes fonctions. Velasco, Arco Aguero et Lopez Baños obtinrent le poste de capitaine général de l'Estramadure, de la province de Malaga et de celle de Navarre ; Mina fut envoyé de cette dernière dans la Galice. Ce furent là les gages d'une nouvelle réconciliation avec un parti dont l'aversion pour les *moderados* et l'incompatibilité avec leur gouvernement étaient tout aussi grandes que celles qu'éprouvait

le roi lui-même à leur égard. Jusqu'à quel point cette alliance était contre nature, c'est ce que les ministres allaient apprendre au bout de quelques semaines, lorsque, parmi les *exaltados* réunis à la *Cruz de Malta*, on vit surgir une nouvelle proposition ayant pour but une alliance entre ce parti et le régent. En effet, on proposa d'adresser au roi une requête, pour lui demander « d'éloigner ce ministère qui, sans nécessité aucune, avait amené les patriotes à jouer la farce du mois de novembre ». Si cette proposition ne fut pas acceptée, c'est uniquement parce qu'elle fut repoussée par les membres les plus honorables de ce parti, qui savaient que la cour avait trempé dans cette affaire (1). Les ministres prononcèrent la dissolution de la Société de la Croix de Malte, fournissant ainsi au roi une nouvelle occasion de faire une sortie fort juste contre eux, quand il disait qu'ils étaient bien prompts à punir cette attaque contre eux-mêmes, tandis qu'avec une longanimité inépuisable ils étaient restés spectateurs impassibles de tous les outrages déversés sur lui, le souverain.

A partir de cette époque, on ne pouvait plus songer à un développement favorable du nouvel ordre de choses, ni à un gouvernement régulier en Espagne. Une méfiance pénible aigrissait les partis les uns contre les autres; on avait perdu toute confiance en Ferdinand, qui, se voyant placé alors complétement dans la position de Louis XVI, cherchait où il pourrait trouver des secours à l'étranger. Tout cela poussa et stimula les ennemis secrets du nouveau régime à agir ouvertement. Pendant les mois suivants, le malaise augmenta encore au milieu

(1) Cf. Galiano, tome VII, p. 130.

des inquiétudes croissantes inspirées par la position du pays à l'intérieur et vis-à-vis de l'étranger. A peine sentit-on d'une manière plus palpable la discorde survenue entre les divers pouvoirs du gouvernement, qu'une agitation fébrile s'empara de tout le pays, et que « le char de l'anarchie, qui, retenu jusqu'alors par les autorités, ne s'était mis en mouvement qu'avec beaucoup de lenteur et qu'avec des moments d'arrêt, s'avança avec une fougue irrésistible, entraîné par ses coursiers indomptables. »

---

3. — LA RÉVOLUTION EN PORTUGAL ET AU BRÉSIL.

On pouvait supposer que la secousse révolutionnaire, qui, avec une si grande violence, avait ébranlé le système vermoulu de l'État espagnol, n'eût pas laissé intacts les édifices politiques voisins qui étaient encore plus chancelants. Suivant leur nature différente, ce choc devait avoir poussé et excité les habitants de ces pays voisins soit à étayer, soit à renverser, soit à restaurer, soit à renouveler entièrement les institutions de leur patrie. De même qu'en Espagne, de même aussi dans les États limitrophes, le peuple avait été, il est vrai, habitué depuis longtemps à continuer de vivre, avec une indo-

lence apathique, au milieu de ruines qui, à tout moment, menaçaient de s'écrouler. Lorsque, au commencement, ces voisins virent que l'édifice politique en Espagne, qui avait eu à subir le premier choc, ne s'était pas entièrement effondré, ils semblaient se demander s'il ne fallait pas tranquillement laisser les choses telles qu'elles étaient. Ils paraissaient peu convaincus que les Espagnols eux-mêmes travailleraient sérieusement à l'exécution de leurs projets de constructions politiques, conçus avec un soin si minutieux. Mais aussitôt qu'on y songea réellement, qu'on rassembla les architectes et les ouvriers, et qu'on commença d'abattre le toit et les cloisons, il y eut pour les voisins péril dans la demeure, et eux aussi mirent immédiatement la main à l'œuvre. Ce ne fut pas le premier moment où éclata la révolution espagnole, ce ne fut que la réunion des cortès à Madrid qui donna le véritable signal de ce mouvement qui allait faire sentir ses secousses en premier lieu dans ceux des pays, habités par la race latine, dont la condition était devenue tout aussi fâcheuse que celle de l'Espagne, si elle n'était pas plus terrible encore.

Coup d'œil rétrospectif jeté sur l'ancien état de choses en Portugal.

Dans aucun des peuples du Midi les qualités défavorables particulières au type des nations latines et catholiques ne ressortent d'une manière plus saillante que chez les Portugais. Pendant les siècles où, à côté de Venise, le Portugal était la première puissance maritime du monde, il avait, plus encore que l'Espagne, fondé sa grandeur sur un éclat et une gloire militaire purement extérieurs. Les contrées les plus riches de l'Amérique et de l'Asie versèrent alors leurs trésors dans le port de Lisbonne; mais, malgré toutes ces richesses qui affluaient

dans le pays, l'agriculture, autrefois, disait-on, florissante, tombait, plus encore qu'en Espagne, à l'intérieur des terres, dans une profonde décadence, et l'on vit s'appauvrir ce puissant royaume qui, pour les premiers de ses besoins, dépendait dès lors des pays les plus petits de l'Europe. Mais cette ancienne puissance extérieure elle-même, sa superbe flotte et la plus grande partie de ses colonies, le Portugal les avait perdues pendant et après la période où il avait été incorporé à l'Espagne (1580-1640). Cette domination de voisins détestés avait passé; mais le sombre despotisme espagnol était resté dans le pays où il avait été fortifié encore par la bigoterie des jésuites, qui, déjà depuis le règne du roi Jean III, avaient fait de ce royaume, comme de nul autre, leur domaine exclusif. On pouvait dire que c'était une nouvelle calamité, lorsque, après avoir recouvré son indépendance politique, le Portugal se fit rendre par les Hollandais le Brésil, autrefois perdu pour lui. Il s'y ouvrit alors une mine de richesses inépuisables en or et en pierres précieuses qui permit aux Portugais de continuer, à un degré plus élevé encore, leur vie de fainéantise au sein de leur indolence intellectuelle, morale et industrielle.

A la domination spirituelle de Rome était venue s'ajouter, depuis le traité de Methwen (Methuen), conclu en 1703, la conquête commerciale et industrielle du Portugal par l'Angleterre, qui, aux deux tiers, eut à satisfaire les premiers besoins de ce royaume, et qui, par là, maintint l'État dans une dépendance complète, même sous le rapport politique. Situé à l'extrémité la plus reculée de notre partie du globe, le Portugal était peu exposé à être effleuré par les grandes querelles qui agitaient le

monde; sa langue même tenait le pays éloigné de la vie intellectuelle de l'Europe. Bien que, sous le rapport de la législation et de la vie littéraire, ils dépendissent entièrement de leurs seuls voisins et des plus proches alliés de leur race, les Portugais étaient néanmoins séparés des Espagnols par la haine la plus profonde. Sans posséder cette variété de races d'un caractère différent et nettement marqué qui devient un stimulant pour le développement intellectuel d'un peuple, les Portugais étaient pourtant séparés les uns des autres par la configuration de leur pays étroit et allongé que sillonnent des vallées profondes et privées de voies de communications. Opprimé par des despotes, qui, à leur tour, étaient menés par les jésuites, et asservi sous le pouvoir sans frein des prêtres et des nobles, ce petit peuple menait ainsi, sans aucun doute, pendant la première moitié du dix-huitième siècle, l'existence la plus misérable parmi toutes les nations de l'Europe.

C'était à cet excès incroyable de décadence, de pauvreté, d'immoralité et d'ignorance que, sous le règne et à la faveur de la protection de Joseph I[er] (1750-1777), l'administration de Pombal avait essayé d'arracher le Portugal. Ce ministre avait attaqué ce travail de géant d'une manière plus radicale, plus universelle et plus énergique qu'aucun des nombreux réformateurs politiques de cette époque n'avait essayé de s'acquitter de sa tâche.

Les résultats acquis témoignèrent de l'efficacité et de la vigueur des réformes entreprises par Pombal. Il délivra en grande partie le Portugal du tribut que jusqu'alors ce pays avait payé à l'industrie de l'étranger. Il releva l'agriculture, dont les produits n'avaient pas suffi, avant

lui, aux besoins de la moitié de la population, si l'on s'en rapporte à l'évaluation la plus élevée (1). Il fit naître une activité littéraire qui n'avait pas existé auparavant. Il rejeta la domination des jésuites et prit une attitude indépendante vis-à-vis de Rome. Dans l'espace de quinze ans, il releva la marine, descendue au chiffre de deux bâtiments impropres au service, jusqu'à lui faire atteindre celui de vingt-six vaisseaux de ligne et frégates. Il laissa dans le trésor de l'État des sommes montant à un chiffre presque incroyable, tandis qu'auparavant, à la mort de Jean V, on avait manqué de l'argent nécessaire pour payer les frais des funérailles de ce roi (2). Mais, malheureusement, ni le temps, ni le pouvoir, ni la volonté même du « grand marquis » ne suffisaient pour guérir les plaies profondes qui avaient rongé les racines mêmes de la vie du peuple, pour inspirer aux fonctionnaires l'honnêteté, ainsi que l'incorruptibilité aux juges; pour donner à la noblesse le sentiment national et celui de l'honneur, et enfin pour apprendre au peuple à agir de lui-même et à se servir de ses propres forces. Sous le règne de Marie Ire, princesse bigote et faible d'intelligence, le système du gouvernement portugais semblait consister à faire le contraire de tout ce qu'avait fait Pombal.

La politique portugaise avait entièrement perdu ses anciennes vues vastes et profondes, dont elle aurait eu le plus grand besoin à cette époque des grands conflits que la Révolution française avait fait naître dans toute l'Europe. Les forces à peine ravivées de ce malheureux pays

(1) Cf. A. Halliday : *The present state of Portugal*. Edinburgh, 1812. Page 300.
(2) Cf. Adr. Balbi : *Essai statistique sur le Portugal*. 1822, tome Ier, p. 303.

ne suffisaient pas pour résister aux efforts et aux secousses terribles qui avaient été le résultat des différentes guerres de 1793 à 1814, dans lesquelles le gouvernement à courte vue s'était d'abord laissé impliquer aveuglément par le zèle réactionnaire universel, et dans lesquelles il fut ensuite entraîné plus loin par sa dépendance vis-à-vis de l'Angleterre, pour être forcé enfin, par les projets de Napoléon, à les continuer encore.

Lorsque la paix fut rétablie, on trouva que presque tout ce qui, depuis 1750, avait été fait pour la prospérité matérielle du Portugal, était complétement détruit. Pendant les sept ans de 1807 à 1814, la population avait diminué d'un quart, peut-être d'un demi-million d'hommes; l'agriculture, ainsi que les industries, manquait de bras; les quelques manufactures qui existaient encore étaient pour ainsi dire ruinées. L'agriculture était tellement réduite que, dans chacune des deux années 1811 et 1812, on dut faire entrer dans le pays pour plus de 40 millions de cruzados de blé, tandis que, pendant toute la période de 1796 à 1801, l'importation n'en avait été que de 57 millions et demi. On avait abattu des oliviers sans nombre, qui cependant formaient la branche la plus productive de la culture nationale. De vastes étendues de ce pays stérile en lui-même étaient alors complétement abandonnées et désertées, bien qu'auparavant elles eussent été cultivées. Si l'on excepte le Nord, le Portugal avait été, de tout temps, presque entièrement sans culture (1). En effet, les domaines de

(1) D'après les évaluations les plus élevées, jusqu'à 7 p. 100 de tout le sol. Cf. Minutoli : *Portugal und seine Colonien* (Le Portugal et ses Colonies). Stuttgard, 1855. Tome Ier, p. 22.

la Couronne, les biens de l'Église et des communes, les grandes propriétés territoriales (*latifundia*) appartenant à la noblesse et aux ordres, tous ces immenses biens indivisibles et inaliénables étaient, pour la plus grande partie, morts et improductifs ; on s'en servait seulement pour quelques mauvais pâturages, ou bien on en louait de faibles parties à des fermiers dont la condition était tout aussi déplorable que celle des serfs russes.

Les moyens de communication et de trafic, ainsi que la culture du sol, se trouvaient dans le même état primitif qu'en Sardaigne. L'élevage des bestiaux était encore dans une condition tellement simple et incroyable, que les paysans ne savaient faire ni beurre ni fromage. Les grandes richesses du pays en minéraux de toutes sortes étaient restées tout à fait intactes. Les encouragements donnés par Pombal à la pêcherie étaient de nouveau tombés dans un oubli si complet que, depuis 1814 à 1819, on importa dans le Portugal, le plus poissonneux de tous les pays, pour 23 millions de cruzados de morues (1), sans compter les autres poissons. Le commerce aussi, relevé par Pombal d'une manière extraordinaire, était entièrement retombé dans son ancienne condition. Tandis que vers la fin du dix-huitième et au commencement du dix-neuvième siècle, la balance du commerce portugais avec l'Angleterre avait été presque toujours à l'avantage du Portugal, ce dernier pays y perdit de nouveau, en 1812 et 1813, 26 et 29 millions. Quant à son trafic avec tous les pays étrangers, l'importation avait atteint, de 1796 à 1807, la somme de

(1) Cf. Balbi, t. Ier, p. 176.

504 millions et l'exportation celle de 592 millions de cruzados, tandis que, de 1808 à 1819, l'importation était de 619 et l'exportation de 380 millions (1). L'exportation d'objets fabriqués et d'articles manufacturés pour les colonies, qui, de 1796 à 1807, avait atteint le chiffre de 94, était retombée, de 1808 à 1819, à celui de 2 millions. En effet, trente ans après le ministère si actif de Pombal, l'industrie était de nouveau tombée tellement bas, que le pays tirait de l'étranger les plus simples de ses ustensiles et de ses articles d'habillement, jusqu'à des souliers et des chemises.

Cette ruine de l'économie politique du Portugal marchait de front avec sa décadence morale et intellectuelle. Il est vrai que, dans les sphères élevées de la société, on avait vu régner depuis longtemps une dégradation telle, qu'elle ne pouvait guère être plus complète. Tous les étrangers trouvaient répandues dans les hautes classes, comme une véritable épidémie, l'ignorance, la vaine présomption de caste, l'absence complète de principes, la passion du jeu et la corruption morale de toute espèce, poussées à un tel degré qu'on prétendait les reconnaître par la seule conformation du visage, où elles se prononçaient d'une manière plus marquée à mesure qu'on remontait l'échelle sociale (2). Mais, d'autre part, selon le témoignage unanime de tous les étrangers et de tous les indigènes, les campagnards pauvres et tourmentés, qui, dans leurs vallées écartées, avaient mené une vie grossière à l'état de nature et pour ainsi dire sans

(1) Cf. Balbi, t. Ier, p. 441.
(2) Cf. Mar. Baillie : *Lissabon in den Jahren* 1821-23 (Lisbonne pendant les années 1821 à 1823). Stuttgard, 1827. Tome Ier, p. 20.

liens politiques et sociaux, avaient conservé, jusqu'à l'invasion française, une simplicité de mœurs et une piété touchantes telles qu'on ne les trouve que dans les idylles. Mais cet état d'innocence avait aussi, par suite de la guerre, subi les épreuves les plus terribles. Les enfants des nombreux campagnards tombés pendant la guerre erraient dans le pays sans qu'on s'en occupât et formaient, en grandissant, une génération qui ne connaissait aucun frein. La démoralisation augmenta avec la pauvreté et la misère; le mécontentement et des rancunes profondes s'établirent là où autrefois avait demeuré une population au cœur doux et d'une grande simplicité de mœurs.

Conséquences de l'établissement de la cour au Brésil. — Pression exercée par l'Angleterre comme puissance protectrice.

La fuite de la famille royale ainsi que son établissement au Brésil et, ce qui s'y rattachait, la domination exercée sur le pays par un peuple étranger, par les Anglais, avaient, plus que toute autre cause, contribué à amener cette ruine extrême de toute chose. Ce fut un moment très-important pour l'avenir du Brésil et pour tout le développement de la condition politique de l'Amérique, lorsque, Junot menaçant d'envahir le pays, on avait pris, après des hésitations pénibles, la résolution de transférer au Brésil le siége de la royauté et du gouvernement. Ce fut une journée néfaste en premier lieu pour les destinées du Portugal. Des maux infinis, la source des secousses révolutionnaires postérieures, auraient pu être épargnés à ce pays, si la noblesse et la famille royale n'avaient pas montré à cette époque une lâcheté aussi ignominieuse. Elles auraient dû réunir tout ce qu'elles possédaient de force patriotique pour se main-

tenir jusqu'au dernier moment dans la capitale et pour se réfugier tout au plus à bord de la flotte anglaise, afin de pouvoir reparaître dans le pays et y prendre la direction de la résistance armée au premier moment où cela leur aurait été possible. Mais les Anglais, qui voulaient avoir seuls le mérite de défendre et d'occuper le pays pour se faire payer très-cher leurs services, auraient peut-être, par ces seules raisons, forcé la famille royale à s'éloigner. L'ambassadeur anglais, lord Strangford, lui laissa, à cette époque (1), le choix, soit de livrer la flotte portugaise à l'Angleterre, soit de s'en servir pour s'en aller au Brésil. En même temps, on semble avoir fait comprendre à la cour (2) que si le prince régent, qui ensuite fut le roi Jean VI, restait en Portugal et qu'il devînt le prisonnier des Français, l'Angleterre occuperait le Brésil pour sauvegarder sa propre sécurité.

A partir du moment où la cour émigra au Brésil, la sollicitude du gouvernement se détourna du Portugal, à mesure qu'il se préoccupa davantage des intérêts du pays où il était allé se réfugier. En même temps les Anglais s'établirent en Portugal comme les véritables maîtres du pays dont ils exploitèrent d'abord les forces pour leurs desseins militaires, et dont ils épuisèrent ensuite, avec leur cupidité commerciale ordinaire, toutes les ressources, même pendant l'époque de la paix, et où ils semblaient vouloir fixer à jamais leur domination indirecte sous le rapport politique et militaire. Ce double état de choses eut pour le Portugal les conséquences les

---

(1) Dépêche du 29 novembre 1807 dans les *Memoirs of Admiral Sir Sidney Smith*. Tome II, p. 81.

(2) Cf. Maria Graham : *Voyage to Brazil*. Page 46.

plus déplorables. En s'enfuyant au delà des mers, le gouvernement avait emporté au Brésil, ce pays si riche, la somme de 200 millions qu'il venait de prendre au Portugal, livré sans défense aux étrangers, somme qui, dit-on, avait été extorquée à la population naïve, en partie par les moyens les plus malhonnêtes et les plus frauduleux (1). Cet argent, acquis d'une manière si honteuse, fut dépensé dans le plus bref délai et de la manière la plus insensée par la famille royale, dont les dépenses personnelles montaient, à Rio, à 6 millions de crusados par an (2) ; mais on n'envoya pas du Brésil un seul réal à la mère patrie pour l'assister pendant qu'elle faisait la guerre ; au contraire, on lui enleva des troupes et même de l'argent qu'on exigeait tantôt pour payer ce contingent appelé au Brésil, tantôt pour subvenir à telle ou telle autre dépense (3).

Au lieu de prêter ses bras à la patrie en danger, la noblesse aima mieux dissiper follement, dans l'autre partie du monde, ses revenus, qu'elle élevait autant que

(1) Carvalho : *Essai historique et politique sur la constitution et le gouvernement du Portugal.* Paris, 1830, ainsi que Auguste Bouchot : *Histoire du Portugal.* Paris, 1854, et l'auteur de : *Johann VI, Koenig von Portugal* (Jean VI, roi de Portugal). Leipzig, 1827, ouvrages qui ne sont pas, il est vrai, les meilleures sources, racontent ce même fait qui, du reste, s'accorde entièrement avec la manière dont la cour traita le Brésil après son retour au Portugal en 1821.

(2) Cf. Armitage : *History of Brazil.* London, 1836. Tome Ier, p. 15. La femme du prince régent avait, plus tard, l'habitude d'entourer ses négresses d'un tel luxe que, quand ces dernières sortaient, elles étaient souvent suivies de domestiques blancs en livrée, ce qui faisait alors verser des larmes au faible régent. Cf. Thornton, dans sa lettre datée de Rio, mai 1821, dans : *Castlereagh's correspondence.*

(3) Cf. Schaefer : *Geschichte von Portugal* (Histoire du Portugal), tome V, page 704, ouvrage qui, même pour l'époque dont il s'agit ici, est le guide le plus sûr à travers les documents originaux, qui, du reste, sont fort peu abondants.

possible au détriment de la bonne exploitation de ses propriétés. La flotte, d'une importance égale pour les communications entre les deux pays, ainsi que pour la protection de leurs intérêts, était, déjà en 1807, tellement réduite que, de trente-quatre vaisseaux avec quinze cent cinquante-six canons, elle ne possédait plus que vingt-cinq bâtiments, armés de sept cent soixante-trois canons; mais, à partir de cette époque, une négligence sans exemple la fit tomber avec une rapidité croissante dans une ruine presque complète. Des coups infiniment plus durs à supporter accablèrent alors le Portugal, par suite de la dépendance plus rigoureuse dans laquelle se trouvait la dynastie, après sa fuite, à l'égard de l'Angleterre. Sept jours après que le régent eut débarqué à Bahia, un décret royal (28 janvier 1808) avait, à l'instigation de la puissance protectrice, ouvert à toutes les nations amies les ports du Brésil, jusqu'alors fermés à tout le commerce étranger. Pour caractériser l'effet que produisit cet acte, il suffira de citer le seul témoignage de Wellington (1), quand il disait que ce décret avait ruiné le Portugal. En effet, ajoutait-il, non-seulement par ses conséquences il avait fait perdre aux douanes un million de livres sterling, mais encore il avait complétement anéanti la fortune privée d'un grand nombre de Portugais qui jusqu'alors avaient entièrement vécu du commerce exclusif avec le Brésil. Ces paroles furent arrachées à Wellington par l'indignation que lui inspiraient la grossière maladresse politique, l'injustice et l'esprit antilibéral avec lesquels, deux ans plus tard,

(1) Cf. *Despatches*. Lettre à son frère Henry, en date du 10 août 1810.

l'Angleterre essaya de dépouiller aussi l'Espagne de son commerce colonial. Une politique semblable fit conclure à l'Angleterre, vers la même époque, deux nouveaux traités d'amitié et de commerce (1) pour quinze ans avec le Brésil (19 février 1810). Ce pays, à peine affranchi du monopole portugais, tomba dès lors sous le joug commercial des Anglais, qui firent ainsi une blessure plus mortelle aux intérêts du Portugal.

Par ces deux traités, l'Angleterre garantissait en substance seulement les secours de guerre qu'elle avait autant d'intérêt à fournir que le Brésil en avait à les recevoir, et puis la promesse de ne reconnaître, comme famille régnante en Portugal, que la seule maison de Bragance. En revanche, le Portugal promit à l'Angleterre d'abolir insensiblement la traite des nègres, et il lui accorda le droit *exclusif* d'envoyer autant de navires qu'il lui plairait dans les ports de toutes les possessions portugaises; d'acheter et de faire abattre, dans tout le Brésil, du bois pour ses vaisseaux de guerre, et enfin de faire construire et de faire réparer des navires dans tous les ports brésiliens. Les denrées coloniales du Brésil restaient, comme auparavant, exclues du marché anglais; mais, en revanche, le Brésil obtint le droit, sans importance aucune, d'exclure également de son marché les marchandises provenant des colonies anglaises dans les deux Indes. Les marchandises portugaises devaient payer, en Angleterre, les droits d'entrée des nations les plus favorisées, tandis que celles de provenance anglaise ne devaient payer, dans toutes les possessions portugaises,

---

(1) Dans Martens et de Cussy : *Recueil manuel de Traités*, t. II, p. 352 sq.

qu'un droit d'entrée de 15 p. 100 *ad valorem*, c'est-à-dire 9 p. 100 de moins que les marchandises importées par toutes les autres nations étrangères. Dans toutes les localités du territoire portugais où il y avait des tribunaux, les Anglais devaient avoir leur juridiction propre, tandis que les Portugais, en Angleterre, ne devaient jouir que de la protection des lois anglaises. Cependant l'égoïsme brutal avec lequel l'Angleterre essaya de pressurer son allié le plus intime ne se montra pas encore autant dans ces stipulations que dans la manière dont elles furent interprétées et exécutées sous la pression continuelle de l'influence anglaise.

Dans toutes les délibérations qui concernaient sa nation, c'était l'ambassadeur anglais qui avait constamment la parole décisive. Lord Strangford était tout-puissant à la cour; le comte Linhares, ministre avec lequel ces traités avaient été conclus, lui était tout dévoué; le ministre de la marine, comte das Galveas, était un de ses instruments les plus vils et les plus dociles. Le conseil de commerce était composé de membres « qui étaient très-distingués à cause de leur zèle pour la nation anglaise ». Tous les fonctionnaires se montraient très-favorables aux Anglais (1); on comprend ce que cette expression signifie, quand il est question d'une société aussi corrompue que la société portugaise. Ce fut ainsi que les Anglais acquirent, par les procédés les plus éhontés, les priviléges les plus exorbitants. Lors du premier affranchissement du commerce avec le Brésil, ils s'étaient jetés sur ce pays pour s'y livrer aux spéculations les plus

(1) Ce sont là les expressions de Mawe (*Voyage dans l'intérieur du Brésil*. Paris, 1816), qui, par suite de sa position officielle, connut le véritable état des choses.

précipitées et avec des espérances aussi extravagantes que celles des chercheurs d'or les plus absurdes. Ils avaient, d'un seul coup, inondé le pays de masses de marchandises qui, pendant plus de dix ans, auraient suffi aux besoins des habitants; et, de cette manière, ils avaient subi des pertes énormes dont ils ne pouvaient accuser qu'eux-mêmes; bientôt il vint de l'Angleterre des plaintes et des réclamations les moins justifiées; mais on les écouta. L'irritation jalouse des indigènes fut au comble, lorsque les Anglais établis au Brésil obtinrent même les priviléges de la noblesse (1) : ils purent revendiquer les maisons dont les propriétaires ne faisaient rien pour les entretenir ; on n'avait pas le droit d'augmenter leurs loyers, et ceux qui étaient embarrassés dans leurs payements n'avaient qu'à s'adresser au régent pour obtenir un délai qui allait jusqu'à dix ans.

Le traité de Methwen, de 1703, avait donné aux Anglais, contre la réduction d'un tiers sur les droits d'entrée pour les vins portugais, le monopole de l'importation de tous les articles manufacturés en laine qui payaient alors 30 p. 100 de droit d'entrée. Au moment actuel, les Anglais demandèrent que ce droit fût réduit à 15 p. 100, comme pour toutes les autres importations; on leur accorda encore cette faveur, sans qu'on stipulât une réduction équivalente pour les vins portugais (18 décembre 1812). Le nouveau tarif des marchandises, qui avait dû être élaboré en 1810 par des commerçants anglais et portugais, était arrivé tout terminé de Liverpool et était conçu de manière que les marchandises anglaises ne payaient effectivement que 10 p. 100 de droits d'en-

(1) Mawe, t. II, p. 236.

trée. Au contraire, les marchandises portugaises, importées par des navires portugais, avaient à payer, au Brésil, un droit de 16 p. 100, de plus un droit de sortie quand elles quittaient les ports de Portugal. Mais quand les navires portugais importaient, au Brésil, des marchandises anglaises, celles-ci n'avaient à payer que 15, soit 10 p. 100. Toutes les marchandises des autres nations, qui avaient passé par le Portugal pour être importées au Brésil, étaient alors enlevées au commerce portugais, puisqu'elles payaient 30 p. 100 de droit d'entrée au Portugal et 24 seulement au Brésil. Malgré toutes les faveurs accordées aux Anglais, mais grâce à son émancipation coloniale à l'égard de la métropole, et par suite de l'essor extraordinaire que prit le commerce, le Brésil retira des avantages immenses de ce nouvel état de choses et de ces nouveaux traités, tandis que tous les désavantages retombèrent sur le Portugal pour l'accabler sous leur poids écrasant.

Jamais le pays n'avait tant eu besoin d'exploiter seul les richesses du Brésil qu'à ce moment où, privé de son gouvernement propre, il était occupé et pressuré par un ennemi cupide et sans pitié. Ce fut précisément à cette époque-là que le Portugal se vit complétement dépouillé de ces ressources financières qui avaient été le principal appui de son économie politique. Il trouva son industrie ruinée par les marchandises anglaises qui inondaient ses propres marchés, tandis que le commerce avec le Brésil lui était, pour ainsi dire, complétement enlevé : il ne lui resta donc que la traite des nègres (1). Le chiffre des

(1) Cf. Straten-Ponthoz (comte de) : *Le Budget du Brésil*. Bruxelles, 1854. Tome II, p. 64.

marchandises importées par le Brésil au Portugal, qui, de 1797 à 1807, avait atteint le chiffre de 353 millions, n'arriva, de 1808 à 1819, qu'à celui de 180 millions; le chiffre des marchandises importées au Brésil par la métropole, pendant les mêmes périodes, était descendu de 299 à 159 millions (1). Avant la dernière guerre, le Portugal avait exporté à l'étranger (1806) pour 14 millions et demi de produits brésiliens, tandis qu'en 1819 cette somme n'arriva plus qu'au chiffre de 4 millions et demi; et, au lieu de payer avec des produits de ses colonies les marchandises étrangères dont il avait besoin, il était obligé de les acheter argent comptant. En 1805, huit cent dix navires portugais étaient entrés dans le port de Rio, tandis qu'en 1820 leur nombre ne dépassait pas de beaucoup le chiffre de deux cents (2).

Froideur entre la cour du Brésil et l'Angleterre, la puissance protectrice.

Il n'y a rien qui puisse excuser cette manière de procéder d'un gouvernement qu'on aurait dit dépouillé de toute intelligence politique, de toute conviction patriotique et même du sentiment le plus vulgaire des simples convenances. Pour essayer de justifier les traités conclus par lui, on a supposé que la cour brésilienne avait renoncé à tout espoir de recouvrer le Portugal. Mais alors elle aurait eu d'autant moins raison d'acheter les secours anglais pendant la guerre à un prix si élevé et pour la ruine de la métropole. De plus, en combattant les armées et le blocus continental de Napoléon, l'Angleterre avait besoin aussi bien de l'assistance fournie par l'armée portugaise que du marché brésilien; elle aurait

(1) Cf. Balbi, t. Ier, p. 424.
(2) Carvalho, p. 245.

été forcée, et si elle avait été sage, elle aurait dû être disposée à accepter des conditions bien meilleures qui eussent augmenté, mais non anéanti les forces et les ressources de son allié. Aussitôt qu'on vit se produire peu à peu les conséquences de la pression exercée par l'Angleterre, l'irritation qu'elle fit naître avait, déjà pendant la guerre, commencé à se répandre dans toutes les classes de la population portugaise. A partir de ce moment, Wellington eut continuellement à se plaindre de l'action contraire d'un parti hostile à l'Angleterre, ainsi que de l'opposition ouverte et bruyante de la régence. Mais aussitôt que la guerre fut terminée et que, dans les rapports entre les deux pays, l'Angleterre ne put même plus faire valoir ses services pour en réclamer d'autres du Portugal, la cour apathique de Rio même eut le courage d'exprimer ouvertement, par des paroles et par des actes, la répugnance avec laquelle elle supportait la honte et le poids de la dépendance exagérée où elle s'était placée vis-à-vis de la puissance protectrice.

Depuis 1808 à 1814, le mécontentement, que les priviléges accordés aux Anglais avaient fait naître même dans la population brésilienne, n'avait cessé de grandir. L'indiscrétion et l'importunité avec lesquelles les Anglais exploitaient leur traité avaient considérablement accru cette irritation, et lorsque, en 1814, les premiers Français débarquèrent à Rio, on put reconnaître la démonstration la plus évidente contre l'Angleterre dans les cris d'allégresse avec lesquels les Brésiliens accueillirent les nouveaux venus. La cour pouvait, dès lors, s'appuyer sur ces dispositions du peuple et commençait à se sentir plus indépendante à Rio qu'elle ne l'avait été à Lis-

bonne; et, parmi les grandes puissances elles-mêmes, les rivales de l'Angleterre prenaient soin d'entretenir avec beaucoup de zèle cet éloignement et ce refroidissement soudains. Les machinations de la Russie contre l'Angleterre se firent sentir jusqu'au delà des mers; les rapports les plus amicaux s'établirent entre la cour et le compte Pahlen, l'ambassadeur de Russie, tandis que l'Angleterre augmentait, avec une grande insouciance, les occasions irritantes de faire naître de nouvelles causes d'aigreur. A Paris (1814), lord Castlereagh avait pris sur lui de représenter le Portugal comme un pays dépendant et d'accorder tout simplement à la France la restitution de la Guyane française, conquise par le Brésil. A Vienne, il s'était contenté de promettre ses bons offices pour faire valoir les droits du Portugal sur Olivenza. A Rio, l'impudence avec laquelle l'Angleterre poursuivait ses prétentions fut poussée à un tel point que, au lieu de faire obtenir des dédommagements à son allié, qui attribuait la meilleure partie des triomphes anglais au secours qu'il avait prêté à cette puissance, elle exigea encore de lui la cession des îles de Madère et de Sainte-Catherine, ainsi qu'une station sûre pour ses navires au Brésil. Ce furent là les premières demandes que le gouvernement brésilien repoussa d'une manière très-nette. Linhares (mort en 1812) et Galveas (mort en 1814) ne siégeaient plus dans ses conseils. La cour s'opposa avec la même fermeté à la réalisation d'un vœu de l'Angleterre, exprimé par Wellington, déjà dès l'année 1812, à plusieurs reprises et d'une manière pressante, vœu qu'on ne cessa de faire entendre toujours de nouveau à partir de 1814, et qui avait pour but d'obtenir du prince régent qu'il retournât au Portugal, comme il

l'avait promis en quittant ce pays, puisque la paix était dès lors rétablie. En exprimant cette demande, l'Angleterre était heureuse de faire cause commune avec le Portugal, où l'on considérait le retour de ce prince comme une chose qui s'entendait d'elle-même, et où l'on faisait avec une grande confiance tous les préparatifs pour le recevoir (août 1814). C'est ce que fit aussi l'Angleterre, lorsqu'elle envoya Canning à Lisbonne pour saluer le régent et qu'elle expédia à Rio une escadre commandée par un frère de Beresford et destinée à escorter ce prince pendant son voyage. On aurait tant aimé à le voir retourner en Europe pour s'y remettre, comme autrefois, sous le joug indigne que le *Custom-house office* de Londres avait fait peser sur lui! Heureusement ce faible prince avait précisément dans cette question des raisons trop fortes pour ne pas céder. En effet, il était bien à craindre que la nouvelle colonisation du Brésil, conséquence nécessaire de ce retour du régent en Portugal, ne poussât le pays dans les voies que suivaient les colonies espagnoles. D'autre part, tant que la cour restait à Rio, elle n'avait jamais à craindre la perte du Portugal, que déjà les intérêts mêmes de l'Angleterre contribuaient à empêcher.

Ces dissentiments exercent leur influence aussi en Portugal.

Cette attitude modifiée de la cour brésilienne à l'égard de l'Angleterre commença aussitôt à agir avec plus de force sur la condition intérieure du Portugal. Ce fut là un nouveau malheur. Lors de la fuite de la cour, on avait mis à la tête de l'administration de ce pays une régence composée de cinq membres et de deux secrétaires. Pendant la guerre, elle avait été entièrement à la merci des Anglais, dont le chef militaire et dont l'ambassadeur

avaient même obtenu le privilége de siéger dans son sein avec droit de vote. Le secrétaire général Forjaz, qui était l'âme de ce corps politique, avait été entièrement dévoué aux Anglais. Ces derniers se flattaient de pouvoir continuer ce régime de la même manière, après la conclusion de la paix. Le commandement suprême de l'armée portugaise avait été conservé à lord Beresford, homme d'une réputation irréprochable, mais tranchant et despotique de sa nature et fier du mérite qu'il avait eu d'avoir été le premier à rendre une existence militaire à ce pays, où le service dans l'armée avait été considéré autrefois comme l'occupation la plus vile. Il supposait qu'il continuerait à prendre part, comme pendant la guerre, aux séances de la régence; mais son attente fut complétement trompée. La régence elle-même et Forjaz, qui jusqu'alors s'était montré si complaisant, mirent tout en œuvre pour faire échouer cette demande, lorsqu'ils virent que le vent avait changé à Rio-de-Janeiro.

Dès l'année 1815, lorsque, après le retour de Napoléon de l'île d'Elbe, Beresford demanda des troupes auxiliaires portugaises, la régence refusa d'accéder à cette demande et se plaignit, en même temps, du ton peu convenable dont elle avait été faite. Le chef militaire obtint, il est vrai, par son intervention personnelle, que la cour de Rio envoyât une verte réprimande à la régence; mais cette dernière ne modifia en rien son attitude récalcitrante vis-à-vis de Beresford, parce qu'elle était sûre de l'approbation secrète du gouvernement et de la cour; elle brava même les décisions publiques sur lesquelles s'appuyait le général. Ce fut ainsi que se développa rapidement le dissentiment entre le pouvoir civil et le pouvoir militaire, dissentiment qui acheva de dé-

sorganiser le gouvernement et l'administration au Portugal. Cette scission se montra surtout, et tout à fait en grand, dans tout ce qui se rapportait à l'armée. Après l'immense levée de forces militaires pendant le temps de la guerre, où le Portugal avait mis, en 1811, sous les armes un effectif total de trois cent trente-cinq mille hommes appartenant à l'armée, à la milice et à l'arrière-ban, il était d'une nécessité urgente pour le pays de restreindre cet effectif aux dernières limites. Mais, grâce à son intervention personnelle auprès de la cour de Rio, Beresford avait arraché au régent deux ordonnances (21 févr. 1816) qui prescrivaient que la ligne, commandée par le général, fût composée de cinquante-neuf mille hommes (1), et qu'en outre tous les propriétaires et leurs fils, âgés de dix-huit à quarante ans, fussent soumis au service dans la milice, service qui était aussi gênant que coûteux.

Mais l'exécution de ces ordonnances échoua contre la résistance que lui opposait la régence, et qui lui était simplement imposée par l'impossibilité de donner suite aux ordres du régent. Néanmoins l'entretien de l'armée dévora, de 1815 à 1819, près des deux tiers de toutes les sommes que dépensait l'État, c'est-à-dire 6,042 millions de reïs sur 9,719 (2). Si l'on avait ainsi follement surexcité les forces de ce pays, déplorablement appauvri, on n'avait peut-être pas agi de la sorte sans y être forcé par quelque raison militaire. On ne peut pas attribuer

---

(1) C'est-à-dire 22 p. 100 de la population mâle entre dix-sept et quarante ans, tandis qu'à cette même époque il n'y eut sous les armes que 5 et demi p. 100 de la population en Angleterre. Cf. Balbi, t. Ier, p. 372.

(2) Cf. Balbi, t. Ier, p. 310.

les exigences de Beresford uniquement à sa passion pour les choses militaires. En effet, les querelles entre le Portugal et l'Espagne, au sujet de la Banda oriental, étaient devenues fort sérieuses; le gouvernement espagnol, qui se croyait couvert par la France et par la Russie, montrait dans sa conduite une folie dont les conséquences étaient incalculables; enfin, l'intérêt que l'Angleterre avait à ne pas permettre à ces puissances d'exercer leur influence sur ce qu'elle considérait comme son domaine exclusif s'accordait trop bien avec l'intérêt du gouvernement portugais, pour qu'on n'eût pas besoin d'une armée considérable. On disait qu'à cette époque (comm. de 1817) des agents espagnols avaient parcouru le Portugal, et qu'ils y avaient enrôlé sous leurs drapeaux tout un parti, pour soutenir les projets de leur gouvernement, quelque vagues et quelque obscurs qu'ils fussent. On compléta l'effectif de tous les régiments de l'armée portugaise; Beresford inspecta en personne toutes les forteresses, et il envoya des corps de troupes considérables aux frontières du pays. Mais quand même il y aurait eu des raisons plus fortes encore pour surexciter ainsi sans cesse le pays qui était déjà épuisé, l'effet de ces mesures aurait été le même.

Le mécontentement s'établit dans l'armée et se propagea ensuite au sein de la population; la régence ne négligea rien pour l'augmenter encore. Elle sut neutraliser un grand nombre des dispositions contenues dans les ordonnances militaires, même de celles qui étaient les meilleures, et, avant tout, l'augmentation de solde que Beresford avait réussi à obtenir; on accusa la régence de négliger à dessein même le payement de la solde insuffisante, afin de rendre Beresford odieux aux sol-

dats (1). Pour atteindre ce but, on n'avait guère besoin d'avoir recours à de tels moyens. La fierté de l'armée s'était irritée contre les Anglais depuis longtemps, depuis le moment où Wellington avait quitté le pays sans lui faire ses adieux, bien qu'en grande partie il lui dût sa gloire. Cette aigreur se tourna contre tous les Anglais dans l'armée, où ils occupaient le tiers de toutes les places d'officiers, tandis qu'un très-grand nombre d'officiers subalternes portugais avaient été congédiés ou mis à la demi-solde. Mais elle se dirigea surtout contre Beresford lui-même, car sa discipline sévère et violente heurtait toutes les habitudes du pays, et l'on ressentait, comme une insulte infamante faite aux Portugais, la mesure qui, en pleine paix, le conservait à la tête de l'armée.

Sa vie privée et ses manières personnelles donnaient, tous les jours, de nouveaux aliments à ces rancunes. On le savait dominé par la femme du comte Lemos, la comtesse Xerumenha, qui donnait et qui retirait toutes les places, et qui était considérée comme le véritable chef de l'armée. On se sentait blessé par le ton rude et bourru du général et par les empiétements sur le gouvernement civil, que la régence aimait à lui faire attribuer à dessein.

A toutes ces causes d'irritation venaient s'ajouter encore les manières hautaines et brutales de tous les autres compatriotes de Beresford, pour enflammer, non-seulement dans l'armée, mais dans toutes les classes de la

---

(1) Cf. (Captain Brown) : *An historical view of the revolutions of Portugal since the close of the peninsular war.* London, 1827. L'auteur connaissait, par expérience personnelle, très-exactement toutes ces affaires.

population, la haine contre les Anglais. En effet, quelle aurait été la classe qui ne se serait pas sentie lésée par eux? Les commerçants et les industriels pouvaient-ils vouloir du bien aux Anglais qui avaient arraché au régent les actes funestes de 1808, de 1810 et de 1812, pour refouler ensuite le pauvre Portugal du Brésil et pour élever au même rang cette colonie qui, pas plus de sept ans auparavant, avait occupé la place d'un paria à côté de la métropole puissante et dominatrice? Le clergé ne devait-il pas attribuer à l'influence de ces hérétiques l'attitude roide que, depuis la restauration, le gouvernement avait prise vis-à-vis de la cour de Rome contre laquelle il s'était déclaré, dans un esprit libéral, en s'opposant au rétablissement des jésuites, et avec des exigences, en lui demandant l'abolition de l'inquisition? Enfin, la nombreuse classe des fonctionnaires ne devait-elle pas se sentir gênée par les regards que les Anglais jetaient dans les désordres scandaleux de l'administration, et pendant la scission notoire entre Beresford et la régence, les fonctionnaires ne devaient-ils pas passionnément prendre parti pour cette dernière? C'était ainsi que divers motifs, bons et mauvais, concouraient à changer en profonde aversion l'ancienne affection des Portugais pour les Anglais et à exciter les passions populaires contre la domination étrangère; en même temps le sourd mécontentement qui régnait dans l'armée commençait à miner peu à peu le seul appui qui fût resté à l'autorité et à l'ordre.

Conspiration militaire de 1817.

C'était ainsi que, déjà en 1816, sans les instigations de l'Espagne et même malgré l'opposition qu'il avait cherché à faire naître contre ce dernier pays, le Por-

tugal se trouvait, comme l'Espagne, sur le chemin qui le conduisait aussi vers le même but, vers la révolution. Une sourde fermentation régnait déjà à cette époque dans le pays. Après la mort (20 mars 1816) de sa mère Maria, qui était faible d'esprit et à laquelle ses scrupules de conscience et ses inquiétudes avaient complétement fait perdre le sens, le prince régent avait pris le titre de roi; lorsque la nouvelle de son avénement au trône parvint à Lisbonne, on entendit les officiers murmurer et dire « que, si le roi voulait entendre leur *viva*, il aurait à rentrer chez lui. » Le mécontentement des Portugais fut de nouveau aiguillonné par une invitation que le roi adressa aux premiers gentilshommes et aux négociants les plus riches du Portugal, pour les engager à venir s'établir avec leur fortune au Brésil. Lorsque, au printemps de l'année 1817, la chambre des finances brésilienne tira des lettres de change pour la somme de 60,000 livres sterling sur les revenus du roi en Portugal, la régence les protesta, en disant que le pays ne pouvait se passer de cette somme que réclamaient impérieusement les besoins du pays. Des comptoirs de commerce étrangers reçurent de Lisbonne l'avertissement d'être prudents quant aux envois qu'ils faisaient à cette ville, jusqu'à ce que la crise inévitable fût passée. Au sein de l'armée, où, comme en Espagne, le germe de la dissolution avait été déposé dans le sol le plus fertile, il leva en premier lieu; dans l'un comme dans l'autre pays, les mêmes occasions produisirent les premières résistances ouvertes et des conspirations secrètes.

Lorsque le gouvernement demanda au Portugal des troupes pour l'entreprise insensée qui avait pour but l'envahissement de la Banda (Cf. tome VI, page 359),

plusieurs régiments, dont les officiers faisaient cause commune avec les soldats et étaient soutenus par la régence elle-même, refusèrent de s'embarquer pour le Brésil. En même temps on conçut, dans le cercle de quelques officiers subalternes en disgrâce, des projets vagues qui tendaient à renverser la domination anglaise, la souveraineté du prince et peut-être la dynastie elle-même. On associa à ces desseins quelques membres insignifiants de la classe bourgeoise, francs-maçons comme tous les conspirateurs espagnols; quelques officiers supérieurs s'y joignirent ensuite. Puis les conjurés nouèrent des relations très-vagues avec le lieutenant général Gomez Freire de Andrade, homme d'une grande valeur sous le rapport de l'intelligence et de la science, et qui appartenait à une vieille famille très-considérée: il avait servi sous Napoléon, et Beresford l'avait traité avec une injustice qui était très-mortifiante pour lui. Cependant ces relations entre lui et les conjurés n'étaient nullement suivies; il s'entretint seulement un petit nombre de fois avec quelques-uns d'entre eux sur leurs projets, qu'il désapprouva pour la plupart, et il ne prit aucun engagement certain pour des actes déterminés. Mais les conjurés, qui, en Espagne comme dans le royaume de Naples, agissaient tous avec la même légèreté et avec la même absence de tout scrupule, abusèrent de son nom afin de donner des apparences pompeuses à leur entreprise quand il s'agissait d'enrôler de nouveaux membres. On voulait atteindre le même but par les formules de serment pathétiques, par les projets grandioses d'organisation politique, ainsi que par les proclamations pompeuses qui furent préparées au nom du « suprême conseil révolutionnaire (*supremo conselho regenerador*). »

Tout ce projet très-vague et nullement mûri n'était pas encore sorti du cerveau des instigateurs, lorsque, en voyant que tous les esprits étaient prêts à s'attacher, sans le moindre choix, à tout plan de réforme, les conspirateurs osèrent déjà tenir dans les lieux publics toute sorte de discours imprudents. Beresford, qui, à cette même époque (commencement de 1817), se tenait sur ses gardes contre les intrigues de l'Espagne, fut mis sur les traces de cette conspiration; il ordonna à deux officiers, qui lui avaient fait des communications à ce sujet (17 avril), d'entrer dans les rangs des conjurés, afin de l'informer du développement de leurs projets. Pendant plus d'un mois il fit observer les conspirateurs par ces espions; lorsque ensuite (milieu de mai) on reçut, à Lisbonne, la nouvelle d'un mouvement révolutionnaire au Brésil, à Pernambouc, Beresford permit que, pendant plus d'une semaine, elle exerçât sur les conjurés son influence stimulante. Puis il communiqua toutes ses découvertes à la régence, qui en fut fort surprise; mais, comme il prétendait savoir par une longue expérience que des avis semblables qu'il avait donnés à la régence avaient été négligés par elle, il prit sur lui d'agir arbitrairement et sans laisser à cette autorité l'initiative qui lui appartenait. Il ordonna d'arrêter, pendant la nuit du 24 au 25 mai, vingt-cinq membres de la conspiration, dont dix-huit appartenaient à l'armée, mais parmi lesquels Freire et le baron de Eben (qui plus tard fut reconnu complétement innocent) étaient les seuls personnages considérables par leur rang et par leur crédit.

La régence, qui se voyait menacée dans son existence par les conspirateurs, et le clergé, qui était inquiet en voyant que l'abominable secte des francs-maçons avait

trempé dans le complot, rivalisèrent alors de zèle avec le despote militaire, à qui attribuerait le plus d'importance exagérée à cette conspiration microscopique, ainsi qu'à ses chefs dénués de toute influence; on se hâta d'arriver, par un procès tumultuaire, à un châtiment destiné à intimider les autres coupables. La régence désira qu'on étendît l'enquête à tous les francs-maçons; mais Beresford n'en voulut pas entendre parler, car alors, disait-il, il ne pourrait plus compter sur l'armée, parce qu'un grand nombre des officiers les plus braves appartenaient à cet ordre. On procéda à cette enquête de la manière la plus secrète et la plus irrégulière; Freire ne fut confronté avec aucun des témoins à charge, et l'on prononça le jugement avec une précipitation très-peu ordinaire. D'après les considérants de cet arrêté même, il n'y eut pas un seul des accusés, en général assez peu discrets, qui connût un but bien arrêté à cette conspiration ou qui eût eu connaissance d'un plan d'exécution déterminé d'avance; les juges eux-mêmes ne purent se former une idée des desseins précis de ces conjurés.

Néanmoins la ville de Lisbonne fut témoin d'un horrible spectacle. Douze des accusés furent exécutés (18 octobre), huit d'entre eux, et Freire le premier, eurent à subir une mort barbare : devant les yeux de leurs compagnons, on commença par étrangler successivement ces victimes, qu'on décapita ensuite et qu'enfin on brûla pour jeter leurs cendres à la mer. Cette terrible exécution se prolongea pendant de longues heures de cette journée; au milieu de la nuit même, les bûchers éclairaient encore la ville épouvantée. Les Anglais ont essayé de pallier cet acte de justice turque

accompli par leur compatriote, en disant que le châtiment avait été conforme aux lois. Mais la manière bien moins sévère dont on punit, à cette époque, d'après les mêmes lois, la révolte infiniment plus criminelle de Pernambouc n'en fait paraître que d'autant plus révoltante la cruauté brutale du général anglais qui possédait alors le pouvoir. Beresford lui-même a voulu s'excuser en disant (1) que la régence avait, à dessein, fait prononcer un jugement aussi sévère pour le perdre dans l'opinion publique, qui lui en attribuait toute la pensée. Mais si Beresford disposait de moyens suffisants pour dépasser sa compétence lors de l'arrestation des conspirateurs et pour empêcher qu'on n'étendît, comme le demandait la régence, l'enquête à tous les francs-maçons, il ne pouvait pas non plus manquer des ressources nécessaires pour s'opposer à l'accomplissement de toutes ces atrocités.

La manière dont se défendait la régence était du moins plus franche, bien qu'elle fût plus impudente. Après l'exécution des victimes, elle continua à suivre résolûment la voie dans laquelle elle était entrée : elle publia une loi draconienne contre les sociétés secrètes ;

---

(1) Dans la *Memoria sobre a conspiraçâo de* 1817. Lisboa, 1822, qui a été, sans doute, écrite sous ses yeux. Nous l'avons suivie de préférence dans notre exposé de l'histoire de cette conspiration ; en effet, cet ouvrage abonde en documents authentiques et, bien qu'il soit inspiré par un esprit de parti, il présente cependant la défense de Beresford d'une telle façon qu'il est tout à fait inutile de chercher des accusations plus fortes contre lui dans des sources moins dignes de foi. Les récits des journaux anglais, ceux de Brown, de Venturini, de Münch (*Grundzüge einer Geschichte des Repraesentativsystems in Portugal.* Leipzig, 1827) et d'autres écrivains nous semblent donner trop d'importance aux bruits exagérés de cette époque, au lieu de s'en tenir aux faits rigoureusement prouvés.

elle interdit les journaux portugais imprimés en Angleterre, et elle chercha à leur opposer un antidote dans la presse et dans un catéchisme (1) où l'on chantait les louanges de l'inquisition et de l'absolutisme, et où l'on recommandait aux peuples d'imiter la résignation patiente des premiers chrétiens qui, pendant trois cents ans, s'étaient laissé maltraiter sans résistance. Ce même esprit régnait aussi dans l'écrit apologétique officieux (2) que la régence fit publier peu de semaines après l'exécution. Sans ajouter un mot de preuve, on y faisait le tableau le plus noir de la conspiration ; on s'y déchaînait avec une fureur fanatique contre les francs-maçons, contre toute constitution et contre toutes les institutions libres ; on célébrait un gouvernement monacal et absolutiste comme le meilleur du monde ; on dépeignait le Portugal comme le pays le plus florissant et le plus heureux de l'Europe, tandis qu'on rejetait dans les ombres noires l'Angleterre tourmentée par les partis, par les tumultes et par toute espèce de misère, et qu'on lui prodiguait dans cet écrit, à toute occasion, des allusions et des comparaisons pleines de méchanceté.

Révolte militaire à Porto.

Cette justification éhontée de la sentence de mort prononcée contre les conjurés, que le peuple considérait, après leur exécution, comme des martyrs, augmenta encore l'indignation générale. On se plaisait à croire que toute la conjuration n'avait été inventée par Beresford que pour se débarrasser de son adversaire Freire, qui était très-populaire. Au sein de l'armée, où par le procès

---

(1) *Dialogo o Cathecismo politico*. Lisboa, 1818.
(2) *Reflexões sobre a conspiração*, etc. Lisboa, 1817.

et par l'exemple du châtiment on avait voulu rendre la discipline plus rigoureuse, l'indiscipline augmenta, au contraire, de plus en plus. Déjà, avant l'exécution des conjurés, il était arrivé qu'un des régiments d'un corps de troupes, qu'on voulait envoyer au Brésil, s'était débandé et que des déserteurs avaient quitté d'autres bataillons pour parcourir tout le pays, en mettant à contribution les habitants. Beresford dut mettre tout en œuvre pour empêcher la dissolution de tout le corps; il se vit enfin obligé de permettre aux soldats de s'embarquer avec leurs femmes et avec leurs enfants (14 août). Peu de temps après l'exécution des conspirateurs, quatre conjurés, parmi lesquels se trouvaient Man.-Fernandez Tomas et José-Ferreira Borges, conclurent, sur l'image de Freire, dit-on, une nouvelle alliance (22 janvier 1818) destinée à délivrer le pays; cette Société ne s'étendit qu'avec les plus grandes précautions, mais elle finit par renfermer dans son sein bon nombre d'hommes considérables qui appartenaient à la noblesse, à l'armée et à la robe, et qui savaient attendre un moment plus propice.

La condition générale du pays venait de plus en plus favoriser les desseins de ces conjurés. Pendant les deux années suivantes, la misère arriva à son comble. Tous les journaux des années 1818 et 1819 sont remplis de lettres pleines de désespoir à ce sujet. Le commerce subit des pertes extrêmement pénibles que lui causèrent les pirates en capturant les navires à l'embouchure du Tage et en vue des forts. Toutes les mesures, quelque bienfaisantes qu'elles pussent être, semblaient aboutir à des résultats négatifs, parce que tous les appuis s'écroulaient et que toutes les forces faisaient défaut. On trouve

bien un mandat sur les douanes (2 mai) qui accordait des faveurs assez considérables au commerce portugais (1), mais on ne voit pas qu'il ait produit des effets de quelque importance. Les meilleures récoltes n'étaient plus d'aucune utilité aux fermiers; la pauvreté de la classe la plus basse était arrivée à un tel point qu'au sein de la plus grande abondance de blé beaucoup de gens mouraient de faim; tout près de Lisbonne, dans les terres les plus fertiles, on abandonnait les fermes les plus productives. L'argent s'était retiré de la circulation; le papier, qui avait cours légal dans le pays, avait été augmenté par une masse de valeurs fausses; le crédit était ruiné. On se vit dans l'impossibilité de réaliser, même par la contrainte, un emprunt de 4 millions de cruzados que la régence avait ouvert en offrant des garanties fort bonnes. Les finances étaient tellement épuisées que, lorsque la révolution éclata, il n'y avait pas, dans les coffres de l'État, autant d'argent que dans la caisse de bien des négociants opulents.

La régence se trouvait dans l'impossibilité de faire quoi que ce fût; quelquefois elle empirait les choses par des vexations injustes et cruelles, et, en général, elle se bornait à maintenir la marche des affaires courantes les plus indispensables pour ne pas les laisser s'arrêter complétement. Partout elle se voyait entravée par le chaos confus des nombreuses autorités, dont les bureaux regorgeaient de fonctionnaires qui se laissaient ouvertement corrompre et qui commettaient impunément les malversations les plus éhontées. Ces harpies de l'admi-

(1) Cf. Spix und Martius : *Reise nach Brasilien* (Voyage au Brésil). Tome Ier, p. 134.

nistration et les moines étaient les seuls qui prospéraient au milieu de la misère générale. Lord Beresford prétendait avoir vu depuis longtemps qu'un tel état de choses n'était plus tenable; par conséquent, au moment où éclata la révolution espagnole, il aurait dû voir que la dissolution du pays était prochaine. Effectivement, lorsque cet événement arriva, il résolut d'entreprendre de nouveau le voyage de Rio, afin d'y faire des représentations sur l'état de choses au Portugal. Mais cette résolution même que prit Beresford de s'éloigner au moins pendant quatre mois, à cette époque où le triomphe si facile du mouvement espagnol donnait au Portugal un exemple fort dangereux; cette résolution, disons-nous, prouve néanmoins aussi qu'aux yeux du général l'indolence du peuple portugais était encore plus grande que le poids écrasant de ses malheurs. Cependant, avant de partir (2 avril 1820), Beresford crut devoir adresser à l'armée mécontente quelques paroles franches pour la tranquilliser, et, immédiatement après son arrivée à Rio, il obtint qu'on mît tout en œuvre pour payer les arriérés de solde. Le roi donna même une partie de ses joyaux pour satisfaire les troupes (1). Mais lorsqu'on en fut informé au Portugal, les habitants avaient fini par mettre la main à l'œuvre pour se tirer eux-mêmes de leurs embarras.

Bien que la nouvelle conspiration dont nous avons parlé plus haut continuât à travailler avec une grande activité, la tranquillité fut néanmoins maintenue pendant presque les cinq premiers mois qui suivirent le départ de Beresford. Le triomphe de la révolution vic-

(1) Cf. Brown, p. 43.

torieuse en Espagne, l'absence de Beresford, les dispositions douteuses de l'armée, les dissensions entre la régence et les officiers anglais, ainsi que le mécontentement général qui régnait dans le pays : tout cela semblait favoriser les projets des conjurés; néanmoins ces derniers devaient croire que l'exécution en serait fort difficile. Ce ne fut que pour l'anniversaire du soulèvement contre les Français (15 septembre), qu'ils préparèrent, dit-on, l'explosion du mouvement. On voulut d'abord s'assurer entièrement de l'armée, afin de rendre un échec pour ainsi dire impossible.

Cette timidité produisit de grandes imprudences. Bien qu'on comptât parmi les chefs de la conspiration le comte Ant. Silveira, on fit cependant faire des ouvertures au frère de ce dernier, au comte Amarante, à Traos-os-Montes, qu'on aurait dû connaître comme un ferme défenseur de l'ordre établi. Celui-ci, dit-on, fit aussitôt donner avis à la régence, qui envoya le général Pamplona à Porto, centre de la conspiration, afin d'y prendre le commandement suprême des troupes. Après avoir appris cette nouvelle, les conjurés hâtèrent l'explosion de leur révolte (1), qui, par cette circonstance, devint un mouvement tout à fait isolé, tandis qu'elle avait dû éclater, le 15 septembre, d'une manière simultanée dans tout le pays.

Les chefs militaires à Porto, et, à leur tête, le colonel Sepulveda, le fils de l'homme qui, en 1808, avait donné le signal du soulèvement contre les Français, établirent,

(1) D'après Brown, tout le soulèvement aurait été amené par un vol de deniers publics, découvert par le chef d'un régiment; mais il est probable que cette découverte a simplement contribué à hâter l'explosion de la révolte.

d'intelligence avec les autorités, le clergé et le peuple, une junte suprême provisoire (24 août), présidée par Silveira et destinée à régner au nom du roi jusqu'à la réunion des cortès. Puis cette assemblée devait donner au pays une Constitution dont les bases seraient le maintien de la religion catholique comme religion d'État et la conservation de la dynastie de Bragance. La junte chercha aussitôt à gagner l'armée en congédiant les officiers anglais et en payant, à l'aide de contributions volontaires que les habitants lui fournirent en abondance, les arriérés de solde que le gouvernement devait depuis longtemps aux militaires. Personne n'opposa, à Porto, la moindre résistance à l'action de cette autorité. Tout le mouvement se fit si paisiblement, avec tant d'ordre et avec tant de ménagements que, d'après les rapports des feuilles anglaises, on perdait en changeant du papier-monnaie contre du numéraire 25 p. 100, tandis qu'auparavant on perdait 27.

La capitale.

Lorsque la nouvelle de ces événements parvint à Lisbonne (28 août), les sympathies que la population de la capitale éprouvait pour le mouvement se prononcèrent aussitôt de la manière la moins équivoque; la régence, qui jusqu'alors s'était endormie dans une fausse sécurité, perdit tout à coup contenance, comme il était arrivé auparavant au gouvernement de Madrid. Au commencement, la régence publia contre la rébellion une proclamation (29 août) forte en paroles, mais faible quant au sens; le peuple arracha les affiches, les outragea sous les yeux des factionnaires et demanda à grands cris une Constitution et la convocation des cortès. Dès le lendemain, la régence s'empressa de

promettre la convocation des anciennes cortès, en vertu, disait-elle, des pouvoirs extraordinaires qui lui avaient été accordés pour des cas urgents. Alors on se demanda si elle était autorisée à faire de telles concessions; la fermentation s'accrut encore et força le pouvoir à publier une troisième proclamation (2 septembre) dans laquelle, d'un ton fort lamentable, on rappela le peuple à l'obéissance. Au commencement, les officiers anglais (1) s'étaient imaginé qu'ils seraient écoutés quand ils feraient un appel à ce qui restait encore à l'armée de bons sentiments, pour s'en servir contre les révoltés; mais la régence s'était vue obligée d'éloigner aussitôt ces officiers eux-mêmes de celles des troupes qu'elle voulait d'abord envoyer à Porto. Comme la révolte continuait à se propager dans les régiments au nord du pays, le pouvoir se vit forcé d'imiter les mesures populaires prises par la junte de Porto, de suspendre tous les officiers anglais et de payer les arriérés de solde.

Toutes ces mesures et même l'expédition des lettres de convocation pour les cortès (9 septembre) n'empêchèrent pas la révolte de gagner de plus en plus de terrain. Les troupes à Lisbonne déclarèrent qu'elles ne se battraient pas contre leurs compatriotes. Tout le Nord était déjà perdu. Le comte Amarante à Tras-os-Montes, le seul homme qui osât se prononcer vigoureusement en faveur de l'ancien régime, fut abandonné de tous et dut se retirer au delà des frontières. Le général Pamplona, que la régence avait opposé aux troupes constitutionnelles qui marchaient, sous les ordres de Sepulveda,

(1) Cf. Brown, p. 49 sq.

sur Coïmbre, perdit un nombre tellement grand de déserteurs qu'il fut obligé de reculer. Quand on voit de quelle façon tout le pays refusait d'opposer la moindre résistance à la révolution, on ne peut pas s'empêcher de remarquer que la manière dont agissait la junte à Porto et dont les événements marchaient à Lisbonne, montrait une mollesse et une pusillanimité extrêmes de la part des chefs révolutionnaires et une indolence tout aussi grande de la part du peuple qui avait été maltraité pendant si longtemps.

Lorsque Amarante s'était déclaré contre la révolte, la junte de Porto, en proie à de grandes inquiétudes, avait publié une contre-proclamation trompeuse dans laquelle elle annonçait l'entrée de troupes espagnoles venues pour protéger le peuple. On connaissait déjà, à Lisbonne (13 septembre), la fin du pouvoir d'Amarante et de Pamplona; mais, pendant plusieurs jours, tout le monde était dans une telle incertitude que quelques officiers constitutionnels crurent devoir faire sortir le peuple de son indifférence par des menaces barbares. Enfin, le jour qui, dans l'origine, avait été fixé pour le soulèvement (15 septembre), les troupes, sous la conduite du comte Rezende, firent, aussi dans la capitale, le pas décisif pour mettre simplement en scène, avec un certain éclat, la révolution qui en réalité n'était plus à faire. Personne n'offrit la moindre résistance aux soldats. On destitua la régence et on laissa partir Forjaz pour le Brésil, afin qu'il informât le roi de tout ce qui s'était passé. La masse du peuple assemblé nomma une junte qui, dans une proclamation, fit entendre le même mot d'ordre pacifique de la révolution que la junte de Porto, à savoir : la religion, le roi, la Constitution.

La révolte du 11 novembre.

Le même jour, la *junte suprême* de Porto s'était mise en mouvement pour se rendre à Lisbonne; les rapports entre ces deux autorités et entre ces deux villes menaçaient, dès le principe, de devenir fort dangereux au mouvement révolutionnaire dans sa naissance même. En informant la junte de Porto des événements accomplis dans la capitale, celle de Lisbonne avait évité de lui donner le titre de *junte suprême*, et elle avait exprimé en même temps le désir qu'on tînt éloignées de la capitale les troupes à la tête desquelles la junte de Porto marchait sur Lisbonne. La *junte suprême* se plaignit de ce manque de bons procédés, et elle refusa d'accéder à cette demande, en se déclarant seulement prête à recevoir dans son sein les représentants de Lisbonne et des provinces méridionales. Heureusement les Lisbonnais cédèrent, et les deux juntes se réunirent en un seul corps sous la présidence de l'évêque Freyre, après que celle de Porto eut fait, avec grande pompe, son entrée dans la capitale (1er octobre). Malheureusement cette fusion ne fit cesser ni les tendances opposées de ces deux corps politiques, ni la jalousie entre les deux grandes villes du pays, ni les dissensions intestines entre les auteurs de la *régénération* et ceux qui, à Lisbonne, s'y étaient rattachés avec plus ou moins de sincérité. En tenant compte, avec des scrupules exagérés, des prétentions réciproques de ces deux villes, on divisa la junte réunie en deux sections, dont l'une ne devait s'occuper que des travaux préliminaires qu'exigeait la convocation des cortès.

Dès les délibérations mêmes, au sujet des instructions à donner pour les élections, on vit éclater des luttes fort

violentes. Une forte opposition avait été sur le point d'emporter de haute lutte un vote qui avait pour but de consacrer l'ancien mode d'élection d'après les trois états (1). Ceux qui adhéraient à cette opinion étaient naturellement de fort mauvaise humeur, lorsqu'ils virent, lors de la publication des instructions électorales (31 octobre), qu'on y avait proclamé le droit presque universel du vote. D'autres furent fort mécontents, lorsqu'ils apprirent que les cortès n'avaient été convoquées que pour le commencement de l'année suivante. D'autres encore se déclarèrent en faveur de l'acceptation de la Constitution. De ce chaos d'oppositions fondées sur des principes, quand elles n'étaient pas personnelles ou locales, il sortit une révolte pleine de désordre, aussitôt qu'on fit le premier pas dans la voie de la régénération. Deux généraux de l'armée de Porto, Teixeira et Cabreira, jaloux de l'influence dont jouissait Sepulveda dans l'armée, et dirigés par Silveira, qui siégeait, comme vice-président, au sein de la junte, demandèrent, à la tête de leurs troupes (11 novembre), la proclamation de la Constitution espagnole; en même temps ils exigèrent que la junte fût purgée de cinq membres du *parti des savants* qui voulaient arrêter la révolution en simulant un grand attachement pour le régime constitutionnel. La junte ainsi menacée refusa, il est vrai, de chasser ces cinq membres; mais, en revanche, elle reçut dans son sein quelques amis de Silveira; elle confia à Teixeira le commandement en chef de toute l'armée, et elle consentit à proclamer la Constitution espagnole. Mais déjà

(1) D'après un article du *Moniteur*. Cf. *Gazette d'Augsbourg* du 10 décembre 1820.

le lendemain, ces mesures provoquèrent un mécontentement universel, non-seulement dans la population de Lisbonne, qui vit avec inquiétude les trois hommes de Porto se mettre à la tête des affaires, mais encore au sein de l'armée qui était attachée à Sepulveda.

La réaction fut tellement forte et rapide que Teixeira et les membres nouvellement nommés de la junte donnèrent aussitôt leur démission (14 novembre) et que Silveira fut exilé dans ses terres à Tras-os-Montes, où il commença à travailler la population en faveur de la contre-révolution. Tous ces événements caractérisent au plus haut degré la nature particulière de cette régénération, qui, malheureusement, n'était soutenue ni par la renaissance de la moralité fort abaissée du peuple ni par le développement de son éducation politique très-négligée jusqu'alors. Des oppositions diverses, entretenues par les partis et dont la nature n'a jamais été entièrement comprise par les observateurs de ces événements, étaient en lutte les unes avec les autres; mais ces partis n'avaient ni des chefs véritables ni les instruments qu'il leur fallait; de plus, le but qu'ils voulaient atteindre n'était pas approuvé par la raison et ne pouvait pas être franchement avoué. A côté d'un parti aristocratique très-peu nombreux et composé de conservateurs très-rigides, il y avait les constitutionnels modérés qui, d'après les journaux des *whigs*, n'espéraient voir leurs principes triompher que quand le roi retournerait dans le pays, tandis que, selon les feuilles des *tories* (1), ils voulaient faire monter sur le trône une autre branche de la maison de Bragance. Ces deux partis semblaient être débordés,

(1) Cf. *Quarterly Review*. Tome XLI, p. 221.

à ce moment, par les révolutionnaires auxquels les Anglais, pessimistes pour les choses qu'ils redoutaient le plus, attribuaient l'intention d'avoir voulu obtenir non-seulement la Constitution espagnole, mais encore l'union avec l'Espagne, et qu'ils considéraient, sans plus de fondement, comme les auteurs de la révolte du 11 novembre.

Ce qu'il y a de certain, c'est que les ordonnances électorales du 31 octobre avaient également mécontenté tous les partis. Ce qu'il y a de vraisemblable dans les événements postérieurs, c'est que ce mécontentement universel fut exploité, en vue d'intérêts personnels, par quelques ambitieux chez qui les principes politiques et l'opposition patriotique et nationale n'étaient que des mobiles accessoires. En outre, ils ne voulaient obtenir qu'un succès momentané que tous les différents ennemis du mouvement, les légitimistes, les défenseurs des principes apostoliques et les Anglais, considéraient, avec une joie maligne, comme le meilleur moyen de faire détruire le plus promptement la révolution par elle-même, dessein dont ils favorisaient peut-être eux-mêmes l'accomplissement. Les intérêts généraux du pays retrouvèrent assez promptement leur équilibre pour qu'il fût possible de déjouer les intentions des partis extrêmes et pour restaurer le régime établi en premier lieu. Cependant on fit un changement : d'après une nouvelle ordonnance électorale (22 novembre), on fit les élections suivant les indications fournies par la Constitution espagnole, et les instructions à donner aux députés élus aux cortès devaient leur prescrire d'élaborer une Constitution sur la base de celle qui régnait en Espagne et de l'adapter seulement, dans un esprit plus libéral encore, à la condition particulière du Portugal.

L'assemblée des cortès.

La réunion des cortès fut ajournée cependant encore au delà du terme qui, au mois de novembre, avait été considéré comme trop tardif. Dans un grand nombre de districts, les élections avaient eu un résultat tellement favorable à la cause royaliste, que les députés refusèrent de paraître aux séances avant que l'assemblée des cortès fût agréée par le roi. C'est pourquoi il se passa bien du temps jusqu'au moment où les deux tiers des députés furent réunis, chiffre que la junte avait déclaré suffisant pour commencer les séances (26 janvier 1821). Parmi les élus, il y avait vingt ecclésiastiques, qui formaient le cinquième du nombre des représentants fixé par la loi (100), et presque le tiers de celui des députés réellement présents au commencement de la session; l'archevêque de Bahia fut élu président. Ces preuves de piété étaient accompagnées de manifestations monarchiques tout aussi fortes. C'était ainsi que les cortès semblaient vouloir mériter la clémence que le roi avait montrée en apprenant, à Rio, la nouvelle de leur convocation; le souverain, cependant, n'avait pas été informé sous quelle forme les députés avaient été convoqués en réalité. La junte provisoire, qui, d'après les règlements primitifs, se retira alors pour faire place à une nouvelle régence, présidée par le marquis de Castello-Melhor, avait reçu cette nouvelle tranquillisante, et, avant de se dissoudre, elle avait pris une mesure destinée à garantir l'ordre de choses établi.

Peu de jours seulement avant que la révolution éclatât à Porto, lord Beresford, investi de pleins pouvoirs très-étendus, s'était embarqué à Rio (13 août 1820), pour retourner en Portugal. En route, il avait appris quels

étaient les changements survenus dans le pays; mais cela ne l'empêcha pas d'entrer dans le port de Lisbonne.

La junte cependant lui avait fait comprendre que, dans l'intérêt de sa sûreté personnelle, il devait rester à bord de son navire; elle avait repoussé son décret royal, et elle n'avait même pas fait attention à sa menace d'une intervention de l'Angleterre. Beresford se vit donc obligé de se retirer dans sa patrie, où lord Castlereagh ne pouvait guère se sentir tenté d'intervenir dans les affaires complétement intérieures du Portugal, puisqu'il avait à surveiller, à ce moment, les velléités d'intervention que montraient les cabinets de la Sainte-Alliance. Sur ces entrefaites, le roi avait reçu à Rio les premières informations relativement au soulèvement de Porto; cette nouvelle lui avait été communiquée par l'ancienne régence, qui lui avait annoncé, en même temps, qu'elle avait consenti à convoquer les anciennes cortès. Dans sa réponse (27 octobre), le roi, il est vrai, rappela avec une grande assurance à la junte qu'elle n'avait été nullement autorisée à faire une telle démarche; néanmoins il l'approuva en définitive; il amnistia les révoltés et il promit de retourner en Europe, si les résultats des travaux entrepris par les cortès répondaient à ses intentions et n'étaient en rien contraires à sa dignité. Cette réponse avait été remise à la junte avant la fin de l'année (15 décembre). Dans quelles circonstances ces résolutions avaient été prises au Brésil et quelles étaient les conjonctures qui engageaient le roi à donner d'abord cette promesse fort inattendue de retourner en Europe, et à l'exécuter, peu de temps après, quand on l'espérait moins encore, c'est ce que nous ne pourrons comprendre

que lorsque nous aurons brièvement examiné la situation et le développement intérieur du Brésil.

Le Brésil comme possession coloniale.

Pendant les deux premiers siècles après l'occupation du Brésil, on aurait dit que les destinées de cette colonie portugaise auraient un tout autre cours que celles des contrées colonisées par l'Espagne (1). Dans les territoires de leurs deux colonies principales qui regorgeaient d'or, les Espagnols avaient rencontré des États indiens avec une population dense en possession d'une certaine civilisation, et où tous les soins donnés au sol et aux habitants promettaient de produire des fruits abondants. Au Brésil, au contraire, les Portugais n'avaient trouvé que des hordes sauvages de chasseurs et de cannibales, et même, dans la nature du sol, ils n'avaient rien vu, au premier abord, qui pût les déterminer à préférer ce pays à leurs possessions d'Asie, en apparence infiniment plus riches. C'est pourquoi, pendant fort longtemps, ils se soucièrent peu de cette conquête, bien qu'elle fût beaucoup plus voisine de leur propre pays. Ils la négligèrent même à un tel point qu'ils opposèrent à peine de la résistance à diverses tentatives que firent d'autres peuples pour s'y établir au seizième siècle; parmi ces dernières, il faut compter entre autres deux entreprises, faites par des dissidents français, par des huguenots dont la réussite aurait pu rapprocher la situation des choses au Brésil de la condition de l'Amérique du Nord.

Pendant la domination exercée par l'Espagne sur le Portugal, le Brésil tomba entre les mains des Hollan-

(1) La source principale pour l'histoire du Brésil jusqu'en 1808 est Southey : *History of Brazil*. London, 1810-1819.

dais; mais ces derniers irritèrent à un tel point la population, qu'ils furent chassés du pays après une lutte de huit ans (1645-1653). Un traité de l'année 1661 assura enfin pour toujours la possession du pays au Portugal qui venait de renaître. Mais, à partir de cette époque où l'Espagne avait légué son despotisme au Portugal, le Brésil aussi hérita de la politique coloniale de l'Espagne, qui finit par s'établir solidement dans le pays, surtout lorsque, peu de temps après la restitution, sous le règne du roi Pierre II (1668-1705), on découvrit les riches mines d'or. On continua, sous le règne de la maison de Bragance, ce qui avait été commencé, déjà au seizième siècle, sous Jean III, c'est-à-dire on distribua comme des propriétés héréditaires d'immenses étendues de terrain, entre des gentilshommes favoris des rois (*donatorios*), ou entre des aventuriers qui allaient à la découverte de terres nouvelles (*conquistadores*). Dans leurs propriétés, ils réduisirent les Indiens à l'état d'esclaves, comme l'avaient fait les conquérants espagnols. Le clergé servit, au Brésil comme dans les colonies espagnoles, de contre-poids à cette force brutale; les indigènes trouvèrent de la protection auprès des jésuites, qui, par leurs soins et par leur discipline, à la fois douce et sévère, réussirent à obtenir, avec les Indiens, des résultats auxquels des forces plus libres n'avaient pu arriver. Le système du gouvernement et de l'administration avait presque un caractère plus espagnol que celui de l'Espagne elle-même. C'était à Lisbonne qu'on réglementait les choses les moins importantes et qu'on nommait tous les juges et tous les fonctionnaires dont la paresse, la tyrannie et la vénalité se développaient sur ce sol fécond avec une exubérance extrême.

Le vice-roi possédait nominalement le pouvoir suprême; mais les gouverneurs des provinces régnaient, dans les pays de leur ressort, avec la même indépendance que les gouvernements de l'Amérique espagnole; cependant le temps de leur administration était limité à l'espace de trois ans, et eux aussi étaient sous la dépendance la plus rigoureuse à l'égard des autorités de Lisbonne. Quand il s'était agi d'imposer de nouvelles taxes, les gouverneurs avaient été autrefois astreints à obtenir le consentement des conseils municipaux (*camaras*); mais plus tard on enleva, comme dans les colonies espagnoles, leur pouvoir populaire à tous ces corps constitués dans les villes.

Depuis la découverte des mines d'or, on exclut les étrangers avec la même intolérance que dans les vice-royautés espagnoles, tandis qu'auparavant cette exclusion avait été moins absolue au Brésil (1); mais, dès lors, on voulut assurer au Portugal seul l'exploitation des richesses du Brésil. Le commerce, qui, comme celui de l'Espagne, s'était fait à l'aide de flottes, n'avait jamais eu qu'une médiocre importance. Depuis que l'industrie des mines avait été favorisée par des priviléges, l'agriculture passait pour être un métier avilissant, absolument comme chez les créoles espagnols; on ne commençait à s'en occuper, avec une répugnance indolente, que quand les fleuves et les mines cessaient de fournir de l'or à l'exploitation encore fort grossière. Même en 1816, l'agriculture dans les provinces de Minas et de Goyas n'était encore autre chose que l'exploitation des pâturages, à laquelle se livrait une population nomade d'une

(1) Cf. Southey, t. II, p. 671; t. III, p. 145.

manière vraiment insensée (1). Absolument comme le faisaient les gouverneurs espagnols, les vice-rois portugais veillaient avec un soin jaloux à ce qu'en établissant des manufactures et des ateliers sur les terres des grands propriétaires fonciers, les Brésiliens ne se rendissent pas indépendants des commodités de la vie que leur fournissait l'Europe (2).

Une série de monopoles extrêmement pernicieux, accordés à la pêche de la baleine, au commerce des bois de teinture et du sel, ainsi qu'à l'exploitation des mines de diamants, restaient la propriété exclusive du gouvernement, qui s'en servait, comme cela se faisait dans les colonies espagnoles, de la manière la plus absurde, au grand détriment de l'industrie et avec peu de profit pour le fisc. Pombal avait été le premier à battre en brèche ce funeste système, comme Charles III l'avait fait pour les colonies espagnoles. Le premier essor que le Brésil avait pris dans le développement de ses forces datait de l'époque où ce ministre avait commencé son administration vigoureuse et méthodique. Pombal mit la centralisation de l'absolutisme à la place du règne plein de désordre de l'aristocratie; il anéantit complétement la position des donataires que le temps avait déjà fort affaiblie; il mit fin à l'esclavage des indigènes et, au grand avantage de la population créole, il chassa les jésuites. Cet ordre formait la seule branche puissante de la hiérarchie, car, l'État portugais, qui dominait le

---

(1) Cf. von Eschwege : *Brasilien nach einem 11 jaehrigen Aufenthalte* (Le Brésil, étude faite après un séjour de onze ans dans ce pays. Br. 1830.

(2) Comp. la lettre du marquis de Laradio dans Straten-Ponthoz. Tome II, p. 60.

clergé, comme le faisait le gouvernement de l'Espagne, ne prodiguait pas, dans sa colonie, à l'instar du pouvoir espagnol, ses trésors au culte comme dans la métropole.

Si, par rapport aux Indiens, l'expulsion des jésuites avait été une faute, Pombal voulait cependant faire le bonheur des indigènes plus sérieusement que ne le faisaient les Espagnols. Il abolit la capitation des Indiens; il les réunit en communes qui, par un véritable rempart d'ordonnances, devaient être protégées contre la tyrannie de leurs directeurs, et il voulait qu'on leur abandonnât aussitôt que possible la gestion de leurs propres affaires, une fois que les écoles, qui devaient être fondées pour les deux sexes, auraient porté leurs fruits. L'opinion du ministre était qu'il fallait absorber les Indiens et les fondre avec les créoles dans une seule et même nation, dessein qu'on pouvait concevoir d'autant plus facilement dans ce pays, que les indigènes, qui ne gardaient pas, comme les Mexicains et comme les Péruviens, le souvenir d'une ancienne nationalité, n'avaient aucune importance au point de vue social et politique. Les races indigènes succombaient, dans l'Amérique espagnole, sous le poids de l'odieuse loi qui faisait de la couleur des habitants une cause d'incapacité légale; mais ce motif d'infériorité n'existait pas au Brésil, où des Indiens et des nègres étaient revêtus d'honneurs, et où ils occupaient des places de confiance qui donnaient de la considération publique (1).

Les duretés les plus criantes du système par lequel la métropole exploitait les colonies furent également abolies par Pombal, qui déplorait vivement cette espèce de

(1) Cf. Southey, t. III, p. 513.

richesse « dont la possession amenait la ruine du pays ». Il espérait acquérir des trésors meilleurs que ceux que trouvaient les chercheurs d'or, en établissant des colonies d'agriculteurs, en favorisant les compagnies commerciales et en abolissant le trafic fait par les grands convois de navires. L'amélioration générale, opérée ainsi par Pombal dans la condition du Brésil, survécut à l'action personnelle du ministre. Après la mort de Pombal, l'administration continua à suivre la voie dans laquelle elle était entrée; elle fonda des villages et des bourgs; elle explora le cours des rivières; elle fit des routes et elle renonça aux monopoles les plus onéreux, comme à celui du sel. Quelque triste que fût toujours, au point de vue de l'économie politique et surtout sous le rapport de la moralité et des intérêts spirituels, la condition de cette colonie où l'on ne tolérait ni établissements d'instruction supérieure, ni même des imprimeries, le développement du pays avait cependant pris un essor extraordinaire au commencement de notre siècle, quand on le compare avec l'état de choses tel qu'il était pendant les cinquante dernières années du siècle précédent : la population, le bien-être et les relations commerciales firent, vers 1800, des progrès très-rapides.

Le Brésil comme royaume.

De cette manière, le Brésil était déjà, par sa situation intérieure, préparé en quelque sorte à bien sentir et à mettre à profit l'impulsion heureuse donnée au développement de sa liberté après l'établissement de la famille royale à Rio et après la translation des autorités suprêmes du gouvernement dans cette capitale. On comprenait parfaitement bien toute l'importance de cet événement, même lorsqu'il n'était qu'imminent. Quand on

apprit que le prince-régent avait quitté Lisbonne, « on considéra déjà l'empire brésilien comme solidement établi; à Saint-Paul (*ciudade dos Paulos*), le digne évêque inaugura la période qui annonçait le salut du pays en ordonnant des prières journalières, afin de demander à Dieu l'heureuse arrivée de la famille royale (1). » Lorsque le prince débarqua à Bahia (21 janvier 1808), les habitants de cette ancienne résidence du vice-roi lui offrirent de lui construire un palais pour la somme d'un demi-million de livres sterling, s'il voulait y établir le siége de la cour. Mais, par une de ses sages mesures, Pombal avait fixé la résidence de la royauté dans la ville de Rio-de-Janeiro, située à dix degrés plus loin de l'équateur, et dont le port rend presque impossible l'attaque d'une escadre ennemie, tandis que celui de Bahia est entièrement ouvert. Il avait choisi cette demeure plus appropriée aux besoins de la famille de ses princes, comme s'il avait pressenti cette translation future de la cour au Brésil. En effet, dès qu'il avait vu le Portugal menacé par des ennemis trop puissants, ce ministre avait conçu l'idée hardie d'abandonner, en cas de besoin, la petite métropole et de fonder un empire indépendant dans l'immense territoire du Brésil.

Les habitants de la nouvelle capitale surent apprécier, aussi bien que ceux de Bahia, toute l'importance de cette translation du gouvernement. Lors de l'arrivée de la cour (7 mars), leur joie se manifesta par une illumination qui dura neuf jours. La population de Rio était prête à tout faire pour ses nouveaux hôtes; on leur cédait des maisons, on leur avançait de l'argent et on ne

(1) Paroles de Mawe, qui était alors à Saint-Paul.

se lassait pas de leur rendre tous les services imaginables. Pour le moment, la présence du régent produisit en toute chose le revirement le plus remarquable. Ce qui se passait alors à Rio formait un contraste bien étrange avec l'immobilité apathique dans laquelle avaient persévéré les habitants de l'île de Sardaigne, lorsque la cour de Turin y avait transféré sa résidence. On aurait dit qu'en mettant le pied sur le sol vierge du Brésil, la cour et le gouvernement avaient secoué leur vieille paresse; et qu'ils voulaient créer, par un élan impétueux, en quelques mois, en quelques semaines ou en quelques jours, une autre organisation politique, une nouvelle vie pleine de mouvement et d'activité et tout un système d'améliorations et de changements les plus étendus.

Trois jours après que la cour eut débarqué à Rio, on forma un ministère dont la charge principale, le portefeuille de l'intérieur, ce qui était assez significatif, fut confiée à l'ancien vice-roi (1). La position des gouverneurs se modifia d'elle-même d'une façon qui, plus que par le passé, devait prévenir leur action arbitraire. On créa toute une série de nouvelles autorités de l'ordre le plus élevé, une intendance de la police, un conseil suprême pour le culte, d'autres conseils pour la justice et pour la guerre, et un tribunal suprême à la place de celui dont jusqu'alors on avait dû aller prendre les décisions à Lisbonne. On fonda la première imprimerie; on fit paraître un journal; on ouvrit un théâtre, et l'on établit une banque à laquelle on confia aussi l'administration de tous les monopoles royaux (2); phénomènes d'un genre tout

(1) Constancio : *Historia do Brasil*. Paris, 1839.
(2) *Ibidem*, t. II, p. 173.

nouveau dans un pays où, pendant si longtemps, la population apathique avait, pour ainsi dire, végété dans une léthargie complète, sans élever les moindres prétentions et sans éprouver aucun besoin intellectuel et politique. Déjà, avant l'arrivée de la cour à Rio, on avait conclu avec l'Angleterre ces traités commerciaux qui, comme par un coup de baguette magique, firent naître au Brésil une vie toute nouvelle. Ils furent la cause qu'à la suite de la cour, du personnel qui composait le gouvernement, de la noblesse et des milliers de Portugais venus déjà à ce moment ou plus tard, les Anglais firent irruption dans le pays avec leurs navires et avec des masses énormes de marchandises. Les Anglais, à leur tour, furent suivis d'un flot d'aventuriers de tout genre qui quittèrent l'ancien monde pour inonder cet Eldorado dont l'Europe avait, depuis cent ans, rêvé des choses d'autant plus étranges qu'elle connaissait moins le Brésil.

Toutes ces causes donnèrent une force extraordinaire à l'activité que le gouvernement avait à déployer de tous les côtés dans l'intérêt du bien public. Au nord et au sud du pays, on ouvrit des routes, bien qu'elles ne fussent établies que d'une manière fort grossière et pour des bêtes de somme seulement ; on envoya dans l'intérieur de nouvelles expéditions chargées d'explorer le cours des fleuves, et l'on fit les premières démarches pour coloniser le pays par des étrangers. Un grand nombre de ces entreprises servaient plutôt à satisfaire une vanité creuse qu'à produire des avantages réels ; quand, par exemple, on fondait des académies et qu'on faisait venir des artistes de Paris pour une école des beaux-arts, dans un pays où il y avait la disette la plus déplorable d'écoles élémentaires, et où l'on manquait des premiers éléments pour

fonder les métiers. Bien des choses aussi, inspirées par des intentions fort louables, restaient à l'état de projet. Néanmoins on réussit à exécuter bon nombre d'entreprises utiles. L'embellissement des villes principales et la fondation de toute une série de villes nouvelles datent de ces premières années où la cour avait établi sa résidence à Rio-de-Janeiro.

Ce fut une révolution complète dans toute l'existence extérieure des habitants qui se fit dans le pays; mais aussi dans les âmes et dans les esprits, il se prépara, dès ce moment, une grande transformation. Il était inévitable que ces changements tumultuaires, qui furent provoqués par une famille princière entièrement corrompue, fussent accompagnés, à leur tour, de funestes effets. Un prince faible et débonnaire, qui, pendant plus de vingt ans, avait régné à la place de sa mère frappée d'aliénation mentale; à côté de ce régent, sa femme prodigue et débauchée dont il vivait séparé à cause de ses infidélités notoires, et qui formait autour d'elle un parti séparé à l'aide duquel elle jetait les réseaux de ses intrigues politiques sur deux parties du monde; de plus, un fils qui, stimulé par une ambition dangereuse, avait, dès sa première jeunesse, commencé à miner le gouvernement de son propre père : ces éléments-là ne formaient pas une cour capable d'adopter une politique sûre et ferme. Elle le pouvait le moins à cette époque qui était troublée par les changements radicaux dans la famille et dans la patrie, par les complications si difficiles des affaires européennes, et par les agitations qui soulevaient les colonies espagnoles dans le voisinage immédiat du Brésil.

Les fautes commises par cette cour, les faiblesses

qu'elle montrait et la manière dont elle donnait prise sur elle, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, dans les grandes et dans les petites choses : tout cela était fait pour produire les mécontentements presque au même moment que la satisfaction, même au sein d'une nation si bien disposée et qui avait tant de raisons pour se montrer reconnaissante. Par sa conduite, la cour elle-même faisait naître le jugement politique, les prétentions et le sentiment de sa propre valeur dans le peuple brésilien, qui jusqu'alors s'était habitué à se soumettre à toute tyrannie avec la docilité la plus irréfléchie et la plus apathique. La prodigalité aussi étourdie qu'insensée de la cour dut nécessairement la jeter, dès le principe, dans un chaos de difficultés extrêmement fâcheuses. Malgré tous les trésors apportés du Portugal, et malgré les sommes énormes que les droits d'entrée, payés par les masses de marchandises anglaises importées au Brésil, devaient avoir produites, on était bientôt arrivé à une telle détresse que le payement des appointements dus aux fonctionnaires était en retard de neuf à douze mois. Et cependant, il fallut alors remplir les poches de tant de fidèles indigents parmi les Portugais qui avaient accompagné le roi dans sa fuite, et l'on se vit obligé de récompenser les services et la complaisance des Brésiliens qui avaient montré un si grand dévouement ! Le régent ne trouva pas d'autre moyen pour sortir de cet embarras que de prodiguer des décorations et des titres avec une telle profusion, que le nombre des diplômes donnés sous son règne dépassa le chiffre total de tous ceux qui avaient été accordés par tous ses prédécesseurs.

Les Brésiliens, à qui ces distinctions avaient été jusqu'alors presque inconnues, furent pris d'un désir ardent

et aveugle de posséder ces titres sans valeur qui, à leurs yeux, étaient une preuve et un témoignage palpables qu'ils étaient, dès lors, les pairs des Portugais, considérés jusqu'alors par eux comme une race d'hommes supérieure. Ils firent jouer tous les ressorts ignominieux de la corruption et d'une vile flagornerie, pour obtenir ces biens tant désirés qui entraînaient à leur suite les conséquences les plus fâcheuses au point de vue de l'économie politique. Les barons et les chevaliers de la Tour et de l'Épée nouvellement créés négligeaient toutes les affaires civiles; ils gaspillaient leur fortune dans une oisiveté stérile, ou bien ils essayaient, par tous les moyens, d'obtenir des emplois à la cour et dans l'État. La même avidité de places, avec tout son caractère répugnant et avec tout son cortége de déloyauté et de vénalité, qui avait dénaturé l'ancienne vie politique au Portugal, se répandit aussitôt avec une rapidité effrayante dans ce pays nouveau. Ce fut là nécessairement une cause de querelles jalouses avec les Portugais immigrés dont le gouvernement crut devoir s'occuper en premier lieu, en cherchant à leur confier les places nombreuses qu'il avait nouvellement créées, et à combler par eux les places vides dans les administrations qui existaient déjà; cependant on ne put pas même satisfaire toutes les demandes des Portugais. Dans les sphères industrielles, il y avait d'autres causes de mécontentement d'un genre différent. Dès les deux premières années, on s'était vu obligé d'établir divers impôts directs et indirects, des droits d'exportation et d'ancrage qui provoquaient un plus grand mécontentement dans la province que dans la capitale, parce que le produit de ces diverses taxes ne servait presque exclusivement

qu'à défrayer les dépenses de la cour, à embellir la capitale ou à lui procurer d'autres avantages. Au contraire, quand il arrivait au gouvernement d'accorder aux provinces l'autorisation de faire des réparations extrêmement urgentes aux ports de leurs villes, celles-ci avaient à subvenir à ces frais à l'aide de leurs propres ressources.

Ces différents abus, les nombreux défauts de l'administration et d'une justice vénale, ainsi que les priviléges accordés aux Anglais, provoquèrent, dès 1813, une fermentation et un mécontentement si grands que des fonctionnaires quittèrent les provinces et se rendirent à Rio, pour y faire des représentations au sujet des abus publics (1), et qu'il se forma, à Pernambouc (1814), une Société secrète destinée à établir un gouvernement républicain. En effet, avec une promptitude et une exagération toutes méridionales, les Brésiliens commençaient, déjà à cette époque, à songer à l'indépendance complète de leur pays. Les relations intellectuelles qu'ils venaient de nouer avec l'Europe agitée par des idées nouvelles; les rapports commerciaux avec l'Amérique du Nord qui se multipliaient de plus en plus, et, avant tout, l'exemple des colonies espagnoles, donnaient tous les jours de nouveaux aliments à cette pensée.

Le gouvernement fit venir une division de troupes portugaises (1815), afin de se protéger contre les manifestations futures de cet esprit d'agitation. Il chercha, en même temps, à le calmer (16 décembre 1815) par des lettres patentes (2) qui, eu égard à l'importance et

(1) Cf. Maria Graham, *loco cit.*, p. 56.
(2) Cf. *Gazette d'Augsbourg* du 1er mars 1816.

à la grandeur du Brésil, élevèrent cette colonie à la dignité d'un royaume, et lui en accordèrent le nom et les priviléges, de sorte que le gouvernement reconnut officiellement le Brésil comme étant de fait le pays principal de la monarchie. Ces deux mesures n'eurent pas l'effet qu'on avait voulu produire; la première, au lieu de protéger le pouvoir royal, lui devint absolument funeste; la seconde, qui provoqua, à la vérité, de nombreuses adresses de remercîment et des fêtes sans fin, dut néanmoins donner une bien plus grande force au sentiment que les Brésiliens avaient déjà de leur propre valeur. La première irrita, dès le principe, parce qu'elle privilégiait les troupes portugaises qui possédaient, en outre, la faveur de la cour, et qui regardaient les Brésiliens avec un si orgueilleux dédain que leur chef aurait même voulu, par des moyens légaux, empêcher les officiers de la colonie d'avancer au delà du grade de capitaine. Plus tard, lorsque la révolution éclata en Portugal, les griefs et les nouveaux principes politiques du Portugal étaient fortement représentés dans la division de l'armée qui se trouvait alors au Brésil; ce fait devint tout simplement la ruine de l'absolutisme dans ce pays.

Au milieu de ces dispositions peu favorables des habitants, le gouvernement commit la folie de se jeter dans l'entreprise contre la Banda oriental (Cf. tome VI, page 359). C'était, disait-on, comme s'il se sentait à l'étroit dans les cent trente mille milles carrés du Brésil que peuplaient quatre millions d'habitants. Par cette démarche, le Portugal se mit dans un état d'hostilité permanente vis-à-vis de l'Espagne, et il se brouilla avec toutes les puissances qui adressèrent au ministre des affaires étrangères à Rio une Note fort vive (16 mars 1817)

contre l'occupation de la Banda. De plus, on affaiblit ainsi l'autorité du gouvernement à l'intérieur et à l'extérieur; on épuisa le pays en l'accablant de nouveaux fardeaux et de nouvelles charges; on porta des coups funestes au commerce déjà mourant du Portugal avec le Brésil, puisque les corsaires d'Artigas et les pirates de toutes les nations se jetèrent, dès lors, sur les navires marchands du royaume qui n'étaient protégés par personne; on excita la république espagnole, avec laquelle on était en guerre, à tendre la main aux conjurés dans le Brésil, et l'on encouragea la conspiration, qui existait depuis longtemps, en dégarnissant le pays de ses troupes.

Les habitants de Rio s'abandonnaient encore à toute la joie que leur avait causée la prise facile de Montevideo, lorsqu'ils apprirent qu'une révolte républicaine avait éclaté à Pernambouc. Déjà au seizième siècle, la population de cette ville avait, par ses propres forces, chassé les Hollandais, et, au commencement du dix-huitième, elle avait essayé de faire subir le même sort aux Portugais. Au moment actuel, elle chercha à soulever tout le Nord qui était jaloux des priviléges dont jouissait Rio. Un accident accéléra (6 mars 1817) l'explosion de la révolte, sans que les habitants de Bahia pussent y coopérer en même temps. A Pernambouc, le succès des révoltés fut complet. On établit, sous la présidence du négociant Martins, auteur de la conspiration, une junte provisoire qui déploya beaucoup de zèle à préparer la défense de la ville.

A Bahia, cependant, la révolte qui avait été préparée fut déjouée. Le gouverneur, le comte dos Arcos, battit les révoltés de Pernambouc; il força la ville blo-

quée à se rendre (20 mai), et trois d'entre les chefs de la conspiration durent expier leur entreprise à la potence. Mais, bien qu'il fût étouffé si facilement, ce soulèvement inspira de graves craintes. Si, pendant que le roi se trouvait encore dans le pays, les Brésiliens osaient aller aussi loin, que ne feraient-ils pas dans le cas où le prince viendrait à quitter de nouveau l'Amérique?

La révolution brésilienne.

Mais, quand on se rappelait l'indolence naturelle de ce roi, qui regardait alors avec dédain le petit pays qui avait été le berceau de ses ancêtres, ce cas semblait ne pouvoir jamais arriver, même abstraction faite des puissants motifs politiques qui militaient contre le retour du souverain en Portugal. Ceci nous explique pourquoi il avait toujours résisté avec la même persévérance aux représentations que lui fit à cet égard l'Angleterre, représentations qui furent renouvelées sans cesse. Malgré le refroidissement de l'ancienne alliance entre le Portugal et l'Angleterre, et même malgré les étroits liens dynastiques qui, par suite du mariage entre le prince héréditaire dom Pedro et l'archiduchesse Léopoldine (novembre 1817), unissaient la maison de Bragance à la cour d'Autriche, l'influence de l'Angleterre était toujours restée considérable au Portugal. Elle s'était fait valoir surtout par rapport à la traite des nègres et portait un préjudice de plus en plus grand au Portugal. Le comte Palmella avait consenti, à Londres (1817), qu'on ajoutât aux anciens traités des clauses qui imposaient de nouvelles restrictions à ce commerce. Plus tard, on augmenta tellement les droits sur les esclaves (2 mai 1818) que, pour chaque nègre importé dans le pays, on devait payer, outre les anciens droits de 6,000 reïs, un autre

droit de 9,600 reïs, dont la moitié devait entrer dans les caisses d'une banque formée pour favoriser les établissements de colons blancs. Cette augmentation des droits d'entrée exerça sur le commerce portugais, réduit presque exclusivement à la traite des nègres, une influence qui lui était plus funeste que les faveurs accordées en même temps à ses navires (1), ne pouvaient lui être avantageuses, de sorte que le nombre des navires portugais qui entraient dans le port de Rio descendait, dans la seule année 1819-20, de cent soixante-trois à cent dix-huit.

Par suite de la dernière augmentation des droits d'entrée, le gouvernement commença (1818) à remplacer par le travail libre celui des esclaves; il attira dans le pays une colonie de Suisses catholiques; mais il tint si mal les grandes promesses qu'il leur avait faites, que la plupart des nouveaux arrivés se virent obligés de s'enrôler dans l'armée. Comment aurait-on pu attendre de bons résultats de ces tentatives, quand le gouvernement de Rio persévérait dans l'ancien système portugais, qui consistait à prendre les immigrants surtout parmi les galériens; en effet, par suite d'une négociation particulière, le gouvernement avait, quelques années auparavant, introduit dans le Brésil plusieurs centaines de galériens sortis des prisons de Naples (2). De cette manière, la cour de Rio agissait avec une grande indifférence quant aux intérêts économiques de ses sujets, sans se préoccuper de leur condition morale et sans se soucier des dangers politiques,

---

(1) Cf. Spix und Martius, *loco cit.*
(2) Cf. Constancio, *loco cit.* T. II, p. 221.

imminents ou éloignés, qui menaçaient sa propre existence. Peu de temps avant l'explosion de la révolution espagnole, il était venu à Rio (novembre 1819) encore un autre ambassadeur anglais extraordinaire (Thornton), afin de recommander au roi de retourner en Portugal. Mais ce fut en vain. Même la catastrophe qui venait d'arriver en Espagne ne put faire sortir le roi de son indolence apathique. Les représentations que lui fit lord Beresford, lorsqu'il vint, en 1820, à Rio, n'eurent pas de meilleur résultat. La première nouvelle du soulèvement des Portugais et de la convocation des cortès que le roi approuva, comme nous l'avons raconté, avec un grand calme d'esprit, fut également impuissante à décider ce prince à retourner dans son pays héréditaire. Peu de temps après, Palmella arriva à Rio (23 décembre 1820), avec la nouvelle que tout le pays était perdu pour l'ancien régime ; il conseilla au roi de calmer l'agitation qui y régnait, en acceptant une Constitution qui ressemblât à la Charte française et en retournant à Lisbonne (1).

Cette demande fut appuyée alors par des membres de la famille royale elle-même. Le prince héréditaire, dom Pedro, qui n'était pas dans les meilleurs rapports avec son père, nourrissait, depuis longtemps, de vastes projets que lui inspirait une ambition audacieuse, et pour lesquels il trouvait un conseiller fidèle dans la personne du comte dos Arcos. Depuis longtemps, il avait montré qu'il était mécontent de la marche que suivait le gouvernement ; il s'était tellement brouillé avec les ministres que, dès 1817, ces derniers le soupçonnaient d'avoir

(1) Cf. Constancio, *loco cit.* T. II, p. 225.

trempé dans la révolution de Pernambouc, soupçon qui retombait, par conséquent, même sur le comte dos Arcos, le vainqueur de ces rebelles. Depuis qu'on avait reçu les premières nouvelles du soulèvement en Portugal, le prince avait joué double jeu : dans ce dernier pays, on savait qu'il aurait voulu s'échapper de Rio, pour se mettre à la tête du mouvement de Lisbonne; mais, d'autre part, le prince savait probablement qu'il n'y aurait pas trouvé de parti disposé à seconder ses projets (1), et il fit, par conséquent, tout ce qui était en son pouvoir pour parvenir à ses fins au Brésil. Il accrut la faveur dont il jouissait auprès du peuple, en se mettant, dès lors, ouvertement à la tête de l'Opposition et en insistant fortement auprès de son père, afin de le déterminer à faire des avances au parti du mouvement. Il appuya également Palmella, lorsque celui-ci conseilla au roi de retourner en Portugal; c'était là le véritable but que voulait atteindre le prince héréditaire. On conçoit que les hommes dévoués aux intérêts du Brésil s'opposassent à ce conseil; dans l'âme du faible souverain, qui, depuis les dernières nouvelles du Portugal, parlait beaucoup du sort de Louis XVI (2), la peur s'allia à son indolence naturelle, afin de le maintenir, encore à ce moment, dans son aversion pour une telle résolution.

D'autres dangers bien plus grands vinrent menacer le roi et lui montrèrent la nécessité de partir; mais ils ne purent vaincre son aversion pour une telle démarche. La révolution portugaise continua sa

---

(1) Lettres écrites de Lisbonne par Musgrave (janvier 1821), dans *Castlereagh's correspondence.*

(2) Cf. Armitage : *History of Brazil.* London, 1836. Tome Ier, p. 27.

marche triomphale au delà des mers. L'île de Madère s'était déclarée en faveur du mouvement. On proclama la future Constitution portugaise à Para, la plus septentrionale parmi les villes considérables du Brésil (1er janvier 1821). La même chose fut faite à Bahia (10 février) d'où l'on envoya des vaisseaux armés en guerre à Pernambouc, pour y appuyer un mouvement semblable que, pour le moment, le gouverneur Luiz do Rego savait encore comprimer. La population commença à s'agiter dans les provinces de San-Paulos et de Minas-Geraës, qui étaient toujours accessibles à tout ce qui promettait d'augmenter la liberté du pays. Ce qui décida le succès de la révolution, ce fut que les garnisons portugaises de Montevideo, de Para et de Bahia travaillèrent avec le plus grand zèle à faire triompher le mouvement populaire (1), et que, de concert avec ceux de leurs compatriotes qui étaient de naissance roturière, ils entraînèrent les Brésiliens à des actes dont les derniers effets ne semblaient pas devoir favoriser, d'une manière directe, les intérêts du Brésil. Ce fut ainsi que le mouvement finit par se propager jusque dans la capitale ; la fermentation croissante de la population força le roi, dont les goûts et les préjugés étaient entièrement en faveur de l'ancien ordre de choses, à céder d'abord à moitié, et puis à se retirer complétement.

Tous les faits que nous avons vus se passer à Madrid et à Lisbonne, et qui allaient se répéter aussi à Naples, trouvèrent leur copie fidèle à Rio-de-Janeiro. D'abord le roi consentit à la formation d'un Conseil d'État qui devait indiquer les mesures les plus conve-

(1) Cf. Armitage : *History of Brazil.* London, 1836. T. Ier, p. 24.

nables et les exécuter ensuite. Puis il nomma (18 février) une junte (1), chargée de rechercher qu'elles seraient les parties de la Constitution (qui n'existait pas encore) qu'on pourrait appliquer avec fruit au Brésil. Lorsque le roi prit ces mesures, sa véritable intention semblait être de se créer un appui dans les membres bien choisis de cette junte, afin de pouvoir rester fidèle à sa résolution de ne pas quitter Rio. C'est pourquoi un manifeste déclara immédiatement après (21 février) que la volonté du roi était d'envoyer son fils, dom Pedro, à Lisbonne, afin de délibérer avec les cortès sur la Constitution, dont les dispositions convenables auraient aussi au Brésil force de loi. Une assemblée composée de *procureurs*, qu'on voulait faire venir de toutes les provinces du Brésil et de toutes les autres possessions transatlantiques, devait, plus tard, délibérer sur ce sujet à Rio (2). A cet effet, un décret ultérieur nomma une commission, afin de faire les démarches préparatoires pour élire et pour convoquer ce congrès brésilien (3). De cette manière, le gouvernement comptait diriger du Brésil le mouvement en Portugal, et, autant que possible, le faire avorter. Mais cette résolution du roi n'arrangeait pas du tout les projets de dom Pedro. Elle ne plut pas davantage aux Portugais, qui, par le départ du roi, espéraient faire descendre le Brésil à son ancienne position dépendante; par conséquent, ils formèrent une Société et une

(1) Cf. Maria Graham, *loco cit.*, p. 62-66.
(2) Cf. Constancio, *loco cit.*, t. II, p. 234.
(3) Monglave (*Correspondance de D. Pèdre*) mentionne aussi cette commission en indiquant le 22 février comme la date de sa formation.

conspiration véritables, afin d'obliger le roi à se soumettre, sans réserve, au mouvement portugais (1).

Tout semblait présager une crise violente. L'agitation augmenta d'une manière extraordinaire, lorsque dom Pedro parut au sein du Conseil d'État (24 février), afin de tancer vertement les ministres, parce que l'un d'eux avait proposé déjà auparavant l'arrestation du prince. Pendant la nuit du lendemain, on avait donné ordre d'arrêter les chefs de la Société dont nous venons de parler. Aussitôt l'un des conjurés, un chef de bataillon, détermina sa troupe (26 février) à se déclarer en faveur de la Constitution dans toute son intégrité; les troupes brésiliennes et portugaises fraternisèrent; elles occupèrent la place principale de Rio (Rocio), et y formèrent un centre autour duquel se réunirent très-promptement tous les éléments révolutionnaires de la capitale. Le prince héréditaire parut au balcon de l'hôtel de ville, afin d'écouter les vœux du peuple et de les communiquer à son père. Le roi consentit aussitôt à ces demandes, dans un décret dont la date était même reculée de deux jours (24 février); de cette manière, il espérait sauver les apparences et se donner l'air d'avoir agi d'une manière libre et spontanée.

Le prince lut ce décret au milieu du peuple rassemblé, et, accompagné par la foule qui poussait des cris d'allégresse, il se rendit au théâtre, où, comme on l'avait fait à Lisbonne, le peuple nomma par acclamation de nouveaux ministres. Ensuite, dom Pedro jura fidélité à la Constitution future en son propre nom et au nom de son père que le peuple, ivre de joie, alla chercher à sa maison de

(1) Cf. Constancio. — Comp. Armitage, *loco cit.*, t. Ier, p. 28.

campagne, San-Christovão, pour le traîner en triomphe dans la ville, où la foule, qui le portait sur les mains, lui fit monter l'escalier du château; le pauvre homme faillit mourir de terreur. Avec la nouvelle de ce grand changement, on envoya à Lisbonne (28 février) un message, annonçant que le roi retournait en Portugal avec toute sa famille, à l'exception de dom Pedro, qui, jusqu'à l'introduction de la Constitution, devait rester à la tête du gouvernement au Brésil. Comme le premier article du *pacte social* demandait que le souverain résidât dans la ville où siégeaient les cortès, c'était ainsi que s'exprimait un décret royal (1), la conscience scrupuleuse avec laquelle le roi voulait remplir ses obligations exigeait qu'il fît au salut de ses peuples le sacrifice pénible de se séparer, pour la seconde fois, de sujets chers à son cœur.

Mais lorsque le jour du départ approcha, le roi, qui semblait se tourmenter plus au sujet des dangers dont il était menacé en Portugal que de ceux auxquels il était exposé à Rio, se repentit de nouveau d'avoir donné sa promesse, et il chercha, encore à ce moment, un moyen de s'y soustraire. Un tel moyen semblait s'offrir tout naturellement. Les Brésiliens n'avaient compris que trop tôt quelles seraient les conséquences de leur révolution irréfléchie. Ce retour du roi à Lisbonne et sa soumission au pouvoir des cortès portugaises ne pouvaient être que les premiers pas faits en vue d'un rétablissement de l'ancienne condition du Brésil vis-à-vis du Portugal. On n'avait qu'à voir la mine joyeuse des Portugais pour comprendre qu'ils croyaient le bon vieux temps revenu

(1) Dans Constancio, t. II, p. 241.

déjà. Le mot de *recolonisation* passait de bouche en bouche, et la concorde, établie le 26 février, fit tout à coup place à de nouvelles divisions nationales. Le roi chercha à en profiter, en faisant convoquer les électeurs de Rio, sans la moindre apparence de raison, et en leur ordonnant (1) d'examiner consciencieusement la question de savoir s'ils étaient contents de la régence de dom Pedro; dans le cas contraire, disait le roi, ils auraient à lui faire d'autres propositions plus dignes. Les électeurs se réunirent en assemblée dans la nouvelle Bourse (21 avril), où régna bientôt la confusion la plus turbulente. L'assemblée donna immédiatement ordre d'empêcher le départ de l'escadre royale qui était prête à prendre la mer. En même temps, chose étrange, pour que rien ne manquât à la répétition des scènes qui s'étaient passées, le 11 novembre, à Lisbonne, on demanda au roi de donner force de loi à la Constitution espagnole jusqu'à ce que celle de Portugal fût achevée.

Les Portugais d'une part, et dom Pedro de l'autre, voyaient que leurs projets menaçaient d'échouer au dernier moment. Une division de troupes portugaises se rassembla promptement sur une place voisine. On vit dom Pedro au milieu de ces soldats. A une heure avancée de la nuit, cette soldatesque dispersa l'assemblée des électeurs par un acte de violence sanglante dans lequel avaient trempé dom Pedro et son confident, le comte dos Arcos. D'après le récit le moins sévère (2), le prince profita de l'agitation qui régnait dans la ville pour arracher au roi l'ordre de dissoudre l'assemblée des

(1) D'après Mong'ave.
(2) Cf. Constancio, tome II, p 247.

électeurs. Le général, chargé de faire exécuter ce mandat, le communiqua, sans bruit, au président de l'assemblée; mais comme le tumulte continuait à régner dans la salle, on donna l'ordre de l'évacuer et d'arrêter les récalcitrants. Une partie de l'assemblée résista et menaça de repousser de vive force toute attaque dirigée contre elle; alors une compagnie de soldats enfonça les portes, tira une salve sur les électeurs assemblés et les expulsa violemment de la Bourse. Tout cela n'aurait pas été nécessaire pour forcer enfin le roi, que tourmentaient des frayeurs toujours nouvelles, à maîtriser ses antipathies. Le lendemain (22 avril), il retira son décret au sujet de la Constitution espagnole; il fit publier ses résolutions relatives à l'établissement de la régence et du gouvernement provisoire, et il quitta Rio (24 avril), avant que la ville se fût remise de la consternation causée par les derniers événements. Le 3 juillet, le roi entra dans le Tage.

---

4. — LA RÉVOLUTION NAPOLITAINE.

—

Révolte militaire à Nola.

L'explosion du mouvement révolutionnaire en Portugal avait été précédée de la chute de l'ordre établi à Naples (1) où, comme nous l'avons vu plus haut, tout

(1) Aucune des trois sources principales mentionnées plus haut ne nous donne une connaissance complète et tout à fait authentique

avait été préparé depuis longtemps pour frayer la route à un événement semblable. Les Sociétés secrètes s'y étaient répandues, depuis plusieurs années, dans toutes les provinces ; dans les deux Principautés et dans la Capitanate, elles avaient pris, dès 1817, un caractère politique qui les faisait ressembler à des conspirations. Surtout les carbonari de Salerne, qui, grâce à leur activité, avaient été reconnus comme vente suprême dans tout le royaume, avaient continuellement nourri des projets révolutionnaires. Aussitôt qu'on apprit le succès du soulèvement en Espagne, le nombre des initiés à cette secte augmenta d'une manière extraordinaire (depuis mars 1820), et les idées politiques pénétrèrent, dès lors, dans l'esprit de tous les membres. Le désir d'avoir une Constitution se faisait sentir dans l'esprit des citoyens les plus tranquilles, quand on apprenait que les ministres mêmes n'étaient pas éloignés d'accéder au projet (Cf. tome III, page 162) qui consistait à élargir le conseil de chancellerie, de manière à en faire une espèce de représentation constitutionnelle. Au milieu de la foule des carbonari de la Lucanie occidentale, on commença, dès lors, à se déclarer en faveur de la Constitution espagnole; les têtes ardentes parmi les habitants de Salerne reprirent de nouveau leurs projets violents.

---

de l'histoire napolitaine pendant cette époque, mais, prises ensemble, elles se complètent parfaitement. Surtout les *Mémoires de Carrascosa*, dont le récit est exempt de tout embellissement et de tout fard, servent à lever les voiles dont la rhétorique de Colletta colore les faits, et à éclairer l'obscurité, d'ailleurs fort transparente, avec laquelle Gugl. Pepe, dans toute la vanité naïve d'un véritable révolutionnaire, se trompe sur son propre compte et sur celui de tous les hommes de son entourage.

Leur premier dessein était de profiter d'une revue que le roi passa à Sessa (mai) et de faire donner le signal de la révolte par un lieutenant de dragons du nom de Bologna. Par suite d'un accident, le régiment dans lequel servait cet officier reçut contre-ordre et ne parut pas à la revue. Les suites immédiates de cette réunion de troupes au camp d'instruction furent bien différentes de ce qu'avaient espéré les conjurés : le roi s'était montré très-gai au milieu de ses troupes ; l'armée était restée calme ; la cour, le gouvernement et la diplomatie croyaient, avec une conviction égale, que cette attitude ferme des troupes était une garantie pour la tranquillité et la sécurité du royaume ; ceux qui étaient les plus instruits parmi les hommes du mouvement étaient eux-mêmes visiblement intimidés. Seuls les habitants de Salerne, pour la plupart gens ignorants des basses classes qui n'avaient rien à perdre, ne se laissèrent pas troubler et se concertèrent (23 mai) sur un soulèvement qu'ils voulaient provoquer dans les provinces pendant la nuit du 29 mai, en mettant eux-mêmes la main à l'œuvre. Ces menées furent dénoncées, et le gouvernement se sentit encore assez de force pour faire arrêter un grand nombre des conjurés. Parmi les fuyards qui réussirent à s'échapper se trouvait Francesco-Maria Gagliardi, que nous avons vu déjà à l'œuvre en 1817 (Cf. tome III, page 157).

Il se rendit à Nocera et y fixa le 10 juin comme l'époque du soulèvement futur. A cette démarche se rattachait probablement l'arrivée du président de la vente de Salerne, Machiaroli, qui, à cette époque, venait à Avellino, afin d'engager le général Guglielmo Pepe à se mettre à la tête du soulèvement et pour lui offrir son

brevet tout préparé de capitaine général. Mais, cette fois encore, le plan de Gagliardi échoua par suite de la résistance que lui opposèrent les notables de Salerne. Machiaroli ne trouva pas Pepe à Avellino ; il n'y rencontra que le chef de l'état-major du général, de Concilj, qui prit le diplôme mais qui l'enfouit sous terre.

L'influence des révolutionnaires plus prudents, gens riches et appartenant aux hautes classes de la société, qui voulaient attendre un moment favorable et sûr, luttait ainsi, pendant quelque temps, contre celle des carbonari recrutés parmi les basses classes qui ne connaissaient pas les ménagements et qui voulaient, sans délai, marcher en avant. De quel côté et de quelle opinion était le général Pepe, qui commandait les milices dans la Capitanate et dans la Principauté-Ultérieure et que les carbonari considéraient comme leur chef, c'est ce qu'on ne saura jamais d'une manière certaine, parce que, sans aucun doute, le général ne le savait pas lui-même à cette époque. Comme la France et le reste de l'Italie restèrent tranquilles, Pepe trouva nécessaire, comme il le dit lui-même, d'agir avec la plus grande circonspection et d'achever la révolution bientôt et promptement, sans désordres ni excès, afin d'enlever au gouvernement la possibilité d'appeler les Autrichiens à son secours, et afin de ne pas donner à ces derniers de prétexte pour intervenir sans être appelés. Pepe était du parti des prudents, en tant qu'en face des voisins de Naples, c'est-à-dire du pape et des Autrichiens, il considérait comme une folie la prédilection que les carbonari des provinces montraient pour la Constitution espagnole, ou même pour la république; de plus, par égard pour les autres puissances, il aurait préféré la Constitution fran-

çaise. Il appartenait en même temps aux hommes résolus, en tant que, dans un pays où toutes les voies légales qui auraient conduit à des réformes politiques étaient fermées; il croyait que le droit de faire une révolution était incontestable, et que le moment favorable pour l'accomplir était venu. D'après ses propres paroles, Pepe semblait être d'avis qu'il fallait unir à la circonspection des uns, qui ne voulaient agir qu'avec la certitude du succès, la résolution prompte des autres. Mais, en réalité, il faut douter que Pepe ait eu cette résolution qui faisait complétement défaut aux hommes instruits de son entourage. Tous ceux des carbonari qui avaient quelque fortune empêchaient le général d'agir; ceux des conjurés qui l'approchaient de plus près, le colonel Russo et de Concilj, lui conseillaient de différer l'exécution de ses projets. Carrascosa, à qui il offrit de se mettre en sa qualité de lieutenant général plus ancien à la tête du gouvernement, l'ajourna à un moment plus favorable. Son frère Florestan, le bon génie du général, le mit sur ses gardes contre tout don-quichottisme romanesque. Pepe lui-même avait exhorté à la patience les habitants de Salerne, lorsque, au mois de mai, ils avaient, pour la première fois, commencé à le pousser à l'action. Il n'était pas non plus d'accord avec lui-même s'il était plus avantageux de donner le signal de la révolte à Avellino ou bien plus loin dans la Capitanate. Il ne semblait même pas agir sans dessein prémédité quand, pendant ces semaines où tout le monde s'attendait à quelque événement et où les impatients le poussaient à agir, il saisissait tous les prétextes pour s'éloigner de son poste, en se rendant tantôt à la capitale, tantôt dans les provinces. D'après les paroles de Pepe lui-

même, on croirait que lui seul avait été le maître absolu de la révolution et qu'il avait résolu de la faire éclater l'anniversaire de sa naissance (24 juin). Mais en réalité, et d'après ses propres récits (1), il fit ses préparatifs avec une telle mollesse, et il choisit si mal ses instruments, que cette journée, attendue avec une grande impatience, se passa dans le plus grand calme, tandis que les Salernitains, qu'il faisait semblant de dédaigner, lui enlevèrent à la fois la gloire, qu'il semblait tant rechercher, de donner le premier le signal du soulèvement, et la direction de la révolution dont il s'était cru entièrement le maître.

Lorsque Gagliardi avait vu qu'il s'était trompé aussi dans son attente relativement à la ville de Nocera, il s'était rendu à Nola, où il eut de nouvelles entrevues avec le chanoine Menichini, chef populaire fort influent, de même qu'avec les lieutenants Morelli et Silvati que Pepe, de son côté, avait déjà fait sonder (2). Le régiment de cavalerie Bourbon, en garnison dans cette ville, avait été auparavant négligé au dernier point, et, par suite des absences fréquentes de son colonel et des officiers, il avait été complétement abandonné à lui-même. A ce moment, il était fort mécontent de la nomination d'un nouveau colonel qui venait d'arriver pour y rétablir une discipline plus sévère. Dans ces circonstances, les conjurés de la secte des carbonari trouvèrent d'autant plus facilement un accueil favorable auprès de ces soldats.

(1) Cf. *Memorie del Gen. G. Pepe*, t. Ier, p. 26.

(2) Ces détails sont empruntés d'un *Cenno storico sul fatti che hanno preceduto e prodotto il movimento del battaglione sacro di Nola*, brochure écrite par les auteurs mêmes du mouvement. Dans Doering, *loco cit.*, p. 182.

Le lieutenant Morelli, avec son ami et son escadron, accompagné de Menichini et de dix autres carbonari, déploya la bannière de leur secte ; ils partirent (2 juillet) pour Avellino, refuge secret des *cousins* qui, poursuivis à Salerne, s'étaient enfuis de cette ville. Mais Pepe en était déjà parti pour se rendre à Naples ; dans son absence, les révoltés invitèrent Concilj à proclamer la Constitution. Après avoir réfléchi pendant une journée, ce dernier accéda à ce vœu et campa, dès lors, avec les révoltés sur les hauteurs de Monteforte, dans la direction de Naples ; aussitôt les gens sans aveu de la Terra-di-Lavoro (Terre de Labour) et les carbonari du voisinage affluèrent dans ce camp, pendant que le mouvement se propagea, avec la rapidité de l'éclair, dans les provinces limitrophes.

La Constitution espagnole à Naples.

Lorsque la nouvelle de la désertion de Morelli parvint à Naples, le roi était allé au-devant de son fils, le duc des Calabres, qui, à ce moment, revenait de Palerme.

Dans un conseil de guerre, réuni en toute hâte par Nugent, on exprima l'opinion que G. Pepe était le seul homme capable de réprimer la révolte, grâce à sa popularité.

Le général accepta cette mission, dont il aurait profité, à en croire son propre témoignage, pour proclamer le gouvernement constitutionnel ; ses adversaires mêmes, Colletta et Carrascosa, sont convaincus qu'il s'en serait loyalement acquitté, si on lui eût conservé la confiance qu'on venait de lui montrer ; mais, selon notre opinion, il s'en serait servi dans tel ou tel autre sens, ou il en aurait abusé, suivant la tournure que les

choses auraient prise (1). Mais comme la cour trouva que Pepe était un personnage trop suspect, elle lui retira cette mission; cet homme, froissé ainsi dans sa vanité, se rapprocha dès lors bien davantage des révolutionnaires, qui exploitèrent habilement cette occasion pour lui inspirer de la défiance à l'égard d'un gouvernement soupçonneux, et qui lui offrirent les moyens de s'éloigner de Naples, afin de se mettre à la tête du mouvement.

Néanmoins Pepe ne partit point. Il ne se laissa entraîner et ne se rendit dans l'autre camp à Avellino que plus tard, lorsqu'il vit jusqu'à quel point le gouvernement avait perdu la tête et avec quelle mollesse il agissait. En effet, au lieu d'expédier sans retard toutes les troupes disponibles à Avellino, le cabinet envoya le général Carrascosa à Nola, et tarda, plein d'indécision, à lui donner les ressources nécessaires pour agir. Ce général perdit ensuite son temps (4 et 5 juillet) à offrir aux instigateurs de la révolution de l'argent et des passeports, qu'il ne possédait pas encore lui-même, afin de les déterminer à quitter le pays. Sur ces entrefaites, on proclama à Avellino la Constitution à laquelle l'évêque,

(1) Jusqu'à quel point cet homme essayait de se donner le change à lui-même, aussi bien au moment où il écrivait ses Mémoires qu'à cette époque antérieure où il avait à agir, c'est ce qui ressort de cette seule circonstance que la dépêche, envoyée par lui, sous les yeux de Nugent, au chef militaire d'Avellino au moment où l'on venait de le charger de cette mission, est conçue tout autrement dans ses Mémoires que dans la lettre évidemment plus authentique qu'il adressa au roi et qu'il fit imprimer en 1821. Cette dernière contenait un passage que Pepe supprima dans l'édition postérieure et où il faisait entendre aux « propriétaires fonciers armés, » qu'il ne manquerait pas de les représenter au roi comme les soutiens les plus sûrs du trône. Mais ce n'étaient pas du tout les gens qui auraient aimé à faire cause commune avec les Menichini et avec les Morelli.

ainsi que les autorités civiles et militaires, jura fidélité dans l'église. Dans toutes les divisions de l'armée qui cernaient le camp des rebelles il y eut des tumultes et des désertions, et même les soldats refusèrent de se battre. A Naples, le peuple, la secte des carbonari et la jeunesse commencèrent à s'agiter. Enfin le général Napoletano lui-même, avec une brigade de cavalerie qui occupait ses quartiers près du pont de Magdalena, se mit à la disposition de Pepe, qui ne se laissa décider à agir qu'après avoir vu tous ces indices de la faiblesse du gouvernement. Il est même probable qu'à cette époque on aurait pu lui persuader de rester dans l'inaction, si, au moment où cette dernière proposition lui fut faite, son frère Florestan avait été auprès de lui.

Le départ de ces troupes (soir du 6 juillet) donna à la population de Naples le signal d'agir. Immédiatement après que la nouvelle de ce départ se fut répandue, une députation composée de cinq carbonari fit son apparition au château, pendant la nuit même, et déclara que l'armée, le peuple et la secte demandaient une Constitution. On répondit à ces délégués que le roi l'accordait et qu'il était occupé à en délibérer avec ses ministres. « Quand sera-t-elle proclamée ? » demanda-t-on. — « Sur-le-champ ! — C'est-à-dire ? — Dans deux heures. » — L'un des cinq délégués s'approcha de l'homme de cour qui avait apporté cette réponse ; il lui tira sa montre du gousset et dit en la lui montrant : « Il est une heure du matin ; à trois heures la Constitution sera proclamée. » Ce courtisan était le duc d'Ascoli, qui, à la vérité, avait depuis longtemps joui de la faveur particulière du roi, mais qui avait pourtant toujours appartenu au cercle libéral dont le centre était la maison du marquis Berio,

le beau-père du duc d'Ascoli, maison où l'on continuait à penser et à vivre selon les idées du vieil archevêque de Tarente. (Cf. tome III, page 136.) Le frère du duc d'Ascoli, le chevalier Marulli, était un des partisans décidés du régime constitutionnel, tandis que son gendre, le duc Piccoletti, se rangeait résolûment parmi les hommes du mouvement ; c'était précisément ce dernier qui avait présenté la montre à son beau-père. Les « anciens fidèles » ne firent rien pour soutenir le trône dans ces moments critiques ; les ministres découragés, Médici et Tommasi prièrent le roi de céder ; le marquis Circello le fit en pleurant. Le souverain se vit obligé d'annoncer que dans huit jours il proclamerait les bases d'une Constitution. Ces choses se passèrent le même jour où Nugent et Carrascosa voulaient terminer leurs négociations avec les révoltés ou bien commencer à agir.

Le roi fit suivre sa promesse d'une mesure effective, en nommant le duc des Calabres son lieutenant général ; la diplomatie et une partie de la noblesse interprétèrent aussitôt cet acte comme l'effet d'une pression exercée sur le monarque ; le peuple se rappela, à cette occasion, la trahison dont le roi s'était rendu coupable, lorsque, autrefois en Sicile, il avait eu recours au même expédient. (Cf. tome III, page 111.) L'effet de cette concession était donc complétement manqué, comme c'était arrivé lorsque le roi d'Espagne avait, pour la première fois, offert de convoquer les anciennes cortès. L'agitation augmenta, au lieu de se calmer. Des troupes innombrables de jeunes provinciaux affluèrent alors dans la capitale et s'unirent aux étudiants, qui, à cette époque, se considéraient, dans tous les pays, comme les instruments naturels de toute révolution. Dans leur impatience,

ils trouvaient le délai de huit jours, tel qu'il avait été fixé, peu à leur convenance ; il leur semblait trop court pour délibérer sur une nouvelle Constitution et trop long pour proclamer la Constitution des cortès qu'ils appelaient de tous leurs vœux. Le mot d'ordre venu d'Avellino était de réclamer cette charte. G. Pepe était alors considéré dans cette ville comme le chef de la révolution, il y avait été bien accueilli par les gens honorables parmi les bourgeois, comme une garantie contre l'anarchie qui menaçait d'éclater au milieu des différentes bandes de troupes, de milices, de carbonari et de vagabonds, réunies dans la plus grande confusion à Avellino. Mais le mot d'ordre venu de cette ville prouva que, dans tout le mécanisme du mouvement, le général ne servait plus que de force motrice, et qu'il n'en avait pas la direction.

Les Salernitains avaient imposé à Pepe la Constitution espagnole qui avait été proclamée, déjà à cette époque, dans un canton de la Principauté intérieure, par Antonio Galotti (1), un des conjurés de mai qui avaient fraternisé avec eux. Bien qu'il n'y eût presque personne qui connût cette charte et qu'il n'en existât même pas de traduction, tout le pays la demanda dès lors à grands cris et avec une impatience qu'on n'aurait plus été en état d'apaiser même par l'octroi d'une Constitution plus libérale encore. Personne ne songea alors à la Constitution sicilienne de 1812, qui avait été supprimée et dont l'acceptation aurait maintenu la concorde entre Naples et la Sicile, et peut-être

(1) Cf. *Memoiren von Ant. Gallotti;* trad. allemande. Meissen, 1832. Page 46.

aussi la paix entre le royaume et l'Europe. Le prince gouverneur réunit un nouveau conseil de généraux et de ministres. Tout se passa comme à Madrid : tout le monde pressa le prince de céder. Ce dernier quitta le conseil pour informer son père de cet avis donné par ses conseillers. En moins de temps qu'il ne lui en aurait fallu pour raconter tout ce qui s'était passé, le prince revint avec le consentement du roi, qui devait avoir écouté les délibérations dans une cachette. Le lendemain (7 juillet), le vicaire du royaume proclama la Constitution des cortès ; mais le roi en personne dut la confirmer encore le même soir dans une seconde proclamation. Un familier du prince se rendit au camp des révoltés, afin de s'entendre avec eux et de conclure un traité secret. Pepe exigea que le roi prêtât serment et qu'il nommât une *giunta ;* il demanda pour lui-même, comme une garantie pour l'introduction de la Constitution, d'être nommé généralissime de toute l'armée; en même temps il réserva des récompenses à tous ceux qui avaient bien mérité du nouvel ordre de choses.

Ensuite Pepe fit son entrée dans la capitale (9 juillet). La cour eut peur des troupes de carbonari armés qui devaient venir avec le cortége, et le général lui-même ne se sentait pas à l'aise, lorsqu'il se vit entouré de ces masses de gens sans aveu qui affluèrent sans ordre et sans uniforme, et qu'il s'efforça, par tous les moyens, d'engager à rentrer chez eux. Les amis du triomphateur remarquaient que, pendant son entrée, sa figure portait l'expression d'un profond chagrin. En effet, comme Pepe l'avoua plus tard, il voyait sa patrie placée entre le sublime et le ridicule, entre la liberté la plus complète et une servitude encore plus écrasante qu'autrefois ; il

aurait pu dire aussi : entre la liberté la plus complète et des hommes libres fort incomplets. Du reste, l'entrée de l'armée se fit dans le plus grand ordre. Le lieutenant du royaume et tous les membres de la cour, l'emblème des carbonari sur la poitrine, parurent au balcon du château. Le général Pepe fut reçu par le prince, et même par le roi, bien que la fièvre de la peur le clouât à son lit. Lorsque le nouveau général en chef reçut le corps des officiers dans les salons du ministère de la guerre, Carrascosa lui dit que « par tout ce qu'il avait fait, il s'était élevé au-dessus de tous ses collègues, qui, par conséquent, le voyaient avec plaisir à leur tête. »

Tout ce qui suivait semblait être à la hauteur de cette modestie et de ce désintéressement. Comme en Espagne, on ne voyait à Naples qu'un seul bonheur, une seule concorde et une seule espérance. Le roi jura sur l'Évangile, par un serment solennel, d'être fidèle à la Constitution (13 juillet), et après avoir lu la formule de ce serment, il ajouta, de son propre mouvement, les paroles suivantes : « Dieu tout-puissant, dont le regard infini lit dans mon âme et dans l'avenir, si je mens ou s'il m'arrive de manquer à ma parole jurée, dirige en ce moment sur moi les foudres de ta vengeance ! » Les princes s'embrassèrent en pleurant de joie ; personne ne douta que cette émotion ne vînt du cœur ; le général Pepe lui-même était touché jusqu'aux larmes. Le même esprit d'un dévouement désintéressé semblait animer toute la grande masse des révolutionnaires. De même qu'en Espagne tous les fruits de la révolution furent recueillis, non par ses véritables auteurs, mais bien par les anciens libéraux de 1810, de même à Naples ce furent les muratistes qui en eurent tous les avantages.

Les nouveaux ministres, qui, en réalité, avaient été proposés au camp de Monteforte, étaient du nombre des muratistes. A cette occasion, on imposa tellement silence à la voix des partis, que Zurlo, qui avait poursuivi les carbonari, put prendre le portefeuille de l'intérieur et que Carrascosa, qui avait voulu combattre la révolution, fut nommé ministre de la guerre. Les membres de la *giunta* étaient des hommes capables, presque tous étaient des muratistes ; à l'exception du colonel Russo, il n'y avait pas de carbonaro parmi eux, comme il n'y avait personne de Monteforte. Dans tout le cours du mouvement, il n'y avait pas eu un seul acte de désordre grave ; personne n'avait été lésé dans ses propriétés, nul sang n'avait été versé. Les récalcitrants mêmes semblaient donc se rallier au nouveau régime. En effet, on se trouvait à Naples dans une position fort avantageuse : la révolution était bien loin d'affecter péniblement les classes supérieures et de léser leurs intérêts, comme cela était arrivé en Espagne. A aucune époque, la noblesse n'a, dans aucune partie de l'Italie, absolument refusé de faire les efforts patriotiques les plus périlleux ; de plus, elle ne peut guère être tentée de prendre une attitude arrogante ou dédaigneuse à l'égard de la bourgeoisie, puisqu'elle est intimement unie aux patriciens de cette classe par les liens des affaires, de la société et de la parenté.

La Sicile.

Malheureusement cette éclaircie au milieu de la tempête révolutionnaire fut, à Naples, d'une durée encore plus courte qu'en Espagne. Aussitôt que le mouvement se propagea en Sicile (1), et qu'il s'empara aussi de

(1) Nous suivons, dans notre exposé, surtout Palmieri. *Saggio*. P. 317.

Palerme, il fut dénaturé d'une manière odieuse par les scènes sanglantes de la guerre civile, par le règne de la populace et par les désordres les plus grossiers. Les princes Villafranca et Cassaro, qui appartenaient à l'entourage du prince des Calabres, étaient arrivés à Naples au moment où la révolution y avait éclaté ; ils demandèrent à ce prince de convoquer le parlement sicilien. Le roi, heureux de pouvoir ainsi semer la discorde entre ses sujets, envoya Villafranca à Palerme avec l'ordre verbal pour le gouverneur, le général Naselli, de proclamer la Constitution sicilienne de 1812. Mais elle avait jeté dans le peuple des racines trop peu profondes pour arrêter désormais la marche triomphale de la Charte espagnole. Lorsque la première nouvelle du soulèvement de Naples parvint à Messine, les troupes napolitaines y proclamèrent la Constitution des cortès ; le peuple se laissa entraîner par les soldats et resta, dès lors, sous la dépendance des carbonari de Naples. Dans la capitale, la grande nouvelle du jour fit naître aussitôt la pensée de mettre cette occasion à profit pour recouvrer l'ancienne indépendance du pays ; mais là aussi les sympathies démocratiques, qui se réveillèrent tout à coup au sein de la population pour les héros de la révolution napolitaine, étaient en conflit avec les sentiments et les intérêts nationaux. Dans la première ivresse de leur joie, les habitants se parèrent de l'emblème des carbonari ; mais aussitôt ils se ravisèrent et y ajoutèrent un ruban jaune, la couleur nationale. Avec autant de déraison que d'inconstance, les Siciliens demandèrent au même moment l'indépendance et la Constitution espagnole qui avait été proclamée pour *les deux* royaumes, et ils menacèrent comme des aristocrates tous ceux

qui oseraient parler de la Constitution sicilienne, bien que celle-ci fût une base déjà établie et une forme réelle de l'indépendance qu'on réclamait.

La veille de la fête de sainte Rosalie, la patronne de Palerme (14 juillet), les premières nouvelles reçues de Naples avaient mis en émoi les habitants de la ville et des campagnes qui étaient rassemblés en grandes masses. Dès le lendemain matin (15 juillet), tout annonçait l'approche d'un orage qui allait éclater pendant la soirée du même jour. Le général Church, venu tout récemment en Sicile comme chef militaire, essaya de ramener dans les casernes une bande de soldats napolitains qui, en demandant à grands cris la Constitution et l'indépendance, s'était précipitée dans la rue principale de Palerme (Cassaro) et qui fraternisait avec le peuple exalté par une joie bruyante. Cette intervention de l'officier anglais excita la fureur de la populace; un prêtre lança sur lui un poignard qui blessa le général Coglitore, puis les hordes sauvages se jetèrent sur la maison de Church et brûlèrent tous ses effets. Pendant que les Palermitains et les troupes napolitaines continuaient à fraterniser d'une manière si contraire à leurs habitudes, la populace détruisit et dévasta, le lendemain (16 juillet), les monuments et les bâtiments publics, aussi bien que les maisons particulières. Le peuple s'empara d'un dépôt de quatorze mille fusils au Castel-a-Mare, où le faible et misérable gouverneur l'avait laissé entrer, soit par crainte et par négligence, soit, comme le prétendent les Siciliens, dans l'intention d'armer les meilleurs parmi les citoyens pour la cause de la Constitution sicilienne et de les opposer aux carbonari et aux démocrates parmi les troupes et parmi le peuple.

Mais aussitôt que les bourgeois eurent ces armes entre les mains, tous se mirent du côté des démocrates; les chapeaux se cachaient et les casquettes dominaient dans les rues. Alors le gouverneur songea à réprimer durant la nuit et par les forces militaires cette révolte que, pendant la journée, il avait entretenue et augmentée, soit à dessein, soit sans préméditation, tantôt par son activité, et tantôt par son inaction, qui étaient aussi malencontreuses l'une que l'autre. Dans cette nuit même, il fit expulser de Castel-a-Mare la garnison bourgeoise, et, le lendemain (17 juillet), il fit ranger toutes les troupes en bataille devant le château royal; une division de ces soldats commença, avec une pétulance frivole, à verser le sang dans la rue principale. La lutte s'engagea alors, pendant huit ou dix heures, entre la garnison et le bas peuple, dont le nombre fut augmenté encore par les criminels qu'on venait de faire sortir des prisons. Le combat ne cessa que lorsque les troupes furent chassées dans le plus grand désordre; on fit des prisonniers en masse; le château fut pris d'assaut; le palais royal fut dévasté; la populace commit les violences les plus atroces et assassina dans les rues les princes Cattolica et Aci. A la place du gouverneur en fuite, le bas peuple resta maître absolu de la ville, les criminels délivrés formèrent une garde d'honneur pour le chef du corps des mégissiers, dont le quartier avait été de tout temps le refuge de tous les malfaiteurs. Sur la proposition des *consuls* qui étaient à la tête des corps de métier, on établit une *giunta* (18 juillet) qui était entièrement dominée par eux, bien qu'elle fût exclusivement composée de jurisconsultes et de gentilshommes. Le prince Castelnuovo, dont nous avons parlé plus haut (Cf., tome III, page 113), eut seul le courage

de ne pas vouloir faire partie de cette *giunta;* il jouissait d'une estime assez grande pour ne pas être molesté à cause de ce refus.

Tels furent les premiers événements (et, dès l'abord, ils étaient aussi effrayants que possible), qui venaient dénaturer la marche jusqu'alors assez tranquille de ces révolutions dans l'Europe méridionale. Ils produisirent un effet des plus pénibles dans les pays les plus éloignés; ils enlevèrent à ce mouvement de Palerme toute influence aussi bien dans le royaume de Naples que dans la Sicile elle-même. Naselli et Church, qui s'étaient enfuis, répandirent à Naples des nouvelles fort exagérées de ce qui s'était passé à Palerme. On disait que tous les Napolitains avaient été assassinés; les historiens mêmes (1) ont indiqué, encore plus tard, le chiffre de trois mille comme celui des victimes tombées dans la lutte, tandis que les listes officielles n'ont parlé, dit-on, que de cinquante-trois morts et de soixante-dix blessés (2). Les dispositions que ces bruits firent naître dans le public de Naples ne présageaient pas un bon accueil aux députés que la *giunta* de Palerme envoya dans la capitale, afin de demander un parlement séparé et l'union des deux États, sous un même roi et sous une seule Constitution. Avec leur ancien orgueil de dominateurs, les Napolitains affranchis dédaignèrent de respecter la liberté de leurs frères, et ne voulurent pas entamer avec les Siciliens des négociations de peuple à peuple. La cour, les ministres, la *giunta*, le généralissime, tout le monde était

(1) Carrascosa.
(2) Cf. *Documents historiques sur les derniers événements arrivés en Sicile.* Paris, 1821.

d'accord pour rejeter ces demandes. Pepe y voyait un danger menaçant pour l'unité de l'Italie, et il comptait, par une prompte soumission de l'île, mettre le gouvernement constitutionnel dans un jour éclatant et l'opposer ainsi à l'absolutisme, qui, peu de temps auparavant, avait dû capituler avec les brigands. La *giunta* ne voulait pas fournir à l'étranger de motifs pour crier à l'anarchie et pour se plaindre de la domination de la populace. La cour était, dans tous les cas, contente de maintenir la division entre les deux nationalités.

Les dissensions intestines qui régnaient dans la Sicile même encourageaient la cour à suivre cette voie. La *giunta* de Palerme avait fait parvenir à toutes les vallées (c'est-à-dire provinces) de l'île l'invitation de se joindre au soulèvement et d'envoyer leurs représentants dans le sein de cette assemblée. Mais, à l'exception de Girgenti, tous les chefs-lieux s'isolèrent avec le plus grand soin du mouvement. Les villes considérables le firent par un esprit de jalousie qui les animait depuis longtemps contre Palerme, et les chefs-lieux nouvellement créés dans les provinces agirent ainsi dans la crainte de perdre les avantages acquis depuis peu de temps; tout le monde redoutait au même point l'ochlocratie qui marchait à la suite du soulèvement. La *giunta* créa donc des forces armées, afin de faire triompher la révolution par la violence; comme il était de mode d'imiter en tout l'Espagne, on forma des guerillas qu'on envoya dans les provinces. Parmi ces hordes indisciplinées, qui devenaient, en partie, un terrible fléau même pour les communes dévouées, une seule remporta, en soumettant Caltanisetta, des succès de quelque importance. Mais, à cause de la haine et de l'aversion que cette bande inspira par

les mauvais traitements et par le pillage qu'elle fit subir aux habitants de cette ville, ces succès devinrent une honte et un véritable désavantage pour Palerme. Il est vrai qu'à l'égard de Naples la prise de cette ville produisit un certain effet; elle intimida le gouvernement, qui renvoya les délégués de Palerme, qu'on avait arrêtés d'abord, avec l'offre verbale d'accorder à la Sicile une représentation séparée dans le cas où elle serait désirée par la majorité des communes. Mais on comptait avec certitude que, si la liberté du vote était assurée, cette majorité émettrait un vote contraire à celui de Palerme.

Le général Florestan Pepe, qui devait commander l'expédition contre Palerme, fut donc chargé de rétablir à tout prix l'ordre et de *choisir* ensuite, suivant le jugement qui lui serait dicté par ses lumières, *les moyens* nécessaires *afin d'apprendre* si aux demandes de Palerme s'associaient librement aussi les provinces restées fidèles qu'on ne devait pas abandonner. Le général Pepe prit terre d'abord (15 août) près de Milazzo, pour se renseigner, à Messine, sur l'état de l'opinion publique; puis il débarqua à Cefalu (17 septembre); de là il partit avec environ sept mille hommes pour Termini, où il rencontra le prince Villafranca, que la giunta avait envoyé comme négociateur au-devant de lui. Tous les deux tombèrent d'accord sur les points qui avaient été offerts par la cour de Naples; mais Pepe même ne voulut pas donner ces promesses par écrit, ou bien il n'en avait pas le pouvoir. A la nouvelle de cette entrevue équivoque, les héros du bas peuple s'emportèrent de nouveau; ils décrièrent le prince Villafranca comme *jacobin*, nom qu'on donnait en Sicile aux ennemis du peuple; ils dévastèrent son palais;

ils désarmèrent la garde nationale et ils enjoignirent aux honnêtes boutiquiers de ne pas se mêler « aux lions. »

Aux premières attaques contre la ville (25-26 septembre), les vents contraires et les feux de Castel-a-Mare obligèrent la flotte de se retirer. Les troupes de terre, qui s'étaient avancées jusqu'à la villa Giulia et jusqu'au jardin botanique, furent également forcées de rebrousser chemin, car le peuple se défendait avec une grande ténacité, et les pièces bien servies du fort de la Porta-Felice ne leur laissaient pas d'autre choix. Il est impossible de mettre d'accord, au sujet de ces événements et de tout ce qui se passa ensuite pendant le siége, les historiens napolitains et siciliens ; car, sans avoir le moindre sentiment de la vérité toute simple, ils se contredisent de la manière la plus absolue, comme les chroniqueurs les plus fanatiques des partis au moyen âge. A en croire les Siciliens, ce premier échec aurait mis fin au siége. Pepe, menacé de front par le courage héroïque des Palermitains, au sein de son armée par l'indiscipline des carbonari, et sur ses derrières par les montagnards qui descendaient dans la plaine, aurait songé, après dix journées fort pénibles, à se retirer, et il aurait déjà fait préparer ses quartiers à Messine. Selon les Napolitains, le général avait fait couper l'eau à la ville, aussitôt que ses lignes s'étaient étendues à gauche jusqu'à la Porta-Nova ou jusqu'à Monreale, et ce n'était que par humanité qu'il n'avait pas renouvelé le combat.

Or ce fut dans ces circonstances que le prince Paterno trahit ou bien sauva, selon le point de vue auquel on se place, la ville victorieuse ou bien vaincue. Vieillard octogénaire, de mœurs et de talents peu recommandables, mais sachant traiter le peuple d'une manière par-

faite et suivant ses propres habitudes, en s'adressant à lui dans un langage mêlé de rodomontades et de bouffonneries, Paterno avait eu le courage de se montrer publiquement et de s'ériger en chef de la *giunta*. Il stimula alors le peuple à une résistance désespérée, sachant bien que c'était le meilleur moyen pour amener à la raison ces gens qui, dans tous les cas, savaient encore mieux piller que combattre. Il se fit ainsi autoriser à conclure une paix par laquelle il promit de jouer les Napolitains. Puis, à bord du cutter anglais *the Racer*, il conclut (5 octobre) avec Pepe un traité qui ouvrit à ce dernier l'accès de la ville dont il devait être le maître absolu. Pendant l'entrée de Pepe, Paterno l'accompagna à cheval et fit comprendre aux lions des rues, par ses gestes moqueurs et comiques, jusqu'à quel point il avait dupé les vainqueurs. En concluant ce traité, Florestan Pepe agit tout à fait conformément à ses instructions (1). Mais le parlement de Naples, qui se réunit à ce moment même, et qui se fondait sur les interprétations fausses et pleines de sophismes que donnèrent les misérables ministres, déclara que le général avait dépassé ses instructions et que le traité était nul et non avenu. On aurait dit que le parlement avait hérité de ce pouvoir tyrannique qui, peu d'années auparavant, avait dépouillé la Sicile de sa représentation indépendante, et qu'il voulait rivaliser de zèle avec les cortès espagnoles, afin de traiter les Siciliens comme le faisaient les Espagnols à l'égard des Américains, c'est-à-dire

(1) Colletta laissa, à dessein, planer une grande obscurité sur ce fait, tandis que Carrascosa l'avoue conformément à la vérité. Les instructions se trouvent dans Palmieri, *loco cit.*, page 399.

comme une bande de rebelles; on aurait dit, enfin, qu'il s'agissait de mettre bien à nu les dissensions intérieures qui déchiraient le royaume et de les exposer aux yeux de l'Autriche qui menaçait le pays.

On rappela Florestan Pepe. Il appartenait à ce petit groupe d'hommes qui, dès le principe, avaient pénétré, avec une grande sagacité, la faiblesse de la cause révolutionnaire, et la déplorable impéritie de la giunta ; qui avaient reconnu les dangers dont le pays était menacé à l'extérieur et à l'intérieur, et qui avaient prévu la funeste direction que prendrait le parlement futur. Il n'eut donc aucune peine à se retirer d'un poste qu'il n'avait accepté qu'à son corps défendant et uniquement sur les instances personnelles du roi ; mais il le fit avec cette dignité que donne un caractère intègre. Il refusa, avec les déclarations les plus honorables, tous les remercîments et la décoration à laquelle était attachée une pension considérable et que lui remirent le roi et le vicaire du royaume. Il fut remplacé par Colletta, qui prononça aussitôt la dissolution de la *giunta* de Palerme; ensuite il interdit le port des couleurs nationales, il fit prêter le serment de fidélité à la Constitution, et il fit convoquer les électeurs qui devaient nommer les députés au parlement de Naples. Les fonctionnaires se présentèrent pour prêter serment; mais Castelnuovo, homme inflexible, refusa de prendre part à cet acte ; les fonctionnaires seuls votèrent, mais les députés élus n'acceptèrent pas leur mandat. C'était un despotisme militaire complet par lequel régnait Colletta, et par lequel il se faisait craindre et détester. Lui-même était d'avis que cette manière d'agir avait suffi pour sauvegarder les intérêts du moment dans les deux royaumes. Mais, sur ce point, les

frères Pepe, que Coletta traite partout dans ses Mémoires avec un assez grand dédain, ne montraient pas seulement qu'ils étaient plus libéraux que lui, mais encore qu'ils comprenaient mieux les grandes affaires politiques. Ils ne doutaient pas qu'avec le bon vouloir du peuple sicilien le résultat du vote dans les communes n'eût amené l'unité de la représentation, telle qu'on la désirait à Naples, ce qui, dans les complications probables d'une guerre imminente aurait dispensé de faire occuper l'île par huit mille Napolitains et rendu disponibles huit mille autres soldats siciliens. Au prix d'un tel avantage les libéraux napolitains auraient dû accorder à la Sicile même la représentation séparée, qui était un ancien droit.

État de choses à Naples.

Pendant les mois où ces événements se passaient dans l'île de Sicile, les affaires à Naples avaient pris successivement des tournures différentes. Durant les premières semaines qui suivirent le triomphe de la révolution, l'état de choses dans la capitale n'avait pas une apparence très-rassurante. Des excès de tout genre s'y succédaient. Les orateurs populaires transformaient les places publiques en clubs et excitaient leurs auditeurs contre les autorités ou contre des individus qu'ils soupçonnaient d'être de mauvais patriotes, ou contre lesquels ils nourrissaient une haine personnelle. On voyait le peuple s'attrouper dans les rues et menacer la vie des ministres Medici et Tommasi, de sorte que Pepe était obligé d'intervenir et de retenir ces furieux par son influence. La mutinerie d'un régiment d'infanterie, qui refusa de partir pour Gaëte, amena une mêlée sanglante au sein de la capitale. Dans les campagnes, il y eut toute une série d'incendies qui

dévastèrent les forêts, et qui avaient été allumés par la méchanceté et par la soif de destruction auxquels on donna libre carrière aussitôt que les passions furent déchaînées. Dans la Basilicate, les violences, les écrits diffamatoires et les lettres incendiaires furent, pendant quelque temps, à l'ordre du jour. On entendait parler d'agitations fédéralistes et républicaines dans certaines parties des provinces. Dans tous ces mouvements, on croyait reconnaître l'action des sociétés secrètes. La secte des carbonari semblait être alors le gouffre béant d'un enfer révolutionnaire ne refusant d'engloutir personne de ces milliers de gens qui, après les premiers succès, et depuis les hommes de la plus basse classe jusqu'aux princes et aux ducs, s'y précipitaient comme un torrent.

Divisée en mille ventes, dont quatre-vingt-quinze appartenaient à la seule capitale, cette Société secrète finit par renfermer dans son sein jusqu'à trois cent mille membres, c'est-à-dire tous les hommes vigoureux de corps et d'esprit et qui ne vivaient pas dans une indigence extrême. On alla même jusqu'à former des loges composées de femmes, appelées *Jardinières*. On voyait affluer dans la carboneria tous ceux qui ne pouvaient résister à la mode du patriotisme ; ceux qui étaient avides de places, et enfin ceux qui voulaient profiter de cette secte, soit pour en former un parti politique et radical ou bien une force révolutionnaire armée, soit pour miner secrètement le nouveau régime, à l'abri de ce masque qui cachait leurs machinations. Les ventes s'insinuèrent dans tous les régiments où la discipline de l'armée, déjà fort relâchée, s'affaiblit ainsi d'une manière bien plus sensible; en effet, il pouvait arriver qu'un général eût pour grand maître son tambour, si celui-ci avait été

initié à la secte avant son supérieur. Tous ces faits maintenaient la cour dans une consternation continuelle; les ambassadeurs étrangers étaient remplis d'inquiétudes au sujet de leur sûreté personnelle, et, outre ces motifs bien fondés, ils avaient encore bien des prétextes frivoles pour envoyer à leurs cabinets les rapports les plus défavorables sur l'état de choses à Naples.

Mais, tout à coup, pendant le courant du mois d'août, cette marche inquiétante des affaires prit inopinément une meilleure tournure. Les désordres qui avaient troublé la paix et la tranquillité diminuèrent d'une manière surprenante. C'était à l'époque où, pour la première fois, le gouvernement autrichien avait fait comprendre publiquement et en secret quelle attitude il prendrait vis-à-vis de la révolution napolitaine. Pendant ce mois, il interdit toute participation à la carboneria, qu'il stigmatisait comme une secte coupable de haute trahison et dont le but était de renverser tous les gouvernements. Vers le même temps, le prince Cariati, partisan modéré d'un régime constitutionnel, qui, sous Murat, avait été ambassadeur à Vienne, et qui ensuite y avait été envoyé pour représenter le royaume de Naples après sa transformation politique, revint de cette ville et communiqua au cabinet de Naples les impressions qu'il y avait reçues. Il croyait que, malgré toute sa mauvaise humeur, l'Autriche serait satisfaite si, avec mesure et sans désordre, on parvenait à un but quelconque : « La question de la paix et de la guerre, ajouta-t-il, se déciderait, par conséquent, dans la rue de Tolède. » A partir de ce moment, la modération, la tranquillité et l'ordre furent le drapeau autour duquel se rangèrent tous les gens timides et les esprits froids; aussitôt les calderari et les réactionnaires commencèrent

de nouveau à sentir leur importance et à s'agiter. Bon nombre d'officiers cherchèrent à faire oublier qu'ils avaient pris part à la révolution, et bien des carbonari se retirèrent dans les loges maçonniques. Autant que la crainte des puissances visibles et invisibles de la révolution le leur permettait, le gouvernement et la *giunta* étaient entièrement dominés du droit de gagner, par une conduite prudente, la France et l'Angleterre parmi les puissances, et d'enlever à l'Autriche tout prétexte d'intervention, désir qu'ils s'efforçaient de réaliser par tous les moyens. Avant tout, ils se rattachaient de toutes leurs forces au représentant du principe démocratique et révolutionnaire, à Gugl. Pepe, afin de prévenir tous les désordres ultérieurs par l'influence que le général exerçait sur la secte des carbonari.

Cette oligarchie puissante accepta aussi le mot d'ordre tel qu'il avait été donné. Au premier moment, il semblait, à la vérité, que la manifestation autrichienne allait avoir un effet tout opposé. Déjà, à cette époque, les carbonari firent une tentative pour s'armer. A partir du moment où l'Autriche avait interdit la carboneria, les Salernitains s'efforcèrent d'étendre leur secte autant que possible et de former une alliance entre toutes les ventes, afin d'imposer au dehors par leur concorde et leur puissance, afin de se consolider à l'intérieur par des réunions périodiques et par des députations permanentes et de mieux surveiller, de cette manière, les mesures du gouvernement. Néanmoins, on réussit, déjà à cette époque, à neutraliser tous ces efforts. Toute la masse des carbonari montra tout à coup, d'une façon très-évidente, le désir de donner à la révolution une apparence morale et de mettre la secte elle-même dans le jour le plus favorable, en la

présentant comme l'aristocratie du pays et en lui donnant le caractère salutaire d'une haute moralité. On pouvait remarquer jusqu'à quel point les membres de la secte s'appliquaient, à l'égard de l'étranger, à enlever à la carboneria même le caractère d'une Société secrète, et à bien faire remarquer la publicité de ses secrets. A l'égard du Saint-Siége, la Société se donna des airs de grande candeur, lorsqu'elle fit présenter au pape (20 septembre) une requête dans laquelle elle demanda le rappel de la bulle d'interdiction de 1815, en protestant des sentiments catholiques de ses membres et en invoquant l'exemple d'une haute moralité donné par eux. Tout en indiquant, dans leur nouveau plan d'organisation, comme le but principal de leur secte, l'abolition de tous les abus qu'ils voulaient effectuer par leur influence, les Salernitains eux-mêmes déclarèrent expressément qu'ils ne voulaient agir que « par des influences morales, et, s'il était nécessaire, par des représentations écrites, mais non par des mesures effectives ».

En effet, les ennemis mêmes des carbonari n'ont pu leur contester leur bonne attitude ni les bons services qu'ils rendirent, pendant cette période, à la société. Tous les témoignages sont unanimes à reconnaître qu'à cette époque le brigandage avait, pour ainsi dire, disparu dans les campagnes; qu'à une seule exception près il n'y eut pas de crimes inspirés par des causes politiques; que les crimes ordinaires diminuaient visiblement, et que la sûreté publique n'avait jamais été plus grande dans la capitale. Dans ce temps, la police fonctionnait sous la présidence d'un comité de sûreté, à la tête duquel se trouvait le « cher cousin » Borelli, proposé par la vente suprême, et Pepe forma avec les carbonari une garde

urbaine qui, à la vérité, inspirait plutôt de la terreur qu'un sentiment de sécurité, parce qu'elle se montrait, au commencement, en public, avec les insignes de la secte et armée de poignards. On était obligé de mettre en campagne les carbonari quand il s'agissait de donner, dans les choses difficiles, une impulsion grande et vigoureuse au service public, de faire rentrer les impôts, d'arrêter des déserteurs et de lever des recrues. Ils rendirent d'éminents services en ce genre, lorsqu'on prit les premières mesures pour relever l'armée de sa décadence, et pour en faire monter l'effectif d'environ vingt-deux mille hommes à cinquante mille. Sur les conseils de Pepe, mais sans l'espoir d'arriver à quelque résultat, le gouvernement invita ceux des soldats qui venaient d'être congédiés à reprendre du service comme volontaires pendant six mois (3 septembre). Contre toute attente, ces soldats affluèrent même en grandes masses dans la capitale. C'était le résultat du mot d'ordre que les carbonari des provinces avaient reçu de Naples.

Guglielmo Pepe.

Nous voilà donc en présence d'un grand parti politique, et même d'une société secrète, de proportions tellement vastes, qu'on peut y voir toute une nation ; nous nous trouvons en face d'un peuple tout entier qui, au milieu de son enivrement causé par le triomphe de la révolution, se contient et fait preuve d'une prudence pleine de ménagements, d'une circonspection pleine de mesure et de mœurs fort honnêtes, afin de préserver sagement de tout danger extérieur le précieux bien d'une liberté qu'il vient de conquérir. Nous voyons devant nous un héros révolutionnaire à l'influence duquel on doit essentiellement cette attitude du peuple et qui, avec une

grande abnégation et avec un jugement fort habile, profite de sa position à demi dictatoriale entre le peuple et la cour, pour faire du gouvernement un frein qui lui sert à contenir les masses, et du peuple un aiguillon pour stimuler le pouvoir. En effet, grâce à cette position intermédiaire, Pepe était également indispensable au peuple, parce qu'il protégeait le nouvel ordre social, et au gouvernement parce qu'il défendait le nouveau régime politique. Mais malheureusement, dans le cas actuel, on ferait trop d'honneur au héros si l'on croyait qu'il s'était laissé guider uniquement par des mobiles honorables, comme il se l'imaginait peut-être lui-même, et qu'il avait possédé un caractère moral assez bien trempé pour suivre, au milieu de toutes les tentations, la voie étroite et difficile d'une modération pleine de force. Dans *tous* les cas, on fait trop d'honneur à un grand être collectif, si on le croit capable de posséder ce qui est le privilége des individus les plus nobles, c'est-à-dire la faculté de persévérer, par principe et par des motifs désintéressés, dans un soulèvement tout moral.

Il est vrai qu'à cette époque les carbonari aidèrent le gouvernement à remplir une tâche fort difficile; mais il ne faut pas oublier non plus qu'ils y mirent un prix, et qu'en véritables conquérants ils firent irruption dans toutes les places et dans toutes les fonctions publiques. Les carbonari remplissaient, à la vérité, leur devoir de citoyens quand ils faisaient rentrer les impôts et qu'ils ramenaient les réfractaires; mais il est vrai aussi qu'ils laissaient échapper les *bons cousins* parmi ces derniers, et qu'en échange de leurs services pendant la perception des impôts, ils s'attendaient, comme une chose toute naturelle, qu'on leur rendrait un autre service en leur faci-

litant, autant que possible, le payement de leurs propres taxes (1). Les carbonari se faisaient honneur de protéger les droits et la propriété; Pepe raconte avec un sentiment de fierté qu'un prisonnier, délivré par quelques membres isolés de la secte, s'était spontanément présenté devant ses juges, après y avoir été engagé par la vente. Mais c'était là le caprice d'une association qui, avec le sentiment tout nouveau de sa propre valeur, se plaisait à procéder d'une manière arbitraire qui tantôt était utile et tantôt nuisible.

Pepe dit certainement la vérité quand il raconte qu'à leur première entrée à Naples les carbonari payèrent consciencieusement l'eau glacée que leur versaient les marchands dans les rues; mais il est également vrai que d'autres se plaignaient, plus tard, amèrement de ce que ces mêmes hommes ne payaient jamais le vin qu'ils buvaient dans les cabarets. Il faut reconnaître, à la louange des carbonari, qu'ils n'abusèrent pas de leur grande influence lors des élections au parlement, dont le résultat fut tel qu'elles semblaient être faites par un peuple habitué depuis longtemps à la vie constitutionnelle. Il n'y eut parmi les élus que dix-sept membres véritables de cette secte ; mais cela n'empêcha pas, plus tard, les carbonari d'imiter les clubs à Madrid, et de mettre plus ouvertement dans la balance leur influence politique, comme s'ils voulaient rivaliser avec les représentants légaux de la nation. Les carbonari augmentèrent la puissance de l'État, lorsqu'ils rendirent de si grands services pendant la réorganisation de l'armée; mais il est vrai aussi que cette mesure se rattachait étroitement à l'établissement

(1) D'après les aveux de Pepe lui-même.

d'une garde nationale aux proportions fort vastes. De cette manière, la carboneria obtint, par des voies légales, les armes qu'elle désirait avoir depuis longtemps, et sa propre puissance augmenta tellement, que les abus devenaient inévitables, aussitôt que, par une raison quelconque, la force qui la contenait venait à se relâcher tant soit peu.

Malheureusement, le même chef, qui devait surtout donner ce dernier accroissement de puissance à la secte des carbonari, laissa, plein de nonchalance, flotter les rênes du pouvoir, immédiatement après qu'il était arrivé au résultat qu'il voulait atteindre, et au moment où il avait réussi à saisir ces rênes de ses seules mains et d'une manière encore plus ferme. Les mobiles qui lui avaient dicté cette conduite étaient les plus mauvais; en outre, il entra dans cette voie, à un moment fatal où toute une série de causes différentes concourait à lui rendre impossible une attitude plus ferme, quand même il aurait eu la meilleure volonté de déployer une sévérité plus grande.

D'après son passé, Guglielmo Pepe appartenait, comme nous l'avons dit plus haut, au nombre des officiers muratistes. Ces hommes n'étaient pas mal disposés pour le mouvement; mais ils auraient voulu l'enfermer dans des limites modérées et lui donner un caractère aussi monarchique que possible. C'est pourquoi ils mettaient tout en œuvre pour ramener aussi leur ancien collègue de ses nouveaux caprices démagogiques, surtout parce qu'ils croyaient apercevoir que Pepe lui-même avait été, au commencement, honteux d'être passé dans le camp des révoltés. Mais les rapports empreints d'une grande indulgence entre ces officiers et le généralissime s'étaient bien vite troublés. Pepe avait eu l'imprudence de suivre

l'exemple des patriotes espagnols et de demander un grand nombre de décorations, de brevets et de l'avancement pour les hommes de Monteforte. Ce qui était encore plus imprudent, pour faire de la place à ces partisans, il avait proposé de purger l'armée de tous les officiers incapables. Cette mesure avait alors provoqué une résistance opiniâtre qui, de tous les côtés, menaçait d'enlever toute son autorité au généralissime. L'état-major de l'armée (*muratiste*) lui fit les reproches les plus amers de ces empiétements sur le domaine officiel de la guerre. Les officiers compromis dans leurs places formèrent une réunion et même une conspiration pour s'opposer au général et à ses partisans révolutionnaires. Même, lorsque Pepe, toujours pour le même motif, afin d'éviter toutes les dissensions intestines, changea promptement d'intention et qu'il détermina ses amis de Monteforte à renoncer, d'une manière spontanée, mais fort affectée, à toute récompense, il se brouilla aussi avec les chefs de ces derniers. Ils avaient commencé par lui donner, à Avellino, le commandement suprême, mais ils durent voir alors que Pepe trouva bon d'exiler en Sicile un de leurs compagnons, le dangereux Menichini.

A partir du moment où éclatèrent ces discordes, Pepe se détourna des modérés ; il cessa d'être l'ami de Carrascosa ; il chercha, comme auparavant, un appui dans les milices et non dans l'armée, et il se jeta entre les bras des carbonari, dont les grands maîtres, qui dirigeaient toutes les ventes, alors au nombre de mille, se mirent en rapports directs avec lui, pour donner ou pour recevoir les signes conventionnels. Lorsqu'il s'agit de former les milices, le généralissime rejeta le projet proposé par le ministre de la guerre, auquel lui-même ne

trouvait rien à reprendre, si ce n'est qu'il était trop soigneusement élaboré ; il imposa à la *giunta* un autre plan tumultuaire qui lui avait été imposé à son tour par la carboneria, et qui fut introduit plus tard par cette secte dans les communes ; pour atteindre ce but, elle fit, avant tout, donner à ses membres toutes les places d'officier. Cette grande modification fut faite à l'époque où l'on acheva aussi l'organisation intérieure de la charbonnerie, commencée déjà auparavant ; on divisa la Société en *assemblées de district* et en *magistratures provinciales;* puis on couronna l'édifice en transformant la vente suprême de Naples, comme on l'avait fait avec la loge franc-maçonnique de Madrid, en assemblée générale, composée des délégués de toutes les provinces. Cette transformation se fit le même jour (1er octobre) où se réunit le parlement, avec lequel la secte des carbonari commença, au sujet de l'influence politique, la même lutte dans laquelle les clubs en Espagne s'étaient engagés vis-à-vis des cortès. Ensuite, cette réunion du parlement fut, à son tour, cause que Pepe, aigri et blessé par le gouvernement, fut placé à la tête des milices, et qu'il acquit ainsi une puissance qui, selon Colletta, devint aussi funeste à la monarchie qu'à la liberté.

Cette nomination fut la plus désastreuse de toutes les causes qui firent du 1er octobre l'époque fatale où tous les divers événements dont nous venons de parler allaient concourir à troubler tout à coup l'état de choses jusqu'alors si paisible dans le royaume de Naples. Pendant quelque temps, on aurait dit, il est vrai, que cette époque, de même que l'ouverture des cortès en Espagne, allait justifier les espérances les plus grandes. Les modérés croyaient que le parlement consentirait à modifier

la Constitution ; un des ministres étrangers avait dit que cette mesure serait une chance de salut pour la nation ; les gens débonnaires étaient convaincus que la cour elle-même, dans l'espoir de trouver un esprit de prudence au sein du parlement, était encore à ce moment de bonne foi ; le prince des Calabres jouait d'une manière si parfaite son rôle d'hypocrite, que personne ne doutait guère de son patriotisme sincère. Pepe lui-même eut, ce jour-là, la velléité pleine d'enthousiasme, mais peut-être aussi bien calculée, de se réconcilier avec Carrascosa; en même temps il donna l'exemple d'une abnégation qui lui valut, de la part du parlement, une comparaison avec Washington. Le Riego napolitain avait toujours su mettre en scène, d'une manière tant soit peu théâtrale, tout le désintéressement dont il était capable. Lors de sa première présentation à la cour, il avait déclaré que, si jamais il acceptait une récompense, il autorisait tout le monde à le mépriser comme un homme plongé dans la fange. Lorsqu'on l'avait engagé à accepter la place de capitaine général, il l'avait fait, au contraire, entièrement abolir. Au moment actuel, où le parlement devint le gardien de la Constitution, Pepe se démit de ses fonctions de généralissime et offrit de servir comme aide de camp sous les ordres de son frère Florestan.

Le lieutenant du roi refusa cette offre (5 octobre), car la cour ne se sentait pas en sûreté sans la présence de Pepe ; pourtant on ne lui conserva pas ses fonctions, comme le généralissime et ses partisans l'avaient attendu ; on ne lui offrit même pas une autre place comme une compensation pour celle qu'il perdait. C'était, sur une échelle infiniment plus grande, la même faute absurde qu'on avait commise, le 2 juillet, à son égard. On montra

à Pepe qu'on avait besoin de lui, mais qu'en même temps on se défiait de lui; on accepta sa démission d'un poste très-important où il avait rendu de très-bons services, tant que son ambition avait été satisfaite, et où, avec toute la bonhomie d'une vanité facile à flatter, il avait rendu aussi des services sincères. Après l'avoir poussé ainsi de nouveau vers la révolution, la cour se vit cependant obligée de lui donner, immédiatement après, une position encore plus puissante où, par sa seule négligence, cet homme offensé pouvait faire plus de mal qu'il n'avait fait de bien auparavant par toute son activité. Pendant les jours qui suivirent sa démission, on le voyait se promener tout seul au milieu de la foule, en costume bourgeois, et en affichant une résignation modeste. A ce moment même arrivèrent à Naples trois mille soldats d'Avellino, qui venaient d'être congédiés; comme ils trouvèrent qu'on avait fait des préparatifs fort insuffisants pour les loger, ils rentrèrent tout à coup en masse dans leurs foyers. On attribua cette détermination à des instigations secrètes; le gouvernement devait immédiatement sentir les conséquences de la mesure par laquelle il avait éloigné l'ancien chef de l'armée.

Le lieutenant du roi dut s'adresser à Pepe, privé alors de toute position officielle (5 octobre), afin que, par les carbonari, il rappelât les soldats à leur devoir. Immédiatement après, il dut le nommer inspecteur général (14 octobre) de toutes les milices, légions et gardes urbaines, c'est-à-dire chef de deux cent mille habitants du pays, armés et étroitement liés entre eux. Mais, à ce moment, cette nomination ne produisit plus le même effet que celle du mois de juillet qui avait rappelé Pepe dans le camp de l'ordre et de la modération. A l'époque

dont nous parlons, la haine avait fait de lui l'ennemi implacable des muratistes et des modérantistes, et l'avait rendu clairvoyant quant à la perfidie de la cour. C'était alors qu'il se vantait d'avoir été le seul à pénétrer jusqu'au fond l'art de dissimuler, exercé d'une manière si parfaite par le duc des Calabres. Il interpréta, dès lors, l'absence du roi à toutes les cérémonies publiques comme un signe de ses dispositions hostiles à l'égard du changement politique dans le royaume. Il se convainquit personnellement que l'épouse du roi, la princesse Partanna, exprimait sans déguisement son aversion pour ces modifications, et il apprit, à cette époque seulement, que le roi disait souvent à ses fidèles « qu'il était né libre, et qu'il voulait mourir libre. »

Pepe trouva donc nécessaire de mettre un frein à la perfidie de la cour, mais non à la puissance du peuple. C'est pourquoi il ne fit rien pour empêcher la transformation soudaine de l'esprit public, telle qu'elle allait se produire à partir du 1er octobre. Dès ce moment, les crieurs des places publiques prirent tout à fait le ton des clubistes espagnols qui voulaient cimenter de sang la révolution dans leur pays, et ils avaient dans les légionnaires, composés de gens relativement jeunes et pauvres, une puissance armée et indisciplinée sur laquelle ils pouvaient s'appuyer. La carboneria, qui, jusqu'à ce moment, s'était chargée de veiller à la sûreté publique, présenta alors au parlement une adresse (20 octobre) dans laquelle elle demandait qu'en cédant à la nécessité on relâchât les criminels, d'après l'exemple donné par Rome et par Sparte, qui, dans les temps dangereux, avaient armé leurs ilotes et leurs esclaves. Les ministres furent tellement effrayés par les bruits qui leur annonçaient de nouvelles

agitations républicaines au sein des ventes, qu'ils conseillèrent au roi de fortifier son palais, avis qui les fit paraître, aux yeux des carbonari, comme les ennemis de la patrie. La pression que ce changement dans l'opinion publique exerça sur les débats du congrès se fit sentir, dès les premiers moments, d'une manière si évidente, que les quelques rares députés qui avaient songé à modifier la Constitution se virent, comme en Espagne, immédiatement réduits au silence. Le parlement se jeta, au contraire, avec une véritable fureur dans les innovations qui menaçaient de disloquer toute la machine politique. La majorité des membres était trop divisée par ses opinions et par les classes auxquelles elle appartenait, pour former un parti cohérent. La petite minorité des carbonari jouait donc le rôle d'un parti de la montagne qui, en intimidant ses faibles adversaires, leur communiqua ses exagérations, parce qu'il était bien uni et qu'il s'appuyait sur les ventes, sur les galeries et sur la rue.

En voyant tous ces faits se produire, le gouvernement faible et pusillanime perdit le dernier sentiment de sa force. Le ministre de la guerre comprit la nécessité de se retirer ou bien de supprimer la secte des carbonari. Qui aurait eu le courage de prendre une telle mesure? Carrascosa en fit la proposition au parlement dans une séance à huis clos; on lui répondit en lui conseillant de se faire lui-même carbonaro. Il essaya de travailler les officiers individuellement, en leur faisant des communications au sujet des projets que nourrissaient les puissances. Mais la vanité italienne se berçait de la croyance que c'étaient tout au plus des tentatives faites pour intimider l'armée. On appela pusillanimité d'un ennemi secret de

la Constitution les conseils donnés par cet homme sagace, et l'on s'enivra de fanfaronnades, comme si l'on vivait dans les temps où les Romains avaient montré leur esprit de sacrifices et leurs vertus civiques. C'était ainsi que même ces adversaires de Pepe ne faisaient que favoriser les desseins de cet homme qui, d'une manière bien plus évidente qu'auparavant, se montra le représentant du principe révolutionnaire. En effet, il était lié d'une amitié étroite avec l'ambassadeur d'Espagne; il publia les adresses des sociétés patriotiques qu'on lui envoyait de ce dernier pays: il opposa une résistance pleine de morgue au mauvais vouloir des puissances, et, avec la vanité et l'enthousiasme qui lui étaient particuliers, il commença à désirer la guerre, parce qu'il s'attendait que les fils des Samnites et des Brutiens feraient des merveilles de bravoure.

Telles étaient les raisons qui firent que, dès le commencement de la session parlementaire, comme en Espagne à peine vers la fin de la première session des cortès, les affaires arrivèrent, à Naples, à une telle tension, que les confusions et les complications les plus inextricables ne pouvaient plus être évitées ni à l'intérieur ni à l'extérieur.

---

5. — LA RÉACTION ROYALISTE EN FRANCE.

—

Désastres qui frappent la révolution espagnole dans l'action exercée par elle sur l'étranger.

D'après les causes immédiates auxquelles elle devait ses origines, la révolution espagnole était de nature com-

plétement locale; elle ne pouvait donc guère posséder une force d'expansion très-grande ni une tendance bien prononcée à faire de la propagande. En effet, elle n'exerça d'action sur les pays voisins que là où la position locale était tout à fait identique, et, même dans ces contrées, elle n'agit que d'une manière complétement spontanée et sans l'intervention active des hommes qui dirigeaient le mouvement en Espagne. Le parti qui, dans ce dernier pays, était au pouvoir, avait, au contraire, cherché d'une manière visible à modérer, dès le principe, le mouvement en l'isolant, et à l'isoler par la modération. Ce parti croyait que la France était trop puissante et trop indépendante pour être exposée à subir l'influence de l'Espagne; quant à l'Italie, il n'y songeait même pas. En considérant la dépendance sous laquelle l'Angleterre tenait le Portugal, ce parti comprenait qu'il devait agir avec prudence, et, s'il regardait plus loin, il avait à craindre d'ébranler le faible lien qui unissait encore le Brésil au Portugal; car, si ce lien venait à se briser complétement, les Espagnols devaient craindre d'avoir plus de difficultés à reconquérir leurs propres colonies, ce qui était le but de leurs désirs.

Il n'y avait donc que les hommes les plus exaltés qui entretinssent des projets de propagande, et eux-mêmes le faisaient évidemment plutôt par des paroles et par leurs vœux que par des actes. On dit qu'ils avaient secrètement tendu la main aux conspirateurs portugais, mais on ne peut pas le prouver avec certitude. On croyait avoir des raisons suffisantes pour attribuer aussi la révolte de Naples à des agitations fomentées par l'Espagne. Lorsque le gouvernement de Madrid eut nommé un nouvel ambassadeur, Luis de Onis, pour représenter l'Espagne à Na-

ples, les Madrilènes lui donnèrent une fête d'adieux où, dans un toast poétique, on l'appela un autre Tyrtée qui devait réveiller les Napolitains de leur léthargie, en leur faisant entendre l'appel de la patrie et de la vertu. La cour de Naples, qui croyait naturellement que tous les convives de ce banquet avaient été des jacobins, refusa à Onis, lorsqu'il fut arrivé à Rome, l'admission à la cour, au moment même où la révolution renversa l'absolutisme aussi à Naples ; Onis fit dès lors une véritable entrée triomphale dans cette ville. Mais, en réalité, cette scène du banquet n'avait été que l'effet d'un caprice du hasard; l'ambassadeur lui-même était un vieux diplomate d'opinions politiques très-modérées et le poëte du festin, Arriaza, était même un partisan violent de l'absolutisme. Lorsque ensuite la nouvelle de la révolte d'Avellino se répandit en Espagne, tous les gens sensés en furent consternés, car ils comprenaient que c'était là un événement très-fâcheux qui produirait difficilement des avantages, et qui aurait probablement des conséquences très-funestes.

En effet, la condition de Naples semblait être toute différente de celle de l'Espagne, pays éloigné et écarté du reste du monde. Il semblait dangereux d'isoler la révolution dans le royaume de Naples, où une nécessité pressante paraissait, au contraire, en exiger l'extension. Mais si l'on ne réussissait pas à la répandre dans le pays, et si cette tentative entraînait la chute de la Constitution, l'Espagne devait nécessairement se trouver jetée dans les embarras les plus pénibles. Du reste, dans le royaume de Naples aussi, le zèle déployé par les révolutionnaires les plus influents et les plus résolus pour faire de la propagande se bornait à des désirs innocents qui

n'allaient pas s'accomplir. Même avant la réunion du parlement, G. Pepe avait obtenu, concession qu'il avait pu arracher aux ministres seulement à force de menaces, qu'on envoyât trois hommes qui possédaient toute sa confiance dans la haute Italie, afin de s'y informer de la disposition des esprits. Mais les renseignements qu'on obtint ainsi furent tout à fait décourageants. On disait que la guerre avec l'Autriche était certaine ; que les Italiens espéraient beaucoup des Napolitains, et qu'ils leur souhaitaient toute espèce de bonheur. Mais tous les habitants de cette partie de l'Italie, ajoutait-on, et même tous les membres des sociétés secrètes que le major Pisa devait sonder depuis les bords du Tronto jusqu'aux Alpes, avaient déclaré qu'ils étaient dans l'impuissance de faire, malgré leur meilleure volonté, le moindre mouvement, avant que les Napolitains eussent franchi le Pô.

Cet affaiblissement rapide qui anéantit la force de la révolution en Italie, après qu'elle eut commencé à y exercer son influence, devint un véritable désastre pour l'Espagne. Mais un malheur bien plus grand venait de frapper la révolution : son premier choc le plus spontané, qui, même avant son succès décisif en Espagne, semblait devoir la propager au delà du boulevard des Pyrénées, avait pris en France une direction fausse et désastreuse, de sorte qu'il n'y avait produit aucun effet réel. Nous voulons parler de l'assassinat du duc de Berry que nous avons raconté plus haut. Cet événement troubla d'avance tous les éléments de la situation politique de l'Europe en général, sur lesquels on aurait pu fonder des calculs favorables au sort du mouvement espagnol.

Le lecteur se souvient que, pendant les deux dernières années, les deux principaux partis politiques s'étaient

maintenus à peu près en équilibre, et que le roi et le ministre, son favori, avaient profité de cet état de choses incertain pour tenir dans l'impuissance les membres extrêmes de ces partis, en s'associant eux-mêmes à ce jeu de basculé. Si la révolution espagnole eût trouvé le pays voisin dans cette condition et si, sans cet incident sanglant, elle n'y eût exercé son pouvoir qu'à l'aide de la force toute morale de son succès, elle aurait pu donner aux indépendants français un grand accroissement d'influence et de prétentions, et, par cela même, elle aurait pu se consolider elle-même. Mais de la manière dont se produisit cet acte funeste, sans se rattacher à d'autres faits, sans être suivi de mouvements ultérieurs et même *avant* l'accomplissement définitif de la révolution en Espagne, il eut un effet entièrement inattendu, comme auparavant la journée du 20 mars 1815; seulement cet effet fut beaucoup plus prompt. Effectivement, les royalistes, réveillés pleins d'effroi, mais non intimidés par cet événement, saisirent cette occasion pour s'emparer de nouveau du pouvoir qu'ils avaient à demi perdu, et ils s'assurèrent ainsi une première victoire qui leur frayait la route à d'autres triomphes, avant que les affaires d'Espagne fussent même arrivées à quelques résultats décisifs. De cette façon, le principe de la contre-révolution avait été déjà solidement établi en France avant que la révolution en Espagne eût une base assurée, et là où les libéraux espagnols avaient espéré trouver un appui chez leurs voisins, le parti de leurs ennemis les plus implacables acquit, précisément à cette époque, une puissance que, depuis si longtemps déjà, il s'était vainement efforcé d'obtenir.

Chute du ministère Decazes. Continuation de la session des Chambres de 1819 à 1820.

Dès le lendemain même du jour où le duc de Berry fut assassiné, Clausel de Coussergues avait exprimé d'une manière franche et sans réserve toute la fureur des ultra-royalistes (14 février 1820); il avait désigné la victime qui, selon lui, devait succomber la première à leur haine nourrie depuis longtemps, lorsque, en pleine Chambre, il avait lancé à la face du ministre Decazes l'accusation d'avoir été le complice du meurtre. La presse du parti royaliste, où l'on comptait, avant tout, à ce moment, sur l'appui entier des étrangers qui jusqu'alors avaient soutenu le gouvernement modéré, cette presse, disons-nous, déchaîna aussitôt toute sa fureur et prêcha les maximes de la contre-révolution la plus rigoureuse. Les chefs cachés de ce parti donnèrent promptement aux provinces le signal d'alarme et l'ordre de s'armer et d'agir, comme si Decazes était déjà tombé; aussitôt l'esprit de vengeance de 1815 menaça de se réveiller de nouveau dans le midi de la France. Le roi prévit immédiatement quelle guerre inexorable on déclarerait, grâce à ce prétexte, à son système, et il trembla pour son favori. Mais Decazes lui-même espérait, encore à ce moment, désarmer ses ennemis en leur présentant (15 février) trois projets de lois destinés à enlever toutes les conquêtes libérales des dernières années à la presse, à la protection personnelle et au régime électoral. Mais il se trompa. Le comte d'Artois, avec lequel il s'était brouillé, resta son ennemi irréconciliable; le duc d'Angoulême, qu'il s'était toujours appliqué à se rendre favorable, l'abandonna au moment de l'épreuve; une démarche commune, faite par toute la famille royale (18 fé-

vrier) auprès de Louis XVIII, décida la chute du ministre.

Le père du prince assassiné déclara au roi son frère qu'il ne resterait plus aux Tuileries tant qu'un ministre accusé de complicité dans ce meurtre y trouverait accès ; à l'instigation de Vitrolles, il demanda au roi la permission de se retirer dans l'Élysée-Bourbon, si on ne lui accordait pas le renvoi de Decazes comme un sacrifice offert aux mânes de son fils. Le roi ne résista plus. Il envoya Decazes comme ambassadeur à Londres avec le titre de duc, et en le comblant d'autres marques extraordinaires de sa faveur, ce qui n'empêcha pas qu'un nouveau favori ne fît bientôt oublier l'ancien. Dans cette situation confuse, où la lutte se renouvela entre la contre-révolution et le principe révolutionnaire, le roi eut encore recours à Richelieu, cet homme faible et indécis qui, pendant toute sa vie, n'avait pas su lequel des deux principes il fallait craindre davantage. A ce moment encore, se méfiant aussi bien de ses nouveaux alliés que des libéraux, Richelieu espérait se maintenir dans ses anciens errements de l'immobilité, au lieu de suivre la voie du progrès. Dans ce dessein, il s'entoura de nouveau des hommes les plus équivoques et les plus faux des ministères précédents (1), et il se fit donner par le comte d'Artois la promesse que les royalistes l'appuieraient loyalement dans l'exécution de son système modéré.

Mais combien peu le chef de ce parti était désireux ou en état de tenir cette promesse, c'est ce qu'on allait voir aussitôt, lors des débats sur les lois que Richelieu était

(1) Pasquier obtint le ministère des affaires étrangères; Portalis celui de la justice; Siméon, l'intérieur; Mounier, la police, etc.

obligé d'accepter comme le prix de l'appui des royalistes. C'étaient deux lois d'exception sur la suspension de la liberté personnelle et de celle de la presse, lois que le ministre présenta sur-le-champ (6-21 mars), et une nouvelle loi électorale, soumise un peu plus tard à la discussion (15 mai); cette dernière était destinée à abolir l'ancien ordre électoral qui avait été si peu favorable aux royalistes, et à fonder d'une manière durable, comme ils le croyaient, le règne de leur parti. Le projet de loi, élaboré de nouveau par Pasquier et Siméon, effaçait les demi-mesures du projet de modification, tel qu'il avait été conçu par Decazes, et dans lequel celui-ci avait laissé debout l'élection directe, si odieuse aux royalistes (Cf. tome IV, page 94). D'après le nouveau projet, il devait y avoir, dans chaque département, un collége électoral composé du cinquième de ceux des contribuables qui, parmi tous les électeurs, payaient le plus d'impôts; à côté de ce collége électoral, il devait y en avoir un dans chaque canton ou district, formé par tous les électeurs domiciliés dans le canton. Chacun des colléges cantonaux devait nommer autant de candidats que le département avait le droit d'envoyer de députés à la chambre; puis le collége départemental devait choisir les députés parmi ces candidats. A l'occasion de ces mesures, par lesquelles le ministère passa, d'une manière si éclatante, dans le camp des ultra-royalistes, l'ancienne majorité ministérielle se divisa immédiatement. Les doctrinaires, conduits par Royer-Collard et par C. Jordan, et indignés de la manière dont agissaient Lainé et Pasquier, les auteurs et les défenseurs constants de l'ancienne loi électorale (du 5 février 1817), qui avaient abandonné si honteusement leur propre ouvrage,

se rapprochèrent de la gauche et désorganisèrent ainsi l'ancien parti de conciliation. Puis ils déployèrent le plus grand zèle pour maintenir l'élection directe et un principe un peu plus démocratique; ils voulaient faire avorter ainsi le projet soumis à la Chambre et qui remettait l'élection définitive et véritable entre les mains des douze ou treize mille hommes les plus riches en France.

Cette nouvelle position des partis produisit une certaine égalité des voix dans les votes les plus importants au sujet de cette question du jour. Le ministère se vit ainsi amené à négocier avec ses adversaires et à se rapprocher un peu de la gauche, mouvement de conversion auquel la marche des événements en Espagne, qui s'accomplissaient dans le meilleur ordre et avec la plus grande modération, avait donné une légère impulsion, accrue considérablement par le mouvement qui agitait la population de Paris. Effectivement, on effaça de la loi les élections indirectes et le système des candidatures; mais on demanda, en revanche, un sacrifice qui laissa à la nouvelle loi son caractère aristocratique. D'après l'amendement proposé par Boin et adopté par la Chambre, les colléges électoraux des cantons devaient élire désormais deux cent cinquante-huit députés. comme auparavant; ensuite ceux des électeurs qui, payant le plus d'impôts, formaient le quart de tous ceux qui avaient le droit de voter, devaient être réunis encore une fois en collége départemental, pour élire cent soixante-douze autres députés, ajoutés ainsi au nombre des représentants (1).

(1) Cette organisation, qui n'était qu'une convention tacite et qui n'était même pas mentionnée dans la loi, donna à cet ordre électoral le nom de loi du double vote.

Ce fut tout ce qu'on put obtenir en face de la résistance serrée et compacte des ultra-royalistes. Dans toutes les discussions sur cette loi, comme sur les lois d'exception, ces derniers montraient un sentiment de puissance et une violence irritante qui faisaient des séances le théâtre des invectives personnelles les plus furieuses; par suite de ces scènes turbulentes, il y eut d'abord des duels, puis l'agitation gagna les rues de Paris, et enfin la tranquillité des provinces fut profondément ébranlée. Toute la population de la capitale avait été remplie d'inquiétude au sujet de l'issue qu'auraient les délibérations sur la loi électorale. Tous les jours, l'édifice où la Chambre tenait ses séances était assiégé par la foule, par les jeunes gens des écoles et du commerce, dont les manifestations en faveur des députés libéraux amenaient progressivement des attaques effectives dirigées contre la multitude, puis des interventions brutales de la police et de l'armée; enfin le sang coula, et il y eut dans les faubourgs un mouvement populaire (5 juin) qui, sans une averse violente venue à propos, aurait produit le conflit le plus dangereux. Deux jours plus tard (7 juin), à l'occasion de l'exécution de Louvel, il y eut une nouvelle effusion de sang dans les rues.

Conspiration militaire du mois d'août.

Il n'avait pas fallu toutes ces causes d'agitation pour mettre de nouveau en mouvement les indépendants et les sociétés secrètes qui, dans les premières semaines après l'assassinat du duc de Berry, s'étaient dissoutes en proie à une terreur panique. Bientôt elles s'étaient remises de leur frayeur. A peine le triomphe de la révolution eut-il été assuré au mois de mars, en Espagne, que ces sociétés se sentirent déjà assez fortes pour oppo-

ser une nouvelle résistance à leurs adversaires. Lorsque, à la même époque où l'on proclama, à Madrid, la Constitution de 1812, on présenta, au mois de mars, aux Chambres françaises, les lois d'exception que nous venons de mentionner, les indépendants ouvrirent une souscription nationale, destinée à soulager et à dédommager les citoyens frappées par elles. Mais les membres de l'ancienne *Union*, Dupont, Voyer d'Argenson, Manuel et autres (Cf. tome IV, page 73), comptaient aller plus loin. Aussitôt qu'on eut une connaissance plus exacte du projet de loi électorale, l'avocat Merilhou réunit chez lui les amis de la Fayette, qui lui-même considérait cette loi comme une déclaration de guerre faite à la révolution et à laquelle on ne pourrait répondre qu'à coups de fusil. On forma alors un nouveau comité directeur avec lequel plusieurs de ces étudiants, qui avaient joué un certain rôle dans les mouvements du mois de juin, se mirent dès cette époque en rapports suivis. Après les scènes sanglantes dont nous venons de parler, les réunions factieuses devinrent plus nombreuses à Paris ; plusieurs officiers de l'ancienne armée, qui avaient été mis à la demi-solde et qui avaient été impliqués dans l'entreprise du Bazar, firent de ce lieu de réunion le foyer d'une conspiration.

Ces projets de révolte s'insinuèrent également dans les rangs de l'armée active. Il y avait toujours régné un grand mécontentement. Dans bien des régiments, à la tête desquels on avait mis des colonels inexpérimentés et incapables qui ne devaient leur grade qu'à la faveur des partis, d'autres officiers, étrangers aux corps, avaient effectivement acquis une autorité plus grande que les chefs eux-mêmes ; c'était ainsi que dans la légion de la

Meurthe, un des régiments qui formaient la garnison de Paris, Fabvier exerçait une grande influence. Irrité par les iniquités qu'on lui avait fait subir après les événements de Lyon en 1817 (Cf. tome IV, page 54), il prêta son assistance aux hommes qui formaient l'entourage de la Fayette, et il les aida à faire entrer l'armée dans leurs projets. Il s'entendit avec le Bazar ; il se servit d'un capitaine endetté, du nom de Nantil, pour travailler le régiment de la Meurthe, de même que par ce dernier il exerça son influence sur le chef de bataillon Bérard, pour faire gagner par lui le régiment Côtes-du-Nord ; on nommait les généraux Maison et Defrance parmi ceux qui étaient initiés à ces plans. Il était évident que les émeutes militaires en Espagne servaient de modèle à ces conspirations.

Lorsque la réunion des cortès semblait avoir assuré le triomphe de la révolution en Espagne, on fut aussitôt, en France, décidé à agir (juillet). Expressément pour imiter ce qui se passait au delà des Pyrénées, la Fayette, destiné à être le président d'une « *junte* » provisoire, voulut que le soulèvement partît des provinces qu'on avait couvertes, dans toutes les directions, d'un vaste bien que faible réseau de conspirations. Au Nord, à Amiens, à La Fère et à Cambrai ; à l'Est, à Vitry et à Béfort ; au Sud, à Lyon et à Grenoble, et à l'Ouest, à Nantes et à Rennes, on avait préparé des soulèvements qui devaient éclater tous à la fois ; un coup de main contre le fort de Vincennes devait, en même temps, ouvrir l'insurrection de Paris qui était fixée au 10 août. Mais les mouvements dans les provinces, qui devaient donner le signal à la capitale, ne se firent pas. On fixa un nouveau délai (19 août) ; mais avant l'expiration

de ce terme, la conspiration, qui n'était que légèrement ébauchée, fut révélée au gouvernement, auquel Bérard lui-même révéla les derniers desseins ; puis tous ces grands projets s'en allaient en fumée (1).

Essor de la cause des royalistes.

Ce nouvel insuccès fortifia encore la puissance des royalistes, qu'on avait compté renverser avec des préparatifs aussi puérils et aussi frivoles. C'était précisément l'époque où ce parti attendait avec la plus vive impatience l'accouchement de la veuve du duc de Berry. Dans des cercles où l'on voyait plus loin, on semblait désirer la naissance d'une princesse comme l'événement le plus heureux pour la France : on se disait que, dans ce cas, la maison d'Orléans imposerait probablement silence à son ambition ; la famille régnante, sans avenir, se sentirait peut-être plus indépendante à l'égard des ultra-royalistes, et se modérerait davantage. Aux coups de canon qui annoncèrent la naissance d'un *prince* (29 septembre), Wellington dit, à ce qu'on prétend, « que c'était le glas funèbre de la légitimité » (2). Mais officiellement la diplomatie salua, dans les félicitations qu'elle adressa au roi, le jeune duc de Bordeaux comme « l'enfant de l'Europe » ; le parti des royalistes alla même jusqu'à l'appeler l'enfant miraculeux, et il considéra cette naissance comme une intervention directe de la Providence en faveur de sa cause ; on disait, avec une confiance entière, « que l'archange foulait enfin le dragon aux pieds ! »

L'essor immense que cet événement fit prendre à la

(1) Cf. Marmont, *Mémoires*, t. VII, p. 268.
(2) *Ibid.*, t. VII, p. 282.

cause des royalistes reçut, en même temps, une force plus considérable encore par le résultat des nouvelles élections. La majorité des députés nouvellement élus appartenait à ce parti ; un grand nombre des représentants avaient même siégé dans la Chambre Ardente de 1815, et ils revenaient entièrement animés de leurs anciennes passions. Les libéraux, qui dans la dernière session avaient formé une minorité pleine d'avenir de manière à faire presque équilibre à leurs adversaires, ne comptaient qu'à peine quatre-vingts voix sur quatre cent trente. Cette majorité imposante et impérieuse des ultra-royalistes rendait indispensable une concession de la part du gouvernement ; il s'agissait d'apaiser l'opposition de ce parti, dont la puissance s'accrut alors, par suite de sa modération comparativement bien plus grande, d'une tout autre manière qu'en 1815, où son impétuosité folle et turbulente lui avait beaucoup nui. A l'ouverture de la session de 1820-21 (19 septembre), le ministère fit entrer dans son sein, comme ministres sans portefeuille, deux chefs du parti des royalistes, Villèle et Corbière. Le négociateur de cette union avait été Chateaubriand, qui composa, à cette époque, la *Vie du duc de Berry*, livre écrit au sujet d'une feuille blanche et dans lequel il prônait de nouveau les principes de sa monarchie aristocratique. En sa qualité d'ami des deux nouveaux ministres et, en même temps, de la sœur du duc de Richelieu, madame de Montcalm, Chateaubriand était plus qu'un autre en position de préparer cette alliance, qui ne fut cependant contractée avec sincérité ni par un parti ni par l'autre. Richelieu comptait user ces nouvelles forces par la tiédeur de son système et contenir les prétentions du parti en satisfaisant l'ambition personnelle de ses chefs.

Chateaubriand, de son côté, conseilla à ses amis de se servir de leur position modeste, pour « *s'infiltrer* » peu à peu dans l'administration qu'en 1815 on avait voulu prendre d'assaut et pour gagner, par un siége en règle, le roi qu'après le 13 février on avait voulu conquérir par un coup de main.

C'était la même manœuvre que ce parti employait à la cour aussi d'un autre côté, depuis que la vicomtesse du Cayla, qui, à l'époque de la chute de Decazes, avait profité d'une affaire de famille pour trouver accès auprès du roi, avait pris la place de ce favori. Par sa famille, elle était intimement unie au parti royaliste ; son beau-père avait été au service du prince de Condé ; sa mère avait occupé la place de dame d'honneur auprès de la comtesse d'Artois, et elle-même était très-liée avec Sosthène la Rochefoucauld, qui lui suggéra alors le projet d'user de son influence auprès du roi en faveur de son parti. Villèle se servit de la Rochefoucauld et de Chateaubriand comme d'un marchepied pour s'élever lui-même ; il les rejeta après être parvenu à ses fins. Cependant Chateaubriand se considérait, à cette époque, comme un « petit Lycurgue » et comme le maître des destinées de la France (1). Même aux yeux d'autres personnes, il passait pour être le sauveur de son pays, après qu'il avait réussi à effectuer cette Union dont les conséquences devaient être, comme il le promit au duc de Richelieu, la paix la plus complète, une immense majorité ministérielle et la cessation de toute opposition.

Cette promesse fut réalisée encore plus mal que celle

(1) Cf. *Mémoires d'outre-tombe*, t. VII, p. 123.

que le comte d'Artois avait faite pendant la session précédente. A peine les Chambres furent-elles ouvertes, que l'attitude insolente des ultra-royalistes renouvela tous les tumultes de l'hiver précédent. La moindre allusion, une expression prêtant à un double sens, l'incident le moins important provoquaient les scènes les plus violentes. On stigmatisait, dans les sorties les plus passionnées, comme une persistance criminelle à défendre des principes intolérables, l'approbation la plus éloignée de la révolution ou de ses héritages. Une épithète élogieuse donnée au peuple espagnol, la simple mention du roi comme d'un prince constitutionnel, excitaient la fureur des ultra-royalistes. On en venait de nouveau aux armes, on se montrait le poing en pleine assemblée, on se jetait à la face les accusations les plus violentes : de Serre reprochait aux libéraux de se servir de l'asile que leur donnait la Chambre, pour commettre toute espèce de crimes ; C. Périer disait aux ultra-royalistes qu'ils demandaient « une junte » et les têtes des libéraux ; Manuel accusait M. de la Bourdonnaie de courir à pleines voiles vers le système sanguinaire de Marat. Mais ce n'était pas seulement contre les libéraux que se tournait la fureur insolente des ultra-royalistes ; leur fraction extrême comblait aussi les ministres des grossièretés les plus extravagantes. Leur chef Donnadieu leur cria avec insolence, et à plusieurs reprises : « Allez-vous-en ! » Il leur demanda pourquoi leur démission n'était pas encore entre les mains du roi, puisque, tour à tour, ils avaient approuvé et rejeté, persécuté et caressé les mêmes doctrines, les mêmes actes et les mêmes hommes. « Où est l'homme d'honneur, demanda la Bourdonnaie, désireux d'être en rapports politiques avec un Pasquier qui, depuis

la Restauration seulement, a quatre ou cinq fois changé d'opinion et de position ? »

Ces sorties impitoyables étaient provoquées par le plus profond mépris que les ultra-royalistes avaient pour les faibles ministres, auxquels la crainte de voir l'esprit révolutionnaire se propager, venait d'arracher, encore une fois, une concession faite à la nouvelle France. Ils présentèrent à la Chambre un projet de loi qui accordait aux donataires de Napoléon une compensation équitable à l'aide des faibles débris du domaine impérial (17 mars 1821); en effet, les donations ou les revenus accordés ainsi par Napoléon avaient été mis à la charge de l'ancien domaine impérial privé, englouti en majeure partie dans les cessions de 1814. Par ce projet de loi, les ministres demandaient aux persécutés de la révolution, qui dès lors étaient les maîtres du pays, d'accorder des récompenses aux révolutionnaires, tandis qu'eux-mêmes n'avaient pas encore été dédommagés de leurs pertes. La commission de la Chambre transforma complétement cette loi, aussi bien dans son esprit que dans ses conclusions : les donataires ne devaient recevoir que des pensions viagères, telles que les leur accorderait le bon plaisir du roi; la commission réserva même une partie de ces revenus pour les soldats émigrés et insurgés qui avaient combattu contre la révolution. Les ministres se résignèrent en silence à toutes ces humiliations, et ils durent s'entendre dire par les libéraux « qu'ils étaient de véritables zéros, et qu'ils ne représentaient plus que le néant ». A l'occasion des discussions sur cette loi, les passions de la Chambre éclatèrent de nouveau d'une manière très-violente. Cette fois-ci, ces scènes n'eurent pas leur contre-coup dans la rue, mais elles causèrent,

entre les deux Chambres, un scandale public qui n'était guère moins funeste.

La çour des pairs devait juger ceux qui avaient été accusés de complicité dans la conspiration du mois d'août. Dans cette cour siégeaient, parmi une foule d'impérialistes, un grand nombre de donataires qui avaient été irrités par l'hostilité arrogante des ultra-royalistes dans la seconde Chambre; ils se préparèrent à porter un contre-coup à leurs adversaires. Le faible gouvernement n'avait osé comprendre dans l'enquête, si ce n'est Fabvier, aucune des personnes célèbres de la complicité desquelles tout le monde était convaincu; et même, quant à ceux qui avaient été effectivement cités à la barre du tribunal, les pairs leur fournissaient les moyens d'échapper à la condamnation. Grâce aux arts si familiers aux factieux et aux avocats de race latine, on parvint à représenter toute l'affaire comme un piége dressé par la police et à faire retomber toute la faute sur Bérard que protégeaient ses révélations, et sur Nantil qui était en fuite; tous les deux furent dépeints comme des instigateurs et des agents infâmes qui s'étaient laissé soudoyer par la police. Par conséquent, les pairs ne condamnèrent à mort (26 juillet) que Nantil et Roy, contumaces; de neuf accusés, contre lesquels on avait requis la peine de mort, six seulement furent punis de deux ou de trois ans de prison.

Chute du ministère Richelieu.

Le jeu de bascule continuel de ces oppositions de parti prouve que, malgré la force croissante du royalisme, le système du gouvernement était toujours resté le même; que la chute de Decazes et l'entrée de Villèle au ministère n'avaient en rien modifié la marche vacillante et em-

barrassée du pouvoir, si ce n'est qu'il se montrait encore plus indécis et plus indolent qu'auparavant. Si, autrefois, au milieu des sympathies de parti et des mesures toujours changeantes, on avait constamment abandonné un parti pour se jeter dans les bras de l'autre, on était, à ce moment, complétement paralysé par l'aversion bien plus prononcée pour tous les partis; toute action gouvernementale proprement dite avait cessé, et les ministres étaient condamnés à une nullité et à une inaction complètes. Pendant la dernière session, ils n'avaient pu faire adopter aucune mesure législative. Ils avaient présenté aux Chambres le projet d'une loi communale; mais à peine l'eurent-ils déposé sur le bureau, qu'on prévit déjà qu'il ne serait même pas soumis à la délibération. Contre leur proposition de faire des améliorations dans l'organisation du jury, on avait immédiatement élevé des objections tellement puissantes, que les ministres la retirèrent sans rien dire. Le gouvernement vivait dans l'impuissance et au jour le jour, sans avoir un but dans la politique extérieure et sans poursuivre un dessein quelconque dans les affaires intérieures, si ce n'est qu'il voulait à tout prix conserver la tranquillité et gagner du temps, pour que les passions des partis, nouvellement réveillées, pussent se refroidir.

C'était toujours une administration diplomatique qui semblait, dès lors, être organisée complétement sur le pied autrichien, et entièrement destinée à suivre les voies indiquées à Karlsbad. Il s'agissait pour elle uniquement d'exploiter la lassitude du peuple, l'incertitude dans les esprits, les divergences des intérêts et la division entre les partis; d'entraver le mouvement de ceux qui voulaient trop avancer; d'enrayer la marche rétrograde de ceux

qui allaient trop reculer; en un mot, de maintenir, sous tous les rapports, le principe stationnaire. On continua donc à suivre les errements traditionnels, à ménager tous les partis, les impérialistes et les constitutionnels, l'ancienne et la nouvelle France, et à tenir compte de leurs prétentions. Mais, par cela même, on était condamné à l'immobilité, parce qu'on ne pouvait s'appuyer solidement sur aucun des partis isolément; on ne pouvait se consacrer aux intérêts du pays, parce qu'on avait à servir trop d'intérêts de coteries. Parmi ces coteries, celle des royalistes était servie par les ministres de la manière la plus servile, et, en même temps, avec le plus de répugnance; par conséquent, elle était la moins satisfaite. Les ultra-royalistes s'étaient attendus à ce que la dernière session fît de grandes choses pour eux; ils rentrèrent donc chez eux déçus dans leurs espérances et pleins de mauvaise humeur. L'Union de M. de Chateaubriand n'avait amené ni la paix, ni l'influence des royalistes, ni la réconciliation qu'il avait promises à Richelieu, à son parti et à lui-même. Au contraire, la méfiance, les préjugés et les oppositions avaient fait leur entrée dans le conseil des ministres même. De Serre, poussé par Villèle et par Corbière, voulut jeter le gouvernement dans la contre-révolution, tandis que Pasquier et Siméon l'empêchaient de donner dans des entreprises téméraires et précipitées. Ces deux derniers ministres voulaient de nouveau former un centre ministériel au sein de la Chambre, mais les autres préféraient se jeter entre les bras des royalistes, qui avaient de plus en plus pris les allures d'un parti capable de régner.

Dans la lutte silencieuse de cette époque, le principe de l'immobilité l'emporta encore une fois sur celui de la

réaction. Pasquier triompha de Villèle et de Corbière. Depuis longtemps mécontents des maigres conditions qu'on leur avait faites lors de leur entrée au ministère, et irrités de se voir toujours en minorité au conseil des ministres, tandis que, dans la Chambre, ils disposaient de la majorité la plus imposante, ces deux hommes se retirèrent, vers la fin de la session (31 juillet), avec Chateaubriand (qui avait occupé le poste d'ambassadeur à Berlin), pour ne pas perdre leur popularité aux yeux de tout leur parti, à cause d'une position vaine qui leur attirait néanmoins l'envie des individus isolés. De cette manière, on conserva le ministère, mais ses membres sentaient eux-mêmes combien son existence était fragile. L'entrée de Villèle l'avait miné, sa sortie l'ébranla entièrement. Le parti royaliste y vit le signal de la rupture complète avec le gouvernement et se prépara à porter le coup décisif. Dans le pays aussi bien que dans les Chambres, la puissance des royalistes continuait à s'accroître sans cesse. Tout portait de nouveau la physionomie des années 1815 et 1816; on évitait seulement les excès tragiques et ridicules de ces temps-là.

Depuis l'année précédente, les missions avaient pris un nouvel essor. On profita ensuite, avec le plus grand zèle, de l'intervalle entre les deux sessions pour favoriser énergiquement la propagande de la Congrégation, placée alors sous la direction de deux laïques, Jules de Polignac et Matthieu de Montmorency, et de deux jésuites, les pères Ronsin et Delpuits, et devenue ainsi une espèce de ramification de l'ordre des jésuites. Elle jeta alors ses réseaux sur toutes les classes et sur toutes les conditions, et en tint les fils d'une main plus ferme; elle travailla activement dans toute une série de sociétés

nouvellement fondées et destinées à agir dans la littérature, dans les écoles, parmi les femmes et parmi les ouvriers et domestiques sans travail; elle opéra dans la presse et elle s'empara de toute l'influence dans l'instruction publique. Les écoles primaires étaient entièrement entre ses mains; quant à l'instruction secondaire, où Royer-Collard avait énergiquement résisté aux influences des jésuites, la Congrégation la conquit dès le moment où Corbière remplaça ce ministre pour organiser de nouveau l'Université (27 février) et pour attribuer aux évêques le droit de surveiller tous les sujets d'enseignement dans les colléges.

Les nouvelles élections fournirent encore une fois la preuve que la cause du royalisme était alors solidement établie dans le pays. Parmi quatre-vingt-huit députés nouvellement élus, soixante appartenaient aux ultra-royalistes. Ils ne purent donc plus hésiter à porter le coup de grâce au ministère, dès l'ouverture même de la session. Dans un passage de la réponse au discours du trône, ils exprimaient un doute offensant sur l'honorabilité de la politique extérieure du gouvernement. Le roi s'en sentit personnellement blessé. Mais vieilli et maladif comme il l'était, et ne trouvant plus de favori tel que Decazes parmi ses conseillers, il n'avait plus la force de se résoudre hardiment à une ordonnance de septembre, à une dissolution de la Chambre. Richelieu essaya d'arriver à une entente avec les libéraux, mais ils lui firent des conditions trop élevées; en présentant un projet de loi sur la prolongation de la censure, il espérait obtenir des royalistes un vote de confiance; mais ces derniers se montrèrent récalcitrants. Richelieu se démit de ses fonctions. Enfin le parti puissant prit possession du poste qui lui

donnait le pouvoir. Le comte d'Artois présenta (13 décembre) ses amis au roi en leur nouvelle qualité de ministres (1). Louis XVIII savait qu'à partir de ce moment il abdiquait pour ainsi dire; mais il se consolait par la pensée que les nouveaux ministres seraient assez intelligents pour apprendre à se défaire bientôt, dans leur nouvelle position, des folies que commettaient les hommes les plus exagérés de leur parti.

Mais, cette fois-ci encore, on aurait difficilement vaincu la répugnance du roi, la résistance opiniâtre de l'honorable président du ministère et la force d'inertie de toute la machine gouvernementale, si la puissance des royalistes n'avait pas trouvé un redoutable appui par suite des modifications qui s'opéraient dans les grandes conjonctures politiques. Ce qui, dès le milieu même de l'année, avait rendu les ultra-royalistes bien plus insolents, bien plus agressifs et bien plus confiants, c'étaient les grands succès remportés à cette époque, en Italie, par les armes de la légitimité. A partir de ce moment, leur parti sentait qu'il pouvait se passer du ministère et mettre fin à son inaction, non-seulement dans l'administration intérieure, mais encore et avant tout dans les affaires extérieures.

Jusqu'alors, le gouvernement français, conformément à son système de tiédeur et de faiblesse, avait observé une neutralité complète dans les questions d'Italie et

(1) Aux affaires étrangères: Mathieu de Montmorency; à l'intérieur: Corbière; aux finances : Villèle; à la justice : Peyronnet, ancien procureur général à Bourges; à la guerre : le duc de Bellune; à la marine : Clermont-Tonnerre. Tous étaient membres de la Congrégation. Le duc de Doudeauville, dont la maison était le foyer de la Congrégation, obtint la direction générale des postes.

d'Espagne, dans les grands événements qui dominaient l'époque. Comme toutes les autres attitudes du ministère, cette position neutre déplut à tous les partis, parce qu'elle semblait tout à fait indigne d'un État si grand et si puissant. Cette attitude indifférente, en face des intérêts généraux de la liberté, était odieuse aux libéraux; les ultra-royalistes détestaient tout autant la manière dont le ministère était resté le spectateur passif de l'immixtion de l'Autriche dans les affaires de pays qui touchaient aux frontières de la France. Le mécontentement de tout le monde avait fait que les passages décisifs dans l'adresse, votée en réponse au discours du trône, avaient obtenu les voix réunies des deux partis. La modification du gouvernement, qui en fut la suite, fit cesser, dès lors, l'ancienne neutralité, et la France fut poussée dans les voies de la Sainte-Alliance. Nous aurons donc à tourner notre attention de nouveau vers l'action des puissances orientales alliées que, pendant si longtemps, nous avions complétement perdues de vue.

FIN DU TOME SEPTIÈME

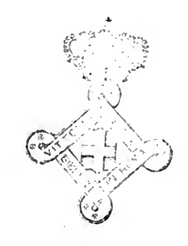


TABLE DES MATIÈRES

DU TOME SEPTIÈME

IV. — LES RÉVOLUTIONS DANS LES ÉTATS DES PEUPLES LATINS DE L'AMÉRIQUE ET DE L'EUROPE MÉRIDIONALE (Suite)

1. — LA GUERRE DE L'INDÉPENDANCE DANS L'AMÉRIQUE ESPAGNOLE JUSQU'EN 1820 (Suite)

D. — La révolution prend l'offensive

SAN-MARTIN AU CHILI

BOLIVAR EN COLOMBIE

4. — LA RÉVOLUTION NAPOLITAINE

5. — LA RÉACTION ROYALISTE EN FRANCE

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES

1925. — Imprimerie du Corps Législatif, Poupart-Davyl et Cᵉ, rue du Bac, 30.

